



Tandis qu'un hommage unanime est rendu à l'organisateur de l'opération « Mains propres »

L'autorité de M. Berlusconi est affaiblie par la démission du juge Di Pietro

La tête haute

L'ITALIE nouvelle a bien du mal à trouver sa vitesse de croisière. Après les défaites électorales de Silvio Berlusconi, les dissensions au sein de la majorité, les difficultés sociales et économiques, c'est la démission, mardi 6 décembre, d'Antonio Di Pietro qui a provoqué une nouvelle interrogation sur les chances de voir la Péninsule sortir, enfin, du désordre. Même si des raisons personnelles s'ajoutent aux raisons de fond avancées par le juge-vedette des enquêtes contre la corruption, sa décision de jeter l'éponge montre à quel point les rapports entre la politique et la justice, sujet qui devient un des thèmes dominants du débat démocratique, sont loin d'être réglés.

Pour faire « tomber » la « première République », celle de la partitocratie, de la « combinazione » et d'une corruption instituée en règle de conduite, les juges ne pouvaient pas faire dans le détail. Ils ont, parfois, pris quelque liberté avec le calme et le secret nécessaires à une justice sereine.

LES testaments que vient de laisser Antonio Di Pietro - sa lettre de démission et son dernier réquisitoire - montrent à quel point la tâche est encore immense pour éradiquer la corruption. Pour poursuivre cette œuvre, peut-être les juges devront-ils, désormais, travailler plus loin des feux de la rampe. Mais encore faudrait-il que le gouvernement italien joue, lui aussi, sur ce même registre. Qu'il cesse, par exemple, de systématiquement planter des banderilles dans le dos des juges de Milan, comme l'envoi d'enquêteurs pour contrôler la régularité de leurs investigations ou le transfert à Brescia du dossier concernant justement Silvio Berlusconi.

Pour que la tension décroisse, pour que chacun retrouve sa place, il faudrait, surtout, que le gouvernement soit, lui aussi, « au-dessus de tout soupçon ». Or le péché originel de Silvio Berlusconi est d'être, en même temps que l'un des « tombeurs » de l'ancien régime, l'un de ses produits les plus achevés. Faisant l'objet d'un avis d'ouverture d'enquête concernant une éventuelle tentative de corruption de membres de la brigade financière, le président du conseil pourra toujours être suspecté de régler des comptes personnels avec les juges.

LE départ de M. Di Pietro fait vaciller un peu plus le pouvoir de Silvio Berlusconi et fait apparaître son allié de l'Alliance nationale, Gianfranco Fini, comme le recours de la droite. L'opinion publique italienne, loin d'être blasée, a pris fait et cause pour « son » juge. En tout état de cause, celui-ci peut partir la tête haute.

Antonio Di Pietro, qui dirigeait le groupe des juges de Milan chargés de la vaste enquête « Mani Pulite » sur la corruption, a remis sa démission dans une lettre adressée mardi 6 décembre au procureur Borrelli. Le juge déclare souhaiter que son départ fasse retomber les passions entourant cette enquête et contribue à « rétablir la foi dans les institutions et la sérénité dans le pays ». La démission de cette figure très populaire est un nouveau coup porté à l'autorité de M. Berlusconi.

ROME

de notre correspondante

L'Italie est en deuil du juge Antonio Di Pietro. Ce mercredi matin 7 décembre, les journaux sont presque en berne, et *La Repubblica*, à la place de son habituelle caricature de « une », a imprimé un carré noir. Ce qui donne assez bien la mesure de la dramatisation de la veille : le pays tout entier était devant les téléviseurs, qui diffusaient d'heure en heure des émissions spéciales sur la démission du plus populaire de ses juges, Antonio Di Pietro.

La nouvelle circula depuis le matin, entraînant, comme pour ajouter à la dramatisation, une forte chute de la lire, mais ce n'est que dans l'après-midi que la nouvelle est devenue officielle. Dans une lettre au procureur de Milan, qui est aussi le chef de l'enquête « Mani Pulite », Francesco Save-

rio Borrelli, Antonio Di Pietro explique : « Toutes ces années, comme vous me l'avez enseigné, j'ai travaillé de la façon la plus objective possible [...] et je n'ai jamais poursuivi d'autres buts que ceux de la justice. Et pour- tant, de plusieurs côtés, surtout ces derniers temps, mes devoirs de magistrat ont été interprétés, malgré moi [...] créant des discordes dans le pays [...] ; chacune de mes activités est vue comme une action « contre » quelque chose ou quelqu'un. » « Je me sens le devoir, en tant qu'homme et citoyen, ajoute le juge Di Pietro, de restaurer la confiance et la sérénité dans les institutions, et l'unique geste que j'ai réussi à imaginer est de « dépersonnaliser » l'enquête « Mani Pulite » [...]. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite page 3 et nos informations pages 3 et 4

L'affaire des Chagall volés

Une cinquantaine de gouaches de Chagall, et sans doute davantage, ont été dérobées en 1989 dans l'atelier de l'artiste. Depuis, plusieurs d'entre elles ont été écoulées dans des galeries parisiennes ou vendues à l'étranger. Huit personnes sont mises en examen et cinq incarcérées - dont trois courtiers en art - dans cette affaire qui inquiète le milieu des marchands de tableaux. Une histoire digne d'un roman russe où l'on croise les dénonciations d'un « corbeau » et l'assassinat de la gouvernante du peintre par son mari...

page 12

(Publicité)

La Pléiade



Anthologie bilingue de la poésie italienne

De François d'Assise à Andrea Zanzotto

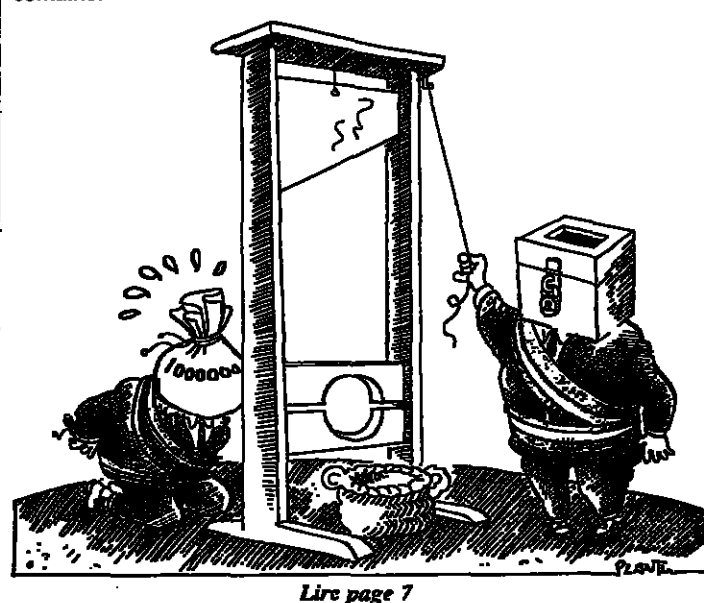
ÉDITION ÉTABLIE SOUS LA DIRECTION DE DANIELLE BOILLET

Callimard

Retardant l'examen des propositions Séguin

La majorité s'oppose au plan anti-corruption

Les députés RPR se sont insurgés, mardi 6 décembre, contre le renforcement de la législation sur la corruption politique proposé par le groupe de travail qui présidait M. Séguin (RPR), président de l'Assemblée nationale. Joignant leurs voix à celles des députés UDF, eux aussi hostiles à ces textes, ils ont retardé les travaux de la commission des lois. Le gouvernement envisage de différer l'examen de ces mesures en séance publique, prévu pour la fin de la semaine.



Lire page 7

Deux collaborateurs de M. Chirac entendus par la police

Agissant à la demande du juge d'instruction chargé de l'affaire des fausses factures en Ile-de-France, les policiers de la brigade financière ont entendu, à l'Hôtel de Ville de Paris, Remy Chardon, directeur de cabinet de Jacques Chirac, et Marianne Hibon, chef de son secrétariat particulier.

page 10

Le Livre blanc sur la santé

Le Livre blanc sur le système de santé qui vient d'être remis au gouvernement se prononce en faveur d'un renforcement des dispositifs d'économie et d'une redéfinition du rôle de l'Etat. Celui-ci devra « fixer les objectifs financiers » et intervenir si les caisses d'assurance-maladie ne les font pas respecter.

page 19

Un entretien avec Alain Gomez

Dans un entretien au *Monde*, accordé après trois années de silence, Alain Gomez, PDG du groupe public Thomson SA, affirme que les industries françaises de l'armement, confrontées à un recul général des budgets militaires, « ne pourront échapper aux restructurations ».

page 20

Union sacrée en Tchétchénie

Malgré les négociations, Moscou déploie ses troupes aux portes de la République rebelle

GROZNY

de notre envoyée spéciale

« Oui, il faudrait un nouveau Staline, qui sache montrer comment faire avec tous ces culs noirs. » L'insulte, courante en Russie pour qualifier toute population du sud du vieux empire, jaillit de la bouche d'un gradé en treillis des commandos spéciaux du ministère russe de l'intérieur, les « spetsnaz ». Brandissant son radio-émetteur, il promet que bientôt les journalistes et autres troubles ne seront plus autorisés à franchir son poste, le dernier sur la route qui mène à Grozny, capitale de la Tchétchénie.

Derrière lui, des centaines de

chars, de blindés et d'hélicoptères continuent, malgré les négociations, de se déployer aux frontières de la petite République caucasienne, membre de la Fédération de Russie. Boris Eltsine a déclaré qu'il ne supporterait plus son arrogance indépendante, pourtant acquise dans les faits il y a déjà trois ans.

Au-delà du poste de l'irascible « spetsnaz », commence un territoire où plus d'un million de Tchétchènes, et encore près de deux cent mille Russes, survivent depuis sans liens officiels avec l'extérieur. Les allocations budgétaires de Moscou sont supprimées, les voitures fouillées, le train ne

fonctionne plus, les pistes des trois aéroports tchétchènes ont été détruites par des avions russes. « Vous voulez savoir comment on vit encore ? », demande Omar, un jeune Tchétchène. Il montre un oléoduc qui longe la route. « Je connais un robinet et les gens qui le gardent. Je leur achète de l'essence que j'utilise pour mon taxi ou que je revends », explique-t-il.

La Russie ne peut couper un oléoduc comme des subventions. Celui qui traverse la Tchétchénie, en provenance d'Azerbaïdjan, alimente aussi le sud de la Russie.

SOPHIE SHHAB

Lire la suite page 4

« Si la presse n'existait pas... »

A l'occasion de son 50^e anniversaire, « le Monde » a organisé un colloque sur l'avenir du journalisme écrit

Avouer ses cinquante ans, les fêter, et même avec quelque éclat, c'est s'attirer souvent les sympathies apitoyées. Les autres, pour être passés par là, ou pour s'y préparer, savent cet âge dangereux. Difficile de s'épargner l'épreuve du mi-gué, les hésitations, entre nostalgie et incertitudes, une sorte d'état de crise larvé, ou avéré. A l'approche de cet anniversaire, il est deux façons de réagir. Se trouver encore belle jeunesse, se mentir sur ses rides, ou sur les rides du temps. Ou opter pour la lucidité. En ce mois de cinquantenaire, *le Monde* a choisi la seconde solution. Choisi de dresser son propre état des lieux, de faire face à sa réalité, et à celle de quelques survivants, rescapés de « la presse

parisienne de qualité », d'explorer un présent inquiétant à bien des égards.

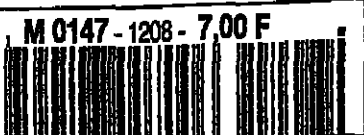
Et, pour mieux être certain d'échapper aux tentations de la complaisance, pour s'interdire, jusqu'au terme de ce bilan, les mensonges réconfortants, il s'est entouré, mardi 6 décembre, d'amis lecteurs et d'experts, d'étudiants en communication, de femmes et d'hommes de presse, soit près de deux mille personnes qu'il avait conviées, à l'UNESCO, à dire ou à écouter la vérité sur lui, comme sur la presse quotidienne. Ce colloque avait choisi pour titre un slogan un peu utopiste, un slogan de jeune homme : « Reinventer la presse. » Mais, une citation de

Balzac, extraite des *Illusions perdues*, et reproduite sur les cartons d'invitation, contrariait cet optimisme : « Si la presse n'existait pas, il faudrait ne pas l'inventer. » Les participants étaient prévenus. La vérité, sèche, nue, sur un secteur économique et culturel sinistré, en proie aux difficultés de tous ordres, voilà ce qu'on attendait d'eux. Ils ne se sont pas dérobés.

Aucun répit ! Dix heures de plomb. Ce colloque avait décidé de ne pas tenir salon et, dès les propos d'accueil de Federico Mayor, il était clair que ce serait rude journée pour un cinquantenaire.

PHILIPPE BOGGIO

Lire la suite page 14



A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Angleterre, 8 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 700 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 120 £ ; Italie, 2400 L ; Liban, 1,20 US\$; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 700 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2 FS ; Tunisie, 850 m ; USA, 2,50 \$ (N.Y. 2 \$).

SHOAH

Hommage aux « Justes »

Pour le philosophe Paul Ricoeur, *Tzadec, les Justes*, le film de Marek Halter et Maurice Frydland consacré à des Français qui, pour avoir sauvé des juifs pendant la seconde guerre mondiale, ont été qualifiés de « justes », en Israël (« le Monde Arts et spectacles » du 1^{er} décembre), s'adresse « à l'homme en tout homme » pour lui dire que « la bonté est plus profondément enfouie que le mal dans le cœur humain ».

par Paul Ricoeur

Je voudrais louer ici l'épaisseur, la densité du film de Marek Halter : *Tzadec* se laisse regarder, lire, méditer à plusieurs niveaux de profondeur ; et, à chacun, le film se recrute des destinataires différents.

Les premiers sont les « justes » eux-mêmes, ces hommes et ces femmes, dispersés à travers l'Europe et au-delà, qui ont caché, protégé, sauvé des juifs au temps de la déportation et de l'extermination. Oui, le film s'adresse d'abord à ces « justes » à qui il rend justice, en nous les donnant à voir dans leurs gestes simples et gauches, et à entendre dans leurs réponses étonnées. Il était grand temps de les célébrer, avant qu'ils ne disparaissent : leurs visages ne sont plus simplement admirables. Dès ce premier niveau de regard, je voudrais écarter l'objection qui a pu être faite ici ou là, à l'encontre du projet de rendre hommage à ces « justes » : cet hommage ferait-il injure à la mémoire des disparus et à la souffrance de leurs proches ? Je m'attaquerais plus loin au fantasme, sous-jacent à l'objection, d'une pesée, d'un bilan des biens et des maux, d'où pourrait résulter je ne sais quelle compensation entre la bonté et le crime. Je me borne, pour l'instant, à suggérer que le film de Marek Halter repose sur le pari que la justice rendue aux « justes » peut plutôt contribuer au travail de deuil dans lequel sont durement engagés les survivants de la Shoah.

Refuser toute comparaison

Ce pari peut être gagné dans la mesure où *Tzadec* s'adresse à une seconde sorte de destinataires, à savoir cette catégorie de rescapés de la grande tribulation, qui ne sont pas des « survivants » des camps, mais les « épargnés » de la déportation. A eux aussi quelque chose était dû ; quelqu'un devait leur offrir l'occasion d'exprimer leur reconnaissance à l'égard de leurs protecteurs. Eh bien, c'est cette occasion de sortir de leur silence, voire de surmonter leurs scrupules à l'égard des « survivants », que *Tzadec* leur offre.

A ce second niveau, la querelle qui me tient à cœur risque une nouvelle fois de prendre une mauvaise tournure : n'est-on pas tenté de comparer le nombre respectif des juifs épargnés selon les pays auxquels ont appartenu ces témoins de la justice et de la compassion ? Et si la comparaison était favorable à tel ou tel pays – peut-être au nôtre ? – ne chercherait-on pas à en tirer argument pour atténuer la responsabilité politique des régimes concernés ? Et voilà comment, en jouant avec les statistiques, on commence à jouer entre les mains des révisionnistes... Eh bien, il n'est qu'une façon de couper court à ce genre de supputation, c'est encore une fois, en refusant toute pesée, tout bilan, où la bonté et le crime seraient tenus pour commensurables.

Une autre considération vient barrer la voie à ce genre de calcul : elle surgit au cœur du dialogue que le film noue avec une troisième sorte de destinataires, à savoir, au-delà des « justes » eux-mêmes et des « épargnés », ceux qu'on ne peut désigner que d'un terme neutre : ceux qui n'ont été ni des bourreaux ni des « justes » – les autres que les « justes ».

Où oser ou trahir

Ces autres, nous ne les avons pas encore évoqués, parce que nous n'avons pas encore prêté attention aux réponses que ces hommes et ces femmes admirables font aux deux questions insistantes que leur pose Marek Halter – le « passeur » entre le voir et l'écouter. A la première question : « Pourquoi avez-vous aidé des juifs ? », les réponses entendues sont déconcertantes de simplicité : « parce que c'était alors la chose à faire », « parce que nous aurions eu honte si nous ne l'avions pas fait ». Ce sont là les balbutiements de la bonté ; j'y reviendrai plus loin.

C'est aux réponses à la deuxième question que je vais d'abord m'attarder : « Et les autres, pourquoi croyez-vous qu'ils n'en ont pas fait autant ? » Les réponses se font ici évanescentes ; la pudeur, la modestie, ne sont pas la seule raison ; à vrai dire, les « justes » n'ont pas la charge de la réponse, parce que ce n'est pas à eux que la question s'adresse, mais précisément aux autres. Or ce sont ces autres qui sont aussi les destinataires du film. La bonté des « justes » rebondit en reproche : Pourquoi, vous aussi, n'avez-vous pas été des justes ? Avouons-le, il n'y a pas de réponse à cette question ; elle met en effet à nu une jointure secrète des actes, en ce moment où l'on aurait pu, mais où l'on n'a pas voulu. Et c'est précisément la justice et la compassion qui portent au jour de la conscience qui s'interroge après coup les

omissions, les négligences, les fuites devant l'alternative terrible : ou oser ou trahir. Si c'est bien dans cette direction aussi que le film de Marek Halter pointe, alors il est définitivement à l'abri du soupçon d'avoir pu atténuer, le voulant ou non, la culpabilité de quiconque. Si le film ne dit rien des bourreaux, et s'il doit accuser quelqu'un, ce sont les gens ordinaires, qui ont continué à faire des actes ordinaires quand la situation exigeait des actes extraordinaires.

Mais ces gens ordinaires, nous tous le plus souvent et la plupart du temps, sont-ils les véritables destinataires du film ? Ils le seraient si l'accusation était le dernier mot du film. Si c'était le cas, on pourrait certes demander qui est en droit d'accuser des hommes de n'avoir pas été des héros. Certainement pas les « justes » : nous les avons vus se retrancher dans la pudeur et la modestie de l'esquive. Faut-il dire alors que c'est la bonté elle-même qui accuse ceux qui ne se sont pas portés à la hauteur de son injonction ? Mais la bonté, la justice et la compassion ont-elles pour fonction d'accuser ? Non : la bonté a autre chose à faire qu'accuser ; elle proteste, elle témoigne. Et c'est ici que le film de Marek Halter vise le plus loin et se donne la dernière sorte de destinataires que son message rassemble.

Ceux-ci ne sont plus seulement les « justes », ni les « épargnés », ni les non-héros, tous protagonistes d'une certaine histoire, mais potentiellement tous les hommes. C'est, en effet, à l'homme en tout homme que le film déclare : Aussi radical que soit le mal – et Auschwitz l'a démontré –, la bonté est plus profondément enfouie que le mal dans le cœur humain. Mais seuls des actes rares, ceux dont les « justes » ont été les auteurs, rendent témoignage à ce fond de justice et de compassion (l'hébreu n'a qu'une seule racine pour dire cette vertu pour laquelle nous avons besoin de deux mots). Autrement dit : tout se passe comme si des actes exceptionnels, venus du fond, et perçant la croûte de la méchanceté, avaient pour destination d'entretenir la confiance dans ce fond de l'humain véritable.

La protestation de la bonté

C'est, à mon sens, parce que la bonté et le crime sont ainsi dénivelés dans la profondeur du cœur humain qu'aucun bilan n'est possible, qui montrerait qu'au total, en définitive, et tout compte fait, la bonté pèse plus lourd que le crime. Le film nous éloigne définitivement de ce genre de calcul. La bonté des uns n'atténue pas le crime des autres, même pas la faute par omission de la plupart. La protestation de la bonté atteste seulement que, selon l'expression de Kant dans *l'Essai sur le mal radical*, la destination au bien est plus « originelle » que le penchant au mal, aussi « radical » soit-il.

Ce disent, je m'éloigne non du film, de ce qu'il montre, de ce qu'il dit, de ce qu'il donne à penser, mais de ce que son auteur dit, lorsqu'il parle sur son film. Il caractérise comme *optimisme* la leçon morale de son ouvrage. Je ne sais s'il s'agit seulement d'un différend sur les mots, d'une querelle sémantique, comme on dit aujourd'hui. Mais il me semble que l'optimisme implique quelque chose comme la prédiction, ou la prophétie, que « finalement les choses tourneront plutôt bien ». Me tenant dans le sillage du film, je dirai plus volontiers ceci : j'ignore comment « tout cela finira ». Mais, quelles que soient les horreurs encore à venir de l'Histoire, j'espère qu'il y aura, encore et toujours, des « justes », et des artistes pour préserver la trace périssable de leurs actes.

► Paul Ricoeur est professeur émérite de l'université Paris-I.

TOXICOMANIE

L'ordre hors la loi

Le débat lancé par le Comité d'éthique sur la dépénalisation des drogues illicites souligne le décalage entre la médecine et la loi. Ainsi le traitement des héroïnomanes à l'aide de produits opiacés de substitution se fait-il en dehors de tout cadre légal. Cet espace de soin entre la loi commune et la personne n'est-il pas la raison d'être de l'ordre des médecins ? La loi de la médecine ne peut se réduire à la loi positive.

par Jean Carpentier

N'y aurait-il pas deux façons d'être hors la loi : l'être par défaut, dans une sorte de retour à des pulsions sociales, ou l'être par excès, dans l'anticipation d'une loi mieux adaptée ?

Le traitement de la toxicomanie a mis cette question à l'ordre du jour. A Montpellier, Montbéliard, Tarragon, Paris et ailleurs, et jusque dans l'île de la Réunion, un certain nombre de procédures judiciaires ou ordinaires sont en cours à l'encontre de médecins prescripteurs de produits opiacés. Elles ont le mérite d'un rappel à la vigilance. Mais ce rappel n'est pas unilatéral, et ces procédures nous invitent à réfléchir aux places respectives de la justice et de l'ordre des médecins. De telles instances sont les instruments d'un « Etat de droit », c'est-à-dire d'une démocratie où, par définition, les lois peuvent changer du fait de l'intervention des citoyens (et non seulement du fait de l'autorité en place) ; cela, notamment, dans des domaines, comme la médecine, où des compétences particulières sont requises pour légiférer.

Le travail du médecin se situe entre la loi et la réalité de la vie de la personne qui vient lui demander de l'aide. Il semble important de préciser que cet espace de liberté de la relation soignant-soigné est reconnu par la loi : telle est la raison d'être d'une juridiction interne à notre profession qu'elle s'appelle l'ordre des médecins. Si elle est toujours là, après quelques avatars historiques pas toujours réjouissants, ne serait-ce pas lié au fait qu'il répond à quelque chose de nécessaire ?

Qu'il s'agisse d'un petit enfant épuisé, d'un adolescent qui s'adonne à l'école buissonnière ou qui attend d'une angine le jour de la composition de latin, d'un adulte victime d'un accident du travail ou de la circulation, qui n'a jamais fait l'expérience plus ou moins douloureuse des exigences de son inadaptation aux exigences collectives ? Déprimés, fatigués, maux de ventre, de dos,

de cœur, de peau, etc., qui n'a jamais, un seul jour de sa vie, trouvé un sens à ce qui se passait dans son corps et dans son esprit ? La maladie est une parole qui interroge, au moins celui qui en souffre. Elle constitue l'une des formes de résistance à ce que les autres acceptent pour vivre ensemble.

Depuis deux siècles, à l'instar de certains droits politiques, le droit aux soins évolue constamment. Le fou est passé de la prison à l'asile et à l'hôpital de jour ; plus récemment, les châtiments corporels ont été interdits dans les écoles ; l'interdiction volontaire de grossesse est devenue légale, de même que la contraception pour les mineurs. Dans ces moments de mutation, combien de médecins ont-ils enfreint, sinon la loi, du moins ses applications particulières ? Combien de médecins, dans la pratique et à leurs risques et périls, ont-ils anticipé la loi future ? Ils l'ont fait, car c'est bien souvent de vie ou de mort qu'il s'agit.

La loi et le serment

Désordre individuel d'un corps et/ou d'une âme, la maladie fait désordre dans la collectivité. Le médecin est requis pour retrouver de l'ordre. Mais de quel ordre s'agit-il ? De l'ancien, ou d'un ordre qui resterait à inventer ? Aujourd'hui, pour le médecin, ouvrir sa porte à un toxicomane qui lui demande une aide revient très vite à une confrontation avec la loi. Cette dernière va lui disputer l'espace de « neutralité bienveillante » et de « secret médical » qu'elle lui reconnaît pourtant dans ses textes. En effet, pour celui dont la charge est l'application de la loi, le toxicomane est un délinquant, tandis que, pour le médecin, dès qu'il franchit la porte de son cabinet, il est un malade parmi d'autres.

On sait qu'une part essentielle de l'« art » du médecin réside dans sa capacité à être, à la fois, proche du malade pour entendre son mouvement et suffisamment détaché pour garder sa fonction de soignant. Son « art », autrement dit ce qui le rend apte à soigner, se perd dans la réduction à l'un de ces deux extrêmes. Comme avec n'importe quelle personne, le médecin travaille avec le toxicomane en créant un lien thérapeutique qui, par-delà les difficultés, ne peut exister qu'à partir du moment où il s'appuie sur une confiance réciproque.

C'est en travaillant de la sorte, en accompagnant pas à pas, en écoutant que le médecin a appris, hors de tout cadre légal, à prescrire des produits opiacés. Dès lors, la représentation de la loi se cabre ; ce qui est devenu un lien de solidarité peut être confondu avec une complicité.

Légitime méfiance. Le soignant est alors coincé entre le toxicomane qui tend, plus ou moins consciemment, à faire de lui un complice en dérivant et le justice qui le soupçonne de l'être. Dans ces conditions, le travail thérapeutique est gravement compromis puisque son espace d'évolution disparaît. Que faire ?

Pour le soignant, la loi est une référence, un guide, il l'a intégrée, mais son activité ne se confond pas avec celle de l'homme de loi. Les exigences de son métier l'obligent à s'aventurer d'une façon particulière sur le terrain de l'autre – le soigné –, où il se débat avec les symptômes de son mal-à-vivre, de son désordre. Il n'y va pas pour le rappeler à la loi mais pour le soigner – implicitement, la demande de soins signifie un désir de retour à la loi commune.

Faut-il admettre que la loi incarnée par la médecine ne se réduit pas à la loi positive, puisque, au fond, le soin implique l'exercice quotidien de la conscience morale auprès de chaque personne particulière, sans que soit jamais donnée de solution préalable ? C'est bien une loi de cette sorte que contient le serment d'Hippocrate et le précepte fondamental de « d'abord ne pas nuire ».

Baisée certes par la loi et par la science, la médecine est une pratique qui, pour ne pas se perdre, ne peut renoncer à cet inconfort originel, à cette nécessité d'inventer constamment. Car si la médecine n'est pas la loi, elle ne se confond pas non plus avec la science, d'autant que sa « science », toujours provisoire, y naît précisément de l'évaluation des pratiques. Ainsi cet inconfort, créateur de science, va être quelquefois un ferment de modification de la loi.

Le médecin, qui se doit d'accompagner le mouvement de l'autre, est-il est trahi par le problème de la guérison, et non par celui de la punition, prend par là le risque de, pour le poète, le poète des rieurs et des culpabilités d'une société qui a du mal à évoluer. Nous attendons du conseil de l'ordre des médecins que sa vigilance soit à la hauteur des avancées de la médecine, et non qu'il se cantonne dans le rôle d'un simple relais de ceux qui ont à charge l'application d'une loi qui peut se révéler obsolète. L'ordre des médecins peut-il assumer cette tâche adulte et créative qui est normalement dévolue ? Il s'agit sans doute de l'un des principaux aspects du pari de la démocratie.

► Le docteur Jean Carpentier est médecin généraliste, membre de la commission des stupéfiants et psychotropes, président du réseau des professionnels d'Ile-de-France pour les soins aux usagers de drogues.

A LIVRE OUVERT

La folie des hommes

PEINES DE MORT de Martin Monestier. La Cherche-Midi, 301 p., 196 F.

DE certains livres, on dit qu'ils sont « dérangeants mais nécessaires ». Voici un livre profondément dérangeant, pour ne pas dire insupportable. Est-il nécessaire pour autant ? On peut se poser la question. Et se demander, naturellement, s'il faut y faire écho, alors qu'on s'est forcé à le parcourir et qu'on ne le rouvrira pas.

Auteur éclectique, ayant à son actif de nombreux essais, Martin Monestier ne nous propose pas un énigmatique ouvrage, juridique ou philosophique, sur la peine de mort. Son propos est purement technique, si l'on peut dire : exposer de la manière la plus complète, la plus objective possible, tous les moyens employés par les hommes, de l'Antiquité à nos jours, pour exécuter leurs semblables.

Ce musée des horreurs n'est pas un livre écrit à la va-vite : précis, minutieux, extrêmement documenté, il a exigé un travail de bénédictin. Dans quel but ? Martin Monestier souligne que le sujet n'a rien perdu de son actualité, au contraire. Des condamnations à mort sont prononcées aujourd'hui dans 126 pays, réunissant les neuf dixièmes de l'humanité. Après

avoir renoncé à cette peine, certains Etats y sont revenus ; d'autres ont rétabli les exécutions publiques, par le biais de la télévision. Loin de diminuer, le nombre annuel d'exécutations légales (près de 2 500) a doublé en quinze ans. Fusillades et pendaisons sont aujourd'hui les moyens les plus couramment employés, mais la lapidation reste en vigueur dans des pays comme l'Iran, l'Afghanistan et l'Arabie saoudite, ce dernier pays y ajoutant la décapitation.

L'actualité de la peine de mort – et de la torture – justifie-t-elle que l'on expose, de manière aussi détaillée, avec des illustrations aussi inouïes, les mille manières de punir, faire souffrir et humilier ses semblables depuis que les sociétés humaines sont organisées ? Sans le moindre commentaire, Martin Monestier présente, chapitre après chapitre, des horreurs connues (le bûcher, la roue, le crucifiement...), et d'autres qui le sont moins (l'écorchage, le sciage, le dépeçage, l'éventration...), chacune ayant une infinité de variantes. Ce sont toujours des hommes qui égorgent, étranglent, mutilent, brûlent, écartèlent, mais les victimes de cette boucherie sont parfois des femmes et des enfants. Rien ne nous est épargné par l'auteur : aucun

détail, aucun chiffre, aucun éclairage historique. Cet inventaire mondial de la bestialité est une véritable encyclopédie.

Au cours des siècles, tout le génie humain a été mis en œuvre, ici ou là, pour tuer le plus lentement possible, faire souffrir au maximum, sous prétexte d'exemplarité. A côté de tous ces supplices, les techniques modernes adoptées par les démocraties – la chaise électrique, l'injection létale et même la guillotine – apparaissent comme de grands progrès de l'humanité. C'est dire que le livre de Martin Monestier n'aide pas forcément à réfléchir sur la peine de mort.

La malice vient de ce qu'il se présente comme un beau livre illustré. Osons croire que sa publication à l'approche des fêtes est un pur hasard. Il se trouverait bien quelques voyeurs ou masochistes pour en faire un cadeau de Noël... Prenons-le plutôt pour ce qu'il devrait être : un document à conserver à la Bibliothèque nationale, comme témoignage de la folie des hommes. Un anthropologue de talent pourrait se saisir de cet océan de larmes, pour en expliquer la signification, et nous donner peut-être des raisons de ne pas désespérer.

ROBERT SOLÉ

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Comité exécutif :

Jean-Marie Colombani, gérant, directeur de la publication

Dominique Aldrey, directeur général

Noël Jean Berguez, directeur de la rédaction

Erie Pélissier, directeur de la gestion

Anne Chaussebourg, directeur délégué

Directeur de l'information :

Philippe Labarde

Rédacteurs en chef :

Thomas Ferenzy, Edwy Plenel, Robert Solé

adjoints au directeur de la rédaction

Bruno de Camas, Laurent Goussier, Danielle Heymann

Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig

Manuel Lucbert, directeur du « Monde des débats »

Alain Robat, Michel Tada, conseillers de la direction

Daniel Verne, directeur des relations internationales

Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médecin :

André Laurens

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991),

Jacques Lacombe (1991-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 05

Tél. : (1) 40-65-25-26 - Télécopieur : (1) 40-65-25-89

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25 - Télécopieur : (1) 40-60-30-10

TOXICOMANE

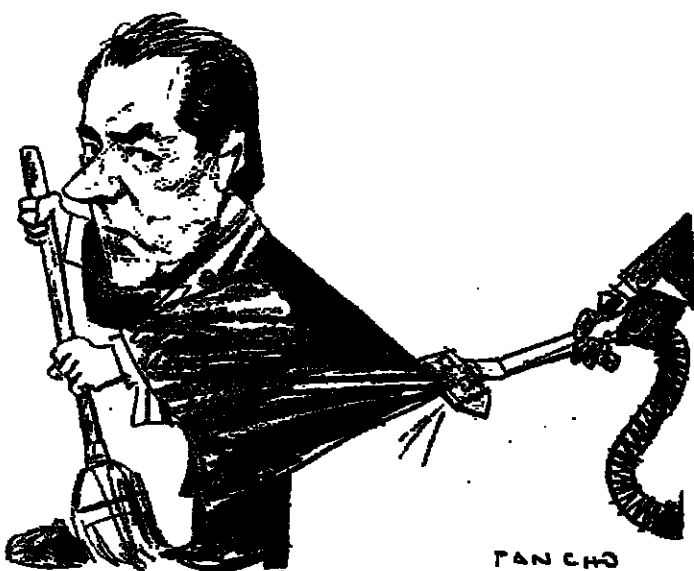
INTERNATIONAL

dre hors la loi

L'autorité affaiblie de M. Berlusconi

Suite de la première page
« Je lâche donc la magistrature, sans polémique, sur la pointe des pieds, dans un esprit civique, la mort dans l'âme et sans perspective d'avenir », conclut-il, enfin. En d'autres termes, Antonio Di Pietro estime que les conditions ne sont plus réunies pour qu'il puisse exercer sereinement

à Brescia les procès d'enquêtes menées à Milan, en raison « d'un manque de sérénité au parquet de Milan ». L'envoi d'inspecteurs du ministère de la justice pour vérifier les méthodes du juge Di Pietro et de ses collègues allait être la goutte d'eau qui fait déborder le vase.
La démission du juge Di Pietro



FANCHO

son métier. Et comme pour donner amèrement raison au signataire de cette lettre, digne et désespérée, d'un « honnête homme qui n'en peut plus de subir des pressions », selon les termes d'un editorialiste italien, son geste était immédiatement l'objet de polémiques et d'interprétations tendancieuses. La majorité gouvernementale exprimait, par la voix du porte-parole Giuliano Ferrara, des critiques à l'encontre du comportement des autres juges de « Mani Pulite » qui ont « utilisé comme un symbole Di Pietro, alors que dans cette affaire pas une vieillesse n'a été atteinte par la justice ». A l'inverse, l'opposition, relayée par les « Indignes », qui sont allés dès hier soir manifester sur les places des plus grandes villes du pays, comme à Rome et à Milan, rejette plus ou moins ouvertement la responsabilité de ce départ sur le gouvernement. Quant à Silvio Berlusconi, toujours à Budapest mardi pour la réunion de la CSCE, son commentaire restait plus réservé : « Ce départ me laisse avec l'amertume à la bouche (...). Il faudrait réfléchir tous ensemble sur les erreurs qui ont porté le pays, ces derniers deux ans, à se diviser avec parfois un degré inacceptable de fanatisme, face à des personnalités publiques de l'appareil judiciaire, condamnées à devenir des symboles ».

« Mains blessées »

Antonio Di Pietro s'en va donc, à moins qu'il ne cède aux appels du président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, qui lui a personnellement téléphoné pour lui demander de rester. Mais l'enquête « Mani propres » continue. C'est ce qu'a précisé le procureur Borrelli à la presse, en rendant hommage au travail mené par le juge Di Pietro, dans « un climat de croissance et d'injurieuse hostilité ». « Notre action judiciaire se poursuivra », affirme-t-il, « sans crainte et sans faiblesse ».

L'enquête sera-t-elle encore la même ? Ces derniers temps, on avait l'impression que, face à un pouvoir directement impliqué dans les affaires de corruption, elle devenait chaque jour un peu plus l'enquête des « Mains liées ». Les derniers épisodes sont probants : en juillet le décret-loi Biondi, du nom du ministre de la justice, qui revenait à faire sortir de prison les détenus pour corruption, sous prétexte de modifier les conditions de détention préventive, avait été une première tentative de déstabilisation des juges milanais. Elle fut stoppée lorsque l'équipe de « Mani Pulite » demanda, en réaction, à changer d'affectation.

Le procureur Borrelli a ensuite été l'objet d'une plainte au Conseil supérieur de la magistrature pour avoir laissé entendre, dans un entretien, que le président du Conseil pourrait être prochainement l'objet d'une enquête. Puis la spirale des accusations-contre-accusations s'était accélérée, jusqu'à l'arrêt de la Cour de cassation de novembre, déplaçant

doit passer par le Conseil supérieur de la magistrature et ne sera pas effective avant plusieurs semaines. Déjà on parle d'un remplacement possible en la personne du juge milanais Armando Spataro, spécialiste des problèmes de terrorisme et de mafia. Même si le pool n'a pas encore les mains tout à fait liées, il aura, comme écrit la République, les « mains blessées » pour poursuivre le travail entrepris, à commencer par l'interrogatoire des jours prochains de Silvio Berlusconi.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Bettino Craxi condamné à cinq ans et six mois de prison

L'ancien président du conseil socialiste Bettino Craxi a été condamné mardi 6 décembre par contumace à cinq ans et six mois de prison pour corruption dans l'affaire ENI-SAI. Le même jour, dans une autre affaire, le procès du scandale financier Enimont, le procureur Antonio Di Pietro a requis trois ans et quatre mois de détention, également pour corruption, à l'encontre de l'ancien dirigeant socialiste, qui était l'homme fort de l'Italie entre 1983 et 1987.

L'ancien chef de gouvernement, dans une déclaration diffusée en Italie depuis Hammamet

(Tunisie), où il réside, a réagi très durement au verdict, après avoir proclamé son innocence, quelques heures plus tôt dans l'affaire Enimont : « Ce ne sont pas les tribunaux, ce sont des pelotons d'exécution. La cour qui m'a jugé n'est pas une cour de justice, mais un gang barbare de préjugés et de partialité politique qui accomplit ce qu'il a décidé dès le début ».

Bettino Craxi a déjà été condamné le 29 juillet dernier à huit ans et demi de prison pour corruption dans l'affaire de la faillite du Banco Ambrosiano. — (AFP)

DANS LA PRESSE

La Stampa (Ezio Mauro) : « Di Pietro a quitté la toge. Comme s'il n'était plus possible d'être juge en Italie. Ce n'est pas tout à fait vrai, mais ce qui est vrai, c'est que Di Pietro ne veut pas dresser la justice contre la politique, ce en quoi il a raison. Encore faudrait-il que d'autres ne dressent pas la politique contre la justice, car à cela la démocratie ne peut pas survivre. Cette sortie signe la défaite d'un magistrat, ressentie comme une défaite pour nous tous. Et que nul ne s' imagine avoir gagné, et surtout pas ceux, au gouvernement, qui ont toujours attaqué le pool (de Milan) : sans le savoir, ils ont en effet placé Di Pietro en réserve de la République. Et il n'est pas dit que ce soit meilleur pour Berlusconi ».

Il Sole-24 Ore : « La meilleure façon d'être solidaire de Di Pietro, ce n'est pas de sortir avec les flambeaux, mais de lancer un débat serein sur les maux de notre justice, sur l'ambiguïté d'un système pénal réformé seulement en paroles, avec le déséquilibre qui y persiste entre accusation et défense, sur l'insistance de tant de magistrats à se voir plus en contre-pouvoir politique qu'en instance constitutionnelle. Il dépend de nous, citoyens — de notre discernement, de notre capacité à former une opinion publique consciente et capable de raison — que l'acte de dignité de Di Pietro ne soit pas trahi, réduit à une occasion de futures querelles partisanses ».

Liberazione (Edouard Mir) : « Il y a ceux qui accusent Di Pietro d'être animé par un désir de vengeance plutôt que de justice, ceux qui dénoncent ses méthodes d'enquête expéditives, fondées sur la menace de la prison préventive, et ceux qui exhortent un présumé péché de jeunesse, celui d'avoir milité dans des organisations néofascistes, pour lui prêter des intentions autoritaires et une vocation putschiste. (...) Mais qui peut lui reprocher son acharnement, sa rigueur morale poussée à l'extrême, après des décennies de laxisme, de complicité des magistrats avec la dégradation du système politique ? En tout cas, pas les Italiens. Depuis hier, ils se sentent un peu orphelins ».

Le Figaro (Bernard Bonilaur) : « Antonio Di Pietro aura été un acteur au sens complet du terme. Il a su agir et mettre en scène son action. (...) Les crises de régime, en démocratie, révèlent des individualités hors du commun : elles favorisent l'émergence de personnalités d'envergure insoupçonnée. A travers elles, c'est l'histoire qui s'exprime, pour le pire ou pour le meilleur. Et l'Italie de Di Pietro restera indiscutablement inscrite dans l'histoire italienne. Simple jugement de réalité ».

ITALIE : la démission du juge Antonio Di Pietro

Le bulldozer de « Mani Pulite »

ROME

de notre correspondante

Une ultime envolée de manchettes, un dernier doigt accusateur pointé vers les écrans géants, où il a reconstruit, chiffres à l'appui, toute l'épopée de l'Enimont, ce mariage raté de l'Eni (les hydrocarbures d'Etat) avec la Montedison, et Antonio Di Pietro s'en est allé. Comme si, avec ce dernier réquisitoire-spectacle, mardi 6 décembre, il espérait, d'un ultime coup d'épaule, définitivement tout ce qui reste de profitables de la « Première République », de grands prédateurs de la politique.

Pour l'ex-secrétaire tout puissant du Parti socialiste, Bettino Craxi, déjà condamné, il requiert cinq ans et demi de prison ; trois ans pour Arnaldo Forlani, qui fut le secrétaire, non moins redouté, de la Démocratie chrétienne ; et deux ans pour l'ex-ministre du budget, Paolo Cirino Pomicino, celui que l'on appelait le « viceroi » de Naples, qu'il avait mis en coupe réglée. Même pour les « débutants » en corruption, trop timides ou arrivés trop tard pour le partage du gâteau, comme Umberto Bossi, actuel leader de la Ligue du Nord, accusé d'avoir empoché deux cent millions de francs, il demande dix mois de prison.

Pas de quartier ! Antonio Di Pietro, ce mardi soir, « liquide », il peut se le permettre, lui qui a décidé quelques heures plus tôt, de prendre sa retraite de magistrat à quarante-quatre ans à peine. Mais avant de partir, il faut faire place nette. Sa devise de fils de paysan du Molise n'est-elle pas : « A la chasse, il faut tirer pour tuer le gibier, pas pour le blesser » ? Qui en douterait ? Antonio Di Pietro est un chasseur. Cette curiosité qui, tout jeune, l'a jeté sur les routes, après trois ans de séminaire étouffant, et l'a conduit à chercher, à fureter pour

trouver sa vraie vocation : d'ouvrir en Allemagne à petit employé à Rome, pour finir, à force de ténacité et de cours du soir, policier puis magistrat.

Un petit magistrat rugueux dans Milan, cette capitale sophistiquée du Nord ; de plus, entêté, bavard, mais qui s'accroche. Il a raison, le 7 février 1992, l'arrestation de Mario Chiesa, l'administrateur d'un hospice de Milan, pris en train d'empoigner une « enveloppe » de sept millions de lires, lui permettra de lever le plus gros gibier judiciaire jamais traqué depuis quarante ans en Italie : la classe politique. Car, de petit industriel en potentat local, de gros constructeur en ténor politique, c'est toute la trame d'un demi-siècle de démocratie italienne, gérée comme une entreprise, qu'il met au jour. Un exemple de cette rigoureuse gestion affairistico-politique ? L'Eni, ces fameux hydrocarbures d'Etat, aurait versé des pots-de-vin aux partis politiques répartis selon un barème établi en fonction de leur « poids » électoral : 40 % à la Démocratie chrétienne ; 40 % au Parti socialiste ; 10 % aux sociaux-démocrates, etc.

L'enquête « Mani Pulite » (« Mains propres ») est lancée. Les uns après les autres, les têtes couronnées tombent, les intouchables d'hier rendent des comptes. Pas un gros parti politique, pas une entreprise, y compris Fiat, le navire-amiral de l'industrie italienne, qui ne soit touché. Magistrature, police, administration municipale, ministères, couturiers, sportifs, tout y passe. L'enquête ira jusqu'aux portes du Vatican dont certains services financiers sont soupçonnés d'avoir vu transiter des sommes conséquentes ; elle ira, plus tard encore, jusqu'au plus haut du gouvernement puisqu'elle élabore le projet de loi, pour trouver une sortie à « Mani Pulite » ? Les réactions sont des plus mitigées :

Au total plus de 4 600 mandats de détention préventive, 2 500 ouvertures d'enquêtes, dont 520 pour les seuls parlementaires. Et le pays, qui ne croyait plus, après tant de corruption, que pareil nettoyage fut encore possible, de compter les coups.

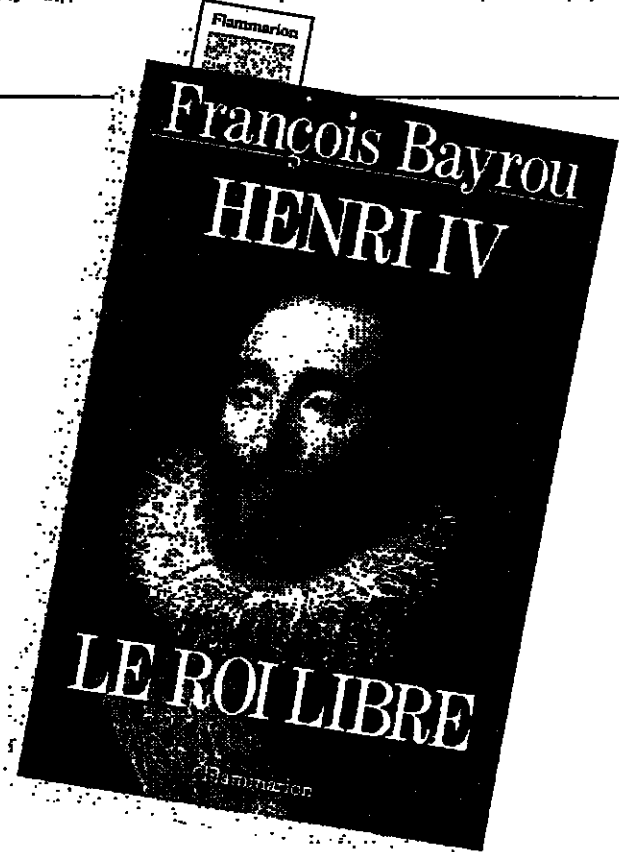
L'équipe des « petits juges » milanais assimilés à des « justiciers » devient vite célèbre : il y a le « cerveau », le froid procureur Francesco Saverio Borrelli ; l'éminence grise, Piercamillo Davigo ; l'intellectuel, Gherardo Colombo, spécialiste de cet autre scandale que fut la loge maçonnique P2 ; le flegmatique coordinateur, Gherardo D'Ambrosio, et tant d'autres... Mais il y a surtout, Antonio Di Pietro, « Tonino », comme l'appelle déjà la foule de ses admirateurs : c'est lui le vrai bulldozer de « Mani Pulite ».

Masqué, populaire, souriant, un peu gauche, il a l'allure intrépidité d'un héros de bandes dessinées. Rien d'étonnant dès lors à ce qu'il soit l'homme le plus populaire d'Italie, plus encore que Silvio Berlusconi lorsque ce dernier, élu au printemps, est encore à son zénith.

« Ni rouge, ni vert, ni jaune »

Cette popularité, Antonio Di Pietro y est sensible, trop peut-être. Entre ses tournées de conférences à l'étranger, les entretiens qu'il accorde, et les mille et une sollicitations dont il est l'objet, s'est-il seulement rendu compte qu'il est vite devenu un symbole ? Et un symbole ça s'utilise, ça se récupère. Lui-même ne prête-t-il pas le flanc aux interprétations controversées en proposant en septembre une table ronde entre avocats, entrepreneurs, juristes pour élaborer une proposition, destinée à devenir un projet de loi, pour trouver une sortie à « Mani Pulite » ? Les réactions sont des plus mitigées :

M.-C. D.



L'aventure de l'homme qui osa la réconciliation.

François Bayrou

Flammarion



Photo J.P. Basso

folie des hommes

EUROPE

La démission du juge
italien Di Pietro

Les grandes dates
« de Mani Pulite »

1992
- 17 février : Mario Chiesa, responsable socialiste d'un institut social milanais, surpris en train de toucher un pot-de-vin, est arrêté par le juge Antonio Di Pietro.

1993
- 10 février : démission du ministre de la Justice, le (socialiste) Claudio Martelli, sous enquête judiciaire pour corruption présumée. Quatre autres ministres du gouvernement Amato démissionnent pour les mêmes motifs.
- 11 février : Bettino Craxi, objet de six informations judiciaires, démissionne de la direction du Parti socialiste.

- 9 mars : arrestation de Gabriele Cagliari, président du deuxième holding public italien, ENI, qui aurait versé 800 000 dollars par an aux partis politiques.

- 22 avril : démission du gouvernement de Giuliano Amato, durement touché par les révélations de Mani Pulite.

- 12 mai : arrestation du président du premier holding public italien l'IRI, Franco Nobili.

- 16 mai : Carlo De Benedetti, président d'Olivetti, avoue aux juges que sa société a dû verser des pots-de-vin aux entreprises publiques clientes.

- 20 juillet : Gabriele Cagliari, président de l'ENI, se suicide en prison.

- 23 juillet : Raul Gardini, ex-président de Ferruzzi, se suicide avant de recevoir un mandat d'arrêt dans le cadre de l'affaire Enimont.

- 3 septembre : arrestation du vice-président du tribunal de Milan Diego Curto dans le cadre de l'affaire ENIMONT.

1994
- 11 mars : Paolo Berlusconi, frère de Silvio, admet le versement de pots-de-vin par la FININVEST.

- 14 juillet : les juges du pool « Mani Pulite » menacent de démissionner après un décret limitant l'usage de la détention préventive. Quelques jours plus tard, ce décret est retiré.

- 23 juillet : perquisition et mandats d'arrêt à la FININVEST (groupe Berlusconi) pour évasion fiscale.

- 7 octobre : nouvelle perquisition au siège de la FININVEST.

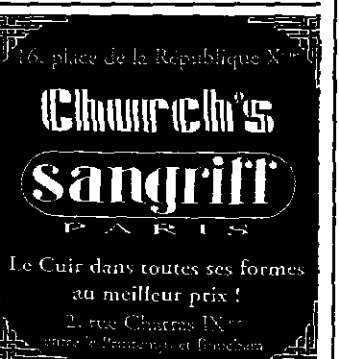
- 22 novembre : ouverture d'une information judiciaire à l'encontre de Silvio Berlusconi.

- 29 novembre : la Cour de cassation décide le transfert d'un important procès de corruption de Milan à Brescia. « Mani Pulite » accuse le choc.

ALBANIE

Prochaine libération
des membres
de la minorité grecque

Les cinq membres de la minorité grecque condamnés en septembre dernier à Tirana pour espionnage au profit de la Grèce seront libérés « très prochainement », a déclaré le président albanais, Sali Berisha, dans une interview accordée à Budapest au quotidien grec *Ta Nea*. M. Berisha a expliqué que l'Albanie était disposée « à répondre au geste du gouvernement grec », qui a levé la semaine dernière son veto à la première tranche d'une aide communautaire de 35 millions d'euros à l'Albanie. Il a précisé que « l'affaire des Grecs emprisonnés doit s'achever, en accord avec les principes d'Amnesty International ». Membres du groupe Ortonia, qui défend les intérêts de la minorité grecque en Albanie, les cinq personnes avaient été arrêtées en avril, après une attaque meurtrière contre une caserne albanaise. Leur condamnation avait été vivement critiquée entre la Grèce et l'Albanie. (AFP)



Les objections russes ont empêché toute prise de position de la CSCE

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Rarement la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) aura aussi mal porté son nom. Cette organisation, dont la vocation est de promouvoir la stabilité et les droits de l'homme, a achevé son sommet, mardi 6 décembre à Budapest, sans dire un mot sur la Bosnie où se déroule le conflit le plus meurtrier en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ce fiasco diplomatique est autant une humiliation pour cette organisation fondée en 1975 qu'un reflet de la faiblesse et de la division des grandes puissances par rapport à l'ex-Yougoslavie.

Pendant une longue nuit de négociations houleuses, la Russie, l'alliée traditionnelle de Belgrade, a pesé de tout son poids pour empêcher l'inclusion d'un communiqué final du sommet de la CSCE. La délégation russe s'est opposée avec force aux pressions des représentants bosniaques qui insistent pour que la déclaration envisagée sur un « appel au cesse-le-feu » à Bihac désigne clairement les « agresseurs » serbes au lieu de s'adresser aux « belligérants », évitant de nommer ouvertement les responsables.

Constatant leur échec, les Bosniaques ont bousculé la cérémonie de clôture du sommet en élanant au grand jour cet aveu d'impuissance. Le représentant du gouvernement de Sarajevo auprès de la CSCE, Mahir Hadzihametovic, a dénoncé de manière virulente « la capitulation de la communauté internationale face à l'agresseur ». Réalisant à quel point l'absence totale de référence au conflit en Bosnie-Herzégovine serait désastreuse pour l'image de l'Occident et de celle de la CSCE,

le chancelier allemand, Helmut Kohl, a improvisé un vibrant plaidoyer pour tenter de sauver les apparences. Faute de pointer du doigt les « agresseurs », il a demandé aux cinquante-deux nations membres de la CSCE d'approuver une déclaration minimale sur la cessation des hostilités dans l'enclave musulmane de Bihac, assiégée par les Serbes, pour permettre le passage de convois humanitaires. « A seulement 300 kilomètres d'ici des gens meurent de faim. Je ne veux pas rentrer chez moi et avoir à répondre aux gens qui me demanderont : Qu'avez-vous fait pour

Bihac ? - Nous avons parlé mais nous avons eu un problème de formulation de texte ! »

Une force de paix
au Haut-Karabakh

L'appel du chancelier Kohl n'a pas été suivi et le délégué croate a estimé que « ce n'est pas en nourrissant les victimes avant qu'elles soient exécutées et en gelant les acquis territoriaux des agresseurs que l'on se dirigera vers une paix durable ». Finalement, c'est dans le plus grand embarras que la Hongrie, qui assure la présidence de la CSCE, a présenté un texte seulement adopté par « de nom-

breux chefs de gouvernement » - alors que l'unanimité est la règle de base de la CSCE - appelant à « la fin des hostilités en Bosnie-Herzégovine et notamment à Bihac ».

Cette déroute sur la Bosnie a complètement relégué au second plan le seul acquis tangible de ce sommet, à savoir le feu vert de principe donné à la mise en place d'une force multinationale de maintien de la paix de la CSCE au Haut-Karabakh. Les combats dans cette enclave arménienne en Azerbaïdjan ont fait près de vingt mille morts depuis six ans. C'est la première fois que la CSCE autorise la

constitution d'une mission militaire sous son égide. Jusque-là, la Russie avait toujours insisté pour garder le contrôle exclusif des opérations de « maintien de la paix » dans sa « zone d'influence ».

Toutefois, Moscou a soigneusement « verrouillé » cette force multinationale. Elle ne pourra être déployée que sur la base d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU où la Russie dispose d'un droit de veto. En outre, les Russes ont réussi à retarder un accord sur deux points cruciaux : la composition de la force multinationale et un calendrier sur le début de ses opérations. Moscou veut que cette force soit à dominante russe ou CEI - la Communauté des anciens États soviétiques. Washington réclame que leur participation ne soit pas supérieure à 50 pour cent des effectifs.

Après la virulente sortie de Boris Eltsine lundi contre l'élargissement à l'Est de l'OTAN, la journée de mardi est venue confirmer que cette rencontre de Budapest aura surtout été marquée par une démonstration de force russe. Dressant le bilan de ce sommet de la CSCE, le chancelier Kohl a laconiquement déclaré qu'il avait été « décevant ».

YVES-MICHEL RIOLS

Boris Eltsine critique violemment les États-Unis. - Commentant le sommet de la CSCE à la télévision russe, le président Eltsine a lancé, mardi 6 décembre, une violente diatribe contre les États-Unis.

Reprochant au président Clinton d'avoir cherché à utiliser la conférence pour asseoir la domination américaine sur la scène politique mondiale, il a affirmé que « la destinée du monde ne peut pas être décidée dans une seule capitale ». (AFP)

Le conflit en Bosnie

Le retrait des « casques bleus » pourrait être
« plus rapide que prévu », déclare Alain Juppé

Des responsables de l'ONU ont demandé aux forces serbes de Croatie de permettre un retrait par étapes, peut-être dès ce mercredi 7 décembre, de la moitié des 1 200 « casques bleus » bangladais retenus à Bihac, rapporte le *Washington Post*. Le journal, citant des responsables de l'ONU, ajoute que ce « redéploiement » servira à tester un possible retrait des 23 000 « casques bleus » déployés en Bosnie.

Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a pour sa part déclaré mardi à Budapest que les chefs de la FORPRONU pourraient être amenés à demander un retrait de Bosnie si un cessez-le-feu n'était pas rapidement instauré. « Le retrait français pourrait se faire plus rapidement que prévu », a déclaré le ministre.

Les soldats de l'ONU sont l'objet d'un harcèlement de la part des forces serbes, depuis les raids aériens de l'OTAN fin novembre. Les Serbes ont déclaré qu'ils ne cesseraient ces pratiques contre les « casques bleus » que si l'OTAN s'engageait à renoncer à tout raid similaire.

Le mois dernier, les Serbes ont pris en otage quelque 500 « casques bleus », imposé un blocus des enclaves musulmanes et fermé le pont aérien sur Sarajevo. Et ils avaient même forcé 3 observateurs militaires de l'ONU à rester pendant huit heures affilés dans leur véhicule sur la piste de l'aéroport de Banja Luka pendant les raids aériens de l'OTAN. L'ONU a dénoncé cette utilisation de ses observateurs militaires comme « bouclier humain ». Elle a également mis en

garde les Serbes contre une nouvelle utilisation de l'aéroport d'Udbina (en zone de Croatie sous contrôle serbe) qui, après avoir été endommagé par un raid de l'OTAN le 21 novembre dernier, a été « réparé en moins de quarante-huit heures par les Serbes ». (AFP, Reuters)

Deux journalistes retenus par les Serbes de Croatie. - Deux reporters-photographes, le Français Luc Delahaye de l'agence *Magnum* et l'Américain Ron Jacques de l'agence *Saba*, sont détenus, depuis lundi 5 décembre, par les Serbes sécessionnistes de Croatie. Selon l'ONU, ils ont été interpellés par des miliciens serbes à Topusko, en territoire croate sous contrôle serbe, où ils s'étaient rendus pour renouveler leur accréditation. (AFP, Reuters)

TCHÉTCHÉNIE

Accord « de principe » pour éviter un affrontement militaire

Deux hommes en treillis, le ministre russe de la défense Pavel Gratchev et le président de Tchétchénie, l'ex-général soviétique Djokhar Douaev, sont convenus, mardi 6 décembre, de régler le différend entre Moscou et cette petite république séparatiste du sud de la Fédération de Russie sans recourir à la force.

Le contenu exact de cet accord, négocié « d'officier à officier », en terrain neutre, à Ordjonikidzevskaja, dans la république voisine d'Ingouchie, n'a pas été révélé. Il prévoit, cependant, la libération des soldats russes, faits prisonniers par les troupes gouvernementales tchétchènes, alors qu'ils se battaient dans les rangs de l'opposition

tchétchène pro-russe. Sept militaires russes ont été libérés mercredi, tandis que les sept autres prisonniers, des officiers, seront « rendus au ministère [russe] de la Défense contre des garanties », a précisé le président tchétchène.

Djokhar Douaev a déclaré que, malgré cet accord « de principe », les préparatifs militaires se poursuivaient du côté russe comme du côté tchétchène. « Les troupes russes restent [à la frontière de la Tchétchénie], le peuple tchétchène se prépare aussi », a-t-il observé après la rencontre - la première entre un haut dirigeant russe et le président Douaev depuis la déclaration de l'indépendance en 1991.



Sorti de la mine sombre de cette réunion, le général Gratchev a dit qu'elle avait permis d'arriver à « une certaine compréhension mutuelle ». Le président tchétchène avait estimé que « la question de l'indépendance est une question politique [qu'il] nécessitera d'autres négociations ». Pour la première fois, le général Douaev a cependant semblé adoucir un peu sa position intransigeante. Il a déclaré que « l'indépendance ne dépend pas de moi mais du peuple, s'il veut sa liberté ou non ». Le président Douaev, élu avec plus de 80 % des voix en 1991, a affirmé qu'une élection présidentielle aurait lieu dans dix mois. (AFP, Reuters)

Union sacrée

Suite de la première page

Du pétrole et du gaz sont également extraits sur place, même si le départ des techniciens russes a fortement réduit la production. La capitale, Grozny, abrite des raffineries, dont plusieurs tournent encore vaillamment, produisant notamment du kérosène. « Les employés savent quand le pipeline est vidé pour entretien. Alors ils posent un robinet et s'entendent pour le garder, de préférence des hommes de Douaev ».

Avant de donner cette précision sur les activités des partisans de l'ex-général soviétique, élu il y a trois ans président de la Tchétchénie indépendante, Omar a hésité. Comme la majorité des gens ici, il explique que l'intervention de la Russie pour tenter de renverser Djokhar Douaev a radicalement changé l'attitude de la population, qui, dans sa majorité, n'appréciait plus du tout le régime du « général-président ». « On ne peut pas vous dire du mal de lui maintenant. En l'attaquant, les Russes ont prolongé son pouvoir. Il faut

désormais se taire et serrer les coudes. Quand la menace russe sera écartée, si Dieu le veut, on saura aussi se débarrasser de lui, mais entre nous. »

A Argoun, un village qui vient d'être envahi par les Russes, les bombes des avions russes, personne n'est sûr que la guerre n'aura pas lieu. Les autres bombardements avaient visé surtout des objectifs militaires. Ici, rien de tel. Dans l'une des douze maisons détruites, Baoudi déclare qu'il est « pour Douaev », Moussa qu'il « était et reste pour l'opposition », soutenue par le Kremlin. Pourtant, si les chars de Moscou arrivent, Moussa affirme qu'il « se battra contre les Russes ». Moussa est le chef du service d'inspection des impôts et arbore un embonpoint exceptionnel chez ce peuple de montagnards, aguerri de plus par dix années de déportation en Asie centrale sous Staline. Il ne tarit pas d'exemples pour dénoncer la gabegie dans laquelle s'enfoncent son pays sous la houlette de Douaev « et des bandits dont il s'entoure ». « Quinze jours de revenus pétroliers du pays suf-

firaient, affirme-t-il, pour verser tous les salaires impayés depuis un an, pour chauffer les hôpitaux, faire revenir quelques médecins et importer des médicaments. Au lieu de ça, ils amassent des fortunes, se font construire des palais, et le peuple souffre. Des Tchétchènes sont même réduits à mendier, ce qui ne s'était jamais vu ».

Son ami Baoudi ne conteste pas ce tableau, mais réserve son éloquence à dénoncer les Russes. « On n'a jamais demandé à être Russes. Nos ancêtres se sont battus deux cent ans contre eux. Quand ils nous ont déportés, ils ont bombardé et brûlé les villages dans les montagnes où ils ne pouvaient accéder. On a survécu. Et ça sera pareil cette fois-ci. » Baoudi, ancien sportif professionnel, travaille en Slovaquie, dans le service de sécurité d'une entreprise. Quand les affrontements entre les hommes de Djokhar Douaev et l'opposition armée par la Russie ont commencé cet été, il est rentré « pour défendre l'indépendance ».

La femme de Moussa, qui s'active aux fourneaux, ne perd pas une occasion de se moquer de Baoudi, de sa vantardise et d'une de ses occupations préférées : fréquenter le meeting permanent des

partisans du président, sur la place centrale de Grozny, à vingt minutes d'ici. Elle dit que les Russes sont ce qu'ils sont, mais qu'il faut bien vivre avec ses voisins, que tous les Tchétchènes parlent russe et ont étudié dans leurs écoles. Pourtant, elle aussi dira que, « si les Russes reviennent », elle prendra un fusil « pour défendre les enfants ». Les siens sont restés à Argoun, alors que beaucoup de femmes et d'enfants, ici comme à Grozny, se sont réfugiés dans les montagnes après les bombardements.

« Deux imbéciles »

Plus à l'est, à Tolstol-lourt, un des fiefs de l'opposition chère à Moussa, l'ancien président du Soviet suprême de Russie, Rousslan Khasboulatov, a établi son quartier général dans la « Maison de la culture » avec quatre blindés fournis par les Russes rangés dans la cour. Moussa et Baoudi s'y rendent ensemble, plaisantant avec les hommes en armes qui contrôlent mollement les voitures. Les deux amis poursuivent leurs joutes politiques en compagnie de

ceux qui gardent l'antichambre de Rousslan Khasboulatov. Ce dernier a décidé de quitter la Tchétchénie. Ses adjoints sont occupés à savoir combien des leurs ont été tués, blessés ou emprisonnés à Grozny le 26 octobre.

Ce jour-là, ils ont participé à l'expédition sans gloire et sans succès imaginée par le service de contre-espionnage russe (FSK). Les opposants n'ayant pas réussi à chasser avec les chars fournis par la Russie, le FSK les a relancés à l'assaut de la capitale, avec la soutien cette fois-ci de tankistes et d'officiers russes. Le nombre de ceux qui y sont morts reste inconnu, celui des prisonniers russes approcherait la quinzaine. Ce sont ces prisonniers qui ont permis au général Douaev d'obtenir ce qu'il réclamait en vain depuis trois ans : des négociations à haut niveau avec Moscou. « Quand il y a un imbécile au pouvoir à Moscou et un autre à Grozny, il faut bien que l'un des deux cède », commente Omar. « Mais nous, les Tchétchènes, si la Russie veut nous reconquérir, on se retrouvera tous unis à nouveau, ajoute-t-il. Pas pour soutenir Douaev, mais pour défendre notre indépendance. »

SOPHIE SHIHAB

صلى الله عليه وسلم

INTERNATIONAL

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE

**John Major
essuie une défaite
aux Communes**
LONDRES

de notre correspondant

Dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 décembre, le gouvernement de John Major a subi la plus lourde défaite de son histoire en étant mis en minorité à la Chambre des communes sur son projet de faire passer à 17 % la TVA sur le fioul domestique. Huit députés conservateurs et les élus unionistes d'Irlande du Nord ont voté avec l'opposition, dix Tories se sont abstenus, permettant à la motion présentée par les travaillistes d'obtenir 319 voix contre 311.

Le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, avait mis tout son poids dans la balance pour faire passer ce qu'il considérait comme un point crucial de son projet de budget - présent la semaine dernière - faisant des concessions de dernière minute pour rallier les élus hésitants ou hostiles. Il avait proposé 120 millions de livres de subventions, en particulier pour alléger le poids de l'augmentation sur la facture de chauffage des retraités. Rien n'y a fait : le gouvernement a mordu la poussière. M. Clarke a donc abandonné son projet et promis de présenter dans les prochains jours de nouvelles propositions de recettes ou de coupes budgétaires.

Cette défaite politique - qui intervient sur des sommes relativement faibles, quelque 0,5 % du budget total - remet en cause la stratégie du gouvernement, qui comptait engranger au cours de l'année fiscale prochaine de quoi proposer des réductions d'impôt avant les élections législatives de 1997. Elle a fait très mauvais effet à la City, où l'on s'inquiète du désordre au sommet de l'Etat à la veille de la rencontre mensuelle entre M. Clarke et le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Eddie George, inquiet lui aussi du risque de surchauffe de l'économie. Enfin, elle remet en cause la crédibilité et l'autorité de M. Major, qui n'a pas su mater la résistance de quelques élus de base une semaine après la révolte des euro-sceptiques sur le projet d'augmentation du financement du budget communautaire.

**Les conservateurs
coupés en deux**

Le premier ministre, rentré en fin de journée du sommet de la CSCE à Budapest, n'a rien pu faire pour contrer la revanche des eurosceptiques : sept des huit députés conservateurs suspendus ou démissionnaires à la suite du vote sur l'Europe de la semaine dernière figurent parmi ceux qui ont soutenu l'amendement travailliste. Symbole à la fois de la division de plus en plus profonde des Tories sur l'Europe, mais aussi de l'état dans lequel se trouve le parti au pouvoir, pratiquement coupé en deux, selon le chef de l'opposition, Tony Blair.

L'avenir du gouvernement Major s'annonce sombre, et de plus en plus nombreux sont ceux qui se demandent s'il pourra tenir encore deux ans. Il a été battu par ses propres amis sur une taxe impopulaire alors qu'il avait promis, lors des dernières élections, de ne pas augmenter les impôts et qu'il ne cesse d'accuser le Labour d'être le parti de la hausse de la fiscalité. Il n'a pas su juger de l'humour de l'opinion ni de son impact sur des députés inquiets pour leur réélection.

Pis, il ne s'est pas rendu compte de l'effet désastreux d'une hausse du prix du fioul domestique au début de l'hiver ni de la contradiction, dont n'ont pas manqué de se saisir les travaillistes, entre cette hausse et la baisse, annoncée concurrentiellement, de la taxe sur le champagne : cette dernière a été votée par les conservateurs, qui n'étaient pourtant pas d'humour à sabler le champagne. Comme le remarque l'éditorial du Times, la dernière fois que le gouvernement conservateur a dû faire volte-face sur un impôt impopulaire, c'était à propos de la poll-tax, les impôts locaux. Et cela avait abouti à la chute de Margaret Thatcher, le 22 novembre 1990.

PATRICE DE BEER

AFRIQUE

NAMIBIE

Sam Nujoma et la SWAPO devraient remporter les premières élections libres depuis l'indépendance

Six cent cinquante mille Namibiens ont pris le chemin des urnes pour élire, mercredi 7 et jeudi 8 décembre, leur président et leurs députés. Sam Nujoma, le président sortant, devrait conserver son siège, tandis que son parti, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), au pouvoir depuis l'indépendance proclamée le 21 mars 1990, est assuré de remporter une confortable majorité.

WINDHOEK

de notre envoyé spécial

En 1989, lors des élections qui devaient mettre la Namibie sur la voie de l'indépendance, les Nations unies avaient envoyé sur place 5 650 soldats et policiers pour suivre et garantir l'honnêteté du scrutin. Cinq ans plus tard, alors qu'ont lieu les premières élections présidentielles et législatives de la Namibie indépendante, les observateurs dépêchés par l'Union européenne et par le Commonwealth, ne seront plus que quatre-vingt.

Le chiffre résume cinq ans d'histoire exemplaire : la Namibie, grande comme une fois et demie la

France, mais seulement peuplée d'un million et demi d'habitants, est devenue l'un des rares pays en Afrique à disposer d'une Constitution démocratique, à organiser des élections régulières et honnêtes, à disposer d'une opposition exerçant son droit de critique, avec des riches, des pauvres et... des problèmes économiques.

Certes, le temps du lyrisme est révolu. Passée la période d'exultation, il a fallu se plier aux réalités d'une politique de réconciliation nationale et de *status quo* où les pauvres sont Noirs et où les riches sont Blancs, où le chômage et l'analphabétisme touchent les mêmes groupes sociaux. Hormis le sentiment retrouvé de leur dignité, les Namibiens peuvent donc, après cinq ans, éprouver une certaine déception.

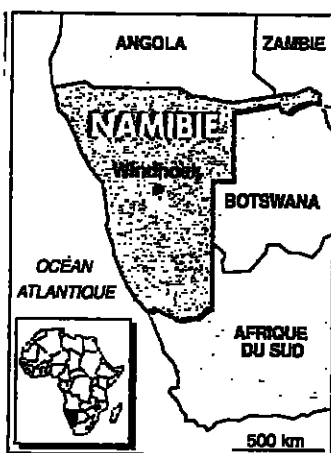
Alors que le camp socialiste s'effondrait, le président Nujoma a prestement converti son parti, trempé dans l'orthodoxie stalinienne, en organisation social-démocrate respectueuse des lois du marché et des principes démocratiques. Un réalisme qui soulève le respect mais engendre aussi la nostalgie de certains intellectuels qui, malgré leur fidélité à la SWAPO, se

remettent mal de leurs utopies brisées. « Le gouvernement sait que le pays est fragile et qu'il dépendra encore longtemps du pouvoir économique que détiennent les 70 000 Blancs du pays », constate Hanns Schumacher, ambassadeur d'une Allemagne qui, jusqu'en 1915, fut la puissance coloniale.

En cinq ans, le gouvernement de Sam Nujoma n'est pas resté les bras croisés à regarder les seuls indices macroéconomiques. Si l'on met de côté la récession ayant frappé la production diamantifère, qui contribue pour 12 % au PIB, l'économie namibienne a connu, en 1993, une croissance voisine de 4 % et, de 1990 à 1994, une croissance moyenne de 1 %.

Après plusieurs saisons de rude sécheresse, l'agriculture, qui, pour la saison 1993-1994, a produit une récolte totale de 120 000 tonnes, soit 50 000 de plus que durant la campagne précédente, et l'élevage atteignent des performances honorables. Quant aux secteurs de la pêche et du tourisme, ils font preuve d'une remarquable vigueur.

Mais que représentent ces indices dans une société profondément inégalitaire où, en 1993, selon un document rédigé par les attachés commerciaux des missions européennes représentées à Windhoek, 5 % de la population produisaient à eux seuls 70 % du PIB, tandis que 70 % des Namibiens vivaient au-dessous du seuil de pauvreté ? Malgré 40 % des dépenses budgétaires affectées à l'éducation, à la santé et aux services sociaux, l'analphabétisme frise les 65 %, et le taux de chômage varie, selon les sources, de



35 % à 45 %. Du Nord désertifié, où vit plus de la moitié de la population, des dizaines de milliers de paysans et de jeunes affluent vers les villes, où ils ne trouvent ni travail ni toit.

Et pourtant, la SWAPO devrait gagner ces élections. Hégémonique dans le nord où sont inscrits la majorité des électeurs, fief des Ovambos - la tribu de Sam Nujoma - qui représentent 60 % de la population, la SWAPO ne craint pas ses sept rivaux dont la base électorale, essentiellement ethnique, est réduite. Face à Sam Nujoma, vieux crocodile auréolé du prestige de la lutte pour l'indépendance, le chef de la Democratic Turnhalle Alliance (DTA), Misake Muyongo, unique candidat de l'opposition à briser le fauteuil présidentiel, ne fait pas le poids, empêtré qu'il est dans le passé col-

laborationniste de la DTA avec l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Rien, durant la campagne électorale, n'a permis de départager radicalement les candidats. Hormis un Parti révolutionnaire des travailleurs (WRP) - pour la reconstruction de la quatrième internationale - venu rappeler quelques slogans anticapitalistes d'antan, aucune formation n'a fait montre d'originalité. Dépourvus d'argent face à une SWAPO disposant des moyens de l'Etat et de la complaisance de la télévision, orphelins de programme depuis que le parti gouvernemental a abandonné ses oripeaux marxistes, les autres partis ont réduit leurs discours à de vagues promesses accablées d'attaques personnelles et de dénonciations peu arguées de la corruption.

Divisée et pusillanime, l'opposition ne paraît pas en mesure d'empêcher la victoire de la SWAPO. En 1992, déjà, lors des élections régionales, le parti de Sam Nujoma avait sensiblement progressé. Cette tendance devrait se renforcer, permettant peut-être à la SWAPO d'atteindre, voire de dépasser les deux tiers des suffrages. Un score qui l'autoriserait - comme le craignent ses adversaires - à réviser la Constitution, et plus particulièrement l'article interdisant plus de deux mandats présidentiels. Si tel devait être le cas, la SWAPO réussirait le tour de force d'instaurer, en quelque sorte, un régime de parti « quasi unique ». En toute légalité démocratique.

GEORGES MARION

RWANDA

Nouvel afflux de réfugiés au Burundi

Quelque dix mille nouveaux réfugiés rwandais sont arrivés au cours des dernières semaines au Burundi, où ils continuent d'affluer, a indiqué, mardi 6 décembre, le délégué du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Bujumbura. Plus de 200 000 Rwandais sont actuellement réfugiés au Burundi.

Selon le HCR, les nouveaux réfugiés viennent des préfectures de Gikongoro (sud-ouest) et de Kibungu (sud-est). Gikongoro est située dans l'ancienne « zone humanitaire sûre » créée par les soldats français de l'opération « Turquoise ». Les nouvelles autorités rwandaises ont entrepris récemment de vider les camps de personnes déplacées qui y avaient été installées, provoquant un nouvel exode vers les pays voisins.

Le HCR installé à Bukavu (Zaire) avait indiqué la semaine dernière avoir constaté le même phénomène lorsque des soldats du Front patriotique rwandais (FPR, au pouvoir) avait vidé les camps de Kibuyé et de Cyangugu, situés plus à l'ouest dans la « zone Turquoise » (Le Monde du 3 décembre). Le HCR estime à plus de deux millions le nombre de réfugiés rwandais dans les

pays voisins. Presque tous sont des Hutus qui ont fui devant l'avancée victorieuse du FPR. Les Tutsis qui avaient quitté le Rwanda après la reprise de la guerre civile, le 6 avril, fuyant les massacres, qui ont fait entre 500 000 et un million de morts, sont maintenant rentrés chez eux.

Les chefs d'Etat burundais et rwandais se sont engagés, mardi, à prendre les mesures nécessaires pour garantir la sécurité le long de la frontière entre leurs deux pays. Dans un communiqué commun, le président du Burundi, Sylvestre Ntibunganya, et son homologue rwandais, Pasteur Bizimungu, ont se sont rencontrés à Kigali, ont qualifié leurs entretiens d'« exhaustifs et fructueux ».

Les deux chefs d'Etat sont convenus de créer une commission conjointe des autorités frontalières des deux pays. En outre, les deux présidents se sont engagés à protéger chacun les ressortissants de l'autre pays vivant sur son sol. Les deux pays sont peuplés d'une majorité hutue (85 %) et d'une minorité tutsie (14 %), dans des proportions comparables, le reste des populations étant constitué de pygmées, les Twas. - (AFP/Reuters.)

ALGÉRIE

Un quotidien suisse révèle l'existence d'un trafic d'armes pour les maquis islamistes

Des fonctionnaires du ministère public de la confédération ont perquisitionné pendant deux heures, mardi 6 décembre, les locaux de l'hebdomadaire zurichois *Sonn- und Zeitungs*, à la recherche de documents sur le trafic d'armes auquel se livreraient, en Suisse, des militants de l'ex-Front islamique du salut (FIS). Le journal, qui a révélé l'affaire dans son édition de dimanche, a refusé de donner ses sources aux policiers.

Les enquêteurs ont également fouillé - là encore, sans résultats - l'appartement et la voiture du rédacteur de l'article incriminé, André Marty. Les responsables de l'hebdomadaire ont qualifié de « monstrueuse » cette opération de police, qui constitue à leurs yeux une « atteinte grave à la liberté de la presse ».

D'après l'hebdomadaire, l'ex-FIS se servirait de la Suisse comme plaque tournante pour alimenter en armes, en explosifs et en munitions les maquis algériens. Par ailleurs, toujours selon le journal, une branche helvétique de l'ex-FIS aurait acquis, à Bâle,

d'importantes quantités de munitions, ainsi que 200 émetteurs-récepteurs ultramodernes.

De son côté, la télévision romande a présenté, mardi, des fiches de police mettant en cause un ressortissant algérien résidant à Genève, et présenté comme le « cerveau » de ce trafic. De bonne source, on assure que le général Mohamed Lamari aurait effectué une visite très discrète à Bâle, le 8 novembre, et demandé l'extradition d'une dizaine d'opposants algériens, vivant en Suisse, et soupçonnés d'appartenir à la mouvance islamiste. - (AFP)

Plusieurs dizaines de milliers de personnes à l'enterrement de Saïd Mekbel. - L'enterrement de Saïd Mekbel, directeur du quotidien francophone *Le Matin*, a eu lieu, mardi 6 décembre, dans sa région natale de Bejaia, en présence de plusieurs dizaines de milliers de personnes. En signe de deuil, la plupart des journaux, à l'exception notable de titres pro-gouvernementaux comme *El Moudjahid*, n'ont pas paru mardi. - (AFP)

AFRIQUE DU SUD

L'armée renonce à empêcher la publication de documents secrets

L'armée sud-africaine a annoncé, mardi 6 décembre, qu'elle renonçait à empêcher la publication de documents sur les ventes de matériel militaire de Pretoria à l'étranger.

Vendredi, elle avait obtenu en référé le maintien provisoire du secret (Le Monde du 7 décembre). La Cour suprême de Pretoria devait décider sur le fond jeudi. Devant la commission d'enquête sur les ventes d'armes, que préside le juge Edwin Cameron, l'armée a fait savoir qu'elle renonçait à son action en justice.

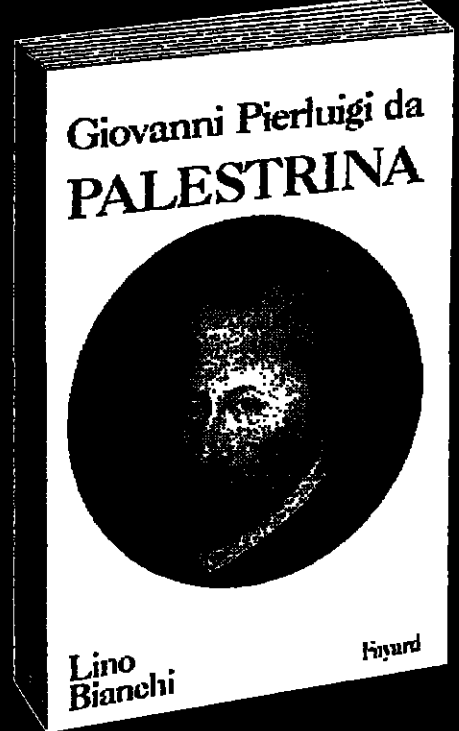
Son avocat a expliqué que la publication, par l'hebdomadaire *Weekly Mail and Guardian*, d'une liste de pays avec lesquels l'Afrique du Sud faisait le commerce des armes rendait « académique » toute tentative d'empêcher la divulgation des documents, « la plupart des informations » étant désormais dans le domaine public.

Une liste de 159 pays

L'hebdomadaire a fait état d'une liste établie par Armscor, l'organisme supervisant notamment les ventes d'armes sud-africaines à l'étranger, remontant à janvier 1989 - avant la chute du mur de Berlin et la légalisation par Pretoria des mouvements anti-apartheid. Elle classait 159 pays en trois catégories : ventes interdites, ventes autorisées pour le matériel « non sensible » (défensif) et ventes sans restrictions.

Selon ce document, l'Afrique du Sud pouvait livrer des armes à l'Irak, la Somalie, le Soudan, Haïti et des pays du bloc communiste - théoriquement ses ennemis - telles la Roumanie, la Yougoslavie ou la Chine populaire. Le Rwanda et le Burundi étaient dans la catégorie des pays autorisés à acheter du matériel défensif. Les pays interdits incluaient l'Angola, le Zimbabwe, l'URSS et la Libye. - (AFP)

Le prince de la polyphonie



Un portrait profondément renouvelé, une pierre essentielle pour tout fervent palestrinien.

Frank Langlois, Diapason

L'ouvrage d'analyse et de synthèse que l'on attendait en langue française.

Gérard Gaumy, Opéra International

Outre une étude du style et des partitions de Palestrina, Bianchi fait un récit passionnant de son existence.

Jean-Luc Macia, La Croix

la Musique
chez
FAYARD

ASIE

Veillée d'armes au Cambodge

Gouvernement et guérilla prêts à s'affronter
alors que la saison sèche approche

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Au Cambodge, chaque début de saison sèche ressemble à la précédente. Les deux camps en présence fourbissent leurs armes mais, au bout du compte, la différence risque d'être mince », résume un observateur. En effet, la saison sèche, plutôt précoce puisqu'elle était bien amorcée dès novembre, s'annonce contrastée. La sécheresse ayant affecté certaines plaines, le prix de vente du riz au détail a déjà pratiquement doublé, et le déficit rizicole, selon de premières estimations, pourrait s'élever à 300 000 tonnes. Pour leur part, les ambassadeurs recommandent à leurs ressortissants d'éviter les routes piégées, dit-on, documents à l'appui, les Khmers rouges auraient reçu l'ordre de leur direction de capturer des otages étrangers dès que l'occasion s'en présente.

Le gouvernement, pour sa part, assure que sa meilleure arme contre la guérilla demeure le développement rural. Il n'est donc plus question de répéter les erreurs du début de l'année, quand des attaques sans succès furent menées contre les bastions des Khmers rouges dans l'extrême ouest et le nord du pays. Le prince Norodom Ranariddh, premier président du gouvernement royal, qui a assisté à Angkor fin novembre, à une fête des eaux très réussie, le répète à l'envi : il n'y aura plus d'offensives militaires.

Guerre sporadique

Il reste que les Khmers rouges n'ont guère exploité la saison des pluies, censée favoriser la guérilla. Certes, dans plusieurs secteurs, leurs petites bandes ne manquent pas, selon différents témoignages, d'armes et de munitions légères. Mais ils donnent l'impression d'être davantage sur leurs gardes ces dernières semaines, à en juger par quelques massacres de bûcherons, y compris thaïlandais, et de paysans en mal de cueillette dans les forêts sous leur contrôle.

Des témoignages font également état de recrutements forcés de porteurs, notamment dans le nord-ouest, un secteur où l'armée royale souhaiterait désorganiser leurs réseaux de communications. Comme chaque année à la même époque, la situation s'est notamment durcie à la hauteur de la route n° 5, principal lien terrestre avec la Thaïlande.

Surtout, comme on s'y attendait, l'assassinat de trois otages occidentaux par leurs geôliers khmers rouges, sans doute fin septembre, n'a pas affecté les aides dont bénéficie Phnom-Penh en dépit de la gestion pour le moins maladroite de cette crise par le gouvernement. Certes, ni les États-Unis, ni l'Australie, ni la France n'envisagent de fournir des armes et des munitions à l'armée royale tant que cette dernière ne sera pas réorganisée et que de

telles livraisons ne risqueront pas d'être vendues à des Khmers rouges. Mais l'enveloppe militaire américaine devrait se situer aux alentours de 15 millions de dollars en 1995, celle de Paris sera reconduite (60 millions de francs), et celle de l'Australie sera portée de 2,2 millions à 3,8 millions de dollars. Canberra envisage, en particulier, de former une vingtaine d'unités royales à la contre-guérilla, en trois ans, dans un camp de la région de Siهانoukville.

De son côté, l'armée royale achète des armes légères sur le marché international et vient d'annoncer la commande de 90 blindés en Pologne et en République tchèque. Mais on ignore à quelles unités ils seront affectés et, de toute façon, les achats d'armes à l'étranger, encore réduits, n'ont qu'une influence limitée sur un terrain parfois mouvant, du fait d'accords locaux entre ennemis. La guerre que se font au Cambodge, où les gens ne rêvent que de paix, des adversaires qui manquent nettement de souffle n'est jamais que sporadique et occasionnelle. Si les civils en souffrent, il est rare qu'un avantage décisif se dessine au cours de combats menés à l'obus de mortier plus qu'à l'arme individuelle.

Le scénario des trois dernières années est donc en train de se répéter : celui, en novembre-décembre, d'une mise en place qui pourrait déboucher, en janvier-février, donc en pleine saison sèche, sur quelques actions de l'armée royale contre des poches de Khmers rouges, comme la montagne des Lianes où étaient détenus les otages occidentaux et qui a été occupée en octobre. A cette nuance près que les Thaïlandais continuent, de façon progressive, à dénouer des liens tissés de longue main avec les Khmers rouges et que Pékkin - qui a fourni, par le passé, une aide militaire cruciale à Pol Pot - affecte désormais de lui tourner le dos.

Mais, au Cambodge, rien n'est jamais net. A cette nuance près que, depuis 1985, aucun attentat à Phnom-Penh n'a pu être attribué aux Khmers rouges et que ces derniers, dont les effectifs armés seraient encore de 5 000 à 6 000 hommes, sont plus éloignés que jamais des portes de la capitale.

Amnesty International enquête de violations des droits de l'homme commises par l'armée. L'organisation Amnesty International s'est dite inquiète, mardi 6 décembre à Phnom-Penh, de violations des droits de l'homme commises par l'armée cambodienne. Elle a indiqué que ces actes semblent être laissés impunis. L'envoyé d'Amnesty, M^{re} Stubbings, qui vient de passer cinq semaines dans le pays, a déclaré que les habitants qu'elle a rencontrés se plaignent de harcèlements fréquents, d'extorsions et d'incorporations forcées de la part de la police et des forces armées. Amnesty s'inquiète, aussi, des abus des Khmers rouges. — (AFP)

AMÉRIQUES

CANADA

Le premier ministre québécois lance la campagne sur l'indépendance de la province francophone

Le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, a donné mardi 6 décembre la véritable coup d'envoi de la campagne référendaire sur l'indépendance de la province canadienne à dominante francophone en dévoilant un plan qui débouchera sur la tenue d'un référendum vers la fin du printemps ou au début de l'automne 1995.

MONTREAL

de notre correspondant

La formule retenue par les indépendantistes combine un processus parlementaire, de vastes consultations publiques, la contribution populaire à la rédaction d'une charte de la souveraineté et finalement le référendum. Jacques Parizeau, indépendantiste au pouvoir depuis la victoire du Parti québécois aux élections provinciales du 12 septembre, n'a pas fixé la date du référendum, mais il a énoncé la question qui sera soumise aux Québécois : « Êtes-vous en faveur de la loi adoptée par l'Assemblée nationale déclarant la souveraineté du Québec ? » Cette question suppose l'adoption au préalable par l'Assemblée provinciale de la « loi sur la souveraineté du Québec », dont le premier ministre québécois a présenté un avant-projet lors d'un discours télévisé.

Considérant que « la majorité canadienne est déterminée à agir comme s'il n'y avait qu'une seule nation au Canada et comme si toutes les provinces étaient égales », M. Parizeau propose une démarche d'accession à la souveraineté qui comporte six étapes, la première étant la publication de l'avant-projet de loi esquissant les contours d'un Québec indépendant : l'association économique avec le Canada serait maintenue, le dollar canadien y aurait toujours cours, le Québec conserverait les frontières qui sont les siennes au sein de la Confédération canadienne et il adhérerait aux organismes internationaux tels que l'ONU, en devenant membre distinct et à part entière de l'OTAN, du GATT, du Commonwealth, etc.

La deuxième étape devrait débiter en février 1995. Elle consiste en une série de consultations menées dans toute la province par le biais de commissions itinérantes, chargées de recueillir auprès des Québécois les souhaits et les recommandations qui serviront à la rédaction définitive du projet de loi et de la déclaration sommaire de souveraineté.

Dans la troisième étape auront lieu le débat parlementaire proprement dit et l'adoption du projet de loi : le Parti québécois dispose d'une majorité suffisante à l'Assemblée législative - 77 sièges sur 125 - pour que ce ne soit qu'une formalité.

Vient ensuite le référendum, quatrième étape. En cas de « oui » au référendum, suivent alors des discussions avec le Canada sur le partage de la dette et, des actifs et enfin, sixième étape, l'indépendance.

Le précédent de 1980

Selon les derniers sondages publiés à la fin de novembre, si un référendum était tenu aujourd'hui, une majorité de Québécois (54,3 %) s'opposerait à la séparation du Québec. La démarche du Parti québécois vise à briser cette arithmétique même qui a peu varié au cours de la dernière décennie. En 1980, les Québécois avaient rejeté dans une proportion comparable une proposition visant à établir un système de souveraineté pour le Québec, en association avec le reste du Canada.

Afin de convaincre un certain nombre de Québécois fédéralistes de voter en faveur de l'indépendance, le Parti québécois invite tous les parlementaires du Québec et de la Chambre des communes d'Ottawa à siéger dans les commissions de consultation et à participer à l'élaboration du projet de loi sur la souveraineté. Le chef de l'opposition à Québec, le libéral Daniel Johnson, a promptement dénoncé la démarche comme « une opération de propa-

gande », « une parodie de consultation populaire », et il a refusé de s'y associer. Le même refus est venu, au nom du Parti libéral du Canada, de Sheila Copps, le vice-premier ministre.

L'invitation est cependant maintenue, d'autant qu'elle permet aux députés fédéraux du Bloc québécois, qui forment l'opposition officielle à la Chambre des communes d'Ottawa, de prendre une part active aux différentes étapes menant éventuellement à l'indépendance du Québec. Constituer un noyau indépendantiste québécois dans le système fédéral était d'ailleurs l'objectif premier de la formation du Bloc québécois.

Son chef, Lucien Bouchard, figure populaire auprès des nationalistes québécois, entend bien jouer un rôle de premier plan dans le prochain débat sur l'indépendance. Et cela en dépit de la grave maladie infectieuse dont il a été victime et qui a nécessité l'amputation de sa jambe gauche, la semaine dernière. M. Parizeau, qui est dans une situation de concurrence tacite avec M. Bouchard pour le titre de chef spirituel des indépendantistes québécois, a affirmé mardi que le dirigeant du Bloc québécois avait été consulté sur la stratégie référendaire, et que, de son lit d'hôpital, il en avait approuvé tous les éléments.

SYLVIANE TRAMIER

ÉTATS-UNIS

Paul Hill, croisé de la lutte anti-avortement, a été condamné à mort pour un double meurtre

WASHINGTON

de notre correspondant

Paul Hill est allé rejoindre, mardi 6 décembre, les quelques 2 800 condamnés à mort qui attendent, dans les prisons américaines, l'issue d'hypothétiques procédures d'appel. Mais Paul Hill n'est pas un condamné tout à fait comme les autres : ancien pasteur, il ne manifeste aucun remords à l'égard du double meurtre qu'il a commis. Ces deux meurtres prémédités, maintient-il, étaient justifiés, puisqu'ils visaient à sauver d'autres vies.

Quarante ans, marié et père de deux enfants, ce grand homme blond aux allures de professeur a froidement tué de plusieurs balles, le 29 juillet, un médecin de soixante-neuf ans, le Dr John Britton, et l'homme qui l'escortait vers une clinique de Pensacola, en Floride, où il pratiquait des interruptions volontaires de grossesse (IVG). Pensacola est presque une banquette de la violence anti-avortement : en 1993, devant une autre clinique de la ville, un autre médecin, le Dr David Gunn, avait été abattu dans des circonstances similaires, descendant de voiture pour aller travailler.

Son meurtrier, Michael Griffin, fut rapidement condamné à la prison à perpétuité. Mais le verdict ne découragea pas Paul Hill, fervent sympathisant de Griffin, qui continua à aller manifester devant la clinique du

Ladies Center. « Il était toujours là au milieu, criant, gesticulant, agitant ses pancartes », se souvient June Barrett, la venue du « garde du corps » du Dr Britton, elle-même blessée dans l'attaque, mais je n'aurais pas pensé qu'il pouvait tirer sur quelqu'un. »

Pourtant, un jour, Paul Hill est allé acheter un fusil. Puis il est allé s'entraîner dans un centre de tir. Et le matin du 29 juillet, devant la clinique, il attendit l'arrivée du « pick-up » du Dr Britton et des Barrett, avant d'ouvrir le feu : la première rafale a tué James Barrett, soixante-quatre ans, lieutenant-colonel de l'armée de l'air à la retraite, et blessé le médecin qui, impuissant, a regardé Paul Hill s'approcher de lui et tirer la deuxième série, fatale, de coups de feu.

« Un martyr de Jésus-Christ »

Lorsqu'un jury de douze personnes, en novembre, l'a reconnu coupable du double meurtre, en recommandant la peine de mort, Paul Hill, qui avait refusé de se faire défendre par un avocat et n'a pas l'intention de faire appel, a simplement dit aux jurés : « Vous pouvez m'offrir mon sang à celui des enfants à naître et à ceux qui ont combattu pour défendre les opprimés. Que Dieu vous aide à protéger les enfants à naître comme vous souhaitez être protégés. »

Mardi 6 décembre, il a écouté sans ciller la lecture du verdict de condamnation à mort par le juge Bell, à Pensacola ; derrière lui, sa femme et ses parents sont restés de marbre. « Si l'État de Floride exécute Paul Hill, j'ai avéré une de ses suppositions, il deviendra un martyr de Jésus-Christ qui a donné sa vie pour la vie des autres. » « Ils vont le crucifier sur la chaise électrique, a dit un autre, mais nous continuerons. »

C'est la première fois aux États-Unis qu'un homme est condamné à mort dans une affaire de violence contre l'avortement. Ce verdict dissuadera-t-il les croisés anti-avortement de recourir aux formes les plus extrêmes de protestation, que le président Clinton qualifie de « terrorisme domestique », et qui contraignent certains médecins à venir travailler en gilet pare-balles et casque de combat ? C'est ce qu'espèrent les autorités fédérales, confrontées à un mouvement certes très minoritaire, mais soutenu par quelques groupes qu'elles essaient de maîtriser - jusqu'ici sans grand succès - sans empêcher sur la liberté d'expression.

Depuis le meurtre du Dr Gunn en 1993, plusieurs mesures auraient dû dissuader les militants anti-avortement de bloquer l'accès aux établissements médicaux pratiquant les IVG ou d'avoir recours à des formes plus violentes d'obstruction : la Cour suprême a autorisé la création d'une

« zone d'exclusion » d'une dizaine de mètres autour des cliniques, elle a étendu les possibilités de poursuites judiciaires pour les dirigeants des cliniques et, surtout, le Congrès a adopté en mai une loi sur la liberté d'accès à l'entrée des cliniques.

En réalité, il est plus difficile de se faire passer une IVG aujourd'hui que dans les années qui ont suivi la législation de l'avortement, par un arrêt de la Cour suprême (Roe vs Wade) de 1973. Le nombre d'avortements médicaux offrant des IVG a diminué de 18 % de 1982 à 1992, d'après une étude d'un institut de recherche indépendant, le Alan Guttmacher Institute. A l'heure actuelle, 84 % des comités (subdivisions administratives) américains n'assurent pas ce service. Cet accès restreint à l'avortement expliquerait en partie la baisse du nombre d'IVG aux États-Unis : 1,5 million en 1992, soit 27,5 % des grossesses, le chiffre le plus bas depuis 1979.

Pourtant, la radicalisation de ce courant particulier du mouvement anti-avortement est dénoncée par les grandes organisations conservatrices et a provoqué des scissions dans plusieurs groupes, comme Operation Rescue. La principale organisation de la droite religieuse, la Christian Coalition, a soutenu aux élections législatives quelques candidats républicains favorables à la liberté de l'avortement.

SYLVIE KAUFFMANN

PUBLICATION JUDICIAIRE

« La première chambre de la cour d'appel de Paris, par arrêt du 4 juillet 1994, a condamné M. Jean-Marie LE PEN à verser à M. Pierre ABRAMOVICI la somme de 10 000 F à titre de dommages-intérêts pour avoir publiquement, au cours d'un meeting tenu au Zénith le 15 septembre 1992, proféré des propos diffamatoires à son égard. »

EN BREF

ÉRYTHÉE : rupture des relations avec le Soudan. — L'Érythrée, qui a plusieurs fois accusé Khartoum d'actions subversives, a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec le Soudan, a annoncé, mardi 6 décembre, un communiqué du ministère des affaires étrangères. Ce texte dénonce les « mesures négatives prises par le gouvernement islamique du Soudan, opposé à la paix, à la sécurité et à la stabilité auxquelles le peuple érythrien aspire ». — (AFP)

LIBAN : un soldat israélien tué par l'explosion d'un engin piégé. — Alors qu'il patrouillait dans la « zone de sécurité » créée par l'Etat juif au Liban sud, un soldat israélien a été tué par l'explosion d'un engin piégé, a annoncé le porte-parole de l'armée. Le Hezbollah a revendiqué cette opération. Un autre soldat israélien a été grièvement blessé. — (AFP)

SRI-LANKA : Colombo propose

une trêve aux « Tigres » tamouls. — Le gouvernement srilankais a, mardi 6 décembre, proposé un cesse-le-feu au LTTE (Tigres de libération de l'Éelam tamoul) dans le but de relancer des pourparlers de paix actuellement dans l'impasse. L'annonce du cesse-le-feu pourrait survenir « dans quelques jours », selon la réponse des séparatistes. Chandrika Kumaratunga, récemment élue chef de l'Etat, avait suspendu les pourparlers qu'elle avait entamés peu auparavant avec le LTTE, après qu'un attentat, commis le 24 octobre par des membres du groupe rebelle, eut tué 58 personnes, dont le chef de l'opposition, Gamini Dissanayake. — (AFP)

SUISSE : Kaspar Villiger élu président de la Confédération helvétique pour 1995. — Le ministre suisse de la défense, Kaspar Villiger, a été élu, mercredi 7 décembre, président, pour un an, de la Confé-

dération helvétique par le Parlement de Berne. M. Villiger, âgé de cinquante-trois ans, remplace à ce poste, purement honorifique, le ministre des finances Otto Stich. Chaque année, les deux chambres du Parlement désignent, par rotation, comme président, un des sept membres du Conseil fédéral, le gouvernement collégial suisse. — (AFP)

ZAIRE : limogeage du vice-ministre des affaires étrangères. — Le premier ministre, Kengo wa Dondo, a limogé, mardi 6 décembre, le vice-ministre des affaires étrangères, Mukumanya Wa N'guzi Zenda, proche du président Mobutu, après qu'il eut été interrogé par des officiers de justice sur une affaire de trafic de billets de banque. Il a été remplacé par Masudi Mungilima, membre lui aussi du Mouvement populaire pour la révolution (MPR), le parti présidentiel. — (AFP, Reuters)

سكنا من الاصل

POLITIQUE

Remettant en question l'ordre du jour des travaux parlementaires

Les députés RPR se joignent à ceux de l'UDF pour contester les mesures anti-corruption préparées par M. Séguin

La discussion en séance publique des propositions de lois relatives à la corruption, initialement prévue pour la fin de la semaine à l'Assemblée nationale, devrait être repoussée de quelques jours, ce qui rendra impossible leur examen par le Sénat et, par conséquent, leur adoption définitive au cours de la présente session ordinaire. Le gouvernement envisage, cependant, d'achever le débat lors d'une session extraordinaire en janvier.

« On est dans une mauvaise passe. » Ce délicat euphémisme est d'Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis), mardi 6 décembre, en début de soirée, au moment d'entrer dans la salle où se tient la conférence des présidents de l'Assemblée nationale, chargée de fixer l'ordre du jour des travaux des députés dans les jours à venir. Un tel assent de diplomatie de la part du député de Seine-Saint-Denis, d'habitude plus féroce de formules à l'emporte-pièce, en dit long sur la pétitionnaire dans laquelle le débat sur la clarification des rapports entre la politique et l'argent a plongé la majorité. Laconique, un autre parlementaire, et non des moindres, conclut : « Delors pourra remercier les députés de la majorité. »

La journée de mardi a pourtant commencé normalement. La veille au soir, le premier ministre, Edouard Balladur, a réussi à se donner le beau rôle en faisant mine de donner son feu vert au débat sur le renforcement de la législation anticorruption, pourtant fixé, depuis une semaine, au 9, 10 et 11 décembre à l'Assemblée nationale.

Philippe Bonnemercière (RPR) fait son rapport sur les trois propositions relatives au patrimoine des élus, à celui des responsables politiques et aux incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires.

Les premières interventions des députés de la majorité sont certes réservées, voire critiques. Xavier de Roux (UDF-rad., Charente-Maritime) et Raoul Béneille (RPR, Seine-Saint-Denis) s'inquiètent de voir ces textes créer des obstacles à l'entrée au Parlement de professionnels du secteur privé. Philippe Houillon (UDF, Val-d'Oise) et Daniel Picotini (UDF, Gironde) regrettent la précipitation dans laquelle ce débat est engagé, et Claude Malhuret (UDF-PR, Allier) rappelle son hostilité à cet exercice « d'autoflagellation » auquel les parlementaires sont en train de se livrer. Rien de bien surprenant toutefois après la fronde des députés UDF lors de la réunion de leur groupe, mardi 29 novembre (le Monde du 1^{er} décembre).

Lors du déjeuner de la majorité, à l'hôtel Matignon, Pascal Clément, ministre chargé des relations avec l'Assemblée nationale, et Roger Romani, ministre chargé des relations avec le Sénat, réaffirment que l'ordre du jour très chargé du Parlement avant la fin de la session ordinaire, le 20 décembre, ne laisse pas d'autre possibilité que d'examiner les textes sur la politique et l'argent à partir de vendredi prochain, ce qui laissera tout le reste du temps au Sénat d'en discuter avant Noël.

Tout bascule à la sortie du déjeuner, lors de la réunion du groupe RPR. Comme au groupe UDF une semaine plus tôt, ce sont les députés de base, qui sont à la tête de la fronde, puis de la révolte. Quatorze d'entre eux — dont Eric Dollé (Loire), Yvon Jacob (Ille-et-Vilaine), Pierre-André Périssol (Allier), Henri de Richemont (Charente), mais aussi André Fauton (Calvados), pour tant représentant du groupe RPR au groupe de travail présidé par Philippe Séguin — se succèdent pour dénoncer, de façon souvent virulente et passionnée, la manière dont ce débat est en train de

s'engager au Parlement. Tous se disent choqués par la mise en accusation et la suspicion qui fait peser le fait de légiférer en urgence sur l'ensemble des élus.

Plusieurs soulignent que les « affaires » récentes résultent de violations de la législation existante et pourraient donc être réglées par simple application des textes en vigueur. D'autres lois, soulignent-ils, n'y changeront rien et tout cela, au fond, est affaire de conscience individuelle et de morale collective. Quant aux députés qui dénoncent également des mandats locaux, notamment les présidents de conseil général, ils sont incités d'une restriction des possibilités de cumul des mandats, qui pourtant a été écartée de l'ordre du jour. Tout est bon pour attiser la méfiance et chacun trouve, dans sa situation personnelle, matière à indignation.

« Comité de pilotage »

Après plus d'une heure de débat « animé », selon la formule de M. Pons, les récalcitrants réclament qu'une motion demandant le renvoi en commission de toutes les propositions soit soumise au vote. Averti par la mésaventure de son homologue de l'UDF, Charles Millon, une semaine plus tôt, M. Pons s'était ménagé une porte de sortie. Plutôt qu'un vote immédiat, il propose que le groupe constitue un « comité de pilotage » — conduit par André Fauton — pour tenter de sortir de l'impasse. Cette proposition est acceptée par les parlementaires RPR, mais à la condition que le débat en séance publique soit reporté. Bernard Pons se voit donc mandaté pour aller demander à la conférence des présidents le renvoi du débat à une date ultérieure.

A peine conquis, la nouvelle de cette fronde des députés RPR modifie du tout au tout la suite des travaux de la commission des lois, qui a repris ses discussions dans l'après-midi. De feutrée et polie le matin, les réserves tourment rapidement à l'obstruction. D'amenagements de démission en suspensions de séances, le débat s'enlise totalement. A l'évidence, bon nombre de députés de la majorité jouent la montre pour faire pression sur la conférence des présidents. En fin d'après-midi, sous

l'œil goguenard des parlementaires socialistes, de petits groupes de députés déboussolés errent dans les couloirs du Palais-Bourbon à la recherche d'incertaines réunions de conciliation.

« Le Parlement nous contraint »

L'impasse est manifeste. La conférence des présidents en tirera rapidement les conséquences. Pascal Clément s'empresse, à sa sortie, d'en donner la version la moins inconfortable pour le gouvernement. « La conférence n'a fait observer que la commission des lois n'avait pas traité les propositions de loi au rythme prévu et que l'Assemblée ne pensait pas pouvoir être prête vendredi », constate-t-il. « Le gouvernement, ajoute le ministre, a, pour l'instant, maintenu l'ordre du jour prévu, mais si, mercredi, la président de la commission des lois me fait savoir que les travaux n'ont pas avancé plus vite, je serai obligé d'en tirer les conséquences et de reporter le débat par lettre rectificative. » « Il n'y a aucune tergiversation du gouvernement dans cette affaire, martèle-t-il.

C'est le Parlement qui nous contraint à repousser le débat. »

Il est vrai que dans l'après-midi, le gouvernement a trouvé la porte de sortie : il fait savoir au président de l'Assemblée nationale, peu après le déjeuner de la majorité, qu'il envisage de demander au président de la République de convoquer une session extraordinaire en janvier. Chacun laisse entendre que François Mitterrand n'y serait pas hostile. Dès lors, à quoi bon brusquer les députés au risque de les braquer ? Cette interrogation de bon sens emporte l'adhésion. On évoque déjà la possibilité pour l'Assemblée d'examiner ces textes les 19, 20 et 21 décembre, puis que le Sénat s'en saisisse dans le cadre de la session extraordinaire. Dans la soirée, les travaux de la commission des lois peuvent reprendre plus sereinement, mais guère plus efficacement (lire ci-dessous).

Et l'opposition a beau jeu de s'indigner, pour les communistes, ou de se gausser, pour les socialistes, du nouvel imbroglio dans lequel s'est égarée la majorité.

CÉCILE CHAMBRAUD et GÉRARD COURTOIS

Le débat au sein de la commission des lois

La commission des lois de l'Assemblée nationale a examiné, mardi 6 décembre, la première série de propositions contre la corruption, relative à la transparence du patrimoine et aux incompatibilités professionnelles.

• **Déclaration de patrimoine des élus**

— Les députés : la proposition de loi sur la déclaration de patrimoine prévoit, d'une part, la généralisation de la compétence de la commission pour la transparence de la vie politique, pour recevoir et contrôler ces déclarations ; et, d'autre part, l'extension de l'obligation de déclaration à de nouveaux élus. Les membres de la commission des lois ont adopté plusieurs amendements du rapporteur, Philippe Bonnemercière (RPR), relatifs aux délais de dépôt de déclaration. Ils ont en revanche rendu plus difficile l'application de la sanction en cas de non-dépôt — l'ineligibilité — en adoptant un amendement d'André Fauton (RPR, Calvados) qui donne compétence à la commission pour la transparence financière pour saisir, d'abord, le bureau de l'Assemblée, à charge pour lui de saisir à son tour le Conseil constitutionnel, chargé de prononcer l'ineligibilité.

— Les autres élus : M. Bonnemercière a souligné que la proposition initiale — assujettissement de tous les conseillers généraux, régionaux, maires de communes de plus de vingt mille habitants, adjoints aux maires de communes de plus de cent mille habitants, etc. — reviendrait à transmettre environ onze mille dossiers à la commission. Il a proposé, sans être suivi, un amendement prévoyant que seuls seraient soumis à cette déclaration de patrimoine les vice-présidents des assemblées locales (conseils généraux et régionaux).

— Les fonctionnaires d'autorité : M. Bonnemercière a proposé

un amendement de suppression de la disposition qui étend aux fonctionnaires d'autorité l'obligation de déclaration de patrimoine, la jugeant « irréaliste et impraticable ». Cet amendement n'a pas convaincu les autres membres de la commission, qui ont au contraire souligné « l'importance du rôle » joué par les fonctionnaires, notamment en matière de passation de marchés publics. L'amendement du rapporteur a été rejeté.

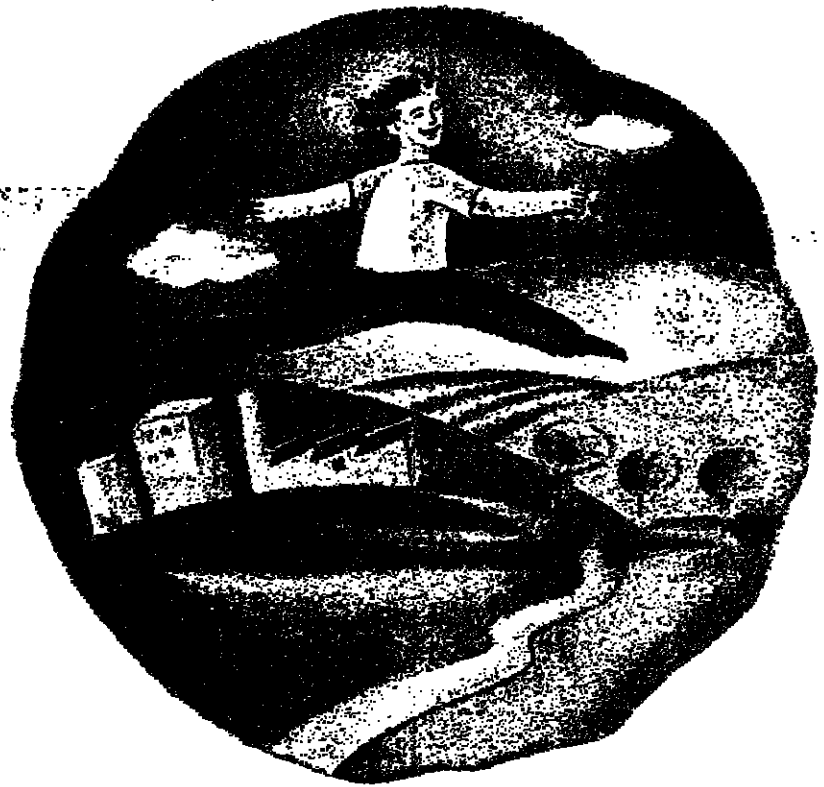
• **Missions de la commission pour la transparence de la vie financière** : les députés ont adopté un amendement de M. Bonnemercière qui donne à la commission le statut d'autorité administrative indépendante. Le deuxième amendement précise que les personnes soumises à l'obligation de déclaration de patrimoine communiquent à cette commission, chaque fois qu'elles le jugent utiles, les modifications substantielles de leur patrimoine (héritage, par exemple). Le troisième autorise la commission à demander aux élus la communication de leur déclaration de revenu et, le cas échéant, de celle déposée au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune.

• **Incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires** :

— Fonction de membres de cabinet : après s'être interrogé sur l'utilité de cette disposition, qui n'empêchera pas « les collaborations officieuses non rémunérées », la commission a supprimé cet article.

— Fonction de conseil et contrat d'études : la commission a supprimé cette disposition, qui interdisait à un député d'exercer toute fonction de conseil ou de représentation des intérêts d'un groupe de pression, ou de percevoir une rémunération d'un contrat d'études.

PASCAL ROBERT-DIARD



QUAND CIBA INNOVE L'HOMME AVANCE

Les 88 000 hommes et femmes qui font Ciba le prouvent chaque jour à l'échelle mondiale.

SANTÉ Des innovations majeures devenues des médicaments de référence dans le traitement des maladies cardio-vasculaires, des maladies rhumatismales, des dépressions, de l'épilepsie... Des recherches prometteuses en cancérologie, immunologie et biotechnologie. De grands succès récents : les lentilles à remplacement fréquent et les patchs.

AGRICULTURE Des spécialités et techniques de protection des cultures qui contribuent à la mutation de l'agriculture, de nouvelles générations de semences, des produits innovants pour la santé animale... Et, au-delà des percées technologiques, le Groupe Ciba développe des formulations plus sûres pour l'utilisateur et pour l'environnement.

INDUSTRIE Automobile, TGV, aéronautique, arts graphiques, industries électrique et électronique, textile, sport, bâtiment... le Groupe Ciba innove avec ses partenaires industriels pour colorer, alléger, accroître les performances ou économiser l'énergie, tout en ménageant l'environnement : pigments et additifs sans métaux lourds, colorants bi-réactifs, nouvelles résines pour circuits imprimés...

2 & 4, rue Lionel Terray, 92500 Rueil-Malmaison. Tél. (1) 47 52 30 00

ciba

L'HOMME EN TÊTE

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR

PRÉFECTURE DE SAÛNE-ET-LOIRE

AMÉNAGEMENT DE LA SAÛNE
ENTRE CHALON-SUR-SAÛNE
ET SAINT-SYMPHORIENPROCÉDURE PRÉALABLE À LA POURSUITE DES TRAVAUX
PAR DRAGAGES ET RESCINDEMENTS DE BERGES SUITE
AUX DEMANDES PRÉSENTÉES PAR LA COMPAGNIE
NATIONALE DU RHÔNE

AVIS D'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté interpréfectoral en date du 5 décembre 1994 a été prescrite une enquête publique relative aux demandes présentées par la Compagnie Nationale du Rhône, en vue de l'aménagement de la voie fluviale de la Saône entre CHALON-SUR-SAÛNE et SAINT-SYMPHORIEN, par dragages et rescindements de berges.

Ces demandes ont été formulées conformément aux dispositions :

- du décret n° 83-433 du 23 avril 1983 modifié, pris pour l'application de la loi n° 83-430 du 12 juillet 1983 modifiée relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau
- de l'article 33 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

M. le préfet de Côte-d'Or est désigné préfet coordonnateur.

L'enquête publique se déroulera du jeudi 29 décembre 1994 au lundi 6 février 1995 inclus soit pendant 40 jours consécutifs.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête sera tenu à la disposition des personnes qui souhaiteront en prendre connaissance dans les différents lieux suivants, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux du public.

CÔTE-D'OR

Préfecture de la Côte-d'Or à DIJON, siège de l'enquête, du lundi au vendredi inclus, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Préfecture de Saône-et-Loire à CHALON-SUR-SAÛNE, du lundi au vendredi inclus, de 8 h 30 à 11 h 45 et de 13 h à 16 h.

Mairie d'ALLIERS-SUR-SAÛNE : le mercredi de 14 h à 16 h le samedi de 8 h à 10 h.

Mairie de BONNENCONTRE : le mardi de 16 h 30 à 18 h 30 le mercredi de 13 h 30 à 16 h 30.

Mairie de BRIGNY : le mercredi de 16 h à 18 h le samedi de 10 h à 12 h.

Mairie de CHAMBLANC : le mardi de 14 h à 16 h le samedi de 10 h à 12 h.

Mairie de CHARENTON-SUR-SAÛNE : le mercredi de 17 h 30 à 19 h le samedi de 10 h à 11 h 30.

Mairie de CHIVRES : le mercredi de 17 h à 19 h 30 le samedi de 17 h à 19 h 30.

Mairie d'ÉCHEVON : le lundi et le mercredi de 13 h 30 à 17 h le vendredi de 13 h 30 à 18 h.

Mairie d'ESBARRES : le mardi de 17 h à 19 h le jeudi de 14 h 30 à 16 h 30 le vendredi de 9 h 30 à 11 h 30.

Mairie de GLANON : le lundi de 14 h à 15 h le jeudi de 14 h à 15 h.

Mairie de JALLANGES : le mardi de 14 h 45 à 17 h 45 le vendredi de 15 h 30 à 18 h 30.

Mairie de LABERGEMENT-LES-SEURES : le lundi, le mardi, le jeudi, le vendredi et le samedi de 9 h à 12 h.

Mairie de LABUYÈRE : le lundi de 13 h 30 à 16 h 30 le jeudi de 18 h à 19 h.

Mairie de LECHATELLET : le mercredi de 14 h à 16 h 30 le samedi de 14 h à 16 h.

Mairie de LOSNE : du lundi au samedi inclus de 8 h à 12 h.

Mairie de PAGNY-LA-VILLE : le mardi de 16 h 30 à 18 h 30 le mercredi de 17 h à 19 h le jeudi de 16 h 30 à 18 h 30 le vendredi de 17 h 30 à 19 h 30.

Mairie de PAGNY-LE-CHATEAU : le mardi et le vendredi de 17 h 30 à 19 h 30.

Mairie de POUILLY-SUR-SAÛNE : le mardi et le vendredi de 16 h 30 à 19 h 30.

Mairie de SAINT-JEAN-DE-LOSNE : du lundi au vendredi inclus de 10 h à 12 h et de 13 h à 15 h le samedi de 10 h à 12 h.

Mairie de SAINT-SYMPHORIEN-SUR-SAÛNE : le lundi et le jeudi de 17 h 30 à 19 h 30.

Mairie de SAINT-USAGE : du lundi au vendredi inclus de 11 h à 12 h.

Mairie de SEURRE : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de TRUGNY : le mardi de 18 h à 19 h le vendredi de 11 h 30 à 12 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

SAÛNE-ET-LOIRE

Préfecture de Saône-et-Loire à MACON, de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 15 du lundi au vendredi inclus.

Sous-préfecture de Chalon-sur-Saône, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 du lundi au vendredi inclus.

Mairie d'ALLIERS-SUR-SAÛNE : le lundi de 13 h à 18 h le mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 12 h.

Mairie d'ALLIEROT : le lundi, mercredi et vendredi de 15 h à 19 h le mercredi de 9 h à 11 h 30.

Mairie de BEY : le lundi et le vendredi de 17 h à 19 h le mercredi de 9 h 30 à 11 h 30.

Mairie de BRIGNY-SUR-SAÛNE : le lundi de 15 h à 18 h le mardi de 9 h à 12 h le mercredi de 14 h à 17 h.

Mairie de CHALON-SUR-SAÛNE : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30.

Mairie de CHARNAY-LES-CHALONS : le lundi de 9 h à 12 h le jeudi de 14 h à 17 h.

Mairie de CHATEAU-EN-BRESSE : le mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 11 h 45 et de 13 h 30 à 16 h 30 le samedi de 9 h à 11 h.

Mairie de CRUSSEY : du lundi au vendredi inclus de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 le samedi de 9 h à 11 h.

Mairie de DAMERY : le lundi, mercredi et vendredi de 14 h à 17 h.

Mairie d'ECHELLES : le mardi et le jeudi de 14 h à 17 h.

Mairie d'EPERVANS : le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h le mercredi de 8 h 30 à 12 h le samedi de 8 h 30 à 12 h.

Mairie de GERGVY : du lundi au vendredi inclus de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 le samedi de 8 h 30 à 12 h.

Mairie de LES BORDES : le lundi de 18 h 30 à 19 h 30 le jeudi de 9 h à 12 h.

Mairie de MONT-LES-SEURES : le jeudi de 10 h à 11 h 45 le samedi de 14 h à 16 h 30.

Mairie de SAINT-MARCEL : le lundi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h le mardi au vendredi inclus de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h le samedi de 9 h à 12 h.

Mairie de SASSIGNY : le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h le mercredi de 8 h à 12 h le samedi de 9 h à 11 h 30.

Mairie de SAUNIERES : le lundi de 13 h à 15 h le jeudi de 13 h à 15 h.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h.

Mairie de VERJUX : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Mairie de VERDUN : le lundi et le mercredi de 10 h à 12 h le vendredi de 13 h 30 à 17 h 30.

Un report sans conséquences pratiques

Le report de la réforme des financements politiques serait sans grandes conséquences pratiques. La plupart des mesures envisagées ne peuvent, en effet, entrer en application qu'à l'occasion de nouvelles élections législatives.

« L'interdiction des dons des entreprises. — Le principe peut être posé immédiatement, mais il est acquis qu'en compensation l'aide de l'Etat devra être augmentée. Or cela ne peut se faire qu'à l'occasion d'une loi de finances. De même, pour éviter que toute la vie politique ne soit sous le contrôle des partis, il est envisagé que des dotations publiques soient accordées aux candidats à toutes les élections ; cela ne peut donc se faire qu'au moment des élections en question. En outre, la législation actuelle oblige les candidats à tenir un compte précis de leurs recettes et de leurs dépenses dans l'année précédant le scrutin, il est déjà prévu que l'interdiction du financement par les entreprises ne s'appliquerait pas à la présidentielle, ni même, selon toutes probabilités, aux municipales du mois de juin. Enfin, le président de la loi de 1992 montre qu'un changement de mode de calcul de la dotation de l'Etat aux partis peut difficilement être mis en vigueur avant de nouvelles législatures.

« La réduction du plafond des dépenses électorales. — La diminution des dépenses autorisées aux candidats à l'élection présidentielle a déjà été ajoutée, par voie d'amendement gouvernemental, à un texte en

cours de discussion au Parlement. Il est vrai qu'il faut un autre projet pour qu'une décision comparable soit prise pour les municipales, mais la légitimité d'une telle modification peut être contestée, puisque la législation actuelle permet aux candidats d'organiser le financement de leur campagne dans la totalité de l'année précédant le scrutin.

« Le renforcement des incompatibilités professionnelles. — Il n'est pas possible de dire à un parlementaire en fonction qu'il lui faut, maintenant, choisir entre son mandat et une activité professionnelle qu'il exerce depuis longtemps. Une nouvelle règle du jeu ne peut être établie qu'avant le début de la partie.

« La déclaration de patrimoine. — Tout changement en la matière ne peut se faire, lui aussi, qu'à l'occasion de nouvelles élections. La déclaration de patrimoine doit, en effet, être déposée en début et en fin de mandat ; pour modifier la manière dont elle doit être faite, il faut attendre le commencement d'un nouveau mandat.

« Les marchés publics. — Le rétablissement de la « loi Sapin » sur la transparence de la passation des marchés publics et des délégations de service public est, finalement, la seule des propositions préparées par le groupe de travail de l'Assemblée nationale qui pourrait être d'application immédiate. Mais c'est justement celle qui gêne le plus le gouvernement...

Th. B.

COMMENTAIRE

Tous perdants

A force de jouer au plus fin, les principaux responsables de la majorité finissent par tomber dans leurs propres pièges. La démonstration en a été éloquentement sur l'affaire des « primaires », agitées pendant des semaines pour faire croire à la possibilité d'une candidature unique à l'élection présidentielle avant d'être enterrées piteusement.

Elle est encore plus spectaculaire avec le débat sur la corruption ou, plus exactement, selon la flicote en vogue, la clarification des relations entre la politique et l'argent. Depuis le mois de septembre et l'annonce par le premier ministre de la création d'une commission, présidée par Simone Roza, chargée de faire des propositions en la matière et d'éteindre l'incendie allumé par les délégués judiciaires de deux, puis trois membres du gouvernement, la course-poursuite a été permanente, particulièrement entre le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, et le chef du gouvernement, Edouard Balladur, pour tenter d'apparaître comme le meilleur défenseur de la morale publique.

Groupe de travail et commission, propositions et projets, réunions à grand spectacle à Matignon ou célébration d'un accord unanime des groupes autour du rapport parlementaire sur « politique et argent », la machine s'est emballée au point de menacer, aujourd'hui, de sauter à la figure de la majorité.

Certes, la révolte des députés de l'UDF dans un premier temps, du RPR ensuite, n'est pas sans fondement. Ils peuvent à bon droit souligner que les « affaires » actuelles relèvent d'infractions à la législation en vigueur et que la simple application de la loi permettrait déjà de

lever l'essentiel de la suspicion qui pèse aujourd'hui sur les parlementaires et l'ensemble des élus. Ils peuvent, tout autant, s'indigner de ne plus bénéficier, selon le mot de l'un d'entre eux, de la « présomption d'honnêteté ». Il n'est pas non plus surprenant qu'ils soient ulcérés de voir candidats virtuels ou potentiels tenter de se faire une vertu sur leur dos. La base des parlementaires socialistes avait eu la même réaction, en 1992, lors de la discussion de la loi Sapin.

Une auto-amnistie déguisée

Mais les parlementaires de l'UDF et du RPR ne peuvent plus empêcher que leur volonté de repousser le débat sur la politique et l'argent n'apparaisse, aux yeux de l'opinion publique et des électeurs de demain, comme une manœuvre de retardement, un refus de sauter l'obstacle, bref, une auto-amnistie déguisée.

Et personne ne pourra en esquiver la responsabilité : les présidents de groupe de la majorité, qui se sont associés aux travaux du groupe créé par Philippe Séguin et en ont approuvé les conclusions avant de faire marche arrière devant la pression de leur base ; le président de l'Assemblée nationale lui-même, qui a poussé les feux depuis deux mois et qui risque d'apparaître comme l'arroseur arrosé ; le premier ministre enfin, qui avait fini par emboîter le pas à ceux qui voulaient légitimer rapidement et qui ne pourra longtemps faire retomber sur les parlementaires de sa majorité la responsabilité d'un report, voire d'un enterrement du débat. Ils risquent, demain, d'être tous perdants.

GÉRARD COURTOIS

La préparation de l'élection présidentielle et l'éventualité d'une candidature de M. Delors

Robert Hue juge « suicidaire » la recherche d'une alliance avec le centre

Un mois, jour pour jour, après sa désignation officielle comme candidat du Parti communiste français à l'élection présidentielle, Robert Hue a hâssé le ton, mardi 6 décembre, contre la stratégie d'ouverture au centre qui serait celle de Jacques Delors (le Monde du 6 décembre).

Le matin, sur Europe 1, le secrétaire national du PCF a affirmé : « Jamais une alliance avec le centre et la droite n'a conduit à faire une politique de gauche. » Le soir, lors d'une réunion publique à Nanterre, il a précisé : « Cette recherche d'alliance avec la droite centriste est suicidaire. Pour faire gagner la gauche, c'est à gauche qu'il faut rassembler, en proposant aux millions d'hommes et de femmes, aujourd'hui déçus et amers de l'expérience passée, de se retrouver pour promouvoir de vrais changements. » A cette occasion, M. Hue a formulé une nouvelle proposition, celle d'un rattrapage immédiat de six cents francs par mois pour les retraités et les pensions.

L'offensive contre M. Delors a été relayée, mardi, par le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, Alain Bocquet, qui a jugé « scandaleux » le fait que les interventions à la télévision du président de la Commission européenne ne soient pas comptabilisées

par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. « Nous allons nous battre pour obtenir que les émissions spéciales hors journal télévisé, que ce soit pour Edouard Balladur ou pour Jacques Delors, soient comprises dans les comptes de campagne », a affirmé M. Bocquet, reprenant en cela l'une des propositions les plus originales des députés communistes sur les rapports entre la vie politique et l'argent.

La volonté du candidat du Parti communiste de cultiver un champ politique à la gauche de la candidature éventuelle de M. Delors se heurte, en effet, à un déficit de notoriété. Pour tenter d'y remédier, le secrétaire national du PCF sera donc le second candidat déclaré, après Arlette Laguiller, à apparaître dans une campagne d'affichage

POLITIQUE

Le débat à l'Assemblée nationale sur les objectifs de la présidence française de l'Union européenne

Tous perdants

L'Assemblée nationale devait débattre de l'Union européenne, mercredi 7 décembre, quelques jours avant la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement à Essen (Allemagne). Edouard Balladur, premier ministre, et Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, devaient présenter les grands objectifs de la présidence française de l'Union européenne qui commencera en janvier. Valéry Giscard d'Estaing (UDF), Charles Josselin (PS), Jean-Claude Lefort (PC) et Gérard Saumade (RL) devaient ensuite prendre la parole au nom de leur groupe. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, devait, dans la soirée, répondre aux différents orateurs.

La foi perdue de l'UDF

L'UDF a longtemps vécu sur le crédit européen de Valéry Giscard d'Estaing. Aux belles années de la construction européenne, l'ancien président de la République, reçu mardi 6 décembre par François Mitterrand pour évoquer justement ce sujet, est toujours parvenu à entraîner sans difficultés à sa suite les multiples chapelles de sa confédération sur une ligne intégrationniste forte. Sur l'Europe, M. Giscard d'Estaing s'est d'ailleurs souvent retrouvé en bonne compagnie aux côtés de Simone Veil, Raymond Barre, François Léotard et de l'ensemble du CDS, naturellement pro-européen.

Les après discussions suscitées par l'approfondissement de la construction européenne, lors de la ratification du traité de Maastricht, en 1992, ont pourtant brouillé cette belle image d'unionnisme. L'irruption de Philippe de Villiers, pendant la campagne

L'Europe à géométrie variable du RPR

Une fois encore, le RPR va faire entendre ses différences sur l'Europe. Philippe Séguin a choisi ce mercredi 7 décembre pour développer largement, dans les colonnes de *l'Europe*, sa conception de la construction européenne et ses propositions pour la relancer. Ce « cadrage » effectué par le président (RPR) de l'Assemblée nationale devait s'accompagner, dans l'après-midi, de l'intervention prononcée au nom du groupe RPR par Franck Borotra, député des Yvelines et proche de Charles Pasqua, devant ses collègues parlementaires.

Les deux hommes se rejoignent dans une dénonciation vigoureuse du fédéralisme incarné, selon eux, par Jacques Delors et dans l'exposé d'une thèse, implicite ou explicite, sur l'Europe à géométrie variable. Ces prises de position neurent en valeur également, ce qui ne saurait surprendre s'agissant de l'Europe, que le RPR lui aussi est à géométrie variable. Maastricht pas mort !

Autant le long article de M. Séguin apparaît, certes ferme sur les convictions, mais posé dans la présentation des thèses - le président de l'Assemblée suggère « un mémorandum français » qui permettrait d'aborder l'année 1995 « avec une stratégie européenne nettement arrêtée », autant l'allocation de M. Borotra devait se présenter comme un brûlot anti-delorien qui est, en réalité, un missile expédié sous la figure de flouaison d'Edouard Balladur. Certains des passages de cette intervention, du reste, pourraient bien être jugés inacceptables par le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé.

Les regrets de M. Bosson

C'est manifestement le cas du Parti républicain, où François Léotard est unanimement considéré, à tort ou à raison, comme le responsable politique. Au CDS, on se contente des propositions prudentes faites par M. Balladur. Seul Bernard Bosson, qui va disputer le 10 décembre à François Bayrou la succession de Pierre Méhaignerie, parvient encore à concilier la tactique et les convictions.

Une difficulté pour M. Juppé

M. Séguin demande de « dépasser le schéma fédéraliste » qui était celui des pères fondateurs de l'Europe, en soulignant que « la méthode retenue pour la construction communautaire est désormais caduque ». M. Borotra explique que tous les mécanismes mis en place, l'union monétaire en particulier, ouvrent inéluctablement la voie à un « gouvernement fédéral ». Certes, le président de l'Assemblée nationale estime que « la révision institutionnelle constitue à la fois le préalable et la condition pour l'adhésion de nouveaux membres » de l'Union, ce qui signifie, dans son esprit, que cette révision est plus importante que l'union monétaire. Mais il fait remarquer encore que « le traité de Maastricht a été régulièrement ratifié et s'impose donc à tous les Etats signataires, ainsi, cela va sans dire, qu'à tous les responsables publics ». Or, le traité de Maastricht, justement, contient le passage à la troisième phase de l'union monétaire - la monnaie unique. La précision de M. Séguin pourrait donc vibrer singulièrement aux oreilles de Jacques Chirac, qui avait préconisé, avant d'en abandonner l'idée, de faire un nouveau réfé-

Trente-quatre députés de l'UDF se sont abstenus sur l'élargissement

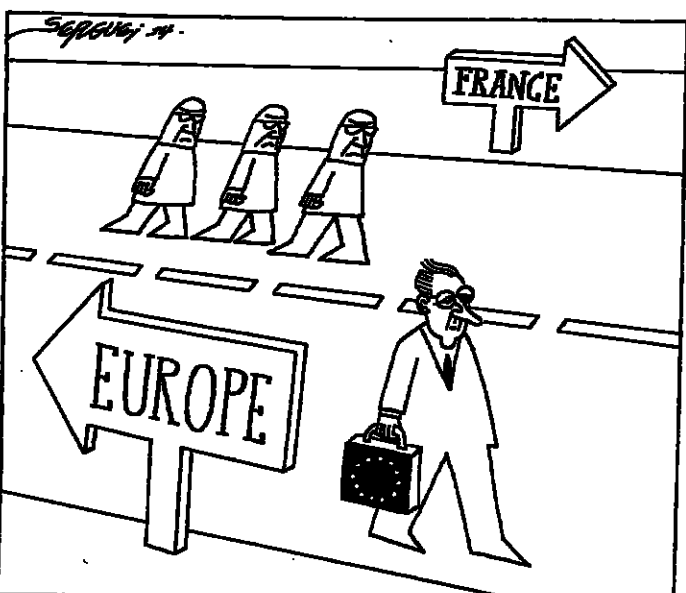
L'Assemblée nationale a adopté, mardi 6 décembre, par 437 voix contre 18, le projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande à l'Union européenne. Le vote a révélé des divergences au sein des groupes de l'UDF (*le Monde* daté 4-5 décembre), du PC et, à un moindre degré, du RPR.

Ont voté « pour » :
- 208 RPR ;
- 160 UDF ;
- 52 PS ;
- 16 RL (République et Liberté) ;
- 1 non-inscrit : Michel Noir.

On voté « contre » :
- 1 RPR : Robert-André Vivien ;
- 17 PC.

Se sont abstenus :
- 8 RPR : Emmanuel Aubert, Gautier Audinot, Louis de Broissia, René Chabot, Gabriel Deblock, Louis Guédon, Edouard Leveau et Pierre Pascalon ;
- 34 UDF : Didier Bariani,

Jean-Louis Beaumont, Gérard Boche, Yves Cnnet, Emmanuelle Bouquillon, Christine Boutin, Dominique Bussereau, Michel Cartaud, Daniel Colin, René Couanau, Francis Delatre, Jean-Jacques Descamps, Laurent Dominati, Eric Duboc, Hubert Falco, Gratién Ferrari, Valéry Giscard d'Estaing, Alain Griotteray, François d'Harcourt, Joseph Klifa, Jean-Claude Lenoir, Pierre Lequiller, Alain Levoyer, Maurice Ligoit, Hervé Mariton, Pierre Micaut, Amyeri de Montesquiou, Alain Moyné-Bressand, Jean-Marc Nesme, Francisque Perrat, Jean-Pierre Philibert, Jean Priot, Charles Revel, Yves Rousset-Rouard ;
- 6 PC : François Asensi, Gilbert Biessy, Patrick Broutez, Jean-Pierre Brard, Guy Hermier, Jean Tardito, tous « refondateurs communistes » ;
- 2 RL : Jean-Louis Borloo, Alain Ferry ;
- 1 non-inscrit : Bruno Ratailleau.



Le retour au fédéralisme du PS

Intervenant, dimanche 4 décembre, en conclusion des Assises de la transformation sociale, Henri Emmanuelli s'est emporté une seule fois. Ce fut à propos de l'Europe. « Il faut sortir du non-oui à Maastricht », affirme le premier secrétaire du PS. Je ne comprends pas que le mot « fédéralisme » nous fasse peur à ce point. On l'ignore trop souvent : M. Emmanuelli est un passionné, un intégriste de l'Europe, et il sera difficile, sur cette question-là, de faire passer une feuille de cigare entre lui et Jacques Delors.

En 1992, celui qui n'était pas encore le patron du PS s'était engagé, sans retenue, dans la campagne du « oui » à Maastricht. Dans un ouvrage court mais incisif, au titre clair, *Plaidoyer pour l'Europe* (Editions Flammarion), M. Emmanuelli se flatte de son appartenance « à la catégorie clairsemée des rêveurs impénitents du fédéralisme » et n'hésite pas à inscrire le combat pour la construction européenne dans les principes révolutionnaires de 1789. « Entre 1789 et 1992, que rien n'oppose et que tout rapproche, écrivait-il, le lien est à nouveau établi grâce au fil d'Ariane républicain. Ce mouvement (...) résulte, sans surprise aucune, de la lente maturation au cours des deux derniers siècles des principes de 1789 et de l'assimilation plus rapide d'un traité de Rome qui n'a jamais caché, selon son préambule, qu'il visait « à une union toujours plus étroite entre les peuples d'Europe ».

Indispensable pédagogie

Deux ans après un tel acte de foi européen, M. Emmanuelli dispose aujourd'hui des moyens de ses convictions. Saura-t-il entraîner son parti sur un chemin aussi droit ? Au lendemain de Maastricht, qui révéla aussi dans les rangs de la gauche une césure avec l'électorat populaire, le PS se mon-

tra plus frileux. La reconquête de cet électorat devint prioritaire, le discours sur l'Europe s'en ressentit. En arrivant à la tête de ce parti, Michel Rocard lui-même ne fut pas hardi. Le congrès du Bourget d'octobre 1993 se contenta d'affirmer le besoin d'une « Europe ambitieuse et solidaire ».

Le mot « fédéralisme » était passé à la trappe. Pour réconcilier la gauche avec l'Europe, on cherchait à repartir du social. Aux élections européennes de juin dernier, la stratégie n'avait pas changé. « L'Europe, oui, mais solidaire », tel était encore le slogan de la liste emmenée par M. Rocard. Jacques Delors ne s'est pas privé de critiquer ce slogan, un peu court, selon lui.

Une vraie prise de conscience s'est opérée depuis. L'arrivée d'Henri Emmanuelli à la tête du parti et la pression de la candidature de M. Delors n'y sont pas étrangères. Au niveau des militants, la crainte de l'Europe n'a sans doute pas disparu, ce qui impliquera la poursuite d'un gros travail de pédagogie. Mais au niveau des dirigeants, la résolution a été prise de ne plus mettre le drapeau européen dans la poche. Les récentes déclarations de M. Delors sur le sujet ont donné la ligne, avec plus de clarté sans doute que son ouvrage *Unité d'un homme* (Editions Odile Jacob), dans lequel il se contentait d'insister sur une nécessaire « adaptation institutionnelle ».

En parlant depuis d'une « fédération d'Etats-nations », en expliquant aussi que les pays européens qui veulent avancer plus vite doivent pouvoir le faire, M. Delors a rassuré les experts socialistes. Le PS, dit-on rue de Solferino, n'aura aucun problème à faire accepter ces deux principes. La partition européenne socialiste, sous la baguette delorienne, ne devrait plus supporter de bémoins.

DANIEL CARTON

NEIGE ?

L'information du ski

3615 LEMONDE

Le guide de vos sorties

3615 LEMONDE

COMMUNIQUE SPECIAL

INFORMATION CONCERNANT LA SECURITE DE VOS ENFANTS

LE PRODUIT :

LA BALANCOIRE A DOSSIER HAUT (REFERENCE 4309), fabriquée par la Société Little Tikes et commercialisée en France début avril 1994 est constituée d'un siège plastique de couleur bleue et de cordes jaunes pour l'accrocher à un portique.

LE PROBLEME :

Sur un petit nombre de balançoires, les cordes ne sont pas attachées correctement au siège et la chute de la balançoire pourrait entraîner un accident sérieux. Bien qu'aucun incident n'ait été signalé à ce jour, Little Tikes demande le retour de toutes ces balançoires.

COMMENT REAGIR :

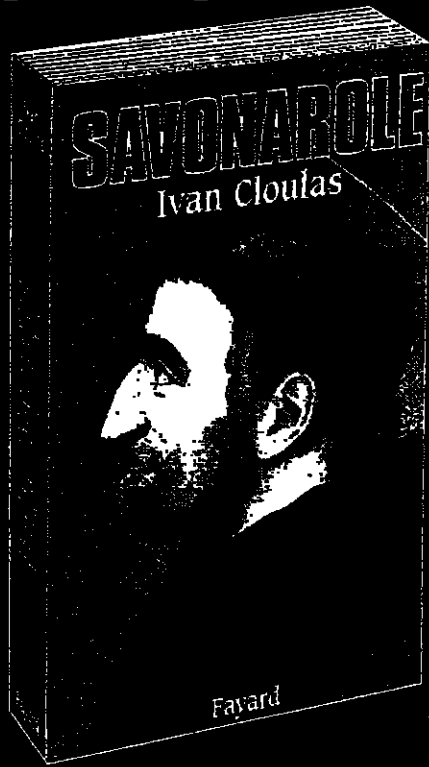
N'UTILISEZ plus votre balançoire (référence 4309) et RAPORTEZ la dans le magasin où vous l'avez achetée. Un échange ou un remboursement vous sera proposé.

Si vous avez la moindre difficulté dans cette démarche, appelez le n° vert : 05 41 50 63 Little Tikes - ZA de la Chaudanne 73410 ALBENS

LA BALANCOIRE A DOSSIER HAUT qui vous sera proposée en échange aura un cachet orange sur sa boîte et correspondra aux exigences de sécurité de la Société Little Tikes. Little Tikes vous remercie de votre coopération.



Fanatique ou politique avisé ?



La très bonne biographie d'Ivan Cloulas incite à une réévaluation du cas Savonarole. Celui-ci, depuis sa mort, est la proie de légendes. Selon les uns, il est un idéaliste, voire un saint, épris de justice sociale, un martyr de la foi. Pour les autres, il est un utopiste sanguinaire qui tua allègrement les hommes sous le prétexte de les améliorer. Le Savonarole d'Ivan Cloulas est un intellectuel, politique avisé, qui a été plus un inspirateur, un guide révolutionnaire qu'un tyran.

Claude Jannoud, *Le Figaro*

L'Histoire chez FAYARD

JUSTICE

L'affaire des fausses factures de l'Ile-de-France

La brigade financière a auditionné deux des plus proches collaborateurs de M. Chirac

Les policiers de la brigade financière enquêtant sur le dossier des fausses factures en Ile-de-France se sont rendus à la Mairie de Paris au cours de la semaine du 28 novembre au 2 décembre. Ils y ont entendu deux des plus proches collaborateurs de Jacques Chirac: Remy Chardon, son directeur de cabinet, et Marianne Hibon, chef de son secrétariat particulier. Cette information, révélée par le *Canard enchaîné* du mercredi 7 décembre, est confirmée par la Mairie de Paris.

Les hommes de la brigade financière ont opéré sur commission rogatoire d'Eric Halphen, juge d'instruction de Créteil. Celui-ci, alerté par la direction générale des impôts, tente depuis six mois de faire la lumière sur une affaire de fausses factures qui auraient permis à certaines entreprises travaillant avec le conseil régional et la Mairie de Paris d'alimenter les caisses du RPR postérieurement à la loi de 1990 sur le financement des partis

politiques. Dans le cadre de ses investigations, le juge Halphen a déjà mis en examen onze personnes et placé en détention plusieurs chefs d'entreprise et intermédiaires suspects d'avoir trop étroitement mêlé leurs affaires et leurs amitiés politiques.

Parmi ceux-ci Jean-Claude Méry, dirigeant d'une quinzaine de sociétés et de bureaux d'études, membre du RPR, et si familier de l'hôtel de ville et de l'office des HLM qu'on l'a surnommé « Méry de Paris ». A la suite d'une perquisition dans ses bureaux et des déclarations de son ancien chauffeur, Michel Roussin, ministre de la coopération et ancien directeur de cabinet du maire de Paris, a été mis en cause et présenté comme l'un des interlocuteurs habituels de M. Méry au cours des années 1991-1993. Ces révélations ont entraîné sa démission du gouvernement Balladur, le 12 novembre dernier, puis sa mise en examen par le juge Halphen le 14 novembre pour « recel d'abus de biens sociaux ».

C'est dans le cadre de ces investigations que les policiers de la brigade financière ont été amenés à se

rendre, la semaine dernière, à l'hôtel de ville. Ils semblent y avoir accompli leur travail sans difficulté. Le 6 novembre, interrogé à la télévision par Anne Sinclair sur l'incarcération de son « compagnon » Jean-Claude Méry, Jacques Chirac avait déclaré: « Je ne connais pas cette affaire. Je souhaite que la justice fasse son travail et je peux vous affirmer que la municipalité comme les offices ou autres organismes associés sont à sa totale disposition. Je ferai en sorte que celle-ci puisse faire son travail le mieux et le plus vite possible. Je suis à sa disposition ».

Les enquêteurs de la brigade financière ont eu un entretien avec Remy Chardon, directeur de cabinet du maire depuis mars 1993, époque à laquelle il a succédé à Michel Roussin. « Il s'est agi d'un entretien informel, sans procès-verbal, qui a porté sur le fonctionnement du cabinet », a tenu à préciser la Mairie de Paris. En revanche, c'est sur commission rogatoire qu'a été auditionnée Marianne Hibon, chef du secrétariat particulier de Jacques Chirac. Cette personne, d'une quarantaine d'années,

a été responsable au cabinet du maire de la cellule « logement » de 1989 à 1992, avant de diriger le secrétariat particulier. Elle était alors sous l'autorité directe de M. Roussin.

La cellule « logement » est chargée de gérer les attributions d'appartements faisant partie du patrimoine de la ville. Depuis 1988, Jacques Chirac a centralisé à son cabinet toutes ces opérations qui dépendaient autrefois, qui de l'office d'HLM, qui des sociétés d'économie mixte. On estime que le nombre des appartements faisant l'objet d'une attribution s'élève à environ cinq mille par an. Ils résultent des constructions neuves, des changements de locataires dans le patrimoine privé de la ville et de la rotation des allocataires de logements dans les HLM. Chaque nouveau locataire reçoit une lettre « personnelle » du maire, lui annonçant la bonne nouvelle. Selon le communiqué de l'hôtel de ville, « l'audition de M. Hibon n'a pas apporté d'information particulièrement intéressante ».

MARC AMBROISE-RENDU

Le verdict de la cour d'assises de Paris dans l'assassinat de Chapour Bakhtiar

L'assassin, le complice et l'innocent

Au terme d'un délibéré d'un peu plus de quatre heures, la cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats, sous la présidence d'Yves Jacob, a condamné, mardi 6 décembre, Ali Vakili Rad, trente-cinq ans, à la réclusion criminelle à perpétuité pour l'assassinat de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar et de son secrétaire, Sorouch Katieth, commis le 6 août 1991 à Suresnes. Par décision spéciale, la cour a ordonné que la peine soit exécutée avec une période de sûreté de dix-huit ans. Massoud Hendi, quarante-sept ans, reconnu coupable de complicité d'assassinat et d'association de malfaiteurs, a été condamné à dix ans de réclusion criminelle comprenant une période de sûreté des deux tiers. En revanche, le troisième accusé, Zeynalabedine Sarahadi, vingt-huit ans, a été acquitté.

« Je persiste à me dire qu'il y a peut-être une chance. Une chance pour que, vous aussi, vous ayez des doutes, même si cette chance est infime. » Avant de terminer sa plaidoirie, M. Georges Demidoff avait répété cette phrase comme pour se convaincre. A cet instant, la chance infime existait encore que les jurés-magistrats ne prononcent pas le maximum de la peine prévue par la loi. Quatre heures après, cette chance avait disparu, mais, si Vakili Rad retourne un jour en Iran, il pourra dire qu'il a été bien défendu, sans que ses conseils choisissent la facilité de la défense de rupture.

Ce fut une défense à la fois puissante, acharnée, rageuse et subtile menée par trois avocats commis d'office choisis parmi le fleuron de la conférence du stage. Evoquant ses complices qui seront jugés ultérieurement par contumace, M. Bernard Sansot demandait à l'avocat général: « Mais quelles autres peines allez-vous demander pour Azadi Boyerhamadi et les autres, ceux qui tirent les ficelles et qu'on n'a pas vus ? Le dossier le révèle: Vakili Rad n'est que la cinquième roue d'un carrosse que vous n'avez jamais arrêté ! »

Selon la défense, Vakili Rad serait un opposant au régime de Téhéran manipulé par les pasdaran. « Les conspirateurs se sont fixés deux objectifs: tuer Chapour Bakhtiar et impliquer le mouvement de résistance qu'il avait fondé, le MNRI », plaideait M. Demidoff en soutenant que son client n'avait pas directement participé au crime auquel il aurait assisté forcé et contraint par une organisation qui menaçait sa famille et son enfant.

Enfin, avec M. Stéphane Desforges, la défense prenait la forme d'une passion viscérale que l'avocat a vouée à la famille Bakhtiar comme pour confesser un irrésistible péché. « Serions-nous les avocats de l'impossible ? Serions-nous les avocats de l'inutile ? Je ne peux pas le croire, nous défendons un homme, pas un Etat. Vous n'êtes pas là pour faire un exemple », clamait l'avocat.

Et, citant Robert Badinter, il faisait un rapprochement avec Roger Bontemps, guillotiné le 28 novembre 1972 avec Claude Buffet alors que les jurés de l'Aube avaient écarté sa participation directe au meurtre d'une infirmière. En vain: les jurés-magistrats ont infligé à Vakili Rad la peine demandée par l'avocat général, Jacques Mouton, et qui découlait d'ailleurs des débats. Des débats qui annonçaient également l'acquiescement de Zeynalabedine Sarahadi, renvoyé devant la cour d'assises sur un dossier d'accusation bien trop mince pour justifier une condamnation. Mais, une fois de plus, c'est l'audience publique qui a permis d'apporter la lumière en autorisant l'exhumation d'un billet d'avion oublié dans le dossier.

C'est donc désormais une vérité judiciaire: Zeynalabedine Sarahadi est arrivé en Suisse le 3 septembre et un inconnu, chargé d'aider les assassins dans leur fuite, a débarqué à Genève avec son passeport portant une autre photographie. Venant d'une pièce du dossier et de l'enquête menée par ses avocats, la preuve de son innocence a été rapportée. Cependant, ce cheminement fait surgir une double inquiétude, celle que l'on peut avoir sur la façon dont l'instruction a été menée et celle relative à l'application du droit, qui n'impose pas à l'accusé de prouver son innocence.

Les deux visas pour la France

Concernant Massoud Hendi, les faits reprochés étaient avoués. Il avait bien facilité l'obtention de visas pour la France à deux hommes rassemblés à Vakili Rad et à Mohammad Azadi. Mais ces deux hommes sont entrés en France avec d'autres visas obtenus avec l'aide du troisième homme qui a pénétré avec eux chez Chapour Bakhtiar le 6 novembre 1991. Massoud Hendi affirmait avoir rendu ce service sans les connaître, selon une pratique courante dans les pays dont les ressortissants doivent fournir un visa. Etait-il informé du projet d'assassinat de Chapour Bakhtiar malgré le cloisonnement maladié des services secrets ? Les jurés-magistrats ont répondu « oui » en le déclarant coupable de complicité. Le suivi intégral des débats permettait d'envisager tout au plus une reconnaissance de culpabilité dans la notion plus floue d'association de malfaiteurs. La cour a retenu les deux qualifications en lui infligeant une peine inférieure aux treize à quinze ans demandés par l'avocat général.

Personnage étrange circulant avec sursis dans les hautes sphères de l'Etat iranien, Massoud Hendi semblait tantôt comme un agent d'influence trop fier de ses relations pour être sérieusement impliqué, tantôt comme un habile et cynique dissimulateur. En ce qui le concerne, les magistrats-jurés ont choisi dans un processus qui relève de « l'intime conviction ».

MAURICE PEYROT

Les réactions

L'acquiescement de Zeynalabedine Sarahadi, l'employé du ministère iranien des affaires étrangères qui était poursuivi pour complicité d'assassinat, a été regretté par la veuve de Chapour Bakhtiar et par l'association SOS-Attentats.

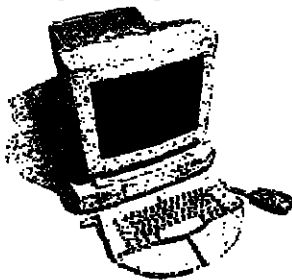
« Pour la première fois en France, nous avions dans le box des accusés les trois facettes du terrorisme: un accusé pour meurtre, un homme ayant fourni la logistique et un représentant du gouvernement iranien, a réagi Françoise Rudetzki, la présidente de SOS-Attentats. Tout au long du procès, les services iraniens des télécommunications et du renseignement ont été mis en cause. Nous avons constaté que la

défense de Sarahadi a pu obtenir des moyens extraordinaires de la part du régime iranien afin de défendre ce ressortissant manifestement protégé par Téhéran. Nous regrettons que l'instruction et les parties civiles n'aient pas pu se doter des mêmes moyens d'investigation », a ajouté la présidente de SOS-Attentats.

« A l'ambassade d'Iran, ce soir, on va rire à la barbe de la justice française », a commenté Shahrtaï Bakhtiar, qui a été présente tout au long des débats. Le ministre français de l'Intérieur a pris, mardi soir 6 décembre, un arrêté d'expulsion au nom de Zeynalabedine Sarahadi. « Il n'a qu'un souhait: rentrer dans son pays, l'Iran », a noté son avocat, M. Frédéric Pons.

Prenez dès aujourd'hui une assurance tout Risc sur l'avenir.

CONTRAT N°1



PowerMacintosh 6100. 8/250 Mo.
11 890 Fht. Unité centrale, clavier Apple Design
+ Pack Office Microsoft 4.2. 14 101 Fht.
Avec moniteur Apple Trinitron 14".
14 190 Fht. 16 829 Fht.

CONTRAT N°2



PowerMacintosh 7100. 8/350 Mo.
16 990 Fht. Unité centrale, clavier Apple Design
+ Pack Office Microsoft 4.2. 20 150 Fht.
Avec moniteur Apple Multisynchrone 17".
23 490 Fht. 27 859 Fht.

CONTRAT N°3



PowerMacintosh 8100. 8/250 Mo.
25 490 Fht. Unité centrale, clavier Apple Design
+ Pack Office Microsoft 4.2. 30 231 Fht.
Avec moniteur Apple Multisynchrone 17".
31 890 Fht. 37 821 Fht.
Avec moniteur Apple Multisynchrone 20".
38 890 Fht. 46 123 Fht.

Avec PowerMacintosh, Apple apporte les très hautes performances de la technologie Risc au monde de la micro informatique. Une nouvelle architecture. Un nouveau microprocesseur, le Power PC 601. Un nouveau standard qui surpasse tous les autres, et qui les surpassera encore dans de nombreuses années: PowerMacintosh offre des performances 4 à 10 fois supérieures aux PC les plus rapides. PowerMacintosh est chez IC, le meilleur des spécialistes: premier distributeur Apple d'Europe, IC vous garantit les prix les plus bas et le plus haut degré de services. Vous devriez déjà être chez IC.

Avec la carte IC Pluriel, payez en quatre fois sans frais.

LES MEILLEURES MARQUES ONT UN SPECIALISTE

IC BEAUBOUING 11 RUE DE LA VILLE 91 400 78 26 26 • IC MICRO VALLEY 7 RUE SAINT LUCIE 75015 PARIS (1) 40 50 00 00
IC VENDÔME 21 PLACE VENDÔME 75001 PARIS (1) 42 86 90 90 • IC LAFAYETTE 100 RUE LAFAYETTE 75010 PARIS (1) 39 23 34 84 • IC NEUILLY 49 AVENUE
CHARLES DE GAULLE 92200 NEUILLY (1) 46 37 17 17 • IC MARSEILLE 54 AVENUE DU PRADO 91 37 25 03 • IC AIX EN PROVENCE 33 RD DE LA REPUBLIQUE 42 36 28 08
IC AVIGNON 12 BD BASPAUL 90 82 22 22 • IC MONTPELLIER ANTOINE 450 RUE LEON BLUM 67 15 94 94 • IC TOULOUSE 25 RUE OZENNE 61 25 62 32
IC NANTES 3 ALLES DES TANNERIES COURS DES 50 OTAGES 40 47 08 52 • IC RENNES 11 PLACE DE BRITAGNE 99 67 21 00 • IC LYON 47 COURS DE LA LIBERTÉ 78 65 36 36
IC ESCOM STRASBOURG 12 RUE DE LA 1^{re} ARMEE 88 21 27 00 • IC ESCOM METZ 44 RUE HAUTE SEILLE 87 74 28 34 • IC ESCOM COLMAR 44 RUE GOLBERT 89 24 55 77

OFFRES EXCEPTIONNELLES VALABLES JUSQU'AU 31/12/94 **



صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le meurtre de Léonce Mout devant les assises des Bouches-du-Rhône

Le procès des cliniques jette le trouble sur l'enquête policière

Après l'examen par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, lundi 5 et mardi 6 décembre, du contexte économique de « la guerre des cliniques », les charges pesant sur Jean Chouraqui, commanditaire présumé du meurtre de Léonce Mout, directeur de la Polyclinique de Marseille-Nord, en mai 1988, se sont une nouvelle fois défilées, jetant le trouble sur l'enquête policière et soulignant l'étrange comportement de la partie civile.

AIX-EN-PROVENCE

Un homme d'affaires averti en vaut deux. Ceux qui auront assisté à l'audience du mardi 6 décembre de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône sauront désormais qu'il vaut mieux châtier son langage au téléphone. Le président Daniel Trille lit le compte rendu d'une conversation téléphonique enregistrée par les policiers au domicile de Jean Chouraqui : « Je vais leur en mettre plein la gueule, hein ! (...) Oh ! putain, connasse. C'est une salope, celle là ! » « Plein la gueule ? Que voulez-vous dire par là ? » questionne sérieusement M. Jacques Mazella di Bosco, pour la famille de la victime.

Les lectures d'écoutes, bien soutenues par la voix chantante du président Trille, et les questions posées, ridicules, absurdes et surréalistes, ont provoqué l'hilarité dans la box des accusés. Les policiers ont enregistré plus de vingt heures de conversations pour retirer cinq ou six expressions ambiguës, tout à fait compréhensibles en termes méridionaux. Mais qu'a-t-on finalement appris de ce repère de cliniques ?

Qu'il a un goût prononcé pour la galejade matinée d'un vocabulaire, disons, primaire et imagé. Qu'il n'est pas tendre en affaires et a de l'ambition. Qu'il n'hésite pas à chercher des appuis bien placés dans l'administration (mais qui ignore le clientélisme médical ?) et, accessoirement, comme l'a précisé un inspecteur de la brigade financière, qu'il gère correctement ses affaires. Si tout cela brosse le portrait d'un « golden boy des cliniques », tout cela fait-il un commanditaire d'assassinat ?

Il ne reste donc plus contre Jean Chouraqui que le contexte économique de la « guerre des cliniques », réel, tant la concurrence était rude du fait de l'impossibilité, à cette époque sur Marseille, de créer des « lits » supplémentaires. Et, surtout, l'une des multiples déclarations modifiées de Marc Galeazzi, ancien directeur administratif de la Polyclinique nord, qui l'implique dans le dossier. Cette seule déclaration, jamais corroborée par des faits matériels, lui a valu vingt-huit mois de détention provisoire.

Un billard à trois bandes

Pour autant, l'affaire Mout ne paraît nullement élucidée. Au milieu des débats, deux faits ont émergé, jetant le trouble sur la manière dont les policiers ont mené l'enquête. Il est acquis qu'un portrait-robot a été établi début juin 1988, soit quelques jours après le meurtre, sur la base des déclarations des témoins de l'assassinat. Celui-ci a conduit à l'identification quasi immédiate d'un individu nommé David Drai. Mais, curieusement, cet assassin présumé, identifié et repéré, ne

sera interpellé que... le 14 novembre 1989, à son domicile, soit dix-huit mois après les faits ! Entre-temps, la police n'arrête pas ce meurtrier en puissance, que l'on pourrait faire parler, mais le place... sur écoute. Comme s'il devait y avoir aussi nécessairement un commanditaire à ce meurtre, autrement dit comme si l'assassin présumé ne méritait pas d'être instantanément mis sous les verrous. Sur ce point, une explication policière n'eut pas été de trop. Curieusement encore, ces écoutes mèneront (via le frère de David Drai), à Jean Chouraqui, qui, alors que David Drai, tueur présumé, fera état d'un solide alibi, sera tout de même présenté au juge d'instruction, puis libéré tout de suite, en novembre 1989.

A cette obstination policière, s'ajoute aujourd'hui l'étrange comportement à l'audience de Catherine et Josette Mout, respectivement fille et veuve de la victime. Elles qui, dès le 27 mai 1988 n'ont eu de cesse d'orienter les enquêteurs sur la piste de Jean Chouraqui, affichent dans le prétoire un certain acharnement sur cet accusé, et lui seul. On a vu ainsi Josette Mout lundi, quelques heures après le poignant témoignage de Patricia Lauri disculpant Jean Chouraqui (le Monde du 6 décembre), se souvenir d'un détail « oublié pendant cinq ans », susceptible de fragiliser ce dernier. Enfin, on comprend mal, dans ce qui prend des allures de billard à trois bandes, l'alliance qui prend forme, par les questions posées, entre leur avocat et celui de Marc Galeazzi, qui, lui, se retrouve de plus en plus en difficulté dans ce procès, et donc en position de commanditaire présumé du meurtre de Léonce Mout. JEAN-MICHEL DUMAY

POLICE

Opposé à la politique menée par Paris et Madrid face à l'ETA

Le responsable de la lutte antiterroriste au Pays basque français quitte ses fonctions

Opposé à une politique essentiellement axée sur la répression, le sous-préfet Joël Cathala, commissaire divisionnaire mis à la disposition du préfet des Pyrénées-Atlantiques pour coordonner les services de police au Pays basque, va quitter avant la fin de l'année ce poste consacré à la lutte contre l'ETA.

Annoncé dans la presse espagnole, mardi 6 décembre, le départ de M. Cathala signale un désaccord face à la réorganisation en cours du dispositif anti-ETA décidée par Charles Pasqua et son homologue espagnol Juan Alberto Bellocq. Si la réforme vise à renforcer le traitement du dossier basque, au plus haut niveau et sans intermédiaire, par les autorités de Paris et Madrid, le départ de Joël Cathala marque un changement de la stratégie conduite face aux terroristes et aux indépendantistes basques.

Les deux ministres de l'intérieur français et espagnol avaient pris la décision, en octobre, lors d'une réunion à Madrid, de désigner chacun un « coordonnateur national » de la lutte contre le terrorisme basque. Aussi un coordonnateur espagnol sera-t-il nommé aux côtés du secrétaire d'Etat à la sécurité, Margarita Robles, tandis qu'un coordonnateur français prendra ses fonctions place Beauvau auprès du directeur général de la police nationale Claude Guéant.

Deux stratégies possibles

Au moment où l'ETA est affaibli par une série d'importants revers - le dernier en date est, le 17 novembre à Toulon (Var), le « coup de file » policier réussi contre plusieurs de ses dirigeants -, deux stratégies semblent en effet possibles. En poste depuis février, Joël Cathala était de ceux qui considéraient que les autorités doivent continuer de laisser la porte ouverte aux négociations, dans la mesure où la répression policière ne viendra pas, seule, à bout du mouvement séparatiste basque. En ce sens, le responsable policier français était plus proche des positions défendues par le tandem aux commandes à Madrid un an plus tôt - le ministre de l'intérieur José Luis Corcuera et le secrétaire d'Etat à la sécurité Rafael Vera.

A l'inverse, cette politique mêlant opérations de police judiciaire et maintien des contacts avec des membres d'ETA pour les convaincre d'abandonner les actions violentes n'est plus à l'ordre du jour à Madrid : l'actuel ministre de l'intérieur et de la justice Juan Alberto Bellocq affiche sa volonté de ne pas négocier tant que les indépendantistes basques n'auront pas abandonné les armes (le Monde du 19 novembre).

Installée à Pau depuis 1986, la structure antiterroriste des Pyrénées-Atlantiques devrait toutefois rester en place, sans que Joël Cathala demeure à sa tête. La nouvelle structure de coordination spécialisée dans les dossiers basques, qui sera directement rattachée à la direction générale de la police nationale, devrait travailler plus étroitement avec les magistrats qui, comme le juge d'instruction Laurence Le Vert en ce qui concerne les affaires basques, sont spécialisés dans la lutte antiterroriste au palais de justice de Paris.

ERICH INCIVAN

AFFAIRE VASARELY : Charles Debbsch reste en prison. - Le « référé liberté » déposé par les avocats de Charles Debbsch, l'ancien doyen de la faculté de droit d'Aix-en-Provence, placé sous mandat de dépôt le 28 novembre, a été rejeté, lundi 5 décembre, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. M. Debbsch a été mis en examen pour « abus de confiance » dans l'affaire Vasarely.

CORRUPTION : un administrateur judiciaire parisien placé en garde à vue. - Jean-Pierre Adam, soixante-trois ans, l'un des plus importants administrateurs judiciaires de Paris, a été placé en garde à vue, lundi 5 décembre, par la police judiciaire, à l'issue d'une perquisition à son domicile, dans le 16^e arrondissement. Cette mesure fait suite à une enquête préliminaire de plusieurs semaines qui aurait mis en évidence des faits de corruption dans deux dossiers : la liquidation judiciaire d'une société située dans les Hauts-de-Seine et la cession d'une scierie en Alsace. Un juge d'instruction de Nanterre ayant été saisi de l'affaire, M. Adam devait être déféré, mercredi 7 décembre, devant la juridiction des Hauts-de-Seine.

CORSE : deux militants du FLNC-Canal historique remis en liberté. - Deux des quatorze nationalistes interpellés en flagrant délit le 27 mars, lors de la préparation d'un attentat contre le golf de Squerone en Corse-du-Sud (le Monde du 30 mars), ont été remis en liberté, mardi 6 décembre, par le juge d'instruction parisien Laurence Le Vert. Le parquet de Paris avait requis le maintien en détention de Stéphane Gallo et Pierre Lorenzi, qui revendiquent leur appartenance au FLNC-Canal historique. L'organisation avait demandé au ministre de l'intérieur, mardi 29 novembre, la « libération des prisonniers politiques » en échange d'une trêve des attentats.

DOSSIER URBA-SAGES : le procès s'ouvrira le 2 mars 1995 à Saint-Brieuc. - Les dix-sept personnes inculpées dans le dossier URBA-SAGES-BLE concernant le financement d'élus socialistes et communistes dans le département de la Sarthe comparaitront devant le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) à partir du 2 mars 1995. Le procès pourrait durer au moins trois semaines.

SOLIDARITÉ

Les suites de l'affaire de l'ARC

Vingt-deux associations faisant appel à la générosité publique fixent des règles de déontologie très strictes

Après la mise en cause de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) (le Monde des 2 et 3 décembre), un véritable rappel à l'ordre a été lancé, mardi 6 décembre, par le Comité de la charte de déontologie des organisations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public. Présidé par François Bloch-Lainé, inspecteur général des finances honoraire, ce « comité de la charte », qui réunit vingt-deux associations (1), souligne, dans un communiqué, « l'indispensable exigence » que ces organismes doivent avoir dans « la transparence de leurs comptes, le respect des intentions annoncées et l'utilisation des dons collectés ».

Il distingue quatre volets : - La transparence financière : « Un commentaire clair et synthétique doit faciliter la compréhension des documents comptables mis à la disposition des donateurs par tout moyen approprié. » Du reste, comme le mentionne le « comité de la charte », la loi du 7 août 1991 « oblige à établir un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses ».

- La qualité des actions et des messages : « Les membres du comité s'interdisent toute information (...) de nature à induire en erreur, à tromper sur le but réel ou l'utilisation des fonds collectés. »

- La rigueur des modes de collectes de fonds : « Les fonds collectés doivent être employés conformément aux buts annoncés dans les appels, tout en couvrant les investissements et les frais de fonctionnement nécessaires. Les

agences de publicité et de collecte de fonds doivent elles-mêmes respecter contractuellement des dispositions déontologiques rigoureuses. »

Un contrôle régulier

- Le contrôle régulier du respect de ces engagements : « La qualité de membre du comité peut se perdre en cas de non-respect de ces engagements. »

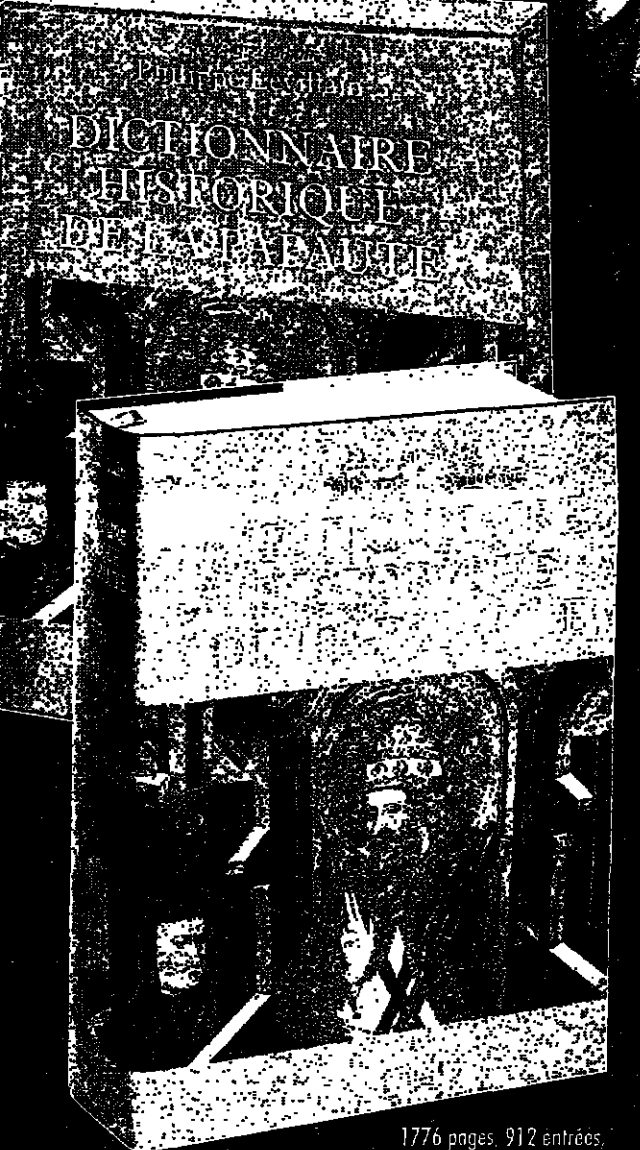
Cela n'est pas arrivé depuis la création du « comité de la charte » en 1989. Ce contrôle « interne » s'effectue ainsi : un censeur (ainsi nommé), indépendant, établit un rapport, qui est soumis à une « commission de surveillance » puis présenté au conseil d'administration du « comité de la charte ». Cette pratique d'autodiscipline, instituée deux ans avant la promulgation de la loi de 1991, s'ajoute aujourd'hui aux dispositions de cette loi, notamment les contrôles de la Cour des comptes. Le « comité de la charte » précise enfin qu'il reste « ouvert aux organisations qui s'engagent à respecter ces règles ».

M. C.

(1) Il s'agit des associations suivantes : Action internationale contre la faim, Aide et Action, Association française contre les myopathies, Association des paralysés de France, Association Valentin Haüy pour le bien des aveugles, Comité catholique contre la faim et pour le développement, Comité français pour le fonds des Nations unies pour l'enfance-UNICEF, Delta 7, Fondation de France, Fondation pour la recherche médicale, Institut Pasteur, Jeanne au plein air, Ligue nationale contre le cancer, Médecins du monde, Œuvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte, Les Petits frères des pauvres, Les Restaurants du cœur, Secours catholique, Secours populaire français, Union nationale inter-fédérale des organismes privés sanitaires et sociaux, (UNIOFSS), Villages d'enfants SOS de France et Villages d'enfants SOS dans le monde.

Une œuvre magistrale

sous la direction de Philippe Levillain



1776 pages, 912 entrées, 70 illustrations en couleur, 46 illustrations en noir et blanc. Cartes, plans, croquis, tableaux, chronologie. 1200 F jusqu'au 31 décembre 1994

Ce dictionnaire historique est un monument digne de la basilique de Saint-Pierre, d'une fantastique érudition, et écrit dans une langue limpide.

Pierre Chaunu, de l'Institut Le Figaro

les Dictionnaires chez FAYARD

Le taupier, la gouvernante et les Chagall

Des tableaux volés dans l'atelier de l'artiste en 1989; certains d'entre eux retrouvés lors de ventes publiques à l'étranger; la gouvernante du peintre assassinée par son mari; un mystérieux « corbeau » qui dénonce « voleurs » et receleurs; cinq personnes incarcérées. Tels sont les ingrédients d'une histoire digne d'un roman russe

Ce qu'on appelle désormais « l'affaire Chagall » démarre en 1985 avec la disparition du peintre français d'origine russe, qui s'était retiré à Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes). Il est mort à quatre-vingt-dix ans. Il avait beaucoup peint, beaucoup dessiné, jusqu'à tard dans sa vie. « Il vivait littéralement dans son atelier », rappelle Jean-Louis Prat, directeur de la Fondation Maeght à Saint-Paul, qui s'est occupé de la succession Chagall, « la plus importante avec celle de Picasso ». A la mort de Chagall, près de dix mille œuvres – du grand tableau au papier griffonné – se trouvaient entassées dans son atelier de « La Colline », la maison qu'il possédait avec sa femme « Vava » (Valentine). C'est alors qu'un dénommé Jean-Luc Verstraete, sentant le filon, cherche à rencontrer « Vava ». Il se présente comme marchand d'art et admirateur de Chagall, mais la veuve de l'artiste refuse de le rencontrer. Il s'adresse alors à la gouvernante de la famille. Elle s'appelle Irène Menskoi, est originaire – comme lui – du nord de la France et a la confiance de « Vava », au point de posséder les clés de l'atelier.

Jean-Luc Verstraete l'invite dans les grands restaurants, lui fait miroiter la grande vie. En 1989 – quatre ans après la mort de Chagall –, il finit par la convaincre de dérober un certain nombre d'œuvres dans l'atelier du peintre : en majorité des gouaches – peintures à l'eau sur papier –, mais aussi des aquarelles, lithographies, quelques dessins... Irène Menskoi s'empare surtout d'œuvres de petit format, tardives et souvent médiocres, plus faciles à transporter. Combien ? La police avance le chiffre d'une cinquantaine, peut-être beaucoup plus. Une quinzaine ont été récupérées, dont l'*Amoureux au bouquet de glaïeuls* et la *Corbeille, la Flûte enchantée, le Juif en prière, le Clown et l'oiseau, l'âne vert*, etc. D'autres ont été achetées en vente publique par des particuliers de bonne foi; d'autres encore sont « dans la nature ». Certaines pièces sont estimées à 1 ou 2 millions de francs, d'autres atteignent 50 000 francs à peine. L'ensemble a été estimé à 30 millions de francs – ce qui est considérable. Car si une gouache vaut dix fois moins qu'une peinture à l'huile, « Chagall reste un des peintres les plus attractifs du marché », explique Enrico Navarra, un marchand spécialiste du peintre. « Il y a vingt ans, une gouache de Chagall se négociait 30 000 à 40 000 francs, explique le marchand. A la fin des années 80, elles atteignaient de 1 à 2 millions de

francs ». L'enquête des policiers est délicate, d'autant que le principal dénonciateur, la voleuse présumée, n'est plus là pour parler. En février 1990, Irène Menskoi est poignardée par son mari, homme, dit-on, « jaloux et violent ». Sans cet assassinat, la « fuite » des Chagall aurait pu continuer pendant des années. Valentine Chagall meurt en effet en 1993 sans jamais avoir jamais rien soupçonné, ce qui n'est pas étonnant quand on connaît la masse de toiles, esquisses, gouaches... restées dans l'atelier de son mari, dont notamment des variantes à l'infini de thèmes chers au peintre, comme les *Amoureux au bouquet* et autre *Composition biblique*.

« Un bouffon fellinien »

L'affaire Chagall commença seulement à la mi-septembre 1994 – quatre ans après les vols – quand l'Office de répression des vols d'œuvres et d'objets d'art commença à s'intéresser à l'affaire. Les policiers ont été renseignés par un « informateur issu du milieu de l'art ». L'enquête est allée bon train. Le 17 octobre, Jean-Luc Verstraete (un industriel qui dirigeait une entreprise spécialisée dans l'éradication des taupes), son complice Georges Guerna et Yves Hémin, le directeur de la galerie Marcel Bernheim, à Paris (1) sont mis en examen et écroués pour recel de tableaux. Joël Cohen, gérant de la galerie Adler et qui a travaillé avec Yves Hémin, est également mis en examen. Le vendredi 2 décembre, deux autres galéristes sont incarcérés : José-Lyne Falcone, qui a fait beaucoup de courtage en tableaux dans les années 80, et Denis Bloch, qui vend essentiellement des lithographies. Comment la police et la justice en sont-elles arrivées là ? D'abord par la découverte de quatre gouaches dans un appartement de Jean-Luc Verstraete, dans le sud de la France, et de quelques autres pièces à son domicile parisien. Les policiers retrouveront également quatre gouaches – dont une superbe *Descente de croix avec une trainée de lumière* – cachées derrière le réfrigérateur, chez Nadia Menskoi, la fille de la gouvernante. Le frère de celle-ci, Serge, aurait pour sa part acheté un appartement à Cannes grâce aux Chagall. Tous deux ont été mis en examen.

Pour écrouer les œuvres volées, Jean-Luc Verstraete avait mis au point un habile système de blanchi-

ment. Qualifié de « bouffon fellinien » par ceux qui le connaissent, l'homme se présente comme « marchand d'art », fréquente quelques galeries parisiennes qui achètent et revendent l'artillerie lourde des peintres « modernes » : Picasso, Braque, Vuillard, Modigliani... et Chagall. Fort de ses relations, il a traité avec les courtiers qui font commerce de tableaux en appartement. Il a également utilisé les services d'une mystérieuse « Madame X... », qui s'est depuis enfuie à l'étranger, et qui a servi d'intermédiaire pour écouler certains tableaux à l'étranger. Il a enfin demandé à des proches de jouer le rôle d'anciens propriétaires des gouaches pour rassurer les acheteurs potentiels.

Verstraete va « lâcher » aux enquêteurs quelques noms de galéristes qui auraient fait du recel. Trois d'entre eux sont incarcérés. Parmi eux, Yves Hémin, soixante-huit ans, une personnalité respectée du monde de l'art. Sa galerie, Marcel Bernheim, est située avenue Maignon à Paris. C'est peu dire que son incarcération a abasourdi la profession. Yves Hémin faisait partie du très réputé Comité des galeries d'art de Paris, dont il a été suspendu « en attendant que la justice se prononce ». « Hémin recevait direc-

ment Verstraete dans sa galerie, mais aussi dans son appartement », dit-on dans les milieux de l'enquête. Une chose est sûre, trois gouaches « volées » ont été vendues chez lui, dont le *Juif et les glaïeuls*.

Pratiques douteuses

Deuxième personnalité sous les verrous : José-Lyne Falcone, quarante-cinq ans, une courtière de l'avenue Montaigne (Paris, 8^e arrondissement). Elle a reconnu avoir acheté à Verstraete et à Guerna, en 1989 et 1991, deux gouaches et quatre aquarelles – deux gouaches et dix aquarelles, selon Verstraete. Elle a été mise en examen pour « recel de tableaux volés et non-tenue du livre de comptes ».

Les enquêteurs ont aussi mis au jour quelques pratiques douteuses : achat de tableaux à un prix largement inférieur à leur cote; gouaches « blanchies » via plusieurs galeries avant d'être vendues; achat en liquide; non-inscription de la transaction... A l'arrivée, les gouaches

ont été écoulées le plus officiellement du monde, en salle des ventes, souvent à l'étranger. Ainsi, la police et la justice s'étonnent que dans ce petit milieu où « tout se sait », des galéristes n'aient pas cru bon de se renseigner sur Verstraete et l'origine des Chagall. D'ailleurs, d'autres marchands, qui préfèrent garder l'anonymat, affirment avoir refusé de « traiter avec Verstraete. Ça fait partie du métier de s'interroger sur la provenance ».

Les galéristes en cause plaident la bonne foi : ils affirment avoir ignoré qu'il s'agissait d'œuvres volées, même s'ils admettent avoir « manqué de prudence ». Pour la non-inscription, ils reconnaissent simplement avoir agi avec « négligence ». Quant aux tableaux réglés en espèces, « c'est plus de l'ordre de la fraude fiscale que du recel ». Et de rappeler que Verstraete leur présentait « de faux certificats d'origine » et que les œuvres avaient été authentifiées par le comité Chagall. Le problème est que ce comité est constitué « uniquement pour authentifier, pas pour savoir si l'œuvre est volée », explique M. Michard Pelissier, du comité, qui décèle « une soixantaine de faux par an ». Verstraete ? « Connais pas », dit-on au comité. Pour les spécialistes de l'art, cette

affaire est exemplaire du vent de folie qui soufflait sur le marché, à la fin des années 80, quand « les œuvres d'art sont devenues des œuvres de ficelle ». Un marchand rappelle : « On achetait et vendait quarante tableaux par jour ! ». L'explosion puis la chute brutale ont poussé certains « à faire n'importe quoi ». José-Lyne Falcone est le type même de ces nouveaux courtiers qui ont acheté et revendu – notamment sur le marché asiatique – comme un « grossiste en tableaux », traitant les œuvres comme une simple marchandise lucrative. Elle a fermé boutique – comme beaucoup d'autres – et sa société a été mise en liquidation judiciaire en novembre 1993. « On en a pris tellement plein la gueule, on a vu passer tant d'escrocs et de négocios, alors on est blindé », affirme un galériste du faubourg Saint-Honoré, qui préfère garder l'anonymat. Reste à savoir si Jean-Luc Verstraete, qui tient les clés de l'affaire, va mettre en cause d'autres marchands...

MICHEL GUERRIN

(1) La galerie Marcel Bernheim, située au 18, avenue Maignon, n'a rien à voir avec la galerie Bernheim Jeune, située au 83, faubourg Saint-Honoré et au 27, avenue Maignon.

Deux hors-série tousse vous ne pourrez pas dire que l'on



Pour les adultes. 55 francs.

Polémique autour d'un projet de la Française des jeux

Le spectre de la machine à sous miniaturisée

En introduisant l'électronique dans le monde déjà bien pourvu des loteries individuelles, la Française des jeux risque-t-elle de mettre des machines à sous d'autant plus redoutables qu'elles seront miniaturisées – entre les mains d'innombrables amateurs du Millionnaire ou du Tac-o-Tac ? C'est pour éloigner ce spectre que la commission des finances de l'Assemblée nationale vient de repousser l'article 28 du projet de loi de finances rectificative. Celui-ci visait à instituer une taxation sur les jeux d'un type nouveau, « utilisant, précisait l'exposé des motifs, tout support que l'évolution des moyens informatiques permettra de mettre à la disposition des participants ».

Derrière cette formulation un peu mystérieuse se profilait un projet très précis de la Française des jeux. Tout avait été prévu : un nom prometteur et facile à retenir (Booster), un support franchement révolutionnaire (le boîtier n'est pas plus gros qu'une calculatrice, garnie d'une puce électronique) et un geste bien moins archaïque que le grattage (une pression du doigt sur un bouton activant une mémoire informatique). A ce jeu, nécessitant une mise de quelques dizaines de francs mais susceptible de rapporter jusqu'à un million de francs, manquait le feu vert du Parlement. Parce qu'il n'entre pas dans la catégorie des loteries instantanées, le Booster appartient au domaine des jeux de

hasard, sévèrement réglementé, dont la diffusion au grand public est interdite.

En s'efforçant d'exclure le Booster de l'univers trouble des machines à sous, le gouvernement a surtout éveillé les soupçons de la commission des finances. Certains députés ont fait savoir qu'avec les diverses formes de Loto, le Millionnaire ou le Keno, les Français disposaient d'un choix suffisamment large. D'autres, comme Yves Fréville (UDF Ile-et-Vilaine) et Charles de Courson (UDF, Maine), se sont élevés contre « le développement de nouveaux jeux électroniques assimilables à des machines à sous ».

Bien que son chiffre d'affaires, supérieur à 30 milliards de francs par an, soit florissant, le coup est rude pour la Française des jeux. En effet, le Booster n'est pas un simple produit nouveau : dans la stratégie de l'entreprise publique, il représente la première d'une nouvelle génération de loteries « individuelles, portables et jetables », délaissant le support papier pour une technologie plus en phase avec l'époque, promise à un bel avenir auprès d'une clientèle élargie. Toutefois, comme au Loto, la Française des jeux se voit offrir une seconde chance. Les députés doivent en effet se prononcer, jeudi 8 décembre en séance publique, sur le projet de loi de finances rectificative.

JEAN-MICHEL NORMAND

FOOTBALL

Sanctionné d'un match perdu et d'une suspension de terrain après les derniers débordements des supporters

Bastia est de nouveau confronté à l'aménagement du stade de Furiani

La commission supérieure juridique et de discipline (CSJD) de la Ligue nationale de football (LNF), réunie mardi 6 décembre, a aggravé les sanctions prises en première instance à l'encontre du Sporting Club bastiais (SCB) après les incidents du match du 26 novembre contre Monaco. La suspension du terrain corse pour deux matches, dont un avec sursis, a été maintenue, et la CSJD a donné match perdu à Bastia. A l'annonce du premier verdict de la commission de discipline de la LNF, vingt et un membres du conseil d'administration du SCB avaient démissionné pour manifester leur refus de sanctions jugées « trop sévères ». Le club corse n'est plus dirigé que par une équipe réduite de cinq administrateurs autour du président, François Nicolai. L'enjeu du bras de fer est l'avenir du stade Armand-Cesari, dont l'aménagement est toujours incertain.

BASTIA

de notre correspondant
« Nous sommes solidaires de ceux qui ont quitté le conseil d'administration, nous avons

choisi de ne pas démissionner pour administrer les affaires courantes du club jusqu'au 13 décembre, date de notre assemblée générale statutaire », explique le président du SCB, François Nicolai, laisse entendre que l'assemblée générale pourrait être l'occasion de redistribuer les rôles de certains administrateurs de façon à corriger d'éventuelles faiblesses dans le fonctionnement de la sécurité.

Les supporters n'ignorent pas que la santé financière du club pourrait être hypothéquée par le manque à gagner lié à la suspension du terrain corse. Mais chacun s'accorde à constater les efforts déployés pour améliorer les conditions de sécurité dans un stade où 7 000 à 8 000 spectateurs viennent régulièrement soutenir leur équipe. « Il faut savoir que notre service d'ordre, une centaine de gendarmes et une cinquantaine de membres du club et de salariés d'une société de gardiennage, est l'un des plus importants du championnat de France. C'est encore insuffisant ? Alors nous prendrons des mesures supplémentaires pour l'avenir », affirme M. Nicolai.

« La vigilance du service d'ordre a été prise en défaut par

un ou deux excités qui pénalisaient sept mille passionnés de football, pour la simple raison que nous ne disposons toujours pas d'un stade digne de ce nom », ajoute un administrateur démissionnaire. Des propos directement confirmés par Noël Le Graët, président de la LNF : « Nous avons accordé une dérogation au stade parce que Bastia méritait sportivement de monter en première division. Tant que la rénovation du stade Armand-Cesari de Furiani ne sera pas achevée, il pourra y avoir des incidents. Il faut donc impérativement que, d'ici juin 1995, la rénovation du stade soit menée à son terme. Il n'y aura pas de nouvelles dérogations. »

Un projet flou

Cette déclaration donne aux incidents du match contre Monaco une autre dimension. En effet, le district urbain de Bastia, propriétaire des installations sportives de Furiani, n'en finit pas d'élaborer un projet d'aménagement du stade, dont le coût d'investissement évolue au gré des esquisses. Il était de 32 millions de francs à l'époque du montage officiel (le Monde du 6 juin) ; il est aujourd'hui évalué à 40 millions.

L'Etat, qui avait arrêté le principe d'un cofinancement à hauteur de 35 %, apportera-t-il sa contribution sur une base différente de celle convenue ? Le complément du financement incombe à la collectivité territoriale, au département et au district urbain de Bastia. Mais, pour l'heure, aucune décision de financement n'a été programmée par ces institutions en raison même de l'évolution du projet.

De plus, le calendrier d'exécution des travaux et les dérogations de la Ligue nationale correspondent, convenus récemment entre les opérateurs du projet et la FFF, imposent l'instruction du permis de construire dans les toutes prochaines semaines. Mais rien n'indique que les engagements de financement et les délais de réalisation puissent être tenus. Sauf à ce que les instances du football dénoncent le dossier du stade en affirmant que les conséquences des incidents du match Bastia-Monaco sont dues à la précarité des installations sportives actuelles et non à la qualité de la sécurité du club. C'est, semble-t-il, ce que Noël Le Graët et les dirigeants du club font, chacun de leur côté.

MICHEL CODACCIONI

CATASTROPHES

Un brouillard causé par des travaux avait réduit la visibilité

Des témoignages contradictoires compliquent les investigations sur l'accident de l'A41

GRENOBLE

de notre correspondant

L'accident qui a fait cinq morts et une dizaine de blessés lundi 5 décembre sur l'autoroute A41 près de Grenoble a bien pour origine la formation d'un brouillard artificiel, créé par la pose de goudron sur la chaussée alors que la pluie tombait (Le Monde du 7 décembre).

L'enquête menée par les gendarmes risque toutefois d'être difficile. Selon le directeur des services techniques du conseil général de l'Isère, les responsables du chantier, constatant que l'eau se vaporisait au contact de l'asphalte, auraient pris la déci-

sion de stopper les travaux vers dix heures et demandé à la société AREA de « durcir » son dispositif de signalisation.

Les témoins du drame contestent ces affirmations. Ils assurent que les travaux étaient toujours en cours au moment de l'accident. Pour le procureur de la République de Grenoble, Jean-François Laurens, « l'heure à laquelle ont été arrêtés les travaux sera cruciale pour déterminer les responsabilités ». Une information judiciaire pour « homicide et blessures par imprudence » sera probablement ouverte dans les tout prochains jours.

CLAUDE FRANCILLON

A la suite de la défaillance de ses freins

Un poids lourd tue neuf personnes en Andorre

Un poids lourd dont le chauffeur avait perdu le contrôle a provoqué la mort de neuf personnes et blessé une cinquantaine de passants, mardi 6 décembre, dans la principauté d'Andorre, au lendemain du carambolage entre deux poids-lourds et plusieurs autres véhicules qui a fait cinq morts sur l'autoroute A41 près de Grenoble. Cet accident s'est produit dans l'avenue Charlemagne, une rue en pente des Escaldes, près de la capitale de la principauté. Bordée de nombreux magasins, cette artère était très fréquentée mardi après-midi en raison de la fête de la Constitution.

Jean-François Pasini, trente et un

ans, chauffeur du camion appartenant à une entreprise de transport du Rhône, a été légèrement blessé. Selon lui, les freins ont « lâché à l'entrée de la ville ». Après avoir percuté plusieurs voitures – deux automobilistes sont morts carbonisés dans leurs véhicules – le camion a fauché des piétons avant de s'encaster dans la devanture d'un restaurant et d'une parfumerie. Plusieurs équipes médicales des SAMU et de la sécurité civile ont été acheminées de Toulouse, de l'Arrière et des Pyrénées-Orientales. Selon les autorités de la principauté, la plupart des victimes sont de nationalité espagnole ou andorrane.

COMMENTAIRE

Le camion ou la vie ?

LES poids lourds occupent la chaussée. Ils sont partout. Depuis un quart de siècle, notre civilisation de l'automobile est devenue aussi celle des camions. Pas un kilomètre d'autoroute dont ils ne barrent l'horizon. Sans eux, beaucoup de nationales seraient calmes comme des chemins vicinaux. Ils réveillent les villages, coagulent le flux des artères citadines lorsqu'ils déposent leurs livraisons. Envahissants et meurtriers. De temps à autre, un accident spectaculaire, quand ce n'est pas, comme ces jours, une série d'accidents, vient rappeler que ces monstres de quarante-quatre tonnes ne se glissent pas sans mal dans les espaces de vie qu'ils transforment parfois en champs de ruines.

Alors que faire ? A-t-on assez glosé sur le « syndrome des camionneurs » qui paralysait les gouvernants de gauche hantés par la grève des transporteurs routiers en 1973 au Chili et leur ôterait toute envie de les indiscipliner ? Il est évident qu'en dix ans la gauche française n'a guère travaillé à l'harmonisation des modes de transports. Pour dire les choses plus crûment, elle a carrément laissé le rail abandonner le terrain à la route. Le service marchandises de la SNCF s'en est allé à vau-l'eau. D'ailleurs, même dans le transport des voyageurs, la société nationale, et la RATP dans la région parisienne, ont perdu des clients alors que les Français se déplacent de plus en plus.

L'apprentissage de la vie en commun

Mais si tout le monde s'accorde à regretter que des grumes emportées des forêts ardennaises doivent transiter par le périphérique à Paris pour gagner les fabriques normandes, si le bon sens commande de développer le ferroutage, alliance du rail et de la route, le partage absolu des territoires n'est probablement pas la solution. La ville sans voitures dont rêvait la charte d'Athènes, ou plutôt la ville où véhicules et piétons ne se côtoient jamais, perd de sa substance. On le voit à Brasilia, comme sur les dalles venteuses de la Défense près de Paris.

Peut-on espérer autre chose que le patient apprentissage de la vie en commun et des contraintes qu'elle impose tant aux individus qu'aux collectivités ? Ainsi, quand les hommes se regroupent dans des mégapoles, il faut bien que la nourriture, les soins, les biens culturels arrivent jusqu'à eux. La centralité a un coût. Chaque citoyen est-il prêt à en prendre sa part ou faut-il laisser les marchands s'acheminer que ce qui leur apporte les plus gros profits immédiats, par les moyens les plus avantageux pour eux, fussent-ils précoces et dangereux ?

L'apprentissage de la vie en commun suppose aussi le respect de règles consenties. De la réglementation routière certes, mais aussi de règles non écrites qui feront parfois renoncer à l'usage d'un véhicule pour retrouver une proximité. La vitesse tue les hommes, mais aussi, comme le dit le philosophe Paul Virilio, « la vitesse tue la démocratie ». Chacun de nous, un jour ou l'autre, l'occasion de choisir : échanges entre des êtres humains, heureux de prendre un peu de temps pour se parler et s'écouter, ou juxtaposition d'individus enfermés dans leur bulle.

CHARLES VIAL

ÉDUCATION

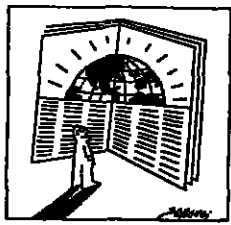
Jean-Marie Cavada est élu président du CIDJ. C'est Jean-Marie Cavada, président-directeur-général de La Cinquième et producteur de l'émission « La marche du siècle », qui a été élu mardi 22 novembre président du conseil d'administration du Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ). Le CIDJ, qui fête, mercredi 7 décembre, ses vingt-cinq ans d'existence, offre informations, conseils et orientations aux jeunes en matière de formation, d'emploi, de loisirs et de vie quotidienne. Il assure la production des informations de base diffusées dans les trente-deux centres régionaux et départementaux permanents et les 1 200 points locaux du réseau information jeunesse du ministère de la jeunesse et des sports. Il reçoit chaque année, dans son bâtiment basé à Paris, au pied de la Tour Eiffel, un million de visiteurs.

Deux hors-séries cent ans. Après ça, pourrez pas dire qu'vous pousse à la consommation.

Pour les jeunes. 45 francs.

Télérama
JUNIOR
Le cinéma de A à Z : acteurs, comédie, trucs...
hors série
50 films sélectionnés pour vous

Télérama
PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN



Un colloque organisé par « le Monde » à l'occasion de son cinquantenaire

Reinventer la presse

« Si la presse n'existait pas, il faudrait ne pas l'inventer. Seulement voilà, elle existe. » Cette citation de Balzac était placée en exergue ironique du colloque organisé mardi 6 décembre à l'UNESCO, pour le cinquantenaire de la naissance du *Monde*, « Réinventer la presse ». Le colloque, inauguré par le directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, s'est penché le matin sur le contexte de la presse

aujourd'hui. Contexte juridique, avec Yves Baudelot, sociologique, avec Dominique Wolton, financier et industriel, avec Jean Mirot, publicitaire, avec Maurice Lévy, technologue enfin avec Gérard Théry, responsable de la mission Autoroutes de l'information au ministère de l'Industrie.

Les perspectives ouvertes par M. Théry ont alimenté les réflexions de deux tables rondes organisées l'après-

midi, et notamment celle consacrée à « l'avenir de l'écrit », avec Jean-Marie Charon, responsable de l'Observatoire de la presse écrite, Philippe Labro, Christine Ockrent, Roger De Weck, ancien correspondant à Paris de *Die Zeit*, Jean-François Kahn, et François-Régis Hulin, PDG de *Ouest-France*.

Après-midi, Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, avait animé une table ronde sur « Pou-

voir de la presse et pouvoir tout court », avec Olivier Duhamel, Georges Kiejman, Alain Minc, Paul Ricœur, John Vinocur, vice-président du *Herald Tribune*, et Andreï Gratchev, ancien porte-parole de M. Gorbatchev.

Dans le cadre du cinquantenaire, une exposition consacrée à « l'ancien et le nouveau *Monde* », sera présentée, après Grenoble et Villeurbanne, à l'école nationale supérieure des beaux-arts, à Paris.

Les principales interventions

LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

• **Federico Mayor** (directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) : « Il ne peut y avoir de démocratie sans la liberté des médias, sans la libre circulation des idées par les mots ou par l'image. On ne saurait donc souffrir la moindre entrave à la liberté d'expression. Cependant, il n'y a de médias indépendants que si les moyens de la liberté sont là. Et il ne saurait y avoir de presse libre et influente ni de démocratie réelle sans lecteurs avisés. Le meilleur bouclier de la démocratie, ce sont des citoyens conscients et responsables. »

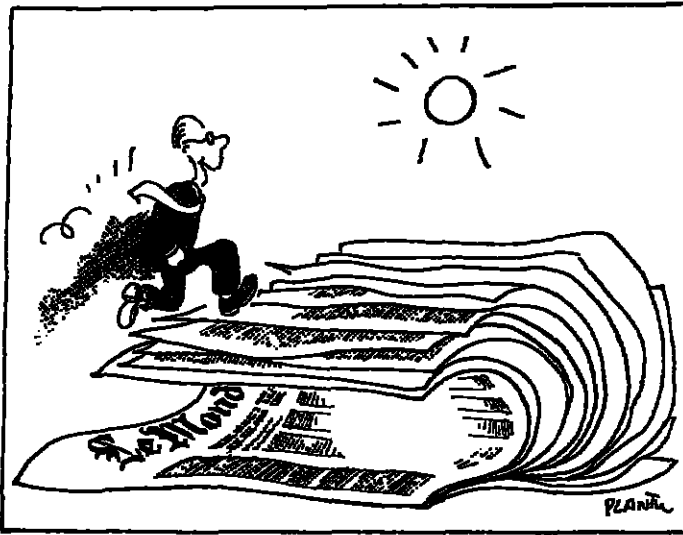
LES LOIS

• **Yves Baudelot** (avocat à la cour) : « [A partir de 1944] Une série de lois vont intervenir et vont apporter toutes une série de limitations à la liberté d'expression (...) L'évolution se poursuit aujourd'hui par des propositions de loi qui vont exactement dans le même sens. C'est l'amendement Marsaud et ce sont les propositions de la commission de M. Rozès. Il s'agit d'interdire purement et simplement de parler d'un dossier qui fait l'objet d'une information judiciaire (...) L'évolution des tribunaux n'a pas nécessairement pris le même sens, le même chemin, que l'évolution de la loi. (...) Depuis 1990, je constate une moindre sévérité des tribunaux français à l'égard des diffamations, je constate que le juge des référés n'ordonne plus jamais la saisie d'un journal (...) Devant les juridictions pénales, c'est à peu près le même cheminement. »

• **Georges Kiejman** (avocat à la cour, ancien ministre de la communication) : « Je trouve l'amendement Marsaud détestable par son caractère absolu, qui fait planer une menace sur la liberté de la presse. Pour autant, je ne suis pas partisan de la suppression totale et définitive du secret de l'instruction (...) Mais l'incident Marsaud est significatif du surassement de la « démocratie d'opinion ». Cet amendement est proposé par M. Marsaud, il est discuté au sein de la commission des lois, il vient en discussion à l'Assemblée nationale, le garde des sceaux est présent et ne s'oppose pas à l'amendement qui est adopté. La presse, et en particulier le *Monde*, mais pas seulement, pousse des cris très puissants, dénonce ceci comme une menace pour la liberté. Les citoyens ne sont pas consultés, les parlementaires ne sont pas invités à changer d'avis, mais quatre jours après, le garde des sceaux déclare très critiquable (...) Est-ce que vous ne voyez pas ce qu'on appelle la « démocratie d'opinion » ? »

POUVOIR ET INDÉPENDANCE

• **Paul Ricœur** (philosophe, professeur honoraire à l'université de Paris X-Nanterre, membre de l'Association Hubert Beuve-Méry) : « C'est le journaliste professionnel qui est le porteur de cette indépendance, c'est la façon



dont il écrira qui témoignera de cette indépendance. (...) Le journaliste est à la fois un intellectuel, un écrivain, un marchand, un éditeur, qui vend sur le marché, à la limite c'est un libraire. C'est donc une fonction étirée entre le pôle intellectuel et sa fonction économique, qui consiste à placer un produit sur le marché. Il est parent, dans sa fonction, d'autres figures de la société civile : l'historien et le juge (...). Il est parent du juge d'instruction mais aussi du juge du civil, du pénal, du commercial, à contribuer d'abord à l'instruction parallèle, dans la mesure où la société n'est pas ouverte, il y a du clandestin, du caché en elle. Une fonction du journaliste est de mettre à plat, de mettre à nu ce que le système et les systèmes tendent à dissimuler. »

• **Olivier Duhamel** (professeur à l'Institut d'études politiques de Paris) : « Quant au choix des médias, qui façonnent l'actualité politique, ce sont rarement, très rarement, trop rarement, eux qui les opèrent. L'impression contrairement vient parfois du fait que tous parlent presque toujours de la même chose et en même temps (...) Mais cette logique médiatique dominante ne résulte que du tri conformiste, dans une réalité souvent diverse, et de la nécessité qui s'impose de plus en plus de privilégier un seul événement. La presse reflète, la presse diffuse, la presse simplifie, elle ne fait pas l'événement politique de campagne présidentielle, elle reste tributaire des autres pouvoirs. Ainsi, contrairement aux idées reçues, le pouvoir de la presse demeure insuffisant, très insuffisant. »

• **John Vinocur** (vice-président et directeur de la rédaction de l'*International Herald Tribune*) : « Chez les journalistes, le pouvoir doit susciter une extrême méfiance. Méfiant, on doit l'être vis-à-vis de ceux qui détiennent le pouvoir mais surtout vis-à-vis de soi-même et de ses rapports avec ces détenteurs de pouvoir. La raison d'État politique n'est pas du tout la raison d'État pour un journaliste. »

• **François-Régis Hulin** (PDG de *Ouest-France*) : « La presse a pour finalité, en tout cas en ce qui nous concerne, de tenter de contribuer à opérer la difficile synthèse de la justice et de la liberté. »

• **Andreï Gratchev** (ancien

porte-parole de Mikhaïl Gorbatchev, correspondant des *Nouvelles de Moscou* à Paris) : « Pour mourir à Moscou, il n'est pas nécessaire d'être un nouveau riche, ou un membre de la mafia russe, il suffit d'être un journaliste honnête. C'est la version du passage de l'ère du plomb à l'âge de la dynamique. »

• **Alain Minc** (président de la société des lecteurs du *Monde*) : « La presse ne rencontre qu'un seul problème : l'argent (...) Le fait qu'il n'y ait pas de garanties pressées puissantes à deux conséquences : l'arrivée sur le marché

« Si la presse n'existait pas... »

Suite de la première page

Le directeur général de l'UNESCO, M. Mayor exprimait la plainte de la salle : la presse avait connu des temps heureux, ceux de sa fondation dans l'après-guerre, une presse, née, comme l'UNESCO, d'un même songe, rêvé dans l'horreur d'une profonde nuit, et, après Federico Mayor, référence a été souvent faite, au détour d'une intervention, à ces origines vertueuses et opulentes, comme à un paradis perdu. André Fontaine a évoqué l'époque où le *Monde* se fabriquait à la main, par des artisans. C'est comme si le président du Comité de soutien du 50^e anniversaire avait raconté un Moyen Âge sans histoires. Jean Mirot, président de la Fédération de la presse française, a rappelé qu'en 1945 la France comptait encore 179 quotidiens nationaux et régionaux, contre 76 en 1994. En 1946, quinze millions d'exemplaires étaient vendus chaque jour. Contre moins de neuf millions en 1993. Si l'ère de son passé, la presse française, n'arrive plus qu'à la vingt-cinquième place dans le monde, en nombre, de titres ou d'exemplaires, à la septième en Europe. Et nos voisins, Allemands ou Anglais, affichent – sous nos yeux – et à notre surprise incrédule, des volumes beaucoup plus imposants.

Où, il y a eu d'autres temps, mais ils sont révolus. « L'irruption de la société de communication généralisée, cette société programmée où convergent, dans un ordre des codes, l'informatique, l'information et la communication, bouleverse nos conceptions de la culture, de l'éducation, du développement, et de la vie tout court. » Federico Mayor, le premier, en a fait l'amer constat. Les autres intervenants de la matinée, dans un silence embarrassé, parfois inquiet, n'avaient plus qu'à illustrer ces bouleversements. A les égrener, jusqu'à la rengaine morose. Yves Baudelot, avocat à la cour et conseil du *Monde*, a expliqué que la loi, en France, n'avait pas fait la part si belle à la liberté de parole.

Jean Mirot a calculé qu'entre 1970 et 1990, le prix de vente des journaux avait été multiplié par huit, contre un coût de la vie – seulement – multiplié par quatre. Cela suffisait à rendre la presse quotidienne

de la presse de groupes industriels qui achètent marginalement un journal. Et pour un groupe industriel qui gagne 4, 5, 6 milliards de francs, entre 200 et 250 millions dans un journal, c'est vraiment le prix d'un timbre-poste, pour une influence non négligeable. C'est un problème majeur. Deuxième évolution : celle qui conduira à la mise en place de groupes de presse qui financent la presse d'opinion, fort peu rentable, par les bénéfices qu'ils tireront de l'autre presse. (...) Est-ce que ces groupes arriveront à admettre que les règles qui prévalent en termes d'éthique pour la presse d'opinion ne sont pas les mêmes que celles qui prévalent pour les autres journaux ? »

LES MISSIONS DE L'INFORMATION

• **Maurice Lévy** (président du directeur de Publicis) : « Un conseil respectueux, amical et ferme à mes amis éditeurs (...) Ne perdez pas de vue que votre journal tient à la rigueur de l'information et à la profondeur de l'analyse. Par la mise en scène de cette information et par la proximité de ton avec vos lecteurs. Vous avez un devoir d'investigation, d'information, pas seulement de mise en page ou de mise en scène. Vous avez un devoir de faire redécouvrir la quotidienneté de lecture. Et surtout, n'oubliez pas que la crédibilité de votre journal ne vaut aucune concession. Ni à l'amitié, ni aux pou-

voirs, quels qu'ils soient. (...) Nous vivons, dit-on, des années de sens. A la densité de votre journal, préférez le sens. (...) »

• **Dominique Wolton** (directeur de recherche au CNRS) : « Il est de plus en plus difficile d'informer dans un monde surinformé. (...) On avait cru un peu naïvement que l'information tue la rumeur et que plus il y avait d'informations moins il y avait de rumeurs. (...) On s'aperçoit que l'information produite de la rumeur. Il va falloir gérer simultanément deux flots : celui de l'information et celui des rumeurs, les uns nourrissant les autres. C'est un combat de titans de favoriser la production de l'information, dans un univers où la production de la rumeur est proportionnelle à la production de l'information. »

L'ÉCRIT ET L'IMAGE

• **Gérard Théry** (responsable de la mission « Autoroutes de l'information » au ministère de l'Industrie) : « Les chaînes futures de la communication vont avoir deux rôles majeurs : le premier est d'apporter des outils encore plus puissants que ceux qui servent aujourd'hui aux industries de l'écrit, par les très grandes possibilités d'accès aux bases de la connaissance, par les performances considérablement multipliées de dialogue avec elles. (...) Le second est d'ajouter aux activi-

tés naturelles et normales de l'écrit, en synergie avec elles, des activités nombreuses, très riches, pouvant être déclinées à l'infini à partir de l'écrit, à partir du journal ou du livre, et touchant toute la diversité des lecteurs selon leurs besoins, leurs curiosités, leurs manques, leurs sujets d'intérêt. »

• **Jean-Marie Charon** (ingénieur de recherche au CNRS, professeur au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes et des cadres de la presse de Paris) : « Cette vision qu'on a eue, en France, des risques de voir un média en supplanter un autre, a eu un effet désastreux sur la presse écrite. Cela a conduit la presse écrite française à considérer que son rival principal était de contenir la télévision. (...) Alors qu'en fait, le problème de la presse écrite était dans la presse écrite. »

• **Christine Ockrent** (directrice de la rédaction de l'*Express*) : « L'information à la télévision devient une course de vitesse pour montrer non plus une image mais un fait. Et donc le temps de réflexion, la mise en perspective, tout ce qui est la valeur ajoutée du travail du journaliste (...) est supprimé par la technologie. Pour tous ceux qui ont à cœur les métiers de l'information, il y a à la télévision une certaine désespérance, car ce qui compte c'est la technologie et non plus autre chose. (...) C'est là que l'écrit quand il intègre ce régime de l'image, de la technologie, retrouve sa raison d'être. »

tout, ce tout-média de l'ère moderne qui dispense d'aller laisser 7 francs au kiosque de sa rue. « Aujourd'hui, tout le monde fait de l'information : l'Etat, les institutions, les entreprises, a expliqué le sociologue des médias : il va donc devenir de plus en plus difficile pour la presse de se différencier. »

A la fin de la matinée, ce colloque avait dressé une impressionnante liste de déboires et de malheurs possibles. Des raisons d'espérer ? De ne pas désespérer tout à fait ? On les cherchait un peu en vain. Des aides accrues pour la presse, de la part de l'Etat. Plus de rigueur encore, dans nos colonnes, pour ne pas ressembler à la communication diffuse, confuse, de notre environnement, et rassembler les lecteurs résistants. Du sens, proposait Maurice Lévy. Plus de sens encore : « A la densité de votre journal, préférez le sens. » Au fond, c'était maigre, comme perspective. Noble, certes, stimulant pour les rédactions, comme une entrée en résistance. Mais bref. A cinquante ans sonnés, il allait falloir montrer la force de l'adolescence. L'héroïsme n'était pas loin.

Problématiques anciennes

Heureusement, l'après-midi a permis de retrouver quelques problématiques plus rassurantes, parce que plus anciennes, et cent fois remises sur le métier. Un contre-pouvoir, la presse, ou le quatrième pouvoir ? Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, l'avocat et ancien ministre Georges Kiejman, le professeur Paul Ricœur, le politologue Olivier Duhamel, quelques autres ont décliné leurs désaccords sur la liberté du journaliste. Cette interrogation, dans le contexte lourd de muges de la journée, devenait soudain plus légère. Sauf à écouter Alain Minc, président de la Société des lecteurs du *Monde* : « L'argent est le seul problème de la presse. » Non les pouvoirs politiques, ou encore le droit.

Reprenant une réflexion de Raymond Aron, déjà citée par Dominique Wolton, Alain Minc rappelait qu'un quotidien doit d'abord se méfier de ses lecteurs. Trop fidèles, les lecteurs, ou alors trop absents.

Conserver et s'élargir à la fois, telle est la nécessité vitale de la presse. Autant dire sa schizophrénie, à l'heure, sombre, où n'importe quel grand groupe industriel français pourrait s'offrir, au prix du timbre-poste, notre indépendance. La presse quotidienne protège encore son « orgueil moral », mais sans moyens financiers. Comment des financiers garantirait-ils cet orgueil moral ? La salle s'est bien gardée de répondre.

Une segmentation profitable ?

Pour la seconde table ronde, quelques autres amis, l'écrivain Philippe Labro, nos confrères Jean-François Kahn, François-Régis Hulin, Bertrand Poirot-Delpech ont encore parlé sur les chances de l'écrit dans l'avenir. Mais davantage avec les raisons du cour qu'avec des arguments vérifiables. Christine Ockrent a bien expliqué qu'aujourd'hui l'écrit n'était pas incompétibles, que la télévision allait aussi traverser, bientôt, une crise de segmentation, qui profiterait peut-être à la presse quotidienne. L'a-t-on crue ?

Tous ceux-là, et la salle avec eux, allaient se battre pour la suite. Défendre l'écrit, le support papier, nos journaux. Ils ont dit leur plaisir du *Monde*. Leur confiance. Pourtant, dans sa conclusion à cette journée, Jean-Marie Colombani a ramené l'assemblée à un plus juste pessimisme. L'a aggravé, même : « Je ne maîtrise que 46 % du prix de revient du journal », a-t-il confié, expliquant que les coûts de distribution, d'impression et le prix – augmenté – du papier échappaient à sa gestion. De ce colloque, le directeur du *Monde*, comme les participants, ne pouvaient honnêtement que retenir « quelques pépites » d'espérance. Le *Monde* allait faire avec. Avec conviction, et fort de son indépendance. Un peu comme un saut dans le vide. Le 9 janvier 1995, avec sa nouvelle formule, ce jeune-vieux quinquagénaire cherchera donc son chemin dans un univers tourmenté. « Il est temps que renaisse un plaisir de lecture du *Monde*. » Inquiets et rassurés, sceptiques et confiants, les amis se sont séparés sur ce vœu qui, à défaut de certitudes, valait engagement.

PHILIPPE BOGGIO

A partir de demain dans « le Monde »

Une enquête sur les grands quotidiens étrangers.

A l'occasion de son cinquantenaire, le *Monde* commencera, dans ses éditions datées du 9 décembre, la publication d'une enquête en huit volets consacrée à quelques-uns des grands titres de la presse quotidienne à l'étranger. Du *New York Times*

aux *Izvestia*, du *Quotidien du Peuple* à l'*El Espectador*, Annick Cojean raconte les usages de ces rédactions et leur manière d'envisager l'actualité. Elle analyse aussi les défis politiques et techniques auxquels sont confrontés ces quotidiens.

صلى الله عليه وسلم

CULTURE

Deux disparitions

Gian Maria Volonté, porte-drapeau du cinéma « contestataire »

L'acteur italien Gian Maria Volonté est mort mardi 6 décembre, à Florina (nord-ouest de la Grèce), où il tournait dans le nouveau film de Theo Angelopoulos. Il a été retrouvé mort dans sa chambre d'hôtel, « probablement d'une attaque cardiaque ». Il était âgé de soixante et un ans.

Sans lui, le cinéma italien « contestataire » n'aurait pas eu le même éclat. Gian Maria Volonté en était le porte-drapeau et, souvent, l'inspirateur et le déclencheur. Un rôle qui dépassait de beaucoup celui auquel se réduisent en général les activités d'un acteur — et qui, pour lui, n'était pas de composition.

Gian Maria Volonté refusait toujours de faire la part entre son métier d'acteur et ses opinions personnelles. Il considérait le théâtre et le cinéma comme inévitablement politiques, et s'appliquait tout au long de sa vie à mettre cette idée en pratique, aussi bien en militant activement au sein du Parti communiste italien qu'en offrant son talent et son engagement aux cinéastes dont il partageait les causes.

Né à Milan le 9 avril 1933, il débuta au théâtre dans *Phèdre*, au Piccolo Teatro de Trieste, après avoir suivi l'enseignement de l'Arte Drammatica de Rome. Remarqué grâce à plusieurs films

de télévision (notamment une adaptation de *l'Idiot*, de Dostoevski) et à quelques rôles « classiques » (*Roméo et Juliette*, à l'Arena de Vérone, avec Carla Gravina), il tient le rôle de l'anarchiste Nicola Sacco dans *Sacco et Vanzetti*, de Roli et Vincenzoni, (il tiendra, en revanche, l'emploi de Bartolomeo Vanzetti dans le film homonyme de Giuliano Montaldo en 1971). Il se livre également à des expériences de théâtre populaire : la troupe s'installe dans un quartier pendant un mois pour enquêter sur la vie des habitants, avant de donner le spectacle dans la rue et d'offrir aux spectateurs de s'exprimer.

Débutant au cinéma à l'aube des années 60, Gian Maria Volonté parvint très vite à faire coïncider ses préoccupations politiques et son métier d'acteur, grâce notamment à des films comme *Un homme à briser*, de Paolo et Vittorio Taviani et Valentino Orsini (1963), dans lequel il incarne un syndicaliste à la tête d'une révolte paysanne contre la Mafia, et *le Terroriste*, de Gianfranco De Bosio (1964), où il joue le rôle d'un ingénieur antifasciste. Interprète du rôle du « méchant » dans les films de Sergio Leone (*Pour une poignée de dollars* sous le pseudonyme de John West) et *Pour quelques dollars de plus*, auxquels il doit ses premiers grands succès populaires, il parti-

cipe dans *El Chunchu*, de Damiano Damiani (1967), à une intéressante tentative de donner au western italien une coloration politique.

C'est également en 1967 qu'il travaille pour la première fois sous la direction d'Elio Petri, pour *A chacun son dû*, réflexion sur la situation de l'intellectuel. Le même réalisateur lui confiera en 1970 le rôle du policier sûr de son pouvoir et de son invulnérabilité de *Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon*, et, l'année suivante, celui de l'ouvrier de la *Classe ouvrière va au paradis*, qui découvre à la suite d'un accident le sens de la lutte politique.

Il n'est alors guère de films contestataires qui ne se fassent sans lui en Italie : lieutenant plongé dans l'horreur de la première guerre mondiale (*Les Hommes contre*, de Francesco Rosi), président des pétroliers italiens, mort dans des conditions mystérieuses (*l'Affaire Mattei*, également de Rosi), rédacteur en chef d'un journal conservateur disposé aux pires manipulations (*Viol en première page*, de Marco Bellocchio), chef mafioso (*Lucky Luciano*, de Rosi), écrivain assigné à résidence par les fascistes (*le Christ s'est arrêté à Eboli*, de Rosi), Gian Maria Volonté incarne presque à lui seul la conscience

italienne de gauche, au sein d'une production encore pleine de vie et de pugnacité.

Interprète dans *Todo Modo*, d'Elio Petri (1976), d'un rôle en partie inspiré de la personnalité d'Aldo Moro (le film est une violente parabole contre la Démocratie-Chrétienne), il incarnera l'homme politique assassiné par les Brigades rouges dans *l'Affaire Moro*, de Giuseppe Ferrara (1986), qui suscitera en Italie de nombreuses protestations.

Arrêté à plusieurs reprises pour avoir pris part à des manifestations interdites, l'acteur participait également à plusieurs films en dehors d'Italie, notamment *le Cercle rouge*, de Jean-Pierre Melville (1970), *la Mort de Mario Ricci*, de Claude Goretta (1983), et *l'Œuvre au noir* (1988), adaptation par André Delvaux du roman de Marguerite Yourcenar, dans lequel il promène son épaisse chevelure, désormais enchevêlée, et l'intensité de son regard.

La maladie l'avait ces dernières années éloigné des plateaux de cinéma, dont il venait de retrouver le chemin : il tenait l'un des rôles importants, celui d'un directeur de cinématèque, détenteur d'un film que recherche Harvey Keitel, dans *le Regard d'Ulysse*, que réalise actuellement Theo Angelopoulos en Grèce du Nord.

PASCAL MÉRIGEAU

Maurice Eisner, esthète et bâtisseur

Maurice Eisner, qui avait consacré sa vie à la danse, est mort mardi 6 décembre des suites d'une grave maladie. Il était âgé de soixante-deux ans.

Homme de passion, mélomane, Maurice Eisner, qui n'aimait rien avec tiédeur, adorait la danse. Il pratiquait la conversation comme un art majeur. Connaisseur émérite du ballet, il n'en était pas moins intarissable sur les débuts de la danse contemporaine en France, les premières représentations de Martha Graham ou de Merce Cunningham. Il avait le jugement sûr et lapidaire. L'écouter était une fête.

Danse, musique, peinture, faisaient partie de son ordinaire. Sa vaste culture lui aura permis de tout entreprendre. Sa brillante carrière en est la démonstration. Car cet esthète avait aussi l'âme d'un bâtisseur.

Né le 25 avril 1922, à Levallois-Perret, diplômé en droit et en Sciences politiques, Maurice Eisner a d'abord mené une vie de journaliste et d'homme d'affaires avant d'entrer en 1974 au ministère de la culture. En 1955, il est rédacteur au *monde*. Il quitte le journal pour prendre d'importantes fonctions dans le groupe Valeurs actuelles. Conseiller éditorial à *Spectacle du monde*, il y chronique la danse, sous le pseudonyme d'Igor Eisner — qu'il conservera ensuite. En 1974, Michel Guy, alors ministre de la

culture, lui demande de prendre en main l'avenir de la danse en France. Nommé inspecteur général des spectacles, chargé de la danse, il va, à ce poste, donner un éclat incomparable.

Jusqu'en 1987, on va le voir, notamment au cours du premier ministère Lang, installer la politique des centres chorégraphiques nationaux, développer les financements, les aides à la création, ouvrir la première école de danse contemporaine, le Centre national de danse d'Angers dont il confie la direction à l'Américain Alwin Nikolais. C'était là sa force : savoir nommer la personne compétente, au-delà des nationalités, des chapelles. Seule l'excellence lui importait. Ainsi, il fut le principal artisan de la nomination de Rudolf Noureov à l'Opéra de Paris, en 1983.

Maurice Eisner savait diriger le présent, tout en préparant l'avenir. Avant de prendre sa retraite, en avril 1987, il avait imaginé la structure d'une délégation à la danse autonome, sous la tutelle de la direction de la musique, et avait demandé à Brigitte Lefèvre, sa collaboratrice, d'en prendre la direction. Maurice Eisner n'en avait pas pour autant fini avec sa passion : il mettrait en place, en 1988, le conseil supérieur de la danse. Gravement malade, on ne voyait plus, qu'épisodiquement, sa haute silhouette.

DOMINIQUE FRÉTARD

THÉÂTRE

À la Grande Halle de La Villette

Un « Roméo et Juliette » palestinien-israélien

Grâce notamment au mécénat industriel et commercial euro-israélien et à la volonté d'une poignée d'artistes et d'institutions en France, en Palestine et en Israël, le public parisien, après celui de Jérusalem en juin 1994, peut assister, dans le cadre d'une quinzaine judéo-arabe à La Villette, à un *Roméo et Juliette*, certes toujours de Shakespeare, mais resitué dans le dramatique univers israélo-palestinien.

L'Arabe de nationalité israélienne Fouad Awad et l'Israélien israélien Eran Baniel, dans leur mise en scène à la fois commune et séparée, font parler arabe les Montaigu et Capulet (avec surtitrage français). L'idylle fatidique entre les adolescents des deux clans ennemis revêt, sur la toile de fond palestinien-israélien, une intensité tragique particulière quand on connaît la prévention des mahométans face au mariage de leurs filles avec des non-musulmans et celle des israéliens lorsque leurs garçons veulent épouser des

non-juives... Acteurs arabes et israéliens jouent avec feu, à travers les dialogues éternels du drame, à la fois anglais, des situations qu'ils vivent ou observent dans leur existence. Le public de Jérusalem a suivi la pièce avec émotion et parfois aussi avec scepticisme. Qu'en sera-t-il à Paris, malgré les échos rencontrés traditionnellement parmi beaucoup de Français par la situation tumultueuse en Israël-Palestine ? Les responsables du parc et de la Grande Halle de La Villette ont en tout cas prévu, autour de *Roméo et Juliette*, plusieurs autres manifestations publiques éclairantes, dont des tables rondes avec notamment des Israéliens et des Palestiniens, sur le thème de la confrontation des cultures et sur la genèse du projet Baniel-Awad. Plusieurs médias français, dont *le Monde*, sont partenaires de l'ensemble de cette expérience théâtrale et intellectuelle (le *Monde* du 26 juillet).

J.-P. P.-H.

► *Roméo et Juliette*, de Shakespeare, jusqu'au 17 décembre à la Grande Halle de La Villette à 20 h 30, sauf le dimanche à 17 h 30. Relâche le lundi. Durée du spectacle : trois heures. Prix des places de 100 à 140 F.

► Le 9 décembre à 18 heures et le 10 décembre à 15 heures, « monologues » du comédien palestinien Mohamed Bakri sur des textes hébreux et arabes, introduits en français par le metteur en scène israélien Orit Zohar. Entrée 50 F. Expositions de dessins de Plantu et de photos et calligraphies sur le thème « Palestiniens-israéliens ».

► Le 10 décembre à 18 heures, salle Boris-Vian (à la Grande Halle), débat sur le contact entre identités culturelles « opposées », avec

notamment l'essayiste algérien Malek Chebel et l'arabiste libanais Amin Maalouf. Le 11 décembre, après le spectacle de l'après-midi, table ronde sur le *Roméo et Juliette* arabo-israélien, avec notamment les metteurs en scène Jean-Claude Carrière et Wolf Bierman. Le 15 décembre à 18 heures, rencontre sur les enjeux culturels de la paix, avec l'ambassadeur d'Israël et la déléguée générale de l'Autorité palestinienne. Les metteurs en scène palestiniens et israéliens de la pièce participeront aux trois débats.

► Renseignements et réservations pour tout le programme : tél : (1) 40-03-75-75. L'entrée aux trois rencontres est libre mais la réservation préalable est obligatoire.

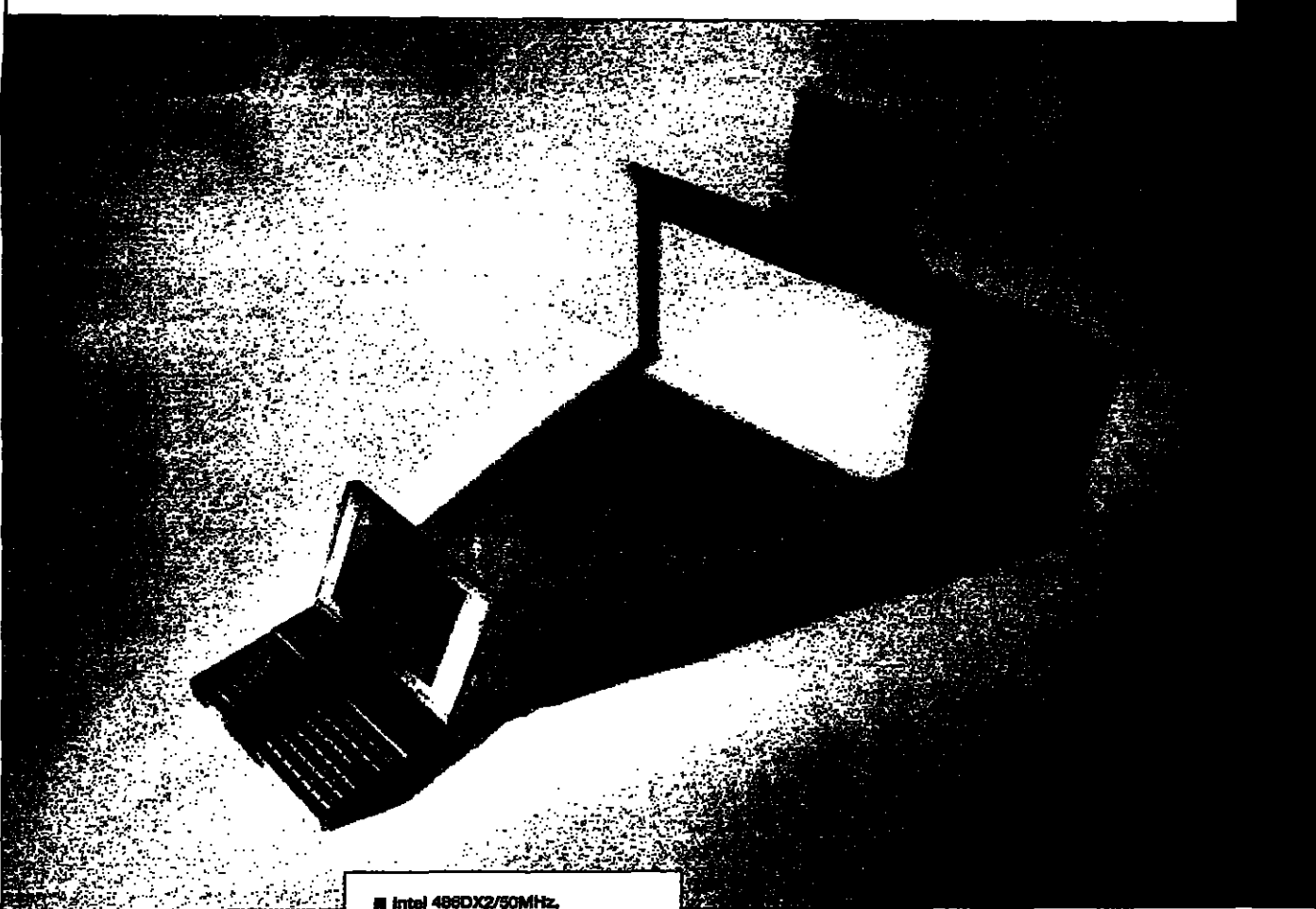
LETTRÉS

La veuve de Céline déboutée

M^{me} Françoise Ramoff, premier vice-président du Tribunal de Paris, a rejeté mardi 6 décembre la demande de saisie des *lettres des années noires*, de Louis-Ferdinand Céline (éd. Berg International, le *Monde* du 26 novembre), faite en référé jeudi 24 novembre par Lucette Destouches, la veuve de l'écrivain, titulaire du droit moral sur tout ce que son mari a écrit. M^{me} Destouches contestait la publi-

cation, sans son autorisation, de ces lettres. L'ordonnance de référé considère que « la première édition de l'ouvrage est déjà entièrement diffusée ». Il n'est donc « possible que de limiter le dommage subi en interdisant toute nouvelle réédition comportant les lettres litigieuses sans l'autorisation » de M^{me} Destouches ou sans qu'un tribunal n'ait jugé, auparavant, que celle-ci abuse de son droit moral en s'opposant.

ASCENTIA 900N À QUOI SERT MAINTENANT UN ORDINATEUR DE BUREAU?



La question se pose en effet quand on voit la puissance et la fonctionnalité du nouveau portable Ascentia 900N d'AST.

Le processeur Intel de l'Ascentia 900N peut atteindre la vitesse incroyable de 75MHz.

Son écran, le plus large du marché - un cinémascope couleur 10.4" à matrice active TFT ou 10.3" à matrice passive double scan STN - offre une extrême visibilité et valo-

■ Intel 486DX2/50MHz, 486DX4/75MHz

■ Graphisme accéléré par le bus local 32 bits, mémoire vidéo 1Mo pour un fonctionnement optimal de l'écran.

■ Disques durs amovibles de 340 ou 510 Mo ; 4 ou 8 Mo de mémoire RAM extensible jusqu'à 32 Mo.

■ Smart Point Trackstick intégré.

rise vos présentations.

L'autonomie de sa batterie - près d'une journée entière - que l'on doit à l'exceptionnelle technologie AST, vous rend libre et mobile comme aucun autre notebook ne sait le faire.

Son périphérique de pointage intégré Smart Point Trackstick - beaucoup plus simple d'emploi que le traditionnel trackball - vous permet de garder toujours les mains sur le clavier, dont l'ergonomie et la taille ont été étudiées pour votre confort.

Vous voyez, l'Ascentia 900N d'AST, ne présente aucune demi-mesure, ce qui n'est pas le cas des portables en général. De ce refus du compromis, est née notre philosophie

grâce à laquelle nous occupons le cinquième rang mondial de fabricant d'ordinateurs. On n'est pas encore le premier, mais on lui fait déjà de l'ombre.

Pour toute documentation :
Tél. : (1) 47 52 21 12
Fax : (1) 47 52 21 91

AST
COMPUTER

AST France - BP 509 - 92502 Rosny-Mahomet Cedex

Tous perdants

Les enseignants de la région de Paris ont voté hier, à l'unanimité, pour la mise en place d'un système de travail temporaire. Ce système, qui sera mis en place dès le début de l'année 1995, permettra de recruter des enseignants temporaires pour remplacer les enseignants titularisés en congé de maladie ou pour compléter les effectifs dans les classes à forte fréquentation. Les enseignants de la région de Paris ont voté hier, à l'unanimité, pour la mise en place d'un système de travail temporaire. Ce système, qui sera mis en place dès le début de l'année 1995, permettra de recruter des enseignants temporaires pour remplacer les enseignants titularisés en congé de maladie ou pour compléter les effectifs dans les classes à forte fréquentation.

Maîtresse auxiliaire en sursis

Karima Zhouai, vingt-neuf ans, maîtresse auxiliaire, enseigne la technologie depuis trois ans dans des collèges d'Ile-de-France. Mais elle devait, mardi 6 décembre, abandonner les classes du collège Paul-Bert de Malakoff (Hauts-de-Seine) qui lui avaient été confiées le 17 octobre. Le rectorat de l'académie de Versailles a confirmé, le 30 novembre, qu'il allait se trouver contraint de la licencier deux mois après l'avoir nommée.

En tant qu'enseignante, M^{lle} Zhouai donnait satisfaction, mais, en tant qu'Algérienne, elle était jugée indésirable. La préfecture des Hauts-de-Seine lui avait refusé le renouvellement de sa carte de séjour mention « travailleur temporaire » et s'apprêtait à lui adresser une « invitation à quitter le territoire », première étape vers une reconduite forcée. La circulaire du 19 juillet destinée à réglementer et à limiter l'emploi de maîtres auxiliaires étrangers dans l'éducation nationale trouvait ainsi une application radicale.

Arrivée en France en 1990 comme étudiante de troisième cycle en mécanique des fluides, Karima Zhouai est employée comme maîtresse auxiliaire depuis la rentrée 1992 et elle a obtenu, en septembre 1993, une carte de travail valable un an. Ces derniers mois, des réceptions renouvelables, dont le dernier devait expirer mardi 6 décembre, lui ont été délivrées. La circulaire de juillet prévoit la régularisation des personnes déjà titulaires d'une carte de travail temporaire - comme c'est son cas - et impose aux rectors de déclarer les étrangers qu'ils souhaitent employer aux préfectures.

Celles-ci ont soixante-douze heures pour prendre une décision, mais ce délai a été de six semaines dans le cas de M^{lle} Zhouai. Réponse : une « invitation à quitter la France », confirmée, oralement au guichet de la sous-préfecture d'Antony. Mais, entre-temps, la jeune femme s'était vu confier un service d'enseignement de dix-huit heures hebdomadaires. Ses collègues et des parents d'élèves demandaient son maintien.

Le cas très isolé de Karima Zhouai, qui fut, l'été dernier, porte-parole de la coordination des maîtres auxiliaires étrangers, a été accueilli avec embarras au rectorat de Versailles et a suscité l'indignation de l'intéressée : « J'ai enseigné pendant plus de deux ans le génie français ; maintenant on veut me renvoyer en Algérie. C'est un acte criminel à l'heure actuelle. »

C'est au moment où la situation de M^{lle} Zhouai commençait à intéresser quelques journalistes et faisait l'objet d'une pétition de syndicats d'enseignants que la sous-préfecture d'Antony a soudain découvert la bavure. Elle a fait savoir que le cas avait été réexaminé et a promis que la carte de travail de l'enseignante algérienne allait être renouvelée pour lui permettre de terminer l'année scolaire.

PHILIPPE BERNARD

Démarrage laborieux pour les sections d'apprentissage

La loi quinquennale sur l'emploi permet aux lycées professionnels de former des apprentis. Mais ce mariage contre nature est loin d'être consommé

Est-ce l'effet conjugué des aides financières aux entreprises et des nombreuses campagnes de promotion à destination des jeunes ? Si l'objectif gouvernemental (doubler en cinq ans le nombre d'apprentis) est encore loin d'être atteint, les effectifs d'apprentis décollent après le reflux observé durant quatre années consécutives.

Fin 1993, les jeunes étaient un peu moins de 220 000 dans les centres de formation d'apprentis (CFA), soit une augmentation de 6,3 % en un an. Ce « net renversement de tendance », analysé récemment par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale (1), se caractérise par un triple mouvement : l'arrêt du lent déclin des effectifs de CAP, le doublement des effectifs de BEP par l'apprentissage, enfin, l'accélération des effectifs d'apprentis aux autres niveaux (bac professionnel et BTS, ce dernier regroupant 60 % des apprentis du supérieur).

Autre signe encourageant : même si les résultats restent inférieurs à ceux des candidats des lycées professionnels, les résultats au CAP des apprentis progressent régulièrement (54,5 % de succès à la session 1993, soit une hausse de plus de trois points en deux ans). Enfin, dans un contexte de dégradation générale du marché de l'emploi des jeunes, leur insertion professionnelle semble, au niveau CAP et BEP, meilleure - ou plutôt moins mauvaise - que celle des élèves sortant du lycée professionnel (2).

Tous ces indices incitent à l'optimisme même si il faut raison garder et rappeler, notamment, que les apprentis sont encore, dans plus de 85 % des cas, cantonnés au niveau V (CAP et BEP) et que les secteurs traditionnels de l'apprentissage, la mécanique, le commerce, la couture et l'hôtellerie,

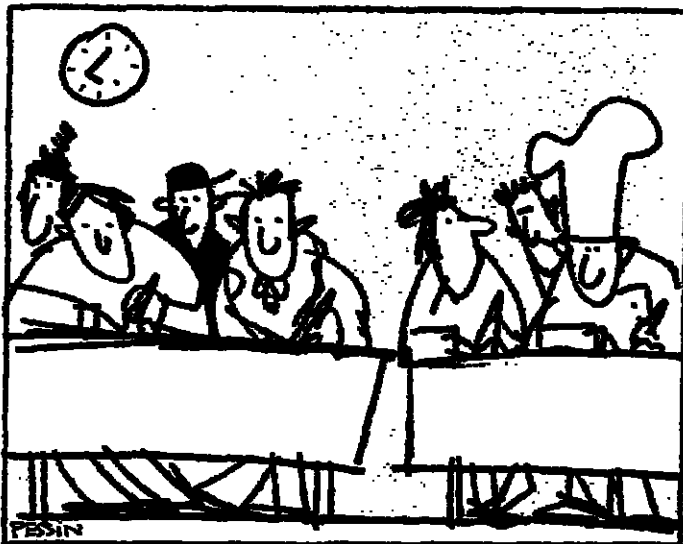
accueillent encore plus de la moitié des jeunes actuellement en apprentissage.

Dans un document récent (*Le Monde* du 17 novembre), la DEP s'interrogeait sur l'interprétation à donner à la brusque envolée des effectifs de l'apprentissage et sur ses effets à moyen ou long terme. Ce changement de cap a-t-il d'un redéploiement durable des seconds cycles professionnels et de l'apprentissage, ou bien ne durera-t-il que le temps d'une vague ou deux d'incitations financières à l'embauche ? Le démarrage chaotique des nouvelles sections d'apprentissage, censées importer dans les lycées professionnels publics un modèle jusqu'à soi-disamment tenu l'écart, incite en tout cas à la prudence.

Une synthèse hardie

Ce nouveau dispositif, arrêté après d'interminables discussions entre les parties prenantes - régions, branches professionnelles, syndicats d'enseignants - devait constituer un symbole, oser une synthèse hardie entre deux systèmes, ennemis par tradition : « l'apprentissage sous statut scolaire » et l'apprentissage, dont la gestion, via les CFA, est du domaine quasi exclusif du secteur privé.

Par mesure de prudence, aucun chiffre n'avait été avancé quant au rythme d'implantation des sections. Mais, avançant la DEP, dans son travail de prospective sur le développement à dix ans du système éducatif (*Le Monde* du 17 novembre), les sections d'apprentissage devaient être en mesure d'accueillir, à l'horizon 2003-2004, environ 30 000 élèves de



BEP, 40 000 élèves de bac professionnel et 10 000 élèves de BTS. Ces prévisions semblent bien ambitieuses comparées aux difficultés rencontrées sur le terrain. Les décrets d'application du fameux article 57 de la loi quinquennale, qui prévoit la création des sections d'apprentissage, devaient être publiés avant l'été pour permettre les premières créations à la rentrée 1994. Mais ils sont, finalement, en souffrance au Conseil d'Etat. Résultat : dans plusieurs académies, les régions (qui ont désormais la tutelle de l'ensemble du dispositif de formation professionnelle) et les responsables rectoraux ont stoppé net la plupart des projets en cours.

Certaines académies, comme Créteil, ont freiné des quatre fers, « parce qu'il y a des équilibres difficiles à modifier au sein des établissements ».

avance-t-on pudiquement au rectorat ou parce que les partenaires professionnels, qui gèrent eux-mêmes un tiers des CFA, « ne voient pas tout d'un bon œil l'éducation nationale s'avancer sur ce terrain ». Ils disposent, ajoute-t-on, de moyens de rétention financiers tels, à l'encontre des lycées, que rien ne peut se faire sans eux.

Dans l'académie de Reims, sur les cinq projets de création de sections, trois ont été mis en œuvre. Au lycée professionnel de Langres (Haute-Marne), dix élèves ont ainsi intégré une section de BEP structure métallique par l'apprentissage. « On tabulait sur un effectif de quinze », explique le proviseur adjoint du lycée, André Pierre. Nous avions retenu douze élèves, mais nous n'avons pu trouver que dix maîtres d'apprentissage. Le

fait que les artisans expriment un besoin de main-d'œuvre qualifiée ne signifie pas forcément qu'ils soient prêts à s'impliquer dans une démarche de formation. Cette difficulté est telle dans une zone plutôt rurale comme celle-ci que les responsables du lycée prévoient de recruter une nouvelle promotion d'apprentis tous les deux ans seulement.

Dans l'académie de Montpellier, l'éducation nationale a répondu « présent » à la loi quinquennale promulguée et les lycées ont été sollicités pour ouvrir des sections. Les textes réglementaires tardant à être publiés, il a fallu, néanmoins, trouver un aménagement. Cinq sections d'apprentissage devaient être ouvertes dans des lycées par le biais d'une convention passée avec un CFA public de Montpellier. Trois fonctionnent effectivement. Une grosse entreprise de chimie contestée pour une fibre de base pro a finalement laissé choir les six élèves intéressés par un contrat d'apprentissage, réalisant brusquement qu'elle préférerait la formule « contrat de qualification », infiniment moins contraignante. Quant au deuxième échec, il tient au fait que cinq jeunes seulement étaient intéressés par le contrat proposé.

Cette expérience concerne une trentaine d'élèves, ce qui pour l'instant est très limité, reconstruit au conseil régional, où l'on ne cache pas souhaiter bousculer un peu les lycées. Le jugement est sans appel : « L'éducation nationale ne sait réfléchir qu'en termes d'offre de formation, ce qui, pour l'apprentissage, est une aberration. La formation doit venir concrétiser un contrat de travail et la demande d'une branche professionnelle. Le développement de l'apprentissage dans les lycées professionnels n'est pas en soi un objectif. En revanche, si une branche a besoin de recruter des apprentis, on trouvera toujours un lycée pour proposer une formation. L'expérience conduite cette année est doublement insuffisante : parce que les financements sont à 100 % fournis par la région et parce que le niveau de formation est quasi exclusivement CAP et BEP. »

CHRISTINE GARIN

L'héritage encombrant de Bernard Dort

Combien de temps les 2 500 volumes et documents sur le théâtre, légués à l'université Paris-III par les héritiers du spécialiste de Brecht, resteront-ils dans leurs cartons ?

Dans la petite pièce encombrée de tables, de fichiers, de livres et d'étudiants, Clélia, étudiante à Nanterre mais habitée des lieux, travaille le dos appuyé à un mur de cartons. Le portrait sur fond de toile noire de Gaston Baty, protecteur des lieux, est toujours à la même place. Mais on a dû serrer un peu plus la dizaine de tables où les lecteurs sont au coude à coude et en installer deux dans le couloir.

C'est que 195 cartons de livres, revues, documents et archives, cela tient de la place. Colette Scherer, directrice de la bibliothèque Gaston-Baty, en tremble d'émotion : voilà près de deux mois que les héritiers de Bernard Dort, spécialiste de Brecht, critique, essayiste et professeur, maître à penser du théâtre en France, mort du sida en mai 1994, ont fait transporter là, selon sa volonté, les quelque 2 500 volumes consacrés au théâtre de sa bibliothèque personnelle. Enfermés dans leurs cartons, ces trésors, livres, revues, mais aussi dossiers

et archives de travail sont, depuis, inaccessibles.

Cela fait des années que la bibliothèque Gaston-Baty étouffe dans ses murs. Ce legs, souhaité par l'éminent professeur et accepté, après sa mort, par le conseil d'administration de l'université, augmente un peu plus l'inconfort et l'exiguïté des locaux. L'héritage de Bernard Dort est en souffrance, comme un couteau dans la plaie, une métaphore, assez théâtrale en somme, d'un conflit de famille qui dure depuis plus de trente ans entre l'université (Paris-III) et son Institut d'études théâtrales, dont il fut le directeur entre 1975 et 1988.

Un fonds très riche

Constitué en 1959 à partir d'une autre bibliothèque personnelle prestigieuse, celle de Gaston Baty, léguée à la Sorbonne par ses héri-

tiers en 1959, la bibliothèque de l'Institut d'études théâtrales n'est pas une banale bibliothèque d'UFR (unité de formation et de recherche), même si elle y ressemble. Avec 25 000 volumes et périodiques et 20 000 documents audiovisuels en accès libre, elle offre un fonds, très spécialisé, unique dans l'université. Dans son rapport de 1991 sur Paris-III, le Conseil national d'évaluation (CNE), plutôt sévère sur le fonctionnement de l'Institut, notamment sur la « pénurie matérielle » dans lequel il est tenu, donnait un coup de chapeau à la bibliothèque Gaston-Baty, « sans égale dans les universités françaises », « à peu près bien pourvue en personnel spécialisé », soutenant la comparaison « avec les meilleurs fonds documentaires des établissements d'enseignement et de recherche européens ».

Seul concurrent sérieux : la bibliothèque de l'Arsenal, évidemment plus riche en ouvrages anciens mais d'un accès infiniment moins aisé, de l'avis des habitués des lieux, étudiants ou chercheurs. Celle de Censier, qui est ouverte près de cinquante heures par semaine - rarissime pour une bibliothèque d'UFR - reçoit quelque 17 000 lecteurs par an, dont plus d'un tiers viennent d'autres universités parisiennes, provinciales ou étrangères. Et comme Censier sort à peine d'une longue période d'extension de ses locaux, qui ont permis de construire 1 800 mètres carrés supplémentaires sur le toit de la bibliothèque universitaire (*Le Monde* du 16 décembre 1993), destinés pour l'essentiel au département d'études anglophones et tous attribués désormais, les responsables et usagers de la bibliothèque Gaston-Baty s'inquiètent.

Sans locaux supplémentaires, impossible de mettre à disposition des chercheurs, des 51 enseignants de l'Institut et de ses 1 000 étudiants ce qu'on appelle déjà ici le « fonds Bernard-Dort ». La présidente de Paris-III, Suzy Halimi, assure qu'une solution « tempo-

raire » va être prise pour entreposer ailleurs l'encombrant héritage. Resterait à trouver les mètres carrés supplémentaires indispensables à l'extension de la bibliothèque.

Une seule solution pour M^{me} Halimi : que le département de psychologie de Paris-VII quitte - enfin - le Centre Censier et regagne sa maison mère, Jussieu. Un déménagement à l'ordre du jour depuis vingt ans, mais dont Daniel Vitry, vice-chancelier des universités de Paris, assure qu'il fait partie des opérations de réaménagement des universités parisiennes, prévues par le contrat de plan Etat-région signé en juillet 1994. Des opérations dont il convient de rappeler qu'elles s'échelonnent jusqu'en 1998.

Ch. G.

(1) Les apprentis en 1993-1994. Note d'information N° 94-40. Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP). Ministère de l'éducation nationale.
(2) Note d'information N° 94-46, novembre 1994.

(Publicité)
L'université Paris-VIII organise un
DESS
« Médias Electroniques Interactifs »
(niveau bac + 5)
Pour tous renseignements :
Université Paris-VIII
Formation INFOCOM
2, rue de la Liberté
93526 Saint-Denis Cedex 02
Tél. : (1) 49-40-66-57

REPÈRES

Un physicien pour la lecture

L'observatoire national de la lecture, qui n'est pas encore créé officiellement, a déjà un président. Le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, a en effet désigné pour cette fonction un représentant des sciences « dures », le physicien Jacques Friedel, âgé de soixante-trois ans, président de l'académie des sciences et de l'Institut de France. Prévu dans le Nouveau Contrat pour l'école, l'observatoire devrait avoir pour tâche d'évaluer les méthodes d'apprentissage de la lecture et de suggérer des recherches. En arrivant au ministère, François Bayrou avait critiqué avec virulence les méthodes dites « nouvelles », responsables selon lui de nombreux échecs dans l'apprentissage de la lecture à l'école. Le projet de création de cet observatoire est la seule traduction tangible de la polémique qui avait alors agité le ministère de l'éducation nationale.

Concours en chantier

Trois mois après le début des cours dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), la direction des écoles du ministère de l'éducation nationale vient de décider d'apporter des changements importants au contenu du concours de recrutement des professeurs d'école. L'arrêté du 21 novembre, publié au *Journal officiel* le 1^{er} décembre, modifie les épreuves de français et de mathématiques. L'approche didactique et l'analyse des démarches pédagogiques, jusque-là reléguées au second rang, deviennent prioritaires, notamment en ce qui concerne l'analyse des erreurs des élèves et leur évaluation par le maître. Ces changements interviennent alors que, dans certaines académies, les épreuves de la session 1995 du concours sont déjà prêtes. Le service interacadémique des examens et concours

(SIEC) d'Arcueil avait, par exemple, réclamé aux enseignants d'IUFM des sujets pour début novembre, établis par conséquent à partir des anciens textes réglementaires. Des enseignants des IUFM de Paris et de Versailles ont saisi le ministre de l'éducation nationale pour réclamer que ces changements ne soient pris en compte que pour la session 1996 du concours.

Rectificatif

Le ministère de l'enseignement supérieur éprouve de grandes difficultés à recenser les étudiants en diplômes d'études approfondies (DEA) de 1993. Dans l'article consacré aux deuxième et troisième cycles universitaires (*Le Monde*-Campus du 1^{er} décembre), le chiffre de 63 300 inscrits en DEA, qu'il nous a lui-même fourni, doit être remplacé, selon les mêmes sources, par celui de 43 850.

NE PENSEZ PLUS A TOUT CE QUE VOUS NE LIREZ PAS...

PENSEZ PLUTÔT A CE QUE VOUS ALLEZ LIRE

Le Monde
DES LIVRES
SPÉCIAL
LIVRES D'ÉTRENNES

CARNET

Naissances

Nicole et Jean ZINN-JUSTIN ont la joie d'annoncer la naissance de Mathias, chez Sophie et Frédéric GRIFFE, le 3 décembre 1994.

Valérie, Philippine et Nicolas WEILL ont la joie de vous annoncer la naissance de leur fille et sœur, Tal, le 23 novembre 1994.

Le docteur Bertrand LACOTTE et M^{me} née Marie-Diane de Jaham, ainsi que Guillaume et Antoine, sont heureux d'annoncer la naissance de Virginie, à Fort-de-France, le 23 novembre 1994.

Catherine CULLEN et Stuart SEIDE sont heureux de vous annoncer la naissance de William, le 5 décembre 1994.

Décès

Les membres des éditions Jean-Claude Lantz ont la grande tristesse de vous faire part du décès de

Odile CAIL,

survenue à Paris le 3 décembre 1994.

Ils associent à leur souvenir ému tous les auteurs qui ont bénéficié, pendant plus de vingt ans, de son amicale présence et de son talent de directeur littéraire.

(Le Monde du 7 décembre.)

M^{me} Gérard Chablot, M^{me} et M^{me} Jean-Henry Chablot, son fils et sa belle-fille, M^{me} et M^{me} Peter Costello, son beau-fils et sa fille, M^{me} Marie-Hélène Chablot, sa fille,

Christophe et Marie-Gabrielle Chablot, Philippe, Anne, Sophie et Marie Genin, Sarah Costello, ses petits-enfants,

M^{me} et M^{me} René Rebuffat et leurs enfants, M^{me} Marthe Paoli et ses enfants, M^{me} et M^{me} Yvan Pierre Chablot et leurs enfants,

Ses belles-sœurs, beau-frère, Neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à Nice, le 1^{er} décembre 1994, de

M. Gérard CHABLOT.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Nice, le 5 décembre.

Parc Coromandel, L'Émeraude, bât. D, 06000 Nice, 26, rue de Lodi, 13006 Marseille, 10, rue des Abeilles, bât. 6, 06510 Carro-le-Neuf, Domaine d'Orgeon, 83640 Saint-Zacharie.

Les familles parentes ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques COSSON, ancien président de la Fédération nationale artisanale de la maroquinerie et métiers similaires,

survenu le 3 décembre 1994, à Avignon, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Cet avis tient lieu de faire-part, 8, rue de l'Égalité, 75019 Paris.

M^{me} Yvonne Costes, ses enfants et petits-enfants, ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

M. Pierre COSTES, magistrat, ancien élève de l'ENA, survenu à Pau (Pyrénées-Atlantiques), le 5 décembre 1994.

Les obsèques auront lieu le jeudi 8 décembre, à 11 h 30, au cimetière de la Chartreuse, à Bordeaux (Gironde).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

M. Pierre Soutou, directeur de l'administration générale et de la modernisation des services au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Annie DELBARRE, directrice du travail hors classe, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 28 novembre 1994. Elle était née le 26 février 1944.

— Eyragues, Paris.

M^{me} Yolande Denys Frasson-Gorret, M^{me} et M^{me} Guy Le Tellier, M. Raymond Le Tellier, M. et M^{me} Hervé Le Tellier et leur fils, Les familles Denys, Le Tellier, Lasse, Robyn, Guillemet, Bottino, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Odet DENYS, président de chambre honoraire à la cour d'appel, avocat honoraire à la cour d'appel de Paris, ancien premier secrétaire de la Conférence du stage des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médaille militaire,

survenu le lundi 5 décembre 1994, au mas de Césari (Eyragues), dans sa cent troisième année.

Une messe sera célébrée le vendredi 9 décembre, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois, Paris-7.

L'inhumation aura lieu dans le caveau familial au cimetière du Père-Lachaise.

4, rue Dupont-des-Loges, 75007 Paris, Mas de Césari, 13630 Eyragues.

Le docteur et M^{me} Lazare Kaplan, M. et M^{me} Francis Kaplan, M. Benjamin Kaplan, Le docteur et M^{me} Michel Askienazy, M. et M^{me} Philippe Moog, ses enfants, M. et M^{me} Henri Kaplan, M. et M^{me} Edmond Kaplan, ses frères et belles-sœurs, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, M^{me} Isilda Timoteo, sa dévouée gouvernante, Toute sa famille, ont la douleur de vous faire part du décès de

grand rabbin Jacob KAPLAN, grand rabbin du Consistoire central, membre de l'Institut, grand-croix de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945.

La cérémonie religieuse aura lieu à la grande synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9^e, le 8 décembre 1994, à 9 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux, à 11 h 30.

La famille vous prie de bien vouloir l'excuser de ne pas recevoir.

Les prières traditionnelles des sept jours de deuil auront lieu dans la plus stricte intimité familiale et en même temps à la synagogue de la rue de la Victoire, à 18 h 30.

Le grand rabbin de Paris, Le président, Et les membres du Consistoire de Paris, ont la douleur d'annoncer le décès du

grand rabbin Jacob KAPLAN z.s.l., ancien grand rabbin de Paris, grand rabbin du Consistoire central, membre de l'Institut.

Un service religieux aura lieu à la grande synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9^e, le 8 décembre 1994, de 9 h 30 à 10 h 30, suivi de l'inhumation à 11 h 30, au cimetière de Bagneux.

M. Jean Imbert, président de l'Académie des sciences morales et politiques, M. Bernard Chenot, secrétaire perpétuel, Et tous les membres de l'Académie, ont la tristesse d'annoncer le décès du

grand rabbin Jacob KAPLAN, doyen de la section de morale et de sociologie, doyen de l'Institut de France,

survenu le lundi 5 décembre 1994.

Le service religieux aura lieu le 8 décembre, à 9 h 30, à la synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9^e.

L'inhumation se fera au cimetière de Bagneux (Hauts-de-Seine).

Le grand rabbin de France Et les membres du conseil du Consistoire central (Union des communautés juives de France), ont fait part à la population du décès du

grand rabbin Jacob KAPLAN z.s.l., ancien grand rabbin de France, grand rabbin du Consistoire central, membre de l'Institut.

Un office funéraire sera célébré à la grande synagogue de Paris, 44, rue de la Victoire, Paris-9^e, le 8 décembre 1994, de 9 h 30 à 10 h 30.

L'inhumation qui suivra aura lieu dans l'intimité.

(Le Monde du 7 décembre.)

— Fausta, Agnès, Etienne et Marie, dans le souvenir de Philippe, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Henriette DESHORMES, survenue dans sa quatre-vingt-dix-septième année, le 5 décembre 1994, à Bruxelles.

169, avenue Montjoie, 1180 Bruxelles.

— Jean-François Roux, Chloé et Yannis, Les familles Franjou, Richard et Roux, ont la tristesse de faire part du décès de

Sylvie FRANJOU, survenue le 6 décembre 1994, à l'âge de trente-huit ans.

Les obsèques auront lieu le 9 décembre, à 11 h 30, à Ramatuelle.

6 bis, rue de la Belle-Feuille, 92100 Boulogne, 6, cité de l'Abbaye, 27930 Hues, 04300 Forcalquier.

— Le lycée de Galatasaray, La Fondation d'éducation de Galatasaray, à Istanbul, Les associations des anciens élèves de Galatasaray, en Turquie, Les associations des anciens élèves de Galatasaray des États-Unis, de Belgique, de Suisse, d'Allemagne, d'Autriche, d'Angleterre, de France, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Georges GOUDMAND.

Ils tiennent à rendre hommage à leur ancien professeur de chimie, qui fut leur guide durant trente-cinq ans d'enseignement, forgeant ainsi sa légende et l'histoire de Galatasaray.

Amitié de Galatasaray, 4, impasse des Carrières, 75016 Paris.

André LEGENDRE, ancien conservateur du Musée Lénine, est décédé le 4 décembre 1994.

Valueurs résistants pendant toute la période illégale, il fut blessé au cours des combats de la Libération de Paris.

Nous associons à sa mémoire sa courageuse compagne

Maria,

disparue en 1979.

Sa famille.

[Né le 7 novembre 1903 à Paris, résistant, militant du Parti communiste, André Legendre a été conservateur du Musée Lénine, ainsi qu'à la rue de la Victoire, à Paris, de 1970 à 1984. Ce deux places-culturel où vécut Victor Hirsch Oulianov et se composent l'histoire de la vie de 1903 à 1984 ont été deux lieux de vie et de travail pour les hommes d'État soviétiques se rendant en France.]

— La Ligue des droits de l'homme a la grande tristesse d'annoncer la mort de

Emile REHLAND, ancien résistant, syndicaliste, président fondateur de la Fédération de la Moselle, délégué régional de la LDH en Lorraine, décédé à Metz, le 30 novembre 1994.

Ses obsèques ont eu lieu le 2 décembre dans sa ville.

— M^{me} Jean Rivoire, son épouse, M^{me} et M^{me} Jean-Daniel Megret, M. et M^{me} Christian Rivoire, M. Bruno Rivoire, M^{me} Danièle Veiller-Lavallois, M. et M^{me} Jean-Noël Rivoire, M. et M^{me} Jean-Luc Rivoire, M. et M^{me} Sylvie Rivoire-Brandes, M. et M^{me} Hervé Rivoire, M. et M^{me} Jean-Marc Grégoire, ses enfants et beaux-enfants, Ses vingt-neuf petits-enfants, Ses trois arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jean RIVOIRE,

décédé le 6 décembre 1994, dans sa quatre-vingt-cinquième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 9 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Léon, place Duplex, Paris-15^e.

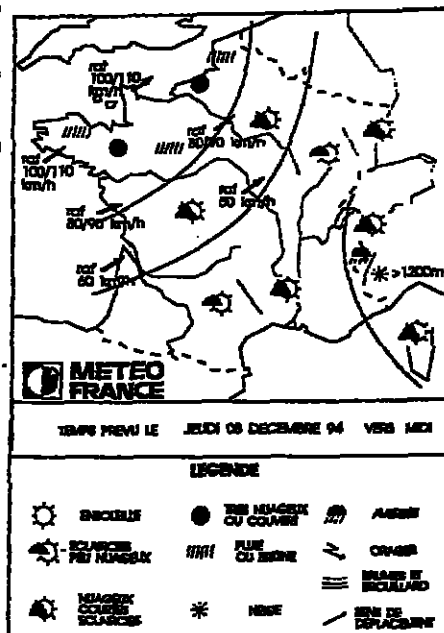
Suivant son désir, il n'y aura ni fleurs ni couronnes.

Ses amis sont invités à participer à la collecte qui sera faite au profit du Secours catholique.

L'inhumation aura lieu le samedi 10 décembre au cimetière de Lambesc (Bouches-du-Rhône) après une messe à 11 heures, en l'église paroissiale.

CARNET DU MONDE
Télécopieur : 45-66-77-13

MÉTÉOROLOGIE



TEMPÉRATURES	max/min
FRANCE	
ALGER	19/7
BARCELONE	16/7
BELGRADE	10/0
BERLIN	10/0
BIRMINGHAM	11/5
BUCAREST	11/3
CHYPRE	17/1
COPENHAGUE	10/1
DUBLIN	10/1
GENÈVE	10/1
HELSINKI	10/1
LONDRES	10/1
MADRID	10/1
MILAN	10/1
MOSCOU	10/1
NAPLES	10/1
PARIS	10/1
PRAGUE	10/1
REIMS	10/1
ROME	10/1
ST-PÉTERSBOURG	10/1
TORINO	10/1
VIENNE	10/1

ÉTRANGER	
ALGER	22/4
AMSTERDAM	10/1
ATHÈNES	17/1
BANGKOK	32/25
BARCELONE	16/7
BELGRADE	10/0
BIRMINGHAM	11/5
BUCAREST	11/3
CHYPRE	17/1
COPENHAGUE	10/1
DUBLIN	10/1
GENÈVE	10/1
HELSINKI	10/1
LONDRES	10/1
MADRID	10/1
MILAN	10/1
MOSCOU	10/1
NAPLES	10/1
PARIS	10/1
PRAGUE	10/1
REIMS	10/1
ROME	10/1
ST-PÉTERSBOURG	10/1
TORINO	10/1
VIENNE	10/1

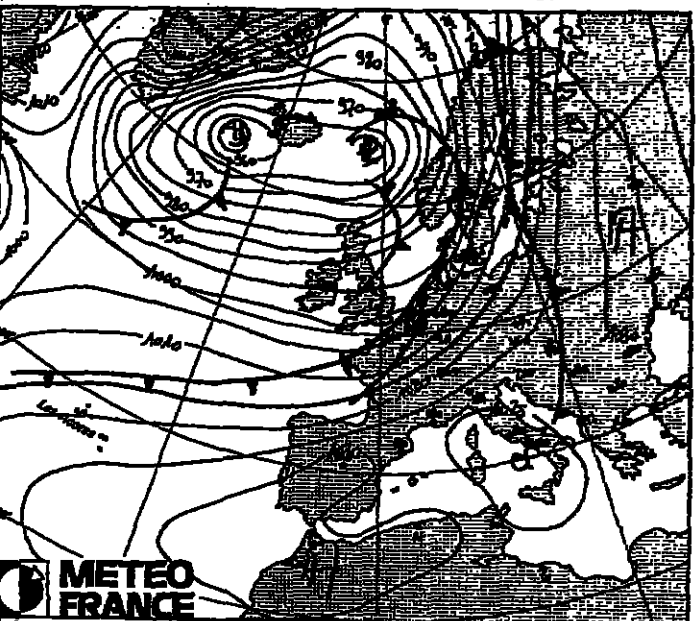
Jeudi : pluie et vent sur le Nord-Ouest. — Le matin, les nuages se dissipent et plusieurs Pays-de-Loire à la Bretagne et à l'Alsace. Du Centre à l'Île-de-France et au Nord, les nuages seront très abondants dès le lever du jour. Des précipitations résiduelles intéresseront encore les régions allant des Alpes à la Corse, avec de la neige à partir de 1 200 mètres sur le massif alpin, et des averse parfois orageuses en Corse. Partout ailleurs, le ciel sera assez bien dégagé ou voilé, avec toutefois des brouillards matinaux sur les régions toulousaine et lyonnaise.

L'après-midi, les pluies intéresseront le quart nord-ouest du pays et les nuages gagneront les régions allant des Charentes à la Bourgogne et aux Ardennes. Ailleurs, les éclaircies atténueront avec des passages de nuages élevés.

Le vent de sud-ouest soufflera des Charentes, au Centre, à la Bretagne et au Nord, avec des rafales atteignant 80 à 90 km/h dans l'intérieur et 100 à 110 km/h près des côtes. Enfin, le mistral et le tramontane souffleront assez fort le matin avec des pointes à 70 km/h.

Côté température, toujours de la douceur, le matin il fera de 5 à 11 degrés du Nord-Est au Sud-Ouest, l'après-midi le thermomètre marquera 8 à 13 degrés sur la moitié nord et 11 à 17 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 9 DÉCEMBRE 1994 À 0 HEURE TUC



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6448

1 2 3 4 5 6 7 8 9

HORIZONTALEMENT

1. Réformé dans l'armée. — 2. Quand elle est bonne, il n'y a pas d'éclats. — 3. Mis dans une cage. Donné avant d'attaquer. — 4. Qui n'est plus dans la course. — 5. Adverbe. Donne son nom à une tribu. — 6. Un joli bouquet. — 7. A des temps vraiment secs. — 8. Un vague sujet. Est blanc avant de devenir bleu. — 9. Qui ne peuvent pas supporter la souffrance. — 10. Peut être attrapée en

VERTICALEMENT

1. Ce qu'est la femme qui a un caractère en or. — 2. Était un droit pour l'Église. Faveur de multiplication. — 3. Partagé. La somme. — 4. Connaît bien le Coran. Héros antique. — 5. Possessif. Passe à Munich. — 6. Qui ont du chemin à faire. — 7. Agrément à l'étranger. L'objet des odes d'Anacréon. — 8. Feuille de couverture. Un petit grain. Cité antique. — 9. Fabrique de cadres. Ve droit au cœur. Détort.

Solution du problème n° 6447

HORIZONTALEMENT

1. Scabreuse. — 2. Tatouages. — 3. Réduit. — 4. Paire. — 5. Egas. — 6. Cène. — 7. Pou. EC. Ut. — 8. Opus. — 9. Agissiez. — 10. Nouvelles. — 11. Erin. La. — 12. Sits. Ages.

VERTICALEMENT

1. Stupéfiants. — 2. Ca. Agonie. — 3. Arieu. Gust. — 4. Boers. Ouvré. — 5. Rude. Epial. — 6. Eau. Cousine. — 7. Uguine. Sen. — 8. Set. Nu. Uélé. — 9. Es. Retorses.

GUY BROUTY

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde DES LIVRES

سكنا من الاجل

ECONOMIE

Publié à la demande du gouvernement

Le Livre blanc sur la santé préconise que l'Etat « fixe les objectifs financiers »

Le Livre blanc sur le système de santé et d'assurance-maladie publié mercredi 7 décembre préconise de « passer d'une politique de plans d'urgence annuels à une action plus continue axée sur des objectifs en matière de santé publique ».

■ **RECOMMANDATIONS.** Rédigé à la demande du premier ministre, il avance une série de « recommandations à court terme ». Le Livre blanc suggère, sans manifester de préférence, que les médecins acceptent des « modes de rémunération alternatifs au paiement à l'acte » et se prononce en faveur d'une meilleure définition des prérogatives de l'Etat.

■ **GESTION.** Afin, notamment, de « mieux gérer l'hôpital », le Livre blanc propose également de créer une direction du financement de la santé regroupant les missions actuelles de la direction de la Sécurité sociale en matière d'assurance-maladie et de la direction des hôpitaux.

Document épais et dense de 230 pages que les auteurs ont évité de surcharger de données chiffrées, le Livre blanc sur le système de santé et d'assurance-maladie a été rédigé, à la demande du premier ministre, sous la conduite de Raymond Soubie (PDG d'Alcatel et ancien conseiller de Raymond Barre à Matignon), entouré par Christian Prieur, ancien directeur général de l'Union laitière normande (ULN), et Jean-Louis Portos, professeur à la faculté de médecine Paris-XII.

Ce document expose d'abord « la nécessité d'une réforme » en soulignant que le besoin de financement de l'assurance-maladie (60 milliards de francs de déficit cumulé en 1994) est devenu « le plus préoccupant de toutes les branches de la Sécurité sociale ». « Non seulement le système français de santé comporte, comme d'autres, des facteurs inflationnistes (le mode de rémunération des professionnels, la faiblesse des systèmes d'information et d'évaluation, l'inadaptation de l'appareil hospitalier aux besoins de la population...), mais, en outre, son organisation n'est pas fondée sur une répartition claire des responsabilités entre les différents acteurs. C'est la conjugaison de ces deux faiblesses qui explique la singularité des évolutions françaises », poursuivent les auteurs du rapport.

Après avoir passé en revue les expériences menées dans les principaux pays étrangers, le Livre blanc tend le cou à une idée reçue vivace en soulignant que « les pays où la couverture sociale est la plus étendue ne sont pas ceux où les dépenses augmentent le plus vite, même lorsque les patients sont dispensés d'avance de frais ». Autre conclusion : « tous les pays qui ont réussi à concilier qualité des soins et maîtrise des dépenses ont dû faire preuve d'une volonté politique ferme et soutenue et exercer une pression renouvelée sur les acteurs du système par l'application de mesures successives ».

Pour le Livre blanc, il s'agit de

« passer d'une politique de plans d'urgence annuels à une action plus continue axée sur des objectifs en matière de santé publique » et d'avancer une série de « recommandations à court terme qui paraissent inéluctables ».

Voici les principales dispositions du Livre blanc :

■ **Donner la première place aux préoccupations de santé publique :** à partir du constat élaboré par la Haute-Commission de la santé publique, le Livre blanc suggère la constitution d'un groupe de travail « chargé de proposer au gouvernement, dans un délai rapproché, les objectifs de santé

publique, nécessairement chiffrés, qui pourraient être poursuivis dans les prochaines années ». Une telle politique pourrait être financée, entre autres, par « une partie d'éventuelles économies réalisées par rapport aux objectifs financiers initiaux ».

■ **Conforter la maîtrise médicale :** des dépenses : la fixation d'objectifs financiers est jugée indispensable, ce qui implique que soient définies « des mécanismes d'ajustement des rémunérations en fonction du volume de soins » à partir d'une nomenclature des actes médicaux régulièrement actualisée. Ces outils pourraient prendre la forme de mécanismes auto-régulateurs, mais, en cas d'échec, il faudrait recourir à d'autres formules, plus radicales. Le Livre blanc évoque notamment « l'application automatique des revenus des praticiens obtenus la plus forte rémunération dans leur spécialité, le déconventionnement des praticiens dont le niveau d'activité est incompatible avec les objectifs définis, le reversement d'une partie des honoraires perçus, la diminution de la part des cotisations » des médecins ou encore la modulation des lettres clés.

Plus largement, l'occasion doit être saisie de « favoriser les comportements vertueux ». En clair, il faut « valoriser le temps consacré à des activités non prescriptives », ou « prendre l'engagement de modérer le nombre d'actes pratiqués et les prescriptions non justifiées, accepter des modes de rémunération alternatifs au paiement à l'acte (capitation ou tiers-payant) ». Quant au malade, il devrait, notamment, être prêt à « renoncer à recourir en première intention à un spécialiste, sauf circonstances particulières ». Au total, écrivent les auteurs du rapport, « la responsabilisation du couple médecin-malade passe par la plus grande rémunération des médecins « vertueux » et meilleure prise en charge des patients qui le sont ». Concrètement, il convient donc de définir rapidement le « secteur

promotionnel » prévu par la convention médicale. S'agissant de la politique du médicament, la priorité doit consister à « poursuivre la logique des accords prix-volumes ».

■ **Redéfinir le rôle de l'Etat :** « Il est des questions qui doivent clairement relever de la responsabilité de l'Etat, quelle que soit l'organisation de la Sécurité sociale », insiste le Livre blanc. La puissance publique doit « définir les objectifs de santé publique, fixer les objectifs financiers, garantir l'accès à des soins dont [elle] devra s'assurer de la qualité ».

Dès lors, les caisses d'assurance-maladie doivent se voir confier la gestion de l'assurance-maladie et « mettre en place et appliquer les mécanismes de régulation dans le respect du cadre économique défini par l'Etat ». Il est, cependant, proposé que le législateur autorise le gouvernement à intervenir lui-même dans l'hypothèse où les acteurs ne seraient pas capables de définir des objectifs de régulation et les faire appliquer.

Le Livre blanc propose égale-

ment de créer une Direction du financement de la santé exerçant les compétences actuelles de la Direction de la Sécurité sociale en matière d'assurance-maladie et de la Direction des hôpitaux.

■ **Mieux gérer l'hôpital :** les principales propositions du rapport consistent à mettre en place des missions régionales de l'hospitalisation chargées de coordonner l'activité de l'Etat et des organismes d'assurance-maladie dans les régions. « C'est au niveau de la région que peut être menée la politique de redéploiement et d'allocation des ressources hospitalières ». Il lui reviendrait également de s'assurer que les décisions relatives au secteur public et au privé « sont cohérentes avec les priorités régionales ».

■ **La réforme du système de santé et d'assurance-maladie est sans doute, de toutes celles nécessaires dans le domaine économique et social, la plus difficile à entreprendre »,** conclut le Livre blanc. Pourtant ses auteurs estiment qu'une « volonté de changement nouvelle paraît se dessiner ».

J.-M. N.

COMMENTAIRE

Un outil difficile à manier

DÈS lors que la méthode avait été inaugurée avec bonheur par le gouvernement de Michel Rocard sur le thème de la réforme des retraites, il était logique qu'un Livre blanc fut consacré à la santé. N'est-ce pas en s'appuyant sur le Livre blanc sur les retraites qu'Edouard Balladur a pu introduire en janvier et sans aucune difficulté une réforme que l'on croyait pourtant à haut risque, voire impossible ? Pour autant, les deux opérations ne sont pas comparables, et le document remis lundi 5 décembre au premier ministre sera un outil beaucoup moins facile à manier. La réforme des retraites comportait une double caractéristique : l'éventail des décisions à prendre était réduit (allonger la durée de cotisation, modifier la période de référence) et, surtout, leur montée en régime était très progressive. Ces décisions ne seront véritablement douloureuses que dans dix ans...

Tel n'est pas le cas de la santé. Les enjeux financiers y sont beaucoup plus immédiats et les solutions beaucoup plus variées. Les rédacteurs de ce Livre blanc ne pouvaient donc pas livrer « clés en main » un sésame capable d'ouvrir, au lendemain d'un scrutin présidentiel et avec un peu de volonté politique, la voie vers une réforme dont chacun sait qu'elle est indispensable. A juste titre, ce document s'efforce d'abord de « recadrer » un débat qui reste largement ouvert.

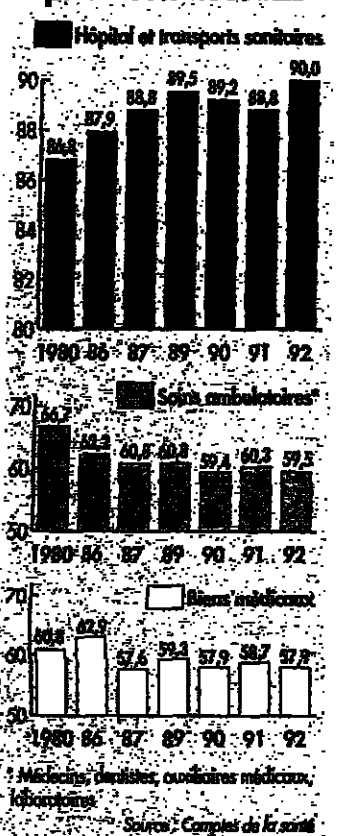
Ainsi, ce n'est pas avancer une banalité que de souligner que la rationalisation du système d'assurance-maladie n'est pas seulement une nécessité économique mais, aussi, le moyen de mettre enfin en place des instruments de mesure de la qualité des soins. De même, les auteurs font bien de renvoyer dos à dos les partenaires sociaux et l'Etat. Que les uns acceptent de gérer et que l'autre assume enfin ses responsabilités sans craindre le lobby médical, et les choses iront sans doute beaucoup mieux.

Dès lors, hormis la création d'une nouvelle direction du financement de la santé, cette contribution au débat ne constituera pas une aide pratique à la décision publique. A vrai dire, le gouvernement ne s'en plaint-il sûrement pas...

Pourtant, ce Livre blanc tombe finalement assez bien. Après un premier semestre très sage, les dépenses d'assurance-maladie amorcent un réveil auquel le climat préélectoral ne semble pas étranger. Il n'est donc pas inutile qu'un rapport demandé par le premier ministre rappelle que ces travaux nourriront peut-être la réflexion de quelques candidats à la présidence de la République. A commencer par celui dont Edouard Balladur vient de dresser le portrait-robot...

JEAN-MICHEL NORMAND

La prise en charge des dépenses par la Sécurité sociale



ETRANGER

Nommé secrétaire au Trésor par M. Clinton en remplacement de M. Bentsen

M. Rubin devra composer avec un Congrès à majorité républicaine

Le président Bill Clinton a annoncé, mardi 6 décembre, le remplacement de Lloyd Bentsen, démissionnaire, par Robert Rubin, au poste de secrétaire au Trésor (« le Monde » du 6 décembre). Les milieux d'affaires et les marchés financiers semblent rassurés par ce passage de relais qui ne devrait pas entraîner de modification de la politique économique américaine ainsi qu'en témoigne la bonne tenue du dollar. Ce remaniement s'effectue au début de la période de « cohabitation » entre démocrates et républicains, et alors que le président Clinton va devoir faire d'importants choix budgétaires.

WASHINGTON

de notre correspondant
« Je connais Bob Rubin depuis des années. C'est un homme honnête et intègre qui est tout à fait qualifié pour être secrétaire au Trésor. Je soutiendrai sa nomination et j'espère avec plaisir de travailler avec lui. » Venant de Robert Dole, chef de file majoritaire républicain au Sénat, le compliment est sans prix. Il tend à lever l'une des incertitudes qu'a fait naître l'annonce du départ (volontaire) de Lloyd Bentsen et de son remplacement par le président du Conseil économique national (NEC), un homme plus connu à Wall Street que dans les milieux politiques. Or la principale tâche qui attend Robert (Bob) Rubin sera précisément d'essayer de nouer des relations de bon voisinage entre l'administration démocrate et un Congrès dominé par les républicains.

Futur speaker du Sénat,

M. Dole va exercer une influence prépondérante sur le couple exécutif-législatif au cours des deux années de cohabitation qui vont précéder l'élection présidentielle de 1996. En prévision de cette échéance, les républicains vont s'efforcer d'imposer leur programme politique. Ce faisant, ils se heurteront forcément au secrétaire au Trésor, dont la mission sera, au contraire, de défendre la stratégie politique - et notamment budgétaire - choisie par le président Bill Clinton. Il faudra donc aux deux « Bob » (Dole et Rubin) une bonne dose de pragmatisme pour négocier des compromis acceptables par leurs camps respectifs.

Un sens inné du compromis

Côté démocrate, la transition ne pouvait s'effectuer dans de meilleures conditions. Lloyd Bentsen et Bob Rubin ont en commun une même philosophie économique - fondée sur le libre-échange et la rigueur appliquée aux finances publiques - une confortable fortune personnelle, et ils se font mutuellement confiance. En 1992, lorsque Bill Clinton a demandé au second de devenir secrétaire au Trésor, l'intéressé s'est refusé, conseillant au nouveau président de choisir Lloyd Bentsen. A son tour, au moment de partir, ce dernier a désigné comme successeur son... ancien banquier : lorsqu'il était vice-président de la banque d'investissements new-yorkaise Goldman Sachs, Bob Rubin s'occupait en effet personnellement du portefeuille d'actions du multi-millionnaire Lloyd Bentsen.

Alors qu'il s'apprête à retourner dans son Etat natal du Texas, pour

retrouver à la fois ses « racines » et « le secteur privé », M. Bentsen n'a donc en aucun mal à qualifier le choix de M. Clinton d'« excellent ». Bob Rubin sera-t-il pour autant son « digne successeur », comme l'a affirmé le président américain ? Démocrate-conservateur blanchi sous le harnais d'une longue carrière parlementaire (vingt-deux années passées à la Chambre des représentants puis au Sénat), Lloyd Bentsen alliait un sens inné du compromis à un instinct politique très sûr, qu'il cultivait grâce à des amitiés de longue date dans le camp républicain. Fièrement modéré, discret et conventionnel, ce septuagénaire se méfiait de l'activité réformiste souvent un peu brouillonne déployée par les conseillers présidentiels, lesquels lui reprochaient son approche trop graduelle des réformes économiques.

Cette différence de tempérament plus que de convictions explique qu'il n'a jamais fait partie du « premier cercle » de la Maison Blanche, et que ses conseils n'ont pas toujours été suivis par Bill Clinton. Ses qualités et son expérience, ses relations de confiance avec Robert Dole et Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, faisaient cependant de lui l'homme idéal pour la période politique incertaine qui s'ouvre. Le bilan purement économique de Lloyd Bentsen est plutôt positif (son action a, en partie, permis d'arracher un vote positif du Congrès sur le programme économique du président et de faire ratifier l'Accord de libre-échange nord-américain et le Cycle de l'Uruguay), bien qu'il n'ait été nettement favorisé par la forte croissance de l'écono-

mie américaine. Pour un homme sans expérience parlementaire comme Bob Rubin, la succession ne sera pas aisée.

Banquier rompu aux arcanes de Wall Street (il a passé vingt-huit ans chez Goldman Sachs, une grande banque d'affaires new-yorkaise), le nouveau secrétaire au Trésor (il devrait prendre ses fonctions le 22 décembre) est si peu un homme de Washington que, depuis son arrivée dans la capitale fédérale, il y a deux ans, il loge à l'hôtel... En lui confiant la présidence du Conseil économique national, Bill Clinton avait recommandé à Bob Rubin de faire de ce nouvel organisme une chambre d'arbitrage entre les différentes administrations fédérales, ainsi qu'un organisme de liaison avec la Maison Blanche. Un rôle tout de doigté dont M. Rubin, devenu le principal conseiller du président en matière économique, s'est tiré à son avantage.

Dans les prochains mois, sa tâche sera au moins aussi complexe : tout en gardant serrés les cordons de la bourse budgétaire (réduction du déficit oblige), il va devoir trouver les moyens de financer une baisse d'impôts pour la classe moyenne (laquelle pourrait constituer un important vivier électoral des démocrates), et lâcher du lest en faveur du tout-puissant « Grand Old Party » et de ses propositions dépen-sières. En même temps, la Réserve fédérale, soucieuse de lutter contre une possible relance de l'inflation, va vouloir de nouveau ralentir la croissance économique, en agissant sur les taux d'intérêt. Cette « quadrature du cercle » va mettre les qualités de conciliateur de Bob Rubin à rude épreuve.

LAURENT ZECCHINI

A 6,25 % contre 5,75 %

La Banque d'Angleterre augmente d'un demi-point son taux d'intervention

La Banque d'Angleterre a annoncé, mercredi 7 décembre, une hausse de 0,50 % de son taux d'intervention sur le marché monétaire à 6,25 % contre 5,75 %. Ce relèvement devrait entraîner dans son sillage une hausse de même ampleur du taux de base bancaire au Royaume-Uni de 5,75 %. La précédente hausse du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre, également d'un demi-point remonte au 12 septembre. La City s'attendait à une hausse des taux après la défaite gouvernementale, mardi 6 décembre, à la Chambre des Communes sur le vote d'une hausse de la TVA sur l'énergie. Cette décision devrait être perçue comme la volonté du Chancelier de réaffirmer la rigueur de la politique budgétaire.

En échange d'un crédit stand-by

Le FMI demande à la Russie plus de rigueur budgétaire

Le Fonds monétaire international (FMI) demande au gouvernement russe de revoir sa copie sur le budget 1995 dans un sens plus restrictif en échange d'un crédit stand-by de six milliards de dollars plus de trente-deux milliards de francs), soit le plus gros crédit jamais accordé par le Fonds. Selon le directeur général adjoint du FMI, Stanley Fischer, en visite à Moscou, le déficit budgétaire atteindrait plutôt 10 % du produit national brut (PNB) russe l'année prochaine et non 7,8 % comme le prévoit le premier ministre Viktor Tchernomyrdine. Le FMI souhaiterait que ce déficit soit ramené entre 6 et 7 %.

Un entretien avec le président de Thomson SA

Alain Gomez : « Les industries françaises de l'armement ne pourront échapper aux restructurations »

Après trois années de silence, le président directeur général de Thomson SA s'interroge pour le Monde sur le sort du complexe militaro-industriel français, confronté à une baisse des budgets militaires dans l'ensemble des pays occidentaux. Mais il estime que la physiologie de son groupe spécialisé dans l'électronique de Défense, mais aussi dans l'électronique grand public et les composants, dispose d'atouts nouveaux pour l'avenir.

« Depuis treize ans que vous êtes à sa tête, Thomson s'est concentré sur trois métiers, l'électronique de défense, l'électronique grand public, les semi-conducteurs. Ces trois métiers, pensez-vous désormais les conserver ? »

« Oui. Mais c'est aux actionnaires qu'il revient de prendre des décisions en ce domaine... La configuration de Thomson est unique : c'est le seul groupe mondial d'électronique à être présent dans ces trois activités. Les groupes de défense ne sont jamais dans le grand public ni dans les semi-conducteurs civils. Les groupes d'électronique grand public sont souvent, et même très souvent, présents dans les semi-conducteurs civils, mais jamais dans l'électronique de défense. De quelque côté que l'on regarde, Thomson demeure une exception... »

« En quoi est-ce une force ? »

« Je n'ai pas dit que c'était une force ; cela peut y tendre. »

« Pourquoi ? »

« Parce que le marché de l'électronique grand public converge désormais avec ceux de l'informatique et des télécommunications. Et cette convergence nouvelle, connue sous l'appellation de « multimédia », se fonde sur des technologies notamment numériques et des compétences développées, depuis des années, par notre branche militaire, Thomson-CSF. Du point de vue industriel, un facteur de cohésion est apparu qui, sans être impératif, n'en est pas moins net. »

« Même avec les composants ? »

« Vouloir se développer dans le multimédia sans contrôler, même partiellement, son approvisionnement en semi-conducteurs serait très dangereux. Thomson Consumer Electronics (TCE) et SGS-Thomson ont créé, il y a trois ans, une société conjointe, pour développer des applications communes. Résultat : en 1994, TCE est le premier client de SGS-Thomson. »

« Thomson est-il maintenant un groupe cohérent ? »

« Cela reste un animal très particulier. Comme vous le savez, Thomson SA contrôle à 100 % TCE, mais à un peu plus de 50 % seulement, Thomson-CSF. Pour peu que l'on veuille établir des liens entre l'une et l'autre de ses activités, leur mise en œuvre serait rendue malaisée par la présence d'actionnaires minoritaires. »

« C'est pourquoi vous plaidez pour la fusion de Thomson SA et de Thomson-CSF, lors de la privatisation du groupe ? »

« Interrogé par mon actionnaire, l'Etat, sur ce que pourraient être les modalités d'une privatisation, j'ai effectivement proposé deux modalités dont la première, cette fusion, répondrait non seulement à une certaine logique industrielle, mais aussi au besoin en fonds propres de TCE. Tel qu'il a été déposé, le projet consisterait, en effet, en une fusion de Thomson SA et de Thomson-CSF précédée d'une recapitalisation de la maison mère. »

« Quelle pourrait être l'alternative ? »

« La privatisation de Thomson-CSF seul. »

« Le redressement des activités composants est-il durable ? »

« Du futur, je ne peux rien dire aujourd'hui. SGS-Thomson étant au début d'un processus de mise sur le marché. Tout juste peut-on dire que cette introduction met en évidence le redressement extrêmement brillant de la société. Celui-ci n'est pas le fait du hasard, mais le fruit d'une combinaison de trois types d'action. D'abord, une orientation stratégique judicieuse, avec la fusion, en 1987, de notre filiale Thomson-Semiconducteurs avec SGS, son partenaire italien, pour permettre au nouvel SGS-Thomson de se rapprocher de ses principaux concurrents, en terme de produits, de technologies, de parts du marché mondial et de configuration industrielle. »

« Ensuite, c'est très important, la recapitalisation de la société. Les actionnaires publics de SGS-Thomson ont fait le bon pari économique quand il le fallait. Aujourd'hui, pour son introduction en Bourse, la société est évaluée à 2,5 milliards de dollars - plus de 13,5 milliards de francs. Qui l'eût cru ? »

« Enfin, la gestion de son dirigeant, Pasquale Pistorio, a été remarquable. Bien que SGS-Thomson n'ait encore qu'une taille réduite face aux « majors » du secteur, il a réussi à faire de l'entreprise une vraie société de semi-conducteurs silicium civils. »

Le chiffre d'affaires par employé est passé de 40 000 dollars par tête en 1987-1988 à plus de 100 000.

« En diriez-vous autant de TCE ? »

« Avec TCE, on retrouve la même combinaison, sauf aujourd'hui encore sur un point. La fusion, en 1987-1988, de Thomson grand public avec General Electric-RCA nous a donné une taille mondiale, mais aussi une configuration industrielle plus favorable, notamment par une extension de la présence en Asie. Depuis 1992, Alain Prost réalise dans sa gestion une remarquable performance. Reste la recapitalisation, dernière condition d'un redressement complet non encore satisfait. »

Mauvais calcul

« La norme ou les tentatives de rattrapage par une nouvelle norme D2 Mac ont, pourtant, complètement avorté. »

« Je crois, au contraire, que la politique lancée en 1986 a été gagnante. Cette année-là, en effet, l'industrie japonaise, déjà dominante grâce à son écrasante puissance dans le magnétoscope, décidée de livrer une bataille décisive, en cherchant à imposer au monde son propre standard de télévision haute définition. Le programme européen D2 Mac a servi à les contrer. Avec succès, leur norme est, aujourd'hui, morte-née. »

« Au même moment, les technologies numériques progressaient aux Etats-Unis, ouvrant la voie à une télévision nouvelle. C'était notamment le cas dans le laboratoire de General Electric-RCA que nous avions racheté. Nous avons laissé les chevaux galoper. Et réussi à développer des technologies très complexes de diffusion et de réception numériques s'imposant, désormais, comme le futur standard outre-Atlantique, et produites par un consortium formé de Thomson et d'autres sociétés européennes et américaines de semi-conducteurs et d'électronique. Aucune société japonaise n'en fait partie. »

« Quand arriveront les premiers appareils ? »

« Ils sont là. La télévision numérique existe déjà aux Etats-Unis. TCE fabrique, en association avec Hughes, la diffusion numérique par satellite, commercialisée depuis avril 1994. Nous fabriquons le décodeur antenne et l'équipement de réception. C'est un triomphe : TCE en vend

100 000 par mois. Je suis certain, désormais, que la télévision numérique hertzienne existera outre-Atlantique avant l'an 2000. »

« Dans le multimédia, informaticiens et professionnels des télécoms jouent les premiers rôles. N'avez-vous pas fait un marché de dupes, en 1993, en cédant votre branche télécoms civils à Alcatel-Alsthom ? »

« Pas une minute ! La preuve en est que cet argument du « multimédia » nous avait déjà été opposé lorsque la décision a été prise en 1983. Les faits ont montré qu'il a fallu près de dix ans avant que le concept ne prenne forme. C'est été un fort mauvais calcul, il y a dix ans, je le répète, que de s'accrocher à une activité, trop marginale pour nous dans l'attente d'une évolution du marché qu'on ne perçoit pas encore clairement aujourd'hui. Nous aurions tué Thomson-CSF à attendre d'avoir raison. »



« Les frontières entre le hard, les matériels, et le soft, les programmes, s'estompent. Les Japonais sont à Hollywood. Thomson n'y est pas... »

« ... et n'ira pas. Nous n'en avons pas les moyens. Mais cette insuffisance financière ne serait pas, à mes yeux, un handicap rédhibitoire si cette stratégie était fondée. Les résultats de Matsushita et la reconnaissance récente par Sony d'énormes pertes montrent que ce n'est pas le cas. »

« Reste Thomson-CSF. Votre filiale militaire est-elle en panne d'alliances ? »

« Nous n'avons jamais été en panne d'alliances. Nous n'en cherchions pas. Pour autant, des évolutions fondamentales dans le secteur de la défense ont rendu

nécessaires des restructurations. L'industrie de défense est entrée, à son tour, dans une période de flux. D'autres secteurs ont vécu cela auparavant : les semi-conducteurs ou l'électronique grand public, par exemple, lorsqu'à la fin des années 70, l'industrie japonaise a explosé hors de ses frontières ; l'informatique, il y a cinq ans, avec la grande révolution des standards ; les télécommunications, aujourd'hui, à cause de la dérégulation. L'industrie de défense était plus stable. C'est terminé. »

La surface du pâturage

« La facture déclinatoire, c'est la fin de la guerre froide ? »

« La fin de la guerre froide et de ses conséquences en chaîne. C'est à dire la contraction des budgets de défense dans les pays occidentaux et le passage de l'Amérique au rang d'unique superpuissance. Mais il y a aussi le formidable développement des technologies, qui a renchéri les programmes. Non pas que les industriels ne fassent pas des gains de productivité, mais les possibilités offertes par les évolutions technologiques sont telles que les demandes des clients se complexifient extraordinairement. Les budgets de défense, eux, progressent moins que les PNB en monnaie constante. La base financière des industries d'armement se rétrécit. »

« Quelles conséquences faut-il en tirer ? »

« Lorsque la surface du pâturage diminue et que l'environnement climatique se durcit, il y a un phénomène de sélection naturelle. Les plus faibles disparaissent, les plus forts se renforcent. L'industrie américaine a réagi avec intensité. Elle s'est restructurée, concentrée. Depuis 1984, en dix ans, 30 milliards de dollars de chiffre d'affaires, soit plus de 10 % du chiffre d'affaires mondial de l'armement, ont changé de mains aux Etats-Unis, non pas dans des processus d'alliances, mais dans des opérations de fusions-acquisitions. »

« L'industrie américaine est aussi sortie de son territoire. Là où l'exportation représentait 5 % du chiffre d'affaires, maintenant c'est 25 %. Elle est appuyée par le gouvernement américain lui-même. Il y a une attitude « USA Inc. » dans le domaine de l'aérospatiale et de la défense assez comparable à celle de « Japan Inc. » dans l'électronique civile des années 80. Leur avantage compétitif, c'est

leur marché intérieur, totalement protégé en défense, et en grande partie dans l'aérospatiale, et qui fait 40 % du marché mondial. »

« Et en Europe ? »

« En Europe, les budgets nationaux, pris séparément, ne permettent plus de couvrir le coût des technologies et des programmes nécessaires à une armée moderne. La voie du salut, c'est la création d'un marché plus vaste, déréglé, homogène. On n'en est pas là. Nous, nous avons décidé de réagir, non pas en cherchant des alliances, mais en étendant notre base industrielle. Par des rachats en France et hors de France. Notre croissance externe est impressionnante : 15 milliards de francs de chiffre d'affaires acquis depuis 1989 ! »

« Une course de vitesse, donc. Ne faudrait-il pas accélérer et construire rapidement cette Europe de la défense ? »

« L'irréversible n'est pas encore atteint. Une demande européenne de défense plus intégrée émerge. Il faudrait cependant que la tendance s'accroisse. L'enjeu, c'est la future génération de matériels. »

« Votre politique d'acquisitions a-t-elle été un succès ? Reste-t-il des entreprises à racheter ? »

« De moins en moins. Car la politique suivie dans les autres pays européens n'a pas été la même. On y a privilégié la voie du regroupement national. »

« La France devra-t-elle s'y mettre ? »

« Si on avait fait une politique de champion il y a quelques années, si on avait tout concentré comme dans tous les autres pays européens, les industries françaises seraient-elles aujourd'hui en meilleure posture ? Cela dépend des cas. Il ne faut pas être dogmatique. En tout cas, Thomson-CSF devra continuer de mener une évolution très profonde. On saura d'ici cinq ans si la partie est gagnée, si Thomson-CSF, devenue une vraie société européenne, tient sur ses jambes face à la concurrence américaine. »

« Le modèle français du complexe militaro-industriel a été probablement le plus efficace au monde. Il reposait sur un budget de puissance moyenne suffisant, sur une bonne interaction de ses trois composantes (les états-majors, la direction générale de l'armement et l'industrie), l'aiguillon d'une concurrence nationale entre industriels et la part très importante de l'exportation. Aujourd'hui, ni les budgets ni le niveau d'exportation ne sont suffisants. »

« La civil jouera un rôle dans cette évolution ? »

« Thomson-CSF fait 30 % de son chiffre d'affaires dans le civil, 20 % il y a dix ans. Ce pourcentage va naturellement augmenter. Nous souhaitons nous renforcer dans le contrôle du trafic aérien, la simulation, les services informatiques, les tubes et certains composants, l'avionique civile. Mais qu'on ne s'y méprenne pas ! Ce n'est pas une reconversion. »

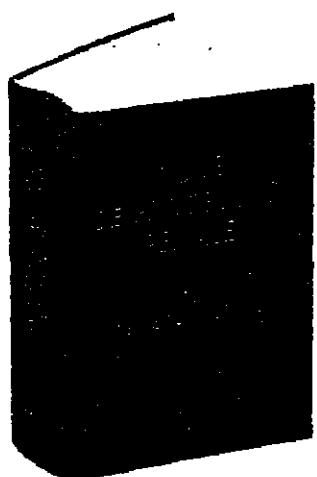
« C'est une diffusion de compétences acquises dans le militaire vers le civil. Des technologies hyperfréquences, nous tirons des systèmes de suivi et de localisation de véhicules. Ou à partir de technologies brevetées de générateurs pour avions ou chars, nous avons conçu un moteur pour voiture électrique. Mais nous n'avons jamais été bêteux d'être une société de défense. Nous le sommes et le resterons. »

« Pour l'avenir de Thomson-CSF, le rendez-vous de la présidence est un vrai rendez-vous ? »

« Il faudrait que cela le soit pour toutes les industries françaises de l'armement. Elles ne pourront rester les seules au monde à échapper aux restructurations. L'Etat, actionnaire de beaucoup d'entre elles, et client décisif de toutes, a un rôle éminent à jouer dans ce processus. »

Propos recueillis par
Pierre Angel GAY
Erie LE BOUCHER
et Caroline MORNOT

Pour votre instruction...



Cette édition comprend notamment les lois du 4 janvier et du 24 août 1993 qui ont profondément modifié la procédure pénale, ainsi que la loi du 1er février 1994 instituant une peine incompressible.

DALLOZ

FINANCES

Alors que les Européens sont réservés

Le projet d'une banque de développement pour le Proche-Orient sera discuté à Washington début janvier

Le président Clinton a invité les pays qui souhaitent participer à la création d'une banque de développement pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord à se rencontrer, du mardi 10 au jeudi 12 janvier à Washington, a indiqué, mardi 6 décembre, un porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères.

Selon ce dernier, des fonctionnaires des ministères des affaires étrangères et des finances d'une vingtaine de pays et d'institutions internationales participeront aux discussions. Les Etats-Unis seront représentés par le secrétaire adjoint au trésor, Larry Summers, et l'assistant au secrétaire d'Etat pour les affaires économiques, John Spiro.

Les Européens seront de la partie mais leur méfiance - qui transparaissait dans certains propos de Jacques Delors - demeure à l'égard du projet. Enise par les Israéliens dès l'amorce du processus de paix au Proche-Orient, reprise par les Américains lors du sommet économique de Casablanca le 1er novembre, l'idée,

séduisante sur le papier, pose en effet de multiples problèmes et recèle des ambiguïtés. Les Français, en particulier, soupçonnent les Etats-Unis de vouloir contrôler la future banque sans déboursier beaucoup d'argent (où le prendront-ils ?), l'essentiel du fardeau du financement reposant sur les Européens.

« Sommet de Casablanca-bis »

C'est ce que Washington a déjà tenté de faire lors de la création de la BERD, la banque pour la reconstruction de l'ancienne Europe de l'Est. Si le nouvel établissement voit le jour, Paris s'inquiète également de l'avenir de la Banque africaine de développement (BAD). Privée de ses derniers clients solvables - les pays d'Afrique du Nord - la BAD, déjà bien malade, a peu de chance de survivre.

Aux yeux des Européens, la création d'un instrument de financement supplémentaire ne se justifie pas. La Banque européenne

d'investissement, la Banque mondiale, la BAD, sans compter les aides bilatérales, suffisent. Symbole de la « guéguerre » que se livrent l'Europe et les Etats-Unis, la Commission européenne organise, pendant trois jours, cette semaine un « sommet de Casablanca-bis ». Destiné, comme son aîné, à favoriser le processus de paix en cours au Proche-Orient en tissant des liens économiques, le sommet a lieu au Caire.

J.-P.T.

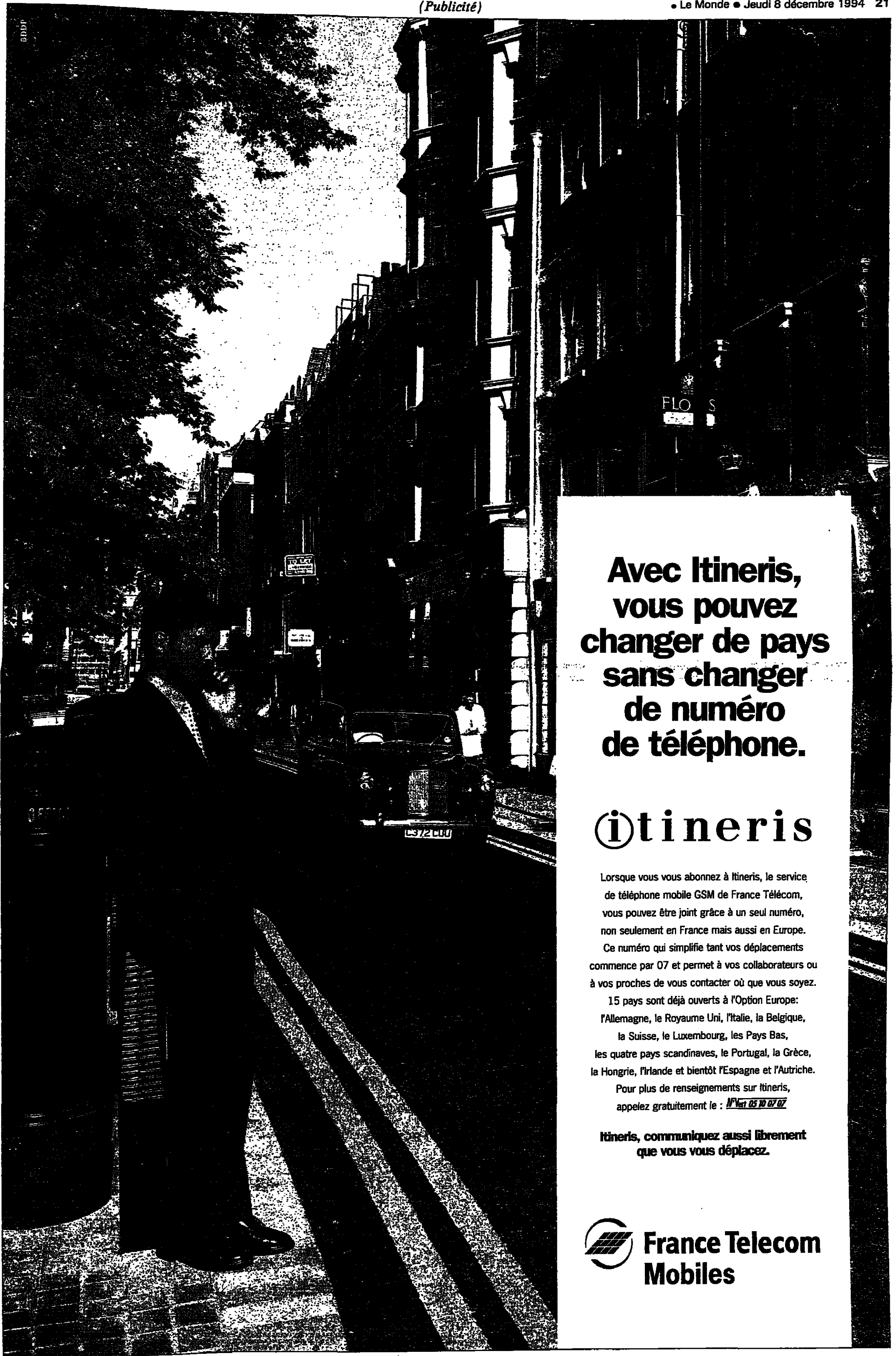
GATT : la Pologne pourrait ratifier les accords au premier semestre 1995. - La Pologne pourrait ratifier les accords du cycle de l'Uruguay du GATT au premier semestre de 1995, a indiqué lundi 5 décembre le ministre polonais de la coopération économique avec l'étranger, Leslaw Podkanski. Le gouvernement souhaite, selon le ministre, « se donner le temps d'analyser la législation pour préparer des modifications qui rendraient celle-ci compatible avec les dispositions » du GATT. - (AFP.)

55 000 000 000

صكنا من الامل

(Publicité)

• Le Monde • Jeudi 8 décembre 1994 21



**Avec Itineris,
vous pouvez
changer de pays
sans changer
de numéro
de téléphone.**

itineris

Lorsque vous vous abonnez à Itineris, le service de téléphone mobile GSM de France Télécom, vous pouvez être joint grâce à un seul numéro, non seulement en France mais aussi en Europe. Ce numéro qui simplifie tant vos déplacements commence par 07 et permet à vos collaborateurs ou à vos proches de vous contacter où que vous soyez.

15 pays sont déjà ouverts à l'Option Europe: l'Allemagne, le Royaume Uni, l'Italie, la Belgique, la Suisse, le Luxembourg, les Pays Bas, les quatre pays scandinaves, le Portugal, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande et bientôt l'Espagne et l'Autriche.

Pour plus de renseignements sur Itineris, appelez gratuitement le : **11 11 11 07 07**

**Itineris, communiquez aussi librement
que vous vous déplacez.**



**France Telecom
Mobiles**

VIE DES ENTREPRISES

Arguant d'impératifs de compétitivité et d'incertitudes sur la reprise

Renault et Citroën envisagent
3 000 suppressions d'emplois en 1995

Les constructeurs automobiles vont continuer à réduire leurs effectifs l'an prochain. Renault et Citroën, qui ont déjà convoqué leurs comités centraux d'entreprise, ne prévoient pas de licenciements secs. Leurs plans sociaux comportent pour l'essentiel des mesures FNE et des préretraites progressives.

La firme au losange devrait ainsi annoncer, les 14 et 15 décembre, 1 735 suppressions d'emplois dans ses usines, soit 3 % des 59 600 postes relevant de la maison-mère. Citroën, de son côté, a prévu d'en annoncer 1 180 (soit 4 % des effectifs) dans les unités de Rennes, Aulnay-sous-Bois, Amiens, Neuilly, Charleville-Mézières et Saint-Ouen.

Les constructeurs justifient ces réductions d'emploi par la nécessité de poursuivre l'amélioration de la productivité - Renault s'est

fixé comme objectif de la faire croître de 6 à 7 % par an d'ici à 1999 - et par les incertitudes pesant sur une reprise durable du marché automobile. Les estimations présentes font état d'une progression de 2 % du marché hexagonal et de 3 % du marché européen l'an prochain, après une année 1994 dopée par la prime Balladur. Sur les dix premiers mois de cette année, les ventes de véhicules affichent une croissance de 14 %. La prime Balladur a été reconduite jusqu'en juin 1995. Mais ses effets risquent de s'estomper, estiment certains analystes. Un fort pourcentage d'achats a été effectué courant 1994 par anticipation.

Sur ses 1 735 suppressions d'emplois, le plan Renault a inscrit 834 départs au titre du FNE (certains étant déjà à temps partiel) et 918 préretraites progressives (PRP) sans embauche en contrepartie, selon des indications

de la CFDT. Les années précédentes, Renault avait, parallèlement à ses réductions d'effectifs, procédé à des embauches (2 000 en 1993, 800 en 1994). Toujours selon la CFDT, « le flux d'un millier d'entrées par an chez Renault pourrait s'amplifier un peu en 1995 ».

Automobiles Citroën a, de son côté, programmé sur ses 1 180 suppressions d'emplois 684 départs au titre du FNE (employés âgés de cinquante-sept ans et six mois), 292 préretraites progressives (PRP) et 691 autres départs par incitations financières à la création d'entreprises, recours au temps partiel, reclassement et formation ou mobilité interne.

Peugeot est le seul groupe automobile à ne pas avoir convoqué de comité central d'entreprise extraordinaire. Le constructeur est en train d'achever l'application du plan 1994 qui portait sur 2 547 suppressions d'emplois à

Automobiles Peugeot et 1 476 dans la filiale de Poissy. Peugeot avait toutefois annoncé il y a un mois la poursuite des ajustements structurels pour les années à venir, sans donner davantage de précisions.

TATRA : le constructeur tchèque annonce 1 200 suppressions d'emplois en 1995. - Le constructeur tchèque de camions et de berlines de luxe Tatra va lancer un programme d'assainissement prévoyant notamment la suppression de 1 200 emplois en 1995 et la création en février 1995 de huit filiales autonomes, a annoncé le groupe, mardi 6 décembre. Tatra compte actuellement quelque 8 200 salariés mais ce chiffre sera ramené à 7 000 après la restructuration prévue à partir de février 1995. Depuis le début de l'année, la firme tchèque a perdu encore 1,3 milliard de couronnes (45 millions de dollars).

Indemnisation des déposants de la Banque commerciale privée

L'Association française des banques (AFB) a déclenché le mécanisme de solidarité pour indemniser les clients de la Banque commerciale privée (BCP), déclarée en cessation de paiement depuis lundi 5 décembre. Chaque titulaire d'un dépôt en francs ou en une autre monnaie de l'Union européenne pourra être remboursé jusqu'à un maximum de

400 000 francs. Le mécanisme de solidarité va permettre aux 1 700 clients de la banque, dont les comptes sont gelés depuis le 21 novembre, de récupérer tout ou partie de leurs avoirs. Au total, les dépôts des clients de la BCP s'élevaient à environ 500 millions de francs et, selon un responsable de la banque, moins de la moitié sont des sommes inférieures à 400 000

francs. Le déclenchement de ce processus devrait coûter dans un premier temps à l'AFB environ 70 millions de francs.

La mise en place de la solidarité ne préjuge pas de la décision à venir du tribunal de commerce, qui pourrait prononcer la liquidation de la banque ou sa mise en règlement judiciaire si un repreneur se manifestait.

Reprise partielle du travail
à l'usine GEC-Alsthom
du Petit-Quevilly

ROUEN

de notre correspondant

Une centaine de salariés sur les 450 de l'usine GEC-Alsthom du Petit-Quevilly n'avaient pas repris le travail, mercredi 7 décembre au matin, et devaient prendre une décision lors d'une assemblée générale. Cette forte minorité de personnel a refusé de suivre lundi la CGT, favorable à une reprise après quatre semaines de grève de la quasi-totalité des ouvriers. Les piquets de grève avaient été levés dès mardi à 10 heures, laissant libres les approvisionnements et les expéditions.

La direction du site quévillais est pourtant demeurée inflexible sur sa position, proposant pour les ouvriers des augmentations mensuelles variant de 300 francs pour les plus bas salaires (moins de 7 000 francs) à 50 francs pour les plus élevés (9 500 francs). La CGT demandait 1 500 francs pour les plus bas salaires. Malgré la poursuite partielle du mouvement, la direction semblait relativement sereine mercredi et constatait : « L'usine est libre d'accès et la grève s'exerce dans la légalité la plus totale. »

E. B.

Reprise des négociations à La Courneuve. - Le mouvement de grève qui se poursuit depuis le 14 novembre sur les deux sites LCA et TE de GEC-Alsthom à La Courneuve pourrait se terminer mercredi 7 décembre. La grève a été reconduite jusqu'à cette date, mais les salariés de chaque établissement doivent être consultés en assemblée générale sur les dernières propositions de leur direction. Après les dernières négociations, des points de litige subsistent encore sur les indemnités de déplacement des personnels non-sédentaires de TE, et le paiement des heures de grève.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 7 décembre • Reprise

Après deux séances consécutives de baisse, la Bourse de Paris repartait de l'avant mercredi 7 décembre dans un marché peu actif. Après avoir entamé la journée sur un recul de 0,19 %, l'indice CAC 40 gagnait en milieu de journée 0,94 % à 1 987,55 points.

La décision de la Banque d'Angleterre de remonter mercredi matin d'un demi-point le taux d'intérêt de base à 6,25 % contre 6,75 % auparavant, n'a provoqué aucune réaction particulière sur le marché des actions à Paris, indiquait un boursier parisien. En fait, aucun élément majeur ne domine le marché, on se contente d'écouler les affaires courantes, notait un gestionnaire soulignant que l'activité provient essentiellement des perspectives de fin d'années avec les traditionnels

habillages de bilan. Sur le marché obligataire le contrat notional décembre cédait à 112,58. Mardi, le MATIF avait fini la journée sur une perte de 0,30 %. Du côté des valeurs, les groupes papeteriers français étaient en hausse après l'annonce de la hausse de 20 % du prix du papier journal. Le groupe La Rochette figurait parmi les principales progressions et le titre gagnait 3,1 %. Très bonne orientation également pour Gascogne qui s'adjugeait 5,8 %. Sic progressait de 3,3 % après l'annonce de la cession au groupe britannique d'emballage et d'imprimerie Bowater de sa filiale Sofab. La plus-value brute sera de l'ordre de 300 millions de francs, a souligné le groupe qui affirme vouloir se concentrer sur ses activités principales.

NEW-YORK, 6 décembre • Hausse en fin de séance

Wall Street a terminé en hausse de justesse mardi 6 décembre, en dépit d'un net recul des taux à long terme. Les opérateurs étant déçus par l'annonce par la société d'investissements Fidelity Investments qu'elle ne distribuerait pas de dividende sur son fonds Magellan en 1994. En baisse d'un point au moment où retentissait le cloche, à 16 heures heures locales, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 745,98 points, en hausse de 4,03 points, soit 0,11 %, après le décompte final des transactions. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, terminait la séance à 7,84 %, contre 7,93 % lundi soir.

Le fonds Magellan, évalué à 38 milliards de dollars, est le plus important de Wall Street. Fidelity avait initialement annoncé que 4,32 milliards de dollars seraient versés aux investisseurs à la fin de l'année.

VALEURS	Cours du 6 déc.	Cours du 5 déc.
Alcoa	82,58	82,78
Allegiant Inc.	32	32
American Express	29,88	29,78
AT&T	47,98	48,18
BellSouth Corp.	17,58	17,68
Boeing	48,12	47,98
Chrysler Inc.	32,78	32,68
Citigroup	42,78	42,68
Coca-Cola	91,38	91,18
General Corp.	42,12	42,08
General Electric	39,78	39,68
General Motors	38	37,92
Goodyear	32,78	32,68
IBM	71,12	71,08
International Paper	71,58	71,48
Morgan U.S.	65	64,92
McDonald Douglas	141,18	140,98
Merck and Co.	37,94	37,72
Minnesota Mining	32	31,92
Philip Morris	89,18	89,08
Procter & Gamble	81,12	81,08
Sears Roebuck and Co.	47,78	47,68
Tesco	80,14	80,04
United States	28,08	28,08
United Tech.	81,12	81,08
Westinghouse	72,12	72,08
Woolworth	14,14	14,08

LONDRES, 6 décembre • Pertes réduites en clôture

La Bourse de Londres a réduit ses pertes mardi 6 décembre en fin de séance, tout en restant affectée par les craintes d'un nouveau relèvement imminent des taux d'intérêt britanniques. L'indice Footsie des 100 grandes valeurs a clôturé en baisse de 17,4 points, soit 0,6 %, à 3 016,1 points, après être tombé dans la matinée jusqu'à 2 922,4 points. La séance a été un peu plus active que la veille, avec 410,8 millions de titres échangés, contre 365,3 millions lundi.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Eddie George, a déclaré à la presse lundi à Frankfurt que l'actuel rythme de croissance de l'économie britannique ne pouvait se

poursuivre. Les opérateurs s'attendent donc qu'il insiste auprès du chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, lors de leur réunion mensuelle mercredi, sur une hausse du loyer de l'argent.

VALEURS	Cours du 6 déc.	Cours du 5 déc.
Allied Lyons	6,41	5,37
B&S	1,13	1,11
BTI	2,78	2,84
Canary	4,25	4,28
Gen	1,74	1,72
GUS	5,23	5,29
ICI	1,74	1,72
ICI	4,25	4,28
ICI	1,74	1,72
ICI	1,74	1,72
ICI	1,74	1,72

TOKYO, 7 décembre • Recul

La Bourse de Tokyo a clôturé en nette baisse mercredi 7 décembre au terme d'échanges extrêmement ternes, sous la pression de ventes d'arbitrage et de prises de bénéfices. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a perdu 168,24 points, soit 0,98 %, à 16 742,33 points. Le volume des transactions s'est sensiblement contracté, passant de 234 millions de titres échangés à 210 millions.

Ces ventes ont absorbé des achats de petits lots liés eux aussi à des arbitrages, alors que les investisseurs pré-

férent rester en coulisse en l'absence d'éléments nouveaux. Selon Hiroyuki Sumitani de Yamahachi Securities, le marché manque d'élan pour aller de l'avant.

VALEURS	Cours du 7 déc.	Cours du 6 déc.
Bridgestone	1 570	1 580
Casio	1 750	1 750
Fuji Bank	1 750	1 750
Honda Motor	1 750	1 750
Industrial Bank	1 750	1 750
Mitsubishi Heavy	1 750	1 750
Sony Corp.	1 750	1 750
Toyota Motor	1 750	1 750

CHANGES

Dollar : 5,3915

Le dollar se ressaisissait en milieu de journée à 5,3915 contre 5,385 à l'ouverture du marché des changes et à 5,3865 francs la veille. Le volume des transactions s'est sensiblement contracté, passant de 234 millions de titres échangés à 210 millions.

FRANCFORT 6 déc. 7 déc.
Dollar (en DM) 1,9880 1,9892
Tokyo 100,42 99,77
Dollar (en yen) 100,42 99,77

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (7 déc.) 3 1/4 % - 5 3/8 %
New-York (6 déc.) 4 3/4 %

BOURSES

PARIS

(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 1 973,65 1 968,95
(SBF, base 1000 : 31-12-90)
Indice SBF 120 1 347,59 1 343,61
Indice SBF 250 1 362,63 1 357,85

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industriel 3 745,98 3 745,95
Londres (indice Financial Times)

100 valeurs 3 016,1 3 016,1
30 valeurs 2 334,30 2 334,30

FRANCFORT

Dax 2 071,12 2 066,58
Tokyo

Nikkei Dow Jones 16 742,33 16 742,33
Indice général 1 535,49 1 535,49

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHRYSLER CORPORATION

Le Conseil d'Administration de la société CHRYSLER CORPORATION a, dans sa séance du 1er décembre 1994, décidé la mise en paiement d'un dividende de 40 cents par action ordinaire détenue, payable le 13 janvier 1995, aux actions inscrites à la date du 15 décembre 1994.

Le détachement du coupon en France aura lieu le 16 décembre 1994.

Les actions ordinaires sont négociées ex coupon à la Bourse de New York à compter du 9 décembre 1994.

gan

Rectificatif
FRANCE-GAN

La valeur liquidative nette de FRANCE-GAN était de 12 734,28 francs, au 23 novembre 1994, et non de 7 532,77 francs.

Espaceco

Annonceurs, optimisez vos achats d'espace :

- par le 36 17 Espaceco par l'audit « Pascal » par la formation à la loi Sapin

Tél. 48 75 44 78 Fax 48 75 48 55

Le Monde

GRAND JEU

« LA COURSE AUTOUR DU MONDE »

Gagnez
Un tour du monde

pour 2 personnes

Paris-Los Angeles-Papeete-Nouméa-Singapour-Paris

avec JET TOURS

Jouez sur :

3615 LEMONDE

et

36-68-70-20

... et des abonnements d'un an au journal Le Monde, des montres, des tee-shirts et des albums reliés du 50^e anniversaire du Monde.

سك ان الزهر

MARCHES FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 7 DÉCEMBRE

Liquidation : 23 décembre
Taux de report : 5.50

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0.70 % (1982.83)

[illegible]**Comptant** (sélection)[illegible]

100

[illegible]**Sicav** (sélection) **6 décembre**[illegible]

second marché (s)

[illegible]

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 06/12	Cours ach.
Ecu Unie (1 unit)	5,4130	5,3885	5
Ecu	5,5495	5,6590	30
Allemagne (100 dm)	363,3650	364,6200	30
Belgique (100 f)	366,1500	16,8985	1
Brève-Sca (100 f)	368,6200	368,6800	294
Italie (1000 lire)	3,3445	3,3285	3
Danemark (100 kr)	87,7700	87,7300	83
Grèce (1 rep.)	5,4485	5,3620	7
Che-Brasque (1 U.)	6,4485	6,4245	1
Irlande (100 dms)	2,2275	2,2270	1
Suisse (100 f)	408,9000	407,2000	381
Scandinav (100 kr)	72,2600	71,7300	70
Norvège (100 f)	78,8400	79,9100	78
Autriche (100 sch)	46,7750	46,7800	47
Espagne (100 pes)	4,0575	4,0560	3
Portugal (100 esc)	3,3550	3,3600	2
Canada (1 \$ can.)	3,9489	3,9203	3

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 06/12
Or fin (au gram.)	65560	65200
Or fin (au kilo)	65520	65200
Naphtène (20°)	376	377
Pièce F (100)	420	
Pièce Suisse (200)	370	381
Pièce Suisse (200 G)	370	389
Pièce Latine (20 G)	460	476
Pièce 20 dollars	2500	2400
Pièce 10 dollars	1330	1440
Pièce 5 dollars	610	
Pièce 20 pesetas	2405	2445
Pièce 10 florins	385	394

RÈGLEMENT

Lundi et mardi : % de variation 31/12/71
 coupé - Mercredi et jeudi : pain
 coupé - Vendredi : pain
 coupé - Samedi : pain

A BOURSE SUR MINTEL

36-15
PEZ LE MONDI
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
☎ 44-43-76-26

NSUEL (1)
ardi daté mercredi : montant d
t dernier coupon - Jeudi dat
credi : mutins de répartition

Motif (n° 16) : *« ... international de France »*

Matit (Marché à terme international de France) 6 décembre 1994						
NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 206 610				CAC 40 A TERME Volume : 22 060		
	Mars 95	Juin 95	Déc. 94	Cours	Janvier 95	Février 95
-	112,26	111,38	113,08	Dernier.....	1985,50	1990
-	112,56	111,66	113,38	Précédent...	1988,50	1998

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Mardi : % de variation 31/12 - Mardi date mercredi
mercredi date jeudi : paiement dernier coupon
empruntation - Vendredi date samedi : mutation

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLS

! offre réduite - † demande réduite - # contrat d'assurance

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 7 DÉCEMBRE

TF1
13.40 Série: Premiers baisers (et à 17.55).
14.10 Club Dorothée.
18.25 Série: Les Filles d'à côté.
18.55 Série: Beverly Hills.
19.45 Divertissement: Le Bébête Show (et à 20.25).
20.55 Journal et La Minute hippique.

BIJOUX D'AMOUR
BIJOUX ANCIENS
Bagues romantiques
GILLET
10, rue d'Anjou - PARIS 10
Tél.: 43.54.00.83 - M. CITÉ
Cité par le guide GAULT & MILLAU

20.20 Sport: Football. 6^e journée de la Ligue des champions: Paris-Saint-Germain contre Spartak de Moscou, en direct du Parc des Princes; à 21.15, Mi-temps et Météo; à 21.30, 2^e mi-temps; à 22.25, Extraits et buts des autres matches.
0.05 Magazine: Les Rendez-vous de l'antenne. Invité: Marc Vialon, président de la Société générale.
0.30 Journal et Météo.
0.40 Série: Passions.

FRANCE 2
13.50 Châli Maureau.
17.15 Série: La Princesse de Bagdad.
17.45 Série: La Fête à la maison.
18.10 Jeu: Qui le meilleur gagne (et à 4.15).
18.50 Magazine: Studio Gabriel (et à 19.25). Présenté par Michel Drucker.
19.20 Flash d'informations.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.50).
19.55 Journal.
20.55 > Téléfilm: Les Cahiers bleus. De Serge Leroy.
22.35 Magazine: Bas les masques. Présenté par Mireille Dumas. Ces femmes qui font un métier d'homme. Reportages: Yvette, entraîneuse de boxe, de Philippe Protreau et Carlos Caballero; Une femme à bord, d'Amélie Devetay et Jean-Pierre Devetay; L'hélicoptère du GIGN, de Philippe Protreau et Marc-Antoine Colonna.
23.50 Journal et Météo.

0.15 Magazine: Le Cercle de minuit. Présenté par Laure Adler.
FRANCE 3
13.30 Téléfilm: Delaney, quelques heures avant l'indulgence. De Joseph Hardy.
14.45 Le Magazine du Sénat.
14.55 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.
16.45 Les Minikéums.
17.40 Magazine: Une pêche d'enfer. Invité: Jean-Pierre Gaudin.
18.20 Jeu: Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Le Livre d'Or de l'Assemblée nationale.
18.55 La 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu: Fa si la chantage.
20.25 Tout le sport.
20.45 ITC.
20.50 > Magazine: La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada en direct. États d'urgence. Pauvres de nous.
22.25 Météo et Journal.
22.55 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL +
13.35 Décade pas Bunny.
14.30 Documentaire: La Victoire des fourmis.
15.05 Téléfilm: L'Enfer du ring. De Kees Roos.
16.40 Magazine: Le Journal du art.
16.45 Dessin animé: Les Simpson.
17.10 Football américain. Match de championnat de la NFL.
18.00 Canaille peluche. Les Razmoket.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 Ca cartoon.
18.40 Magazine: Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildes et Antoine de Caunes. Invité: Elsa Zylberstein.
19.20 Magazine: Zéronama. Présenté par Delany d'Ernesta, Eric Augier, Marianne Nizan, Albert Agoud, Christophe Berthoin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Magazine: Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi. Spécial Tim Burton.
21.00 Cinéma: Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes. Film français de Jean-Jacques Zillmann (1982).
22.25 Flash d'informations.

FRANCE 4
13.35 Décade pas Bunny.
14.30 Documentaire: La Victoire des fourmis.
15.05 Téléfilm: L'Enfer du ring. De Kees Roos.
16.40 Magazine: Le Journal du art.
16.45 Dessin animé: Les Simpson.
17.10 Football américain. Match de championnat de la NFL.
18.00 Canaille peluche. Les Razmoket.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 Ca cartoon.
18.40 Magazine: Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildes et Antoine de Caunes. Invité: Elsa Zylberstein.
19.20 Magazine: Zéronama. Présenté par Delany d'Ernesta, Eric Augier, Marianne Nizan, Albert Agoud, Christophe Berthoin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Magazine: Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi. Spécial Tim Burton.
21.00 Cinéma: Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes. Film français de Jean-Jacques Zillmann (1982).
22.25 Flash d'informations.

22.30 Cinéma: Maria et femmes. Film américain de Woody Allen (1982, v.o.).
0.15 Cinéma: Shadows. Film américain de John Cassavetes (1959, v.o.).

ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Série: Slapstick. Le Facteur Incandescent (rediff.).
17.30 Magazine: Transit. Présenté par Pierre Thiviolet. Soixante et six (rediff.).
18.35 Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Le pétrole (3^e partie): Irak et son pétrole (rediff.).
19.00 Magazine: Confetti. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach.
19.30 Magazine: Mégamix. Présenté par Martin Malesierren.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Musica: Un étranger à Broadway. De Jean-Christophe Victor. Les musiciens de Broadway.
21.40 Musique: September Songs. La musique de Kurt Weill. Film musical de Larry Weinstein (1984).
23.15 Cinéma: Le Sixième Commandement (Sodom et Gomorrah). Film autrichien de Michael Curtiz (1922, muet, 124 min.).

M6
13.25 M6 Kid. Kid découverte: Kidmote. New Kids on the Block/Conan l'aventurier: Moi, Renart: Barneyard Commando: Fabian.
15.55 Magazine: M6 6.
16.15 Variétés: Hit Machine.
16.50 Magazine: M6 6 (et à 0.45, 4.45).
17.25 Série: Bookers.
17.55 Série: Bookers.
19.00 Série: Code Quantum.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série: Notre belle famille.
20.35 Magazine: Exposé 6.
20.45 Cinéma: Un bus en otage. De Vern Gillum.
22.25 Téléfilm: Suspect public n° 1. De Noé (1982).
0.05 Série: Partisans.

FRANCE-CULTURE

20.00 Le Rythme et le Raison. Les griots (3).
20.30 Antipodes. L'Égypte.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Les Nuits magnétiques. L'Ukraine à vue.
0.05 Du jour au lendemain. Henri Raczymov (la Mort du grand écrivain).
0.50 Coda. Le tour du monde en 50 Ours: L'Europe (3).

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (donné le 17 juillet 1993 lors du Festival de Torroella de Montgrí): Variations sur un thème original op. 34, Sonate pour piano n° 30 en fa mineur op. 109, de Beethoven; Préludes n° 1, 9 et 7, Cançons i danses n° 8, de Mompou; Préludes pour piano, livre 2, L'île joyeuse, de Debussy; Fantaisie andalouse, de de Falla, par Joaquin Achucarro, piano.
22.35 Soliste. José Van Dam.
23.00 Ainsi la nuit. Océor pour vents et orchestre majeur op. 102, de Beethoven.
0.05 Jazz vivant. Par André Francis.

Les interventions à la radio
RTL, 18 h 20: « Quel avenir pour l'Europe? », avec Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale (« Question d'actualité »).
Radio-Shalom, 9.48, 18 h 30: Dominique Baudis, député-maire de Toulouse (« Le grand débat »).
France-Inter, 19 h 20: « Présentielle: les choix du Front national », avec Jean-Marie Le Pen (« Objections »).

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
LEGRAND Tailleur
Hommes et Dames
27 rue du 4 Septembre, Paris 2e
Tél.: 47.42.70.61 - M^o OPERA

IMAGES

Panne

On attendait avec impatience, sur France 2, le « Spécial philosophie » programmé par le « Cercle de minuit ». Des certitudes spirituelles du dala-lama aux doutes existentiels de Frère Delors, l'actualité fourmillait en effet de sujets de dissertation. On espérait surtout, avouons-le, que les éminents penseurs réunis par Laure Adler allaient s'emparer de dernier exploit du maître de Courbevoie, signalé par France 3, pour illustrer l'évolution psychopathologique de certains comportements contemporains.

La solution imaginée par ce notable pour favoriser l'intégration des populations d'origine étrangère méritait bien de passer à la postérité: il n'y a pas d'endroit plus reposant qu'un cimetière pour reloger un groupe minoritaire dont les mœurs semblent susceptibles de perturber le voisinage. Sur-tout quand il s'agit d'une minorité africaine connue pour sa façon de vivre « très spéciale » puisqu'elle consiste, comme l'explique cet édile, à « se grouper entre huit et quinze pour faire la cuisine », ce qui, on en conviendra, défie l'antenne... On se délectait à l'avance des échanges qu'une telle manifestation de l'art de l'exclusion poussé jusqu'à cette métaphore du cimetière ne pouvait manquer de susciter de la part d'un aréopage de philosophes.

On se délectait à tort, car on a attendu en vain. Pour cause de travaux nocturnes du côté de l'émetteur de la tour Eiffel, si l'on en croit l'aimable information qui nous fut donnée sur le coup de minuit et quart, les télépectateurs de la région parisienne

n'eurent droit, en guise de « Cercle de minuit », qu'à un écran vide, muet, scintillant de flocons de « neige ». Comme aux plus belles nuits des temps héroïques de la télévision à chaîne unique, où la moindre saute de vent provoquait une panne, mais où la moindre absence d'images engendrait un insupportable calvaire.

La contemplation de ce néant cathodique n'était pas sans intérêt dialectique. Peut-être même cette neige artificielle et silencieuse était-elle la seule bonne réponse philosophique aux questions soulevées par l'actualité. Mais la télécommande est l'ennemie de la contemplation. On se retrouva machinalement sur TF1, au moment où une candidate s'évertuait désespérément à faire dire quelques vérités au plus expert des faussaires. Plus elle mettait du cœur à souligner son cynisme, plus M^o Jacques Vergès s'en amusait en tirant sur son cigare. Le célèbre avocat avait déjà réglé ses comptes politiques. Le philosophe à sa très personnelle manière en tutoyant à la fois Dieu et le Diable. On ne fut pas surpris de l'entendre avouer son faible pour le Diable, « le plus beau des anges », selon lui.

Voilà comment il arrive qu'on finisse ses nuits sans Canal Plus à l'heure où les débats se métamorphosent en débats dont les figures filmées ne doivent plus rien à la rhétorique. Que M^o Ariette Laguerre, qui succède à M^o Jacques Vergès sur le plateau de TF1, veuille bien nous pardonner cet écart de conduite momentané tout à fait indépendant de notre volonté.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: > Signalé dans « Le Monde radio-télévision »; < Film à éviter; < On peut voir; < Ne pas manquer; < < Chef-d'œuvre ou classique.

JEUDI 8 DÉCEMBRE

TF1
6.00 Série: Intrigues.
6.30 Club mini Zig-Zag. Sophie et Virginia.
6.58 Météo (et à 7.10, 8.28).
7.00 Journal.
7.15 Club Dorothée avant l'école. Les Blousons; Le Retour du roi Léo; Bêta Mico; Clip.
8.30 Télé-shopping.
9.05 Série: Riviera.
10.15 Série: Le Destin du docteur Calvet.
10.45 Série: Tribunal.
11.20 Jeu: La Roue de la fortune.
11.50 Jeu: Une famille en or.
12.20 Jeu: Le Juste Prix.
12.50 Magazine: A vrai dire.
13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
13.35 Feuilleton: Les Fous de l'amour.
14.30 Série: Côte Ouest.
14.35 Série: La Miel et les Abeilles.
14.40 Club Dorothée.
14.45 Club Dorothée. Charles s'en charge: Les Infos de Cyril Drevet; Clip; Jeux.
17.55 Série: Premiers baisers.
18.25 Série: Les Filles d'à côté.
18.55 Série: Beverly Hills.
19.45 Divertissement: Le Bébête Show (et à 20.25).
20.00 Journal, Météo et La Minute hippique et Météo.
20.50 Série: Columbo.
Tout finit par se savoir: Daryl Duke, avec Peter Falk, Ian Buchanan.
22.30 Magazine: Scènes de ménage. Présenté par Caroline Loeb et Laurent Petitguillaume. Les femmes sont jalouses comme des poux.
23.40 Série: Chapeau malon et bottes de cuir.
0.40 Journal et Météo.
0.50 Feuilleton: Les Aventures du jeune Patrick Pécadet (4^e épisode).
1.40 TF1 nuit (et à 2.45, 3.20, 4.00, 4.30).
1.50 Documentaire: L'Équipe Cousteau en Amazonie.
Un avant pour l'Amazonie.
2.55 Documentaire: L'Aventure des plantes. Les conditions extrêmement extrêmes.
3.30 Série: Côté cœur.
4.10 Série: Passions.
4.40 Musique.
5.05 Documentaire: Histoires naturelles. Les marins de Saint-Pierre.

FRANCE 2
5.55 Dessin animé.
6.05 Feuilleton: Les Craquantes.
6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.35 Feuilleton: Amoureux comme vous.

9.00 Feuilleton: Amour, gloire et beauté.
9.25 Magazine: Match bonheur. Invité: Jean-François Deniau. Thème: acheter aux enchères. Flash d'informations.
11.10 Jeu: Mots.
11.15 Jeu: Pyramide.
12.20 Jeu: Combien tu paries? 7.
12.50 Météo (et à 13.25).
12.55 Loto, Journal et Bourse.
13.45 ITC.
13.50 Série: Un cas pour deux.
14.50 Série: Dans la chaleur de la nuit.
15.45 Tiercé, en direct de Vincennes.
15.55 Variétés: La Chanson aux chansons (et à 5.10). Émission présentée par Pascal Sevran. Les rois du bal. Avec Guy Marchal, Marie Lazaro, Claude Nouze.
16.40 Jeu: Des chiffres et des lettres.
17.15 Série: Le Prince de Bagdad.
17.45 Série: La Fête à la maison.
18.10 Jeu: Qui le meilleur gagne (et à 4.15).
18.50 Magazine: Studio Gabriel (et à 19.25). Présenté par Michel Drucker. Invités: Vanessa Demouy, Marie Sara, Henri Lacombe.
19.20 Flash d'informations.
19.55 Journal, Météo et Point route.
20.55 > Magazine: Envoyé spécial. Les enfants des mille collines, d'Anne Ginzburger et Jean-Marie Lequerrier. Les enfants neurs, d'Edward Stourton et John Konig.
22.30 Expression directe. UOF.
22.35 Cinéma: Chocolat. Film français de Claude Lelouch (1987). Avec Isabelle Huppert, Giulia Boschi, François Cluzet.
0.15 Journal, Météo et Journal des courses.
0.45 Magazine: Le Cercle de minuit. Présenté par Laure Adler. Invité: Pierre-Gilles de Gennes, physicien; Dominique Simonet, journaliste; Étienne Guyon, Du sac de billes au tas de sable; Noëlle Lenoir, présidente du comité de bioéthique; Emmanuelle Labourt, le Cri de la mouette; Anne Brochet, comédienne; Bernard Stora, réalisateur; et propos de son film Consentement mutuel. Musique: extrait du spectacle « Tour du monde en quatre-vingt langues ».
2.05 Magazine: Studio Gabriel (2^e partie, rediff.).
2.35 Magazine: Bas les masques (rediff.).
3.45 Dessin animé (et à 5.00).
3.55 24 heures d'info.
4.55 Court métrage: Dédé mineur.

FRANCE 3
6.00 Euronews.
7.00 Premier service.

7.15 Bonjour Babar. Rupert: Qui-qui; Mon âne; Mine de rien; Les Histoires du père Castor; Les Aventures de Tintin: les bijoux de la Castorine (7^e épisode).
8.25 Continentales.
Euro hebdo: l'actualité en Espagne et en Italie; à 8.30, Informa Semanal (v.o.); à 8.45, South American Program: la vie quotidienne au Mexique; à 8.55, Proje public, l'actualité portugaise; à 9.00, l'Europe la nuit; à 9.25, Eurocliques.
9.35 Magazine: Génération 3. Les Crocs: A 10.10, Semaine thématique: L'expédition Erebus 3. Le feu. Invité: Jean-Louis Edouard.
11.10 Magazine: Emplois du temps.
11.45 La Cuisine des mousquetaires.
12.00 Flash d'informations.
12.55 Télévision régionale.
12.45 Cinéma: Vincent et l'heure. Invité: Pierre Bachelot.
14.40 Série: La croisière s'arrête.
15.35 Série: Les Guignols.
16.30 Les Minikéums.
16.40 Les Aventures de Tintin: l'étoile mystérieuse (1^{er} épisode); Peter Pan; il était une fois l'homme; La 19-20 de l'information.
17.40 Magazine: Une pêche d'enfer. Invité: Eve Ruggieri; Alain Dauv.
18.20 > Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. L'Héritage de la cuisine chinoise, d'Elizabeth Chong.
18.58 La 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu: Fa si la chantage.
20.25 Tout le sport.
20.45 Kano.
20.50 Cinéma: Fenêtre sur Pacifique. Film américain de John Schlesinger (1990). Avec Matthew Modine, Melanie Griffith, Michael Keaton.
22.35 Météo et Journal.
23.05 Documentaire: Les Dossiers de l'histoire. URSS. 3. 1953-1991: illusion, déclin et chute, de Krzysztof Zanussi.
De l'arrivée au pouvoir de Khroutchev à la fin du Parti communiste soviétique.
0.05 Magazine: L'Heure du golf. Continues.
0.35 L'Européen: l'info en v.o.
1.10 Musique: Cadrans lunaires. Sonate pour violoncelle et piano, de Debussy, par Anne Gastinel, violoncelle, Pascal Godard, piano (15 min.).

CANAL +
En clair jusqu'à 7.30
6.59 Pin-up (et à 12.25, 0.54).
7.00 CBS Evening News. Journal américain présenté par Dan Rather et Cornelia Chung.

7.23 Le Journal de l'emploi.
7.25 Ca cartoon.
7.30 Canaille peluche. Les cow-boys de Moo Mesa.
7.55 Série: Absolument fabuleux.
8.25 Journal du cinéma du mercredi (rediff.).
8.55 Cinéma: East of Eden. Film américain de Elia Kazan (1955). Avec James Dean, John Hopper, John Hopper, John Hopper.
10.24 Flash d'informations.
10.25 Magazine: Le Journal du art (rediff.).
10.30 Surprises (et à 15.45).
10.40 Documentaire: Cuba, histoire d'un mythe. De Marie-Monique Robin.

En clair jusqu'à 13.35
12.30 Magazine: La Grande Famille. Présenté par Michel Field. De l'âme qui mène les hommes d'âge mûr; les hommes mannequins.
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Cinéma: Maria et femmes. Film américain de Woody Allen (1982). Avec Woody Allen, Mia Farrow, Judy Davis. Deuxes des rapports amoureux.
15.20 Magazine: L'Œil du cyclone (rediff.).
16.00 Cinéma: Red Rock West. Film américain de John Dahl (1992). Avec Nicolas Cage, Dennis Hopper, Lars Fyren Boye. Nicolas Cage en malchanceux à l'école.
17.35 Documentaire: Animaux de toutes les Russies. La préséque du Kamchatka, de Gérard Calderon et Jean-Claude Cottol.
18.05 Canaille peluche. Les Razmoket.

En clair jusqu'à 20.30
18.30 Ca cartoon.
18.40 Magazine: Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildes et Antoine de Caunes. Invité: Peter Sarsgaard.
19.20 Magazine: Zéronama. Présenté par Delany d'Ernesta, Eric Augier, Marianne Nizan, Albert Agoud, Christophe Berthoin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Magazine: Les Guignols.
20.15 FC St-Nantes. Match retour du 3^e tour de la Coupe de l'UEFA, en direct; à 20.30, coup d'envoi.
22.30 Flash d'informations.
22.35 Série: Le Juge de la nuit.
23.20 Cinéma: Jeux d'adultes. Film américain d'Alan J. Pakula (1992). Avec Kevin Kline, Mary McCormack, Kevin Spacey (v.o.).
0.55 Cinéma: Téhéran-Téhéran. Film américain de Gene Saks (1980). Avec Marcello Mastroianni, Julie Andrews, Jean-Pierre Castaldi.
Océanographie: adaptation de la pièce de François Billaudoux.

23.00 Documentaire: Les Grands Crimes du 20^e siècle. L'arrestation de Boston (26 min.).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Cinéma: Voyages avec ma tante. Film américain de George Cukor (1972, rediff.).
18.45 Série: One-Reelers, comédies burlesques (rediff.).
19.00 Magazine: Confetti.
19.30 Documentaire: Missionnaires de l'humanité. De réalisateurs Werner Zeidler accompagné un jeune délégué du Comité international de la Croix-Rouge lors de sa première mission au Cambodge.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique: La Peur. Soirée proposée par Hannelore Sadach.
20.41 Documentaire: Le Paradis perdu ou la peur du monde. D'ingolf Eiler. Du point de vue à la peur du fondamentalisme.
21.15 Dillet (et à 23.50). Avec Horst-Eberhard Richter, psychanalyste, Edgar Morin, sociologue.
21.30 Cinéma: Tous les autres s'appellent Ali. Film allemand de Rainer Werner Fassbinder (1972). Avec Brigitte Mira, El Hadj Ben Salem, Barbara Valentin (v.o.).
23.00 Documentaire: Mort de peur. De Hans-Joachim Wenzsch. Quand la peur devient-elle une maladie?
0.05 Interview: Alfred Hitchcock. Dans la dernière interview qu'il a donnée avant sa mort, le maître du suspense parle de ses peurs d'enfant.
0.15 Documentaire: Los Angeles, réservoir de la peur. Tremblements de terre, raz de marée, incendies, criminalité.

M6

6.55 Martin express (et à 7.10, 8.05).
7.00 Informations: M6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.50, 11.40).
7.05 Contact 6 Manager.
9.05 M6 boutique. Télé-achat.
9.30 Infocommunication.
9.35 Musique: Boulevard des clips (et à 10.05, 11.00, 15.00, 1.20, 8.00).
11.35 Magazine: Exposé 6.
11.50 Série: Papa Schultz.
12.20 Série: La Petite Maison dans la prairie.
13.20 Téléfilm: Un sacré bout de femme. De Noël Black, avec Pamy Duts, Joe Soleng.
16.00 Magazine: Allô Calet.
16.25 Variétés: Hit Machine.
16.55 M6 Kid.
Conan l'aventurier; 20 000 lieues dans l'espace.
17.55 Série: Bookers.
19.00 Série: Code Quantum.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série: Notre belle famille.
20.35 Magazine: Passé simple. Présenté par Marielle Fournier.
20.50 Cinéma: La Soupe aux choux. Film français de Jean Girault (1981). Avec Louis de Funès, Jean Carmet, Jacques Villeret.
22.40 Téléfilm: L'Emmuré vivant. De Gérard Kikoïne, avec Robert Vaughn, Donald Pleasence. Une jeune femme, professeur débutant, est envoyée dans un lycée expérimental pour sciences délinquantes.
0.15 Six minutes première heure.
0.25 Magazine: Fréquentstar (et à 3.20).
2.00 Rediffusions. Rock express; Espagne ardente et mythique; Cœur de spède; Culture pub; E & M 6.

FRANCE-CULTURE

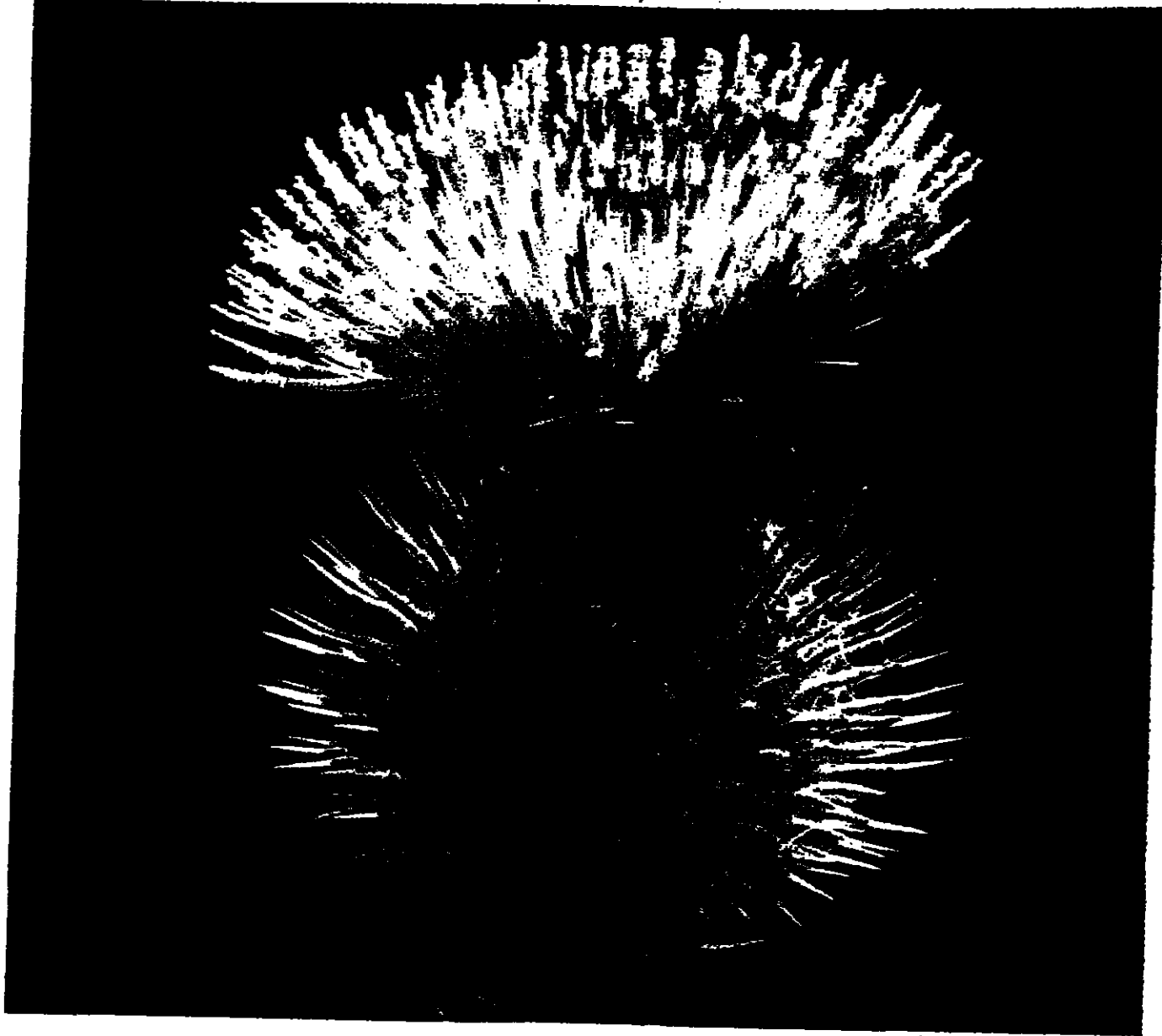
20.00 Le Rythme et le Raison. Les griots (4).
20.30 Film: Jouve-Périer: itinéraire sentimental.
21.32 Profils perdus. Armand Guibaut (2).
22.40 Les Nuits magnétiques. L'appel du Beuve Séndel.
0.05 Du jour au lendemain. René de Ceccaty (Violante Leduc, d'âge de la bêtise).
0.50 Coda. Le tour du monde en 50 Ours: L'Europe (4).

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées): Genoveva: ouverture, Concerto pour piano et orchestre en la mineur op. 54, de Schumann; Symphonie n° 1 en ré mineur, de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. Leonard Slatkin.
22.35 Soliste. José Van Dam.
23.00 Ainsi la nuit. Sospir, d'Elgar; Nocturne en la mineur, de Frédéric Chopin; Nocturne n° 10 en la mineur op. 32, de Chopin.
0.05 Tapage nocturne. Par Bruno Latorr. Œuvres de May, Vermeer.

Les interventions à la radio
France-Inter, 7 h 40: Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, président par intérim du RPR (« Spécial petit déjeuner d'Inter »).
RMC, 18 h 30: Robert Hue (« Forum RMC-L'Express »).
OTM, 19 heures: Dominique Baudis, président exécutif du CDS, et l'historien Pierre Miquel pour son livre Le Pouvoir et l'Artiste, paru chez Belfond, « Le Grand O » (« OTM-la Croix »).

مكتبة المثلث



GLEN TURNER

PUR MALT D'ECOSSE



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

صحتنا من الأهل

Le Monde

ARTS & SPECTACLES

Des milliers de disques ont été publiés, cette année encore, par les éditeurs. Parmi ceux-là, des centaines de compilations et de rééditions d'enregistrements archi-connus changeant simplement de présentation. Parmi ceux-là aussi, des centaines d'albums et de coffrets méritent d'entrer dans toutes les discothèques. Les disques retenus dans ce numéro spécial l'ont été de façon arbitraire, mais avec la ferme conviction qu'ils étaient les meilleurs.



Thomas Hampson

George Antheil
Première, deuxième et troisième Sonates pour violon et piano.
Vera Betts (violin), Reinbert de Leeuw (piano).
Clou de ce disque, la Deuxième sonate est un objet d'avant-garde qui répond aux modes picturaux du collage et de la citation : fragments cubistes, monochromes, sans début ni fin, de boogie-woogie ou de tango avec, pour finir, un énorme cluster tenu plusieurs secondes par la pédale et percussions à la main sur le bois du piano. L'exécution des Hollandais est hallucinante et déshumanisée à souhait. - A. Ry.
1 CD Anville-Montaigne MO 782 922.

Blur
Park Life
Arrogance, souci du style autant que des mélodies au charme insulaire, références dévotement aux anciens (Kinks, Who, Small Faces) comme aux grands frères de la new wave (Jam, Clash), Blur a porté très haut les couleurs de l'anglocentrisme triomphant. - S. D.
1 CD Food/EMI 72438 291942-2.

Jeff Buckley
Grace
Prince héritier - il est le fils de Tim Buckley - à la sensibilité exacerbée, il a donné un souffle unique, violent et intime à son premier album. Espérons que le prix de ces émotions fortes ne soit pas trop lourd pour ce jeune homme fragile. - S. D.
1 CD Columbia 475 928-2.



Portishead

Jean-Roger Caussimon
Le Double Vie - Mémoires
Jean-Roger Caussimon nous a quittés en 1985. Il avait commencé à enregistrer des disques vers 1970, sur l'insistance de Pierre Barouh. Il en a produit six. Il écrivait beaucoup, des poèmes, des histoires, des mémoires. Il fréquentait les cabarets depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et s'était lié d'amitié avec Catherine Sauvage, René-Louis Lafforgue, Léo Ferré (ah ! le Temps du tango, Monsieur William). « C'est d'abord un marin

DISQUES
• Classique..... II
• Jazz..... IV
• Chanson et musique pour enfants..... V
• Rock..... VI
• Musiques du monde..... VII

CINÉMA
• Tous les films de la semaine..... IX

SÉLECTION
• Musique, théâtre, danse et arts..... X

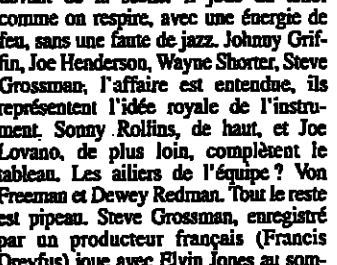
profilé sur des lames. Il écrit un ruisseau qu'écrivait La Fontaine... », écrit Claude Nougaro. Les vingt-sept titres rassemblés dans le disque qui accompagne le livre de Mémoires, sont des inédits précieux ou des introuvables, enregistrés entre 1946 et 1981, par l'auteur, mais aussi par ses amis Sauvage (Deux heures à tuer), Gainsbourg (Monsieur William), Ferré (Ne chantez pas la mort), Clay (Le Fils du comique). - V. Mo.
Un livre, Editions Le Castor Astral, 202 pages, accompagné d'un CD SWCD02.
L'intégrale 1970-1980. 4 CD Saravah/Media 7 SHL 9001.



Ismaël Lo

Lucio Dalla
Henna
On l'amour au creux de l'ordinateur. Henna bruisse des démons anciens et des menaces télévisuelles. Comp. juste avant l'avènement de Berlusconi, cet album, l'un des meilleurs de la star italienne, est prémonitoire. Lucio Dalla, l'enfant terrible de Bologne, multiplie les métaphores, sur l'Europe totalitaire, l'érotisme téléphonique. L'auteur de Caruso a gardé sa voix d'Italie écorchée et son sens mélodique (Cherna, hommage à Mastroianni). Batterie électronique, synthésiseurs-échantillonneurs caustiques, ces chansons débordantes. Sans renoncer aux larmes, aux violons et à l'amour du jazz qui ont influencé le rock et la variété italiennes. - V. Mo.
1 CD Pressing 743 211 8293-2. Distribué par BMG.

Steve Grossman
Time to Smile
Steve Grossman est revenu occuper le devant de la scène. Il joue du ténor comme on respire, avec une énergie de feu, sans une fausse note. Johnny Griffin, Joe Henderson, Wayne Shorter, Steve Grossman, l'affaire est entendue, ils représentent l'idée royale de l'instrument. Sonny Rollins, de haut, et Joe Lovano, de plus loin, complètent le tableau. Les ailiers de l'équipe ? Von Freeman et Dewey Redman. Tout le reste est pipeau. Steve Grossman, enregistré par un producteur français (Francis Dreyfus) joue avec Elvin Jones au sommet de sa fougue. Tom Harrell, le trompettiste du rêve, Willy Pickens (piano) et Cecil McBee (basse), l'un des préférés. Autrement dit, si le dénichement de cadeaux est à la recherche d'un objet récent, authentique comme un caillou, swingant comme l'image même du jazz, pas une seconde d'hésitation : Time to Smile. Mais, dites-moi, amigo, ce premier thème intitulé 415 Central Park West, n'était-ce point l'adresse d'un fameux compositeur disparu ? Il y a eu avec qui Steve Grossman, avant son éclipse, avait joué ? - Si fait, c'est bien cela. - F. M.
1 CD FDM 36568-2.



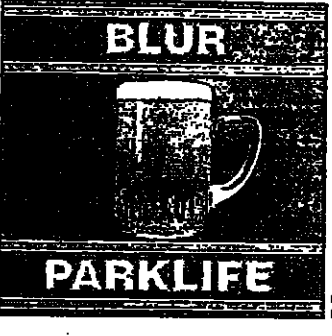
Portishead
Dumpty
Ils viennent de l'ouest de l'Angleterre, d'un pays qui fut le cadre des amours de la Maitresse du lieutenant français. C'est peut-être là qu'il faut chercher la source de l'immense mélancolie de Portishead, ce groupe qui, dès son premier album, engloutit tout le vocabulaire de la musique moderne - celle qui se danse - pour le mettre au service d'un rêve poétique. - T. S.
1 CD Go ! Beat/Bacley 828 553-2.



Yves Robert

Récital romantique du baryton Thomas Hampson
Grég Lieders : A la belle aimée lointaine

de Beethoven - Schumann : les Amours du poète
Geoffrey Parsons (piano).
Thomas Hampson est ici au sommet de sa frémissante sensibilité, de sa diction grave et pourtant aérienne. Il chante les Amours du poète comme on ne les a jamais entendus : allusifs, verbeux, épiques dans leurs perpétuels nou-dits, leur aspect à côté du drame. - A. Ry.
1 CD EMI Classics 5 55147-2.



Blur : la pochette de Park Life

Ismaël Lo
Iso
Tout en grâce, Iso est un premier pas vers la maturité. Le plus folk des chanteurs sénégalais s'est promené avec une guitare et un harmonica pour bagage. Doté d'un sens profond de la mélodie et d'un héritage rythmique évident, il met en

Jeanne Lee/Ran Blake
The Newest Sound Around
Dans les profondeurs de l'émotion, l'union du pianiste Ran Blake et de la chanteuse Jeanne Lee pose les standards comme une prière dans un climat d'entre deux rêves.
Cet art de la grâce en arrêt, enregistré en 1962 et longtemps introuvable, vaut la quasi-totalité des rééditions de l'année. - S. Si.
1 CD RCA-Jazz 7432122122. Distribué par BMG.

Lyle Lovett
Everybody Loves Me
Ces deux albums qui hantent les derniers films de Robert Altman, cette vedette des tabloïds qui a marié la plus belle fille du monde est en fait un auteur au sommet de son pouvoir d'évocation. Humour, cruauté (qui fait passer un frisson dans le dos), compassion (qui fait monter les larmes aux yeux), les petites chansons de Lyle Lovett changent la vie. - T. S.
1 CD Curb/Sony Music 21-477647-10.

Bruno Maderna
Les trois concertos pour hautbois et orchestre
Heinz Holliger (hautbois), Orchestre de la Radio de Cologne, Gary Bertini (direction).
Ces trois concertos s'étagent à peu près sur les dix dernières années de la vie de



Gil Shaham interprète les concertos pour violon et orchestre de Korngold et Barber.

Maderna. Que de vivacité et d'esprit dans la musique de ce compositeur qui aurait aujourd'hui soixante-quatorze ans, s'il s'était un peu économisé ! Que d'intelligence dans le jeu de Holliger, hautboïste et compositeur suisse ! - A. Ry.
1 CD Philips 442 075-2.

MC Solaar
Prose Combat
Après avoir imposé une autre idée du rap, fidèle à ses racines américaines et pourtant tout à fait chez nous, MC Solaar transforme l'essai avec ce deuxième album, ambitieux promenade planétaire qui pose en tous lieux un regard nonchalant et acéré sur une base musicale d'une qualité rare. - T. S.
1 CD PolyGram 521 289-2.

Nusrat Fatch Ali Khan
The Last Prophet
Le grand chanteur de qawwali pakistanaï, le chant mystique soufi du sous-continent indien, signe son sixième album pour le label de Peter Gabriel. The Last Prophet brode les louanges des saints soufis, s'adresse à Dieu comme à sa bien-aimée. La musique éclate vers la transe, évolutive et poignante. Neuf chanteurs-choristes, deux joueurs d'harmonium mènent l'auditeur à l'extase. La technologie des studios de Bath a, cette fois, respecté les chemins du naturel et de l'orthodoxie. - V. Mo.
1 CD Realworld CDRW 44. Distribué par Virgin.

MC Solaar
Prose Combat
Après avoir imposé une autre idée du rap, fidèle à ses racines américaines et pourtant tout à fait chez nous, MC Solaar transforme l'essai avec ce deuxième album, ambitieux promenade planétaire qui pose en tous lieux un regard nonchalant et acéré sur une base musicale d'une qualité rare. - T. S.
1 CD PolyGram 521 289-2.

Nusrat Fatch Ali Khan
The Last Prophet
Le grand chanteur de qawwali pakistanaï, le chant mystique soufi du sous-continent indien, signe son sixième album pour le label de Peter Gabriel. The Last Prophet brode les louanges des saints soufis, s'adresse à Dieu comme à sa bien-aimée. La musique éclate vers la transe, évolutive et poignante. Neuf chanteurs-choristes, deux joueurs d'harmonium mènent l'auditeur à l'extase. La technologie des studios de Bath a, cette fois, respecté les chemins du naturel et de l'orthodoxie. - V. Mo.
1 CD Realworld CDRW 44. Distribué par Virgin.



Nusrat Fatch Ali Khan

Portishead
Dumpty
Ils viennent de l'ouest de l'Angleterre, d'un pays qui fut le cadre des amours de la Maitresse du lieutenant français. C'est peut-être là qu'il faut chercher la source de l'immense mélancolie de Portishead, ce groupe qui, dès son premier album, engloutit tout le vocabulaire de la musique moderne - celle qui se danse - pour le mettre au service d'un rêve poétique. - T. S.
1 CD Go ! Beat/Bacley 828 553-2.

Yves Robert
Tout de suite...
Yves Robert, tromboniste, et ses musiciens (Deschepper, Tchamitchian, Spiridi ou Desandre) se sortent des situations impossibles qu'ils se sont enchantés à



Steve Grossman

créer en douze compositions ou reprises fantasques et mouvementées, avec une idée par note et cette mise en pièces du sérieux qui montre l'intelligence. Le titre colle à l'urgence du propos. - S. Si.
1 CD Deux Z 2284113. Distribué par Harmonia Mundi.

Henri Salvador
Monsieur Henri
Tout : les quatre premières mesures du disque. Elles pérennent en son, en dynamique, toutes les orchestrations précédentes. Vérification : qui tient le pupitre du requin de luxe en jazz, rock ou musique expérimentale ? L'affaire est entendue. Un œil sur les auteurs (Jean-Claude Vannier, etc.). Bref, avec une jeunesse insolente, sans pacte

Caetano Veloso
Fine Estampa
Le Brésilien Caetano Veloso a des ailes. Après un retour aux fondements du tropicalisme, il survole son enfance sud-américaine, en prenant le continent par son côté hispanique. Petit, sa mère lui chantait la Golondrina, une vieille chanson mexicaine de 1880, qui servait de générique à la radio locale de Santo-Amaro, sa ville natale du Reconavo Bahiano. Du baroque pur, du travail de couineur sur des thèmes cubains (Rumba Azul, 1942), péruviens (Fine Estampa, 1956), porto-ricains (Capulito de Aleli) ou argentins (Vuelvo al Sur, de Piazzolla et Solanas). La voix est souveraine, les orchestrations ciselées comme la façade de l'église de Sao-Francisco de Salvador-de-Bahia. - V. Mo.
1 CD PolyGram 314 522 745-2. Distribué par Dam.



L'AMERICA
LE NOUVEAU FILM DE GIANNI AMELIO

DISQUES

MUSIQUE CLASSIQUE

Albeniz

Iberia
Jean-François Heisser (piano).
Heisser met en valeur l'ombre de cette musique plus que sa face ensoleillée si bien chantée par Alicia de Larrocha dans son premier enregistrement (EMI) et que sa rythmique crépitante ainsi qu'Ortiz l'a fait (Audiocassette). Sa mélancolie est étonnante, moins immédiatement convaincante. Cette interprétation admissible se mérite. — A. Lo.
1 CD Erato 45 09-94 807-2.

J. S. Bach

Cantates BWV 180, 49 et 115
Barbara Schick (soprano), Andreas Scholl (alto), Christoph Prégardien (ténor), Gotthold Schwarz (basse), Concerto vocale de Leipzig, Ensemble baroque de Linz, Christophe Coin (violoncelle piccolo et direction).
D'excellents solistes (dont la voix de rêve d'Andreas Scholl), une manière sensible et pleine d'envisager la pièce sonore font de ce disque l'une des plus grandes réussites récentes dans le domaine des cantates de Bach. — R. Ma.
1 CD Astrée-Audiocassette 8530.

J. S. Bach

Concertos pour clavier BWV 1052 et 1054 - Triple Concerto pour flûte, violon, clavier et cordes BWV 1044
Pierre Hantaï (clavier) et le Concert français.
Pierre Hantaï est l'un des plus intéressants clavicembalistes du moment. Après Leonhardt, Koopman, et quelques mois après Skip Sempé, il propose la version la plus convaincante des concertos pour clavier de Bach. Le quintette à cordes qui l'entoure est précis et le jeu de Hantaï jubilatoire. — R. Ma.
1 CD Astrée-Audiocassette 8523.

J. S. Bach

L'Œuvre pour orgue et orchestre
André Isoir (orgue), le Parlement de Musique, Martin Gester (direction).
Ces concertos pour orgue et orchestre n'existent pas. Il fallait donc les inventer, en collectant, transposant les sinfonias des cantates avec orgue « obligé ». Isoir, le plus inventif de nos organistes, et le Parlement de Musique sont enthousiasmants. — R. Ma.
1 CD Calypso CAL 9720.
Distribué par Harmonia Mundi.

Bach

Passion selon saint Jean
Barbara Schick (soprano), Kai Wessel (alto), Guy De Mey (Evangeliste), Gard Tuck (ténor), Peter Kooy (basse), Klaus Mertens (Pilate et Pierre), Chœur de la Société Bach des Pays-Bas, Orchestre baroque d'Amsterdam, Ton Koopman (direction).
Koopman dirige ses chanteurs de façon qu'il ne s'en tiennent pas à ces numéros de beau chant qui faisaient tout le prix et montraient les limites des disques de Karl Richter. Ils traduisent ici une passion plus humaine et moins intimidante que dans la *Solenne Mendelssohn*. Les petits problèmes vocaux de Barbara Schick ne la rendent que plus émouvante encore. — A. Lo.
Un coffret de 2 CD Erato 4509-97121-2.

Bartok

Concerto pour violon et orchestre n° 2
Ritaspasides n° 1 et 2 pour violon et orchestre.
Kyung Wha Chung (violin), Orchestre symphonique de la ville de Birmingham, Simon Rattle (direction).
En état de grâce, Kyung Wha Chung se fonde dans l'orchestre de Rattle avec lequel elle tisse un dialogue dont la subtilité laisse perplexe. Il est rare que ce concerto de Bartok soit joué avec un tel esprit chamberlain. — A. Lo.
1 CD EMI « Classics » CDC 7 54211-2.



Daniel Barenboim

Bartok

Concerto pour orchestre - Musique pour cordes, percussion et célesta
Orchestre symphonique de Chicago, Fritz Reiner (direction).
Enregistré au milieu des années 50, cette réédition d'un enregistrement qui n'avait jamais été distribué de façon régulière au temps du microsillon est une leçon pour les chefs d'orchestre et pour les premiers de son de notre temps. Le prototype de ce qui devait être le disque. — A. Lo.
1 CD RCA Victor « Living Stereo » 61 504-2.

Rééditer d'anciens enregistrements, réinterpréter le répertoire à la lueur des découvertes musicologiques les plus récentes semblent être les deux pôles les plus significatifs vers lesquels les maisons de disques s'orientent. Quelques francs-tireurs défrichent les répertoires méconnus du Moyen Âge, de la Renaissance ou du XX^e siècle, d'autres jouent toujours la carte du grand répertoire.



Jessye Norman, une incroyable Salomé. Christopher Hogwood et Sviatoslav Richter.

Bartok

Œuvres pour piano seul
Zoltan Kocsis (piano).
Le pianiste le moins convenu qui soit, le moins attaché au culte du beau son que l'on connaisse, l'un des plus intelligents aussi, s'est lancé dans une intégrale de la musique pour piano seul de Bartok. Il n'en vendra pas beaucoup de disques, cette musique n'est pas assez aimable pour cela. Un petit effort ? — A. Lo.
1 CD Philips 434 104-2.

Beethoven

Sonates pour piano « Clair de lune », les Adieux, Opus 111
Gidon Kremer (piano).
Dans *Disposons*, André Toubert a écrit de cette pianiste et à propos de ce disque qu'elle n'était pas une interprète, mais une inspirée. Il n'y a rien à ajouter à son commentaire. — A. Lo.
1 CD Vanguard 08 955-71.
Distribué par Arcade.

Beethoven

Intégrale des cinq sonates et des variations pour piano et violoncelle
Sviatoslav Richter et Jean-François Heisser (piano), Mstislav Rostropovich et Mstislav Gersonov (violoncelle).
Joli cadeau, Philippe dédite l'enregistrement légendaire de Richter et « Rostro » dans une série étonnante. On n'a jamais mieux fait sur instrument moderne. Seulement aussi bien (Jacques-Louis Dupré, Bishop et Barenboim chez EMI). — A. Lo.
2 CD Philips « Duo » 442 585-2.

Beethoven

Intégrale des neuf symphonies
Luba Orpovska (soprano), Anne Sofie von Otter (mezzo), Anthony Rolfe Johnson (ténor), Falk Schumann (baryton), Orchestre révolutionnaire et romantique, John Eliot Gardiner (direction).
Le matériel d'orchestre de ces symphonies a été nettoyé des flûtes de l'édition acoustiquement utilisée, les phrasés repensés, ainsi que les tempos et l'accompagnement. Les instruments sont anciens, bien sûr, mais au-delà de leurs particularités sonores, il souffle sur cette interprétation un vent nouveau qui fait table rase de la convention. — A. Lo.
Un coffret de 5 CD Archiv Produktion 439 900.

Beethoven

Symphonie n° 9
Alessandra Marc (soprano), Iris Vermillion (mezzo-soprano), Siegfried Jerusalem (ténor), Falk Schumann (baryton), Chœur de l'Opéra d'État, Staatskapelle de Berlin, Daniel Barenboim (direction).
Les disques de Daniel Barenboim sont souvent sans intérêt face à la concurrence. Mais lorsqu'il réussit à aller au bout de ses conceptions, il produit alors ce disque inspiré de bout en bout, porté par un souffle grandiose qui, s'il n'est pas sans rappeler Purcell, n'est pas pour autant un démarquage du style du grand chef. — A. Lo.
1 CD Erato 4509-94353-2.

Bruch-Mendelssohn

Concertos pour violon et orchestre
Maxim Vengerov (violin), Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, Kurt Masur (direction).
Pour la première fois, le jeune violoniste

le plus fût de notre époque enregistre deux grands concertos du répertoire. Ces précédents disques étaient soufflés par le plan instrumental, celui-ci est émouvant, grâce à la complexité de l'un des plus remarquables chefs de notre époque. — A. Lo.
1 CD Taldec 4509 90875-2.

Brahms

Sonates pour piano et violoncelle n° 1 et 2
György Sebók (piano), Janos Starker (violoncelle).
Enregistrée en 1959, à Paris, ces deux sonates plus mal servies par le disque qu'on ne pense, ont trouvé ici leur version de référence (première réédition en CD). Les phrasés ont la souplesse, l'élasticité, l'intensité requises par deux œuvres finalement proches de l'univers de l'opéra. — A. Lo.
1 CD Erato 4509-90855-2.

Œuvres sur des poèmes de Hölderlin

Brahms : *Schicksalslied* - Strauss : *Trois hymnes op. 71* - Regner : *An die Hoffnung op. 124* - Rittm : *Hölderlin-Fragmente*
Karl Mattila (soprano), Johannes M. Kösters (baryton), Chœur de la Radio de Leipzig, Orchestre philharmonique de Berlin, Claudio Abbado (direction).
Disque inclassable s'il en est, mais maître disque. Un vrai programme, subtil, inattendu. Les rares *Hymnes* de Strauss préfigurent, vingt-cinq ans avant, les *Quatre derniers lieder*, et la pièce de Regner envoie aux oubliettes la réputation d'épaisseur qui accable l'auteur. Le *Schicksalslied* de Brahms n'est pas une découverte, et le Rittm est à fuir. Mais ce disque, qui est une provocation au marketing tout puissant, est assurément l'un des plus beaux de l'année. — R. Ma.
1 CD Sony « Classical » SK 53 975.

Cohen

Transmutations - Jeux - Le sogno du Dedalo
Ensemble instrumental, Denis Cohen (direction).
Ses œuvres sont préemptives, puissantes, théâtrales, le silence y mélange le suspense, l'énergie débordante, toujours dominée, les événements s'enchaînent selon leur loi propre, insaisissable, indéchiffrable pourtant. Un ton de fierté, une hauteur, que seul, peut-être, Vars possédait. — A. Ry.
1 CD Adès « Compositeurs d'aujourd'hui » 203 832. Avec un livre sur Denis Cohen : Service communication de l'Écran, 1, place Igor-Stravinsky, 75004 Paris. 96 F port compris.

Chostakovitch

Lady Macbeth du district de Mzensk
Maria Ewing (Katerina Ismailova), Philippe Langridge (Zinov Izmajlov), Aage Haugen (Boris Izmajlov), Sergei Larin (Sergii), Orchestre et Chœur de l'Opéra-Bastille, Myung Whun Chung (direction).
Mieux dirigé que l'enregistrement de Rostropovich (EMI), cette *Lady Macbeth* bénéficie, en outre, d'une distribution plus soignée théâtralement. Cet opéra de Chostakovitch qui a fait une entrée remarquée sur les scènes lyriques est un chef-d'œuvre majeur du répertoire lyrique du XX^e siècle. — A. Lo.
Un coffret de 2 CD Deutsche Grammophon 437 511-2.

Couperin

Mots
Les Talents lyriques, Christophe Rousset (direction).
Ce disque s'ouvre comme une fleur, avec une polyphonie à deux voix seules totalement renversante. Les autres « versets » à l'ordre du Roy ne sont pas moins séduisants. — R. Ma.
1 CD France Music 532244. Distribué par Wotie Musique.

Dutilleul

Métaboles - Timbre, espace, mouvement - Deuxième Symphonie « le Double »
Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction).



Difficile d'imaginer un chef d'orchestre plus parfait dans *Timbre, espace, mouvement*. Deux œuvres superbes, chaleureusement rhapsodiques, au lyrisme ravagant, gorgées de thèmes populaires joués avec une chaleur expressive et une tenue qui confinent au miracle. Prise de son rayonnante. — A. Lo.
1 CD Philips 438 008-2.

Dvorak - Martinu

Quintettes pour piano et quatuor à cordes n° 2
Peter Frand (piano), Gustav Lindsey. Deux œuvres superbes, chaleureusement rhapsodiques, au lyrisme ravagant, gorgées de thèmes populaires joués avec une chaleur expressive et une tenue qui confinent au miracle. Prise de son rayonnante. — A. Lo.
1 CD ASV DCA 888. Distribué par Concord.

Manuel de Falla

Nuits dans les jardins d'Espagne - Fantaisie lyrique - Suite espagnole
Rafael Orozco (piano), Orchestre des jeunes d'Espagne, Edmon Colomer (direction).
Ni concerto ni symphonie concertante, les *Nuits dans les jardins d'Espagne* sont le pendant andalou de la *Mer de Cortez*. Tant de magnifiques interprètes s'y sont perdus que l'on est heureux d'en saluer la plus belle version discographique. La *Fantaisie lyrique* d'Orozco fait jeu égal avec la première version Larroche (EMI). — A. Lo.
1 CD Thésis/Musique française d'aujourd'hui THC 82057.

Fauré

L'Horizon chimérique - La Bonne Chanson - Mirages - Arpège - Prison - Soir - Le Parfum impérial
Thierry Félix (baryton), Erika Guimier (piano).
Thierry Félix a vingt-huit ans, il chante ce répertoire si difficile, objet de tant de minauderies, avec un aplomb vocal et un sens de la diction idéaux. Erika Guimier l'accompagne sur un vieux Erard de concert à la sonorité ronde et chatoyante. — A. Lo.
1 CD Arcana A 28. Distribué par Concord-Média 7.

Fénelon

Mythologies
Ensemble Fe, Dominique My (direction).
Evoker l'immense royaume imaginaire que constitue l'Antiquité avec les plus subtils raffinements de la musique. C'est la sophistication de Fénelon. — A. Ry.
1 CD Thésis/Musique française d'aujourd'hui THC 82057.

Janacek

Sonate pour piano - Sur un sentier recouvert - Dans les brumes - Souvenirs
Alain Planès (piano).
Insaisissable, la musique de Janacek glisse des doigts de celui qui la joue. Le jeu de façon sentimentale ne lui va pas du tout, la jouer sèchement non plus, de façon impressionniste encore moins. Il y faut tout cela à la fois, plus une couleur, une allure, quelque chose qui tient de l'indéchiffrable et que Planès a su trouver. Son interprétation aurait pu à Janacek. — A. Lo.
1 CD Harmonia Mundi 90508.

Lourié

Métaboles et chœurs
Natalia Gerasimova (soprano), Vladimir

Skani (piano), Chœur de chambre russe, Tamara Filipchuk (direction).
Toute la musique de Lourié, surtout celle-ci, est porteuse d'une tristesse insondable. Ce disque est un élément de plus pour reconstruire le parcours musical d'un compositeur dont l'évolution et le parcours personnel sont lourds de sens. Motivé juif, d'origine française, catholique, orthodoxe, Lourié se convertit finalement au néo-thomisme de Jacques Maritain. Exilé en France, puis aux États-Unis, Lourié y est mort dans l'oubli. — A. Ry.
1 CD Chant du Monde « Saison russe » LDC 288 004. Distribué par Harmonia Mundi.

Frescobaldi

Pièces pour clavier
Laurent Steward (clavier).
Nouveau venu, élève de Jon Van Immerseel, Laurent Steward (né en 1964) révèle un beau toucher, une belle musicalité et de la fraîcheur, au sens le plus baroque et noble du terme. Excellent premier disque qui en appelle d'autres. — R. Ma.
1 CD Pierre Vervany PV 794 032. Distribué par Arcadis.

Haydn

Concertos n° 1 et 2 pour violoncelle et orchestre
Tullis Mork (violoncelle), Orchestre de chambre de Norvège, Iona Brown (direction).
Ce jeune violoncelliste fait prendre conscience de tout ce qui sépare un phrasé convenu, bien que soigné, et la recherche à bout d'archet des forces vives, cachées dans chaque intervalle, chaque ornement, chaque nuance de la musique. Tout prend alors un sens. — A. Ry.
1 CD « Virgin Classics » 7243 5 45 014. Distribué par EMI.

Koechlin

Le Livre de la jungle
Orchestre de la Radio de Berlin, David Zinman (direction).
Du *Livre de la jungle* de Charles Koechlin, on ne connaissait que les stupéfiantes *Bandes Log*, poème symphonique à la gloire de la musique nouvelle. Zinman a enregistré le reste faisant découvrir une musique inouïe qui associe au cours des pièces la monophonie généralisée, polyrythmie, modalité qui caractérisent certains courants de la création contemporaine. Absolument splendide. — A. Lo.
2 CD RCA 09826 61955-2.

Lassus

Les Larmes de saint Pierre
Ensemble vocal européen, Philippe Herreweghe (direction).
Le chant du cygne d'un compositeur dépressif et ultra-sensible. Au plus proche du mot, les sept solistes réunis et dirigés par Herreweghe font l'indéchiffrable et le vertige. — R. Ma.
1 CD Harmonia Mundi HMC 901483.

Lully-Philidor

Suites d'après la Bourgeois gentilhomme, les Noies de Village, Cadmus et Hermione, le Mariage de la Grosse Cathos
London Oboe Band, Paul Goodwin (hautbois et direction), Marie-Ange Petit (basse).
Du Lully transcrit pour une « bande de hautbois ». Les sonorités sont agréables mais jamais agressives, le jeu suprême d'élégance et suggestivement chorégraphique. — R. Ma.
1 CD Harmonia Mundi HMU 907122.

Mahler

Le Chant de la terre
Birgit Ruonari (mezzo-soprano), Hans Peter Blochwitz (ténor), Ensemble Musique oblique, Philippe Herreweghe (direction).
Réduit pour petit ensemble instrumental par Schoenberg et Riem, le *Chant de la*

terre de Mahler renseigne sur l'opinion que Schoenberg avait de son aîné. L'interprétation d'Herreweghe se distingue par sa netteté et évidemment sa transparence polyphonique. Une vraie découverte. — A. Ry.
1 CD Harmonia Mundi 901 477.

Mendelssohn

Symphonies pour cordes n° 8, 9 et 10
Concerto Köln.
Onze violons, six altos, trois violoncelles, deux contrebasses : même s'ils le voulaient, les musiciens allemands ne pourraient adopter le style soupoué, trop souvent appliqué à Mendelssohn. Les trois petites merveilles ici réminiscent les adagios suspendus, la complexité contrapuntique des dernières symphonies de Mozart. Elles ont aussi la gaieté bondissante, la folie champagnée des ouvertures de Rossini. — A. Ry.
A CD Taldec 4519-94585-2.

Palestrina

Messe Hodie Christus natus est
Gabrieli Consort and Players, Paul McCreesh (direction).
Plutôt que de se conformer au son british que l'on connaît par cœur, McCreesh cherche autre chose, et cela s'entend, notamment dans cette reconstitution lumineuse d'une messe de Noël qui associe du plain-chant, des musiques instrumentales et des motifs à la Messe de Palestrina. — R. Ma.
1 CD Archiv Produktion 437 833-2.

Poulenc

La Bestiaire - Cocarde - Trois Poèmes de Louise Lalanne - A sa guitare - Tel jour, telle nuit - Tu vois le feu du soir - Sarrasins - Métemorphoses - Voyage - La Souris - La Dame de Monte-Carlo
Felicity Lott (soprano), Graham Johnson (piano).
Felicity Lott chante cette heure de mélodies avec un à-propos expressif et une diction admirable. Elle a cet abandon narquois, cet humour affiné, ces colorées passionnées et cette noblesse patricienne qu'elle met en toute chose. Graham Johnson fonde son piano dans sa voix. — A. Lo.
1 CD Forlane CD 16 730. Distribué par Arcade.

Purcell

Didon et Enée
The Academy of Ancient Music, Christopher Hogwood (direction).
A l'aube du tricentenaire de la mort de Purcell, les versions de *Didon et Enée* se multiplient. Celle-ci, malgré une Didon (Catherine Bott) décevante, réussit le prodige d'être « une des plus convaincantes ». La « scène de la Sorcière » (chanson) avec tous les principes possibles par David Thomas) vaut le détour. — R. Ma.
1 CD L'Oiseau-Lyre. Distribué par Polygram.

Rachmaninov

Intégrale des mélodies
Elisabeth Söderström (soprano), Vladimir Ashkenazy (piano).
La variété des couleurs, des climats exigent des interprètes du talent de Söderström et d'Ashkenazy. Mariage du naturel expressif de la chanteuse et de la sonorité de carillon du pianiste. — A. Lo.
Un coffret de 3 CD Decca 438 920-2.

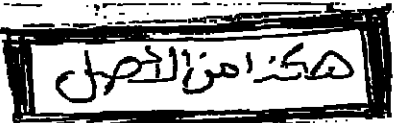
Rimski-Korsakov

Shéhérazade
L'Orchestre de l'Opéra-Bastille, Myung Whun Chung (direction).
Rapprochement pertinent de deux œuvres que certains opposent. *Shéhérazade* et l'*Oiseau de feu* bénéficient ici d'interprétations dont l'élégance, la précision d'articulation, la beauté sonore ont été deux enregistrements réalisés cette année avec rien moins que l'Orchestre de Chicago. — A. Lo.
1 CD Deutsche Grammophon 437 818-2.

L'intégrale des cantates de Bach Une par semaine

A mode des intégrales est aujourd'hui si vivace qu'on a peine à imaginer l'incongruité du projet que fomentèrent en 1989 Gustav Leonhardt et Nikolaus Harnoncourt : enregistrer toutes les cantates d'église de Johann Sebastian Bach, en respecter, pour la première fois, les effectifs instrumentaux d'origine, faire appel aux voix d'enfants pour les solos et les parties supérieures du chœur. L'entreprise devait durer près de vingt ans, des premières séances d'enregistrement, en 1970, à l'achèvement de la série en 1989. L'ensemble reparait aujourd'hui à prix économique, en un coffret « Prestige » de 60 CD ou en dix coffrets séparés de 6 CD chacun. Les amateurs de la première heure ne retrouveront pas les partitions, livrées avec

les coffrets microsillons, mais apprécieront une répartition plus économique des cantates sur les CD.
On a beaucoup glosé sur la « brutalité » de Leonhardt et la « brutalité » d'Harnoncourt. Leurs styles étaient certes à l'opposé. Mais demeure ce monument dont la qualité première et essentielle est de faire entendre toutes ces œuvres méconnues que Bach composait hebdomadairement à la seule gloire de Dieu, sans savoir qu'elles constitueraient, aux côtés des quatuors de Beethoven et de *Tristan*, l'une des gloires de la musique occidentale.
R. M.
* Un Coffret de 60 CD Taldec 450 981 76 52, 2900 F environ. Ou dix coffrets séparés de 6 CD économiques. Distribué par Warner Classics.



DISQUES

Schmitt

La Tragedie de Salome
Marie-Paule Fayl (voix), Orchestre philharmonique de Rhénanie-Palatinat, Patrick Davin (direction).
Enregistrée pour la première fois la version intégrale et originale de la *Tragedie de Salome* est d'une beauté sulfureuse et d'une étrangeté sans pareille. Excellente interprétation et interprète, cette nouveauté n'est pas une nouveauté. 60F prix maximum 1 - A. La.
1 CD Naxos « Patrimoine » 8 550895. Distribué par Média 7.

Lieder sur des poèmes de Heinrich Heine

Schumann : *Dichterliebe* - Mendelssohn et Schubert : *Lieder*

le cocon, quasi immobile depuis la version d'Harnoncourt (1977, Teldec). Ici, le vent souffle et les chœurs aboient. Et la caravane passe à un train d'enfer. Décrochant. - R. Ma.
1 CD Teldec 4509-96758-2.

RÉCITAUX

Campus Stellae
Ensemble Discantus, Brigitte Lesne (direction).
Après le quasi-monopole des voix d'hommes dans le domaine de la musique ancienne et médiévale, les femmes reprennent le dessus. Le chemin musical de Saint-Jacques de Compostelle (Campus stellae) proposé par Brigitte

Œuvres pour clavecin à quatre mains

Œuvres de Tomkins, Carleton, John Marsh, Haendel, Mozart et Jean-Christophe Bach
David Moroney et Olivier Beaumont (clavecin).
Les œuvres sont d'un intérêt inégal, mais elles sont interprétées avec une technique aigüe, une irrésistible allégresse. - A. Ry.
1 CD Virgin « Classics » VC 5 45019-2.

Dmitri Hvorostovsky

Extraits d'opéras de Rimski-Korsakov, Borodine, Rubinstein, Rachmaninov - Chants et danses de la mort de Moussorgski orchestrés par Chostakovitch
Orchestre du Kirov de Saint-Petersbourg, Valery Gergiev (direction).
Il n'y a que les Chants et danses de la mort de Moussorgski qui fassent sortir Hvorostovsky de ses gonds. Mais il en sort pour de bon, et c'est magnifique. - A. Ry.
1 CD Philips 438 872-2.

Beatles go to Baroque

Mémoires et Lieder de Grieg, Sibelius, Brahms, Schubert - Extraits de Lohengrin, Parsifal, la Walkyrie, le Crépuscule des dieux et Wesendonck Lieder - Kinderartenlieder et Lieder eines fahrenden Gesellen
Orchestre et chefs divers
Emotion, admiration, stupeur. La soprano norvégienne avait passé l'âge de soixante ans lorsqu'elle exécuta pour Decca une série d'enregistrements qui allaient constituer son testament et qui représentaient entre autres ses grands succès wagnériens des années 30. La voix n'a rien perdu de son impact, de sa souplesse instrumentale, même si quelques aigus - très rares - restent maigres. Les plus belles mélodies de Grieg et de Sibelius sont à trouver là. Les plus grandes voix actuelles ne viennent pas avec tant d'aisance à bout de l'inchantable immolation de Brünnhilde, apothéose du *Crépuscule des dieux*. Ces cinq disques sont tout simplement un miracle de la nature. - A. Ry.
Un coffret de 5 CD Decca London 440 490-2.

Lambarena

Choristes, percussionnistes, chanteurs, instrumentistes solistes, Pierre Adenot (direction).
Bach, Beethoven, la musique africaine, des percussionnistes brésiliens pour un bruissement des cultures étonnant, étonnant, qui a donné naissance à une utopie culturelle : retrouver dans la rythmique de Bach d'obscures racines africaines ; démontrer que le sens du sacré s'exprime, d'un continent à l'autre, d'une époque à l'autre, avec des moyens finalement assez semblables. - A. Ry.
1 CD Celluloid 66388. Distribué par Métropole.

Paul Paray conducts Dances of Death

Liszt : *Mephisto-Walse* - Saint-Saëns : *Danse macabre* - Strauss : *Danse des septiers de Salomé* - Schmitt : *La Tragedie de Salomé*
Orchestre de Detroit, Paul Paray (direction).
La plume de rééditions des enregistrements de Paul Paray effectués aux États-Unis pour Mercury par le chef d'orchestre et compositeur français révéla singulièrement l'art de Paul Paray. « Coïncidence » de son vivant avec Munich et Montevideo, il apparaît aujourd'hui comme le plus original des trois. Il y a du Reiner, du Szell dans l'art singulièrement vif de Paray. Prise de son fantastique. - A. La.
1 CD Philips Mercury « Living Presence » 434 336-2.

Anita Cerquetti

Airs d'opéras extraits d'Aida, des Vêpres siciliennes, Norma, Nabucco, Etna, Tosca, la Gioconda, etc.
Chœur et Orchestre du Mai musical florentin, Gianandrea Gavazzeni (direction).
Decca a réédité l'unique réédition officielle de Cerquetti augmentée d'extraits de son seul enregistrement de studio (*la Gioconda* de Ponchielli, 2 CD Decca économiques). Cette chanteuse avait tout, le souffle de Tebaldi, l'engagement théâtral de Leontyne Price, le timbre angélique de Los Angeles. - A. La.
1 CD Decca « Grand Voix » 440-411-2.

André Vieu

Beethoven : *Six Bagatelles* - Liszt : *Sonate en si mineur* - Bach : *L'Art de la fugue* - Scriabine : *Neuvième Sonate*
Dans sa paranoïa, Cousseau avait interdit que l'on nomme l'Art de la fugue, tant qu'il jugeait par trop subversif. Les musiciens pouvaient la jouer, les éditeurs l'édition, mais sans l'annoncer. Roumain de Paris, Vieu a enregistré l'Art de la fugue de Bach. Il joue cette grande arche formelle en faisant entendre sa polyphonie comme personne. Vieu est capable de faire chanter les lignes avec le naturel de Rubinstein, de marquer les repères structurels avec la fermeté d'un Richter. - A. Ry.
2 CD INA-Mémoire Vivo 262 016. Au prix d'un CD. Distribué par Wotro Musique.

Shura Cherkassky

Le dernier des grands pianistes romantiques
Œuvres de Johann Strauss, Maria Zucca, Debussy, Schumann, Debussy, Balakirev, Saint-Saëns, Rachmaninov, Falla, Okumura, Ravel et Morton Gould
Dieu soit loué, Cherkassky n'est pas le dernier des grands pianistes. Son exemple a porté ses fruits, de nombreux jeunes et déjà moins jeunes pianistes ont opéré pour ce répertoire et pour la même culture du son. Mais Cherkassky reste le grand exemple dans ce répertoire. Il joue avec une telle gourmandise, un tel sens de la fête, de la joie de faire plaisir à son public qu'il n'hésite pas à jouer la *Boogie Woogie* de Morton Gould comme un vrai « jazz ». A 80 ans, il faut le faire. - A. La.
1 CD ASV CD QS 6036. Distribué par Concord.

La fabuleuse Victoria de Los Angeles

Œuvres de Ravel, Strauss, Duparc, Debussy, Hahn, Ravel, Fauré, Montsalvatge, Scarlatti, Berlioz, Tchaïkovski, Dvorak, Purcell, Mozart, Granados, Rodrigo, Meneses, Tchaïkovski, Elgar, Mendelssohn, Faïa, etc.
Avec Elisabeth Schwarzkopf (soprano), Dietrich Fischer-Dieskau (baryton), chœurs divers, Georges Piétre, Jean-Pierre Jacquelin (direction).
La liste des compositeurs chantés par Los Angeles renseigne sur l'étendue du répertoire de cette mezzo-soprano dont le timbre peut être qualifié de fruité, de céleste... de fabuleux. A part le *Poème de l'amour et de la mer* dont la mélancolie ténébreuse est étrangère à son art, ces quatre disques laissent son talent s'exprimer. Quatre heures de chant divin y sont préservés. - A. La.
Un coffret de 4 CD EMI CMS 5 65061-2.

Kirsten Flagstad

Mémoires et Lieder de Grieg, Sibelius, Brahms, Schubert - Extraits de Lohengrin, Parsifal, la Walkyrie, le Crépuscule des dieux et Wesendonck Lieder - Kinderartenlieder et Lieder eines fahrenden Gesellen
Orchestre et chefs divers
Emotion, admiration, stupeur. La soprano norvégienne avait passé l'âge de soixante ans lorsqu'elle exécuta pour Decca une série d'enregistrements qui allaient constituer son testament et qui représentaient entre autres ses grands succès wagnériens des années 30. La voix n'a rien perdu de son impact, de sa souplesse instrumentale, même si quelques aigus - très rares - restent maigres. Les plus belles mélodies de Grieg et de Sibelius sont à trouver là. Les plus grandes voix actuelles ne viennent pas avec tant d'aisance à bout de l'inchantable immolation de Brünnhilde, apothéose du *Crépuscule des dieux*. Ces cinq disques sont tout simplement un miracle de la nature. - A. Ry.
Un coffret de 5 CD Decca London 440 490-2.

Bach

Intégrale de la musique pour orgue
Marie-Claire Alain (orgue).
Pour sa troisième intégrale de l'œuvre pour orgue de Bach, Marie-Claire Alain a choisi des orgues historiques dont cer-



Guimar Novaes

tains ont été touchées par le compositeur et sont restées dans un état proche de celui dans lequel il les a connues. La liberté de phrasé, la jubilation de cette interprète en font l'une des plus passionnantes organistes de notre temps, et sans doute la plus célèbre dans le monde entier. En trente-cinq ans, Marie-Claire Alain a vendu près de cinq millions de disques. - A. La.
Un coffret de 14 CD Erato 4509-96358-2.

Jasha Heifetz

Intégrale des enregistrements du violoniste.
Toutes les interprétations du violoniste des violonistes ont été réunies dans ce gros coffret édité avec soin. Les plus anciennes prises remontent à 1917, la plus récente à la dernière apparition de Heifetz en public. En 1921, George Bernard Shaw écrivait à Heifetz : « Je vous conseille d'urgence de jouer mal quelque chose chaque soir avant de vous coucher, au lieu de réciter vos prières. Nul mortel ne devrait présumer ainsi jouer si parfaitement. » Le critique le plus redouté du XX^e siècle avait tout dit. - A. La.
Un coffret de 65 CD RCA 09026 67778-2.

L'édition Bernard Haitink

Intégrales des symphonies de Beethoven, Brahms, Bruckner, Mahler, Schumann et Tchaïkovski
Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam.
Hommage mérité à un chef d'orchestre qui s'est peu à peu imposé comme l'un des artistes les plus exemplaires de notre époque et sans doute l'un des plus transparents aux œuvres qu'il dirige. - A. La.
Un coffret de 36 CD Philips 442 355-2. Chaque intégrale est disponible séparément.

Pierre Monteux

Beethoven : *Symphonie « Héroïque »* -

Schoenberg : *Symphonie « Inachevée »* - Tchaïkovski : *Le Lac des cygnes, extraits* - Brahms : *Symphonie n° 2, Ouverture pour une fête académique et Ouverture tragique* - Ravel : *Bohème, la Valse, Ma Mère l'Oye* - Debussy : *extraits du Martyre de saint Sébastien*.
Enregistrées dans les dernières années de la carrière de Pierre Monteux, ces interprétations sont un condensé de l'art d'un chef qui était aussi à l'aise dans le grand répertoire allemand (notamment Brahms, qui était son compositeur préféré) que dans la musique russe et l'impressionnisme français. Les prises de son sont splendides. Monteux dirige avec un classicisme et une énergie intérieure qui sont une grande leçon de musique. - A. La.
Un coffret de 5 CD Philips « The Early Years » 442 544-2.

Sviatoslav Richter

L'édition officielle : œuvres de Bach, Beethoven, Brahms, Chopin, Chostakovitch, Haydn, Liszt, Mozart, Prokofiev, Schubert, Schumann, Scriabine et Weber.
Aucun artiste classique n'a été autant piraté que Sviatoslav Richter, pas même Maria Callas. Un peu lassé par la qualité parfois douteuse des documents ainsi publiés, le pianiste a décidé de donner lui-même à Philips, l'un de ses premiers éditeurs discographiques occidentaux,



Kirsten Flagstad

ses bandes personnelles. Il en résulte ce coffret d'interprétations toutes approuvées par lui. Une somme à écouter petit à petit, pour tenter de comprendre toutes les facettes d'un art dont la lumineuse apparence s'accompagne parfois de bizarreries plus surprenantes encore que celles de Gould. - A. La.
Un coffret de 21 disques compacts 442 484-2. Disponibles séparément en coffrets de 2 et 3 CD.



J.E. Gardiner revisite Beethoven. Andreas Staier et Myung-Whun Chang.

Christoph Prégardien (ténor), Andreas Staier (piano).
Ces *Dichterliebe* sont cruels et éperdus, comme il se doit, parce que chantés avec une intelligence simplifiée et accompagnés au plus près de l'émotion par le pianoforte de Staier. On ose à peine presque le dire, avec toutes les réserves qui s'imposent : un nouveau Dietrich Fischer-Dieskau est né. - R. Ma.
1 CD Deutsche Harmonia Mundi 05472 7319-2. Distribué par BMG.

Schumann

Sonate pour piano n° 3 - Scènes d'enfants - Kreisleriana
Jean-Efflam Bavouzet (piano).
Pour jouer Schumann, pour organiser, sans en avoir trop l'air, le flot de sa musique, il faut un pianiste qui s'en tienne. C'est le cas de Bavouzet qui ne manque pas non plus de cœur. Il joue ces trois œuvres aminciment avec une justesse confondante. Lorsqu'il était venu à Paris, Horowitz l'avait auditionné dans cette *Troisième Sonate*. Il avait hautement apprécié le jeu de ce jeune Français dans une œuvre qu'il jouait lui-même comme personne. - A. La.
1 CD Harmonia Records H/CD 9351.

Strauss

Salomé
Jessye Norman (Salomé), Richard Leech (Hérode), James Morris (Jochanaan), Walter Raffeiner (Hérode), Karsten Witt (Hérode), Staatskapelle de Dresde, Seiji Ozawa (direction).
Pour enregistrer cette *Salomé* à Dresde, Philips a missionné ses meilleurs auteurs de son. L'orchestre straussien aura rarement sonné avec une telle transparence, une telle violence contenue. Jessye Norman est une Salomé incroyable. Elle compose un personnage complexe qui change des canons vocaux. - A. La.
Un coffret de 2 CD Philips 432 153-2.

Tchaïkovski

Intégrale des 6 symphonies - Manfred
Orchestre symphonique d'État de Russie, Evgueni Svetlanov (direction).
Enregistrée, au Japon, lors de concerts publics, cette intégrale des symphonies fait jeu égal avec l'enregistrement légendaire des trois dernières par Mawinski (Deutsche Grammophon). En plus de cela, le meilleur enregistrement de ces symphonies est vendu 650F le coffret de 7 CD. Une aubaine ! - A. La.
Un coffret de 7 CD Canyon Classics EC 3630-2. Distribué par Concord.

Vivaldi

Les Quatre Saisons-Concertos RV 454 et 332
Enrico Onofri (violin), Il Giardino armonico.
Le commando Giardino armonico secoue

Lesse est bouleversant de simplicité, de couleurs franches, de lignes pures. - R. Ma.
1 CD Opus 111 OPS 30-102. Distribué par Harmonia Mundi.

Les Introuvables de Marcelle Meyer

Œuvre de Rameau, Couperin, Scarlatti, Rossini
Marcelle Meyer avait la grâce. Son Rameau est l'un des plus purs, l'un des plus imaginatifs qui soient. Certains diacéistes feraient bien d'entendre la leçon qu'est ce grand moment de musique enregistrée il y a quarante ans. - R. Ma.
Un coffret de 4 CD EMI « Classics » C2S 5 68092-2.

L'Art du violon en Italie aux XVII^e et XVIII^e siècles

Ensemble Aurora : Enrico Gatti, Odile Edouard (violon), Hendrike de Brugga, Alain Germain (violincelles), Mara Giletti (harpe), Guido Monti (clavecin et orgue).
Enrico Gatti est peut-être le violoniste baroque le plus accompli du moment. Il restitue ces musiques, souvent inconnues mais sublimes, avec une rare élocution et une touchante subtilité émotionnelle. - R. Ma.
2 CD Symphonia SY 90502 et 91511 vendus séparément. Distribués par Studio SM.

Musique baroque mexicaine

Chanticoles, Chanticoles Sinfonia
Ces pièces inédites (dont un incroyable *Sol-fa* de Pedro de Manuel de Zamaya) sont rafraîchissantes. Chanticoles est un ensemble vocal américain exclusivement masculin non exempt de défauts, mais ce disque captive par sa bonne humeur communicative. - R. Ma.
1 CD Teldec 4509-93333-2.



Lambarena en studio

le par semaine

רומיאו ויוליה

WILLIAM SHAKESPEARE

Roméo & Juliette

Une coproduction du Théâtre Rhas Jérusalem, du Festival de Lille et du Théâtre Al-Kasab Al-Kués

ויוליה

La création israélo-palestinienne

Théâtre : un spectacle emblématique du processus de paix au Proche-Orient. Roméo, le Palestinien et Juliette, l'Israélienne.

Expositions : dessins de Plantu, photographies et calligraphies du Centre Photographique d'île de France "Israéliens Palestiniens".

Monologues : trois pièces, palestinienne, soudanaise et syrienne, par un comédien d'exception, Muhammad Bakri.

Débats avec les artistes : Les dimensions culturelles du processus de paix et le rôle des artistes dans les régions en crise.

Avec la participation de : Fouad Awad, Erin Baniel, Wolf Bierman, Jean-Claude Carrière, Leila Shahid, Malek Chebel, George Ibrahim, Yehuda Lankry, Ivan Levi, Jean-Marie Peroncel Hugoz.

Le 10 décembre à 18 h, le 11 à 20h30 et le 15 à 18 h

* Entrée libre - Réservation obligatoire au 40 03 75 75

France Inter

Le Monde

Observateur

du 6 au 17 décembre 1994

à la grande halle @ porte de Pantin réservations 40 03 75 75

DISQUES

JAZZ

L'année aura été difficile et préoccupante pour les producteurs indépendants de jazz, et certains parlent de se regrouper pour survivre. Il est question aussi d'un prix plancher du disque pour lutter contre les compilations ou les rééditions bradées et le pillage du domaine public. De toute manière, « mis en rotation » avant d'avoir pu trouver leur public, les disques de jazz sont pour la plupart mort-nés. L'intrusion du vocabulaire économique dans la liberté, la poésie et le chant du jazz est un signe probablement nécessaire, mais inquiétant.



Lubat et compagnie. Hank Jones et Abbey Lincoln. Charlie Mingus.

James Carter Quartet

Drum Is a Woman
Paris sur l'avant : personne ne le connaît ou presque. James Carter (saxophone, alto et basse) est un jeune homme d'origine cubaine qui a fait ses débuts à New York. Son disque avec Craig Taborn (piano), Jason Sides (basse) et Toot Thiel (batterie) sonne à la fois très post-moderne et très rétro — c'est évident. On ne sait rien. Sans cette puissance dévastatrice et humaine à pousser des caps difficiles, *Drum Is a Woman*, c'est un peu de l'histoire des tambours et le reste de celle des femmes. Indéniable. — R.M.
1 CD DW 888.

Miles Davis

Olympia, 11 juillet 1973
La prise de son tient parfois de l'engouement complet, mais rend bien l'impossibilité à dompter la frénésie sonore conduite par Miles Davis dans les années 70. L'insistance rythmique en avant, guitares dégingolées et enroulées dans le fond et émergeant de cette masse à la dérive, couronné par le saxophone halluciné de Dave Liebman, Miles Davis, dominateur, dicte sa loi par à-coups déchirants. Les frémissements de thèmes sont brisés à la moindre note. Cette folie doit s'écrouler vraiment vite. — S.S.
1 CD Europe 1 RTE 710460. Distribué par Tréma-Sony Music.

Miles Davis

Sorcerer
A la fin des années 60, Miles Davis dirige un quintette qui dépasse en fusion, en diabolie, ses quintettes précédents. C'est dire. Histoire d'hommes et de folie. On n'explique pas. Wayne Shorter est au ténor (ses accents résonnent sur *Mosque-rela*...). Herbie Hancock tient le piano. Sa carrière est devant lui. Ron Carter est, en ce sens, le « dernier bassiste de jazz ». Tony Williams, le bonneur que Miles a préféré devant l'éternel, c'est tout dire. Dans la production de ce seul quintette, *Sorcerer* est l'œuvre majeure. Vite : que quelques-uns nous racontent ce qui se passe dans un quintette de jazz de ces époques, ou qu'on les entende tous. — R.M.
1 CD Columbia 474 369-2. Distribué par Sony.

Duke Ellington

Drum Is a Woman
Pas une année sans une référence au Duc. Cette réédition s'écrit d'elle-même et de son dire. *Drum Is a Woman* : la déclaration vultueuse pour l'histoire de la musique. Elle est difficile à interpréter, limpide. Duke Ellington, entouré de Johnny Hodges, Paul Gonsalves, Clark Terry, Ray Nance et soutenu par Billy Strayhorn, c'est un peu de l'histoire des tambours et le reste de celle des femmes. Indéniable. — R.M.
1 CD Columbia 471 328-2. Distribué par Sony.

Best of Ella Fitzgerald

First Lady of Song
Anthologie, oui, on dit bien, anthologie (plus bon marché), à partir du coffret de trois CD du même titre, anthologie d'Ella avec ses grands accompagnateurs qu'elle accompagne de sa présence, Louis Armstrong, Oscar Peterson, Count Basie, Ben Webster ou Harry Edison. Le genre est discutable, le genre de la compilation ne se défend pas. Devant Ella Fitzgerald, on s'incline. Elle joue chaque jour l'orchestre. Elle se défend seule, entièrement elle dans chaque chanson, même dans les autres, idée unique à chaque fois, ne sachant pas passer à côté d'une chanson. Ainsi donc. — R.M.
1 CD Verve 583 362-2.

Abbey Lincoln/Hank Jones

When There Is Love
On aime tout. On s'est mis à tout aimer. C'est bien. C'est une façon de vivre. Autant aimer l'atmosphère sur ce qu'on n'aime pas. Abbey Lincoln, comme Jimmy Scott, pour les mêmes raisons, inverse, déchaine des haïnes. Voix d'homme, faussée, irrégulière, elle n'est pas dans le moule. Le robot-marcel ne s'y reconnaît pas. Renvoie, donc, aux premières mesures de *Jasper Waltz*, à ses deux notes non jouées comme une anacrusse convoquée, à sa légende qui décline, à l'entrée de la voix rauque, à la douleur même de la vie cassée. Oh ! et puis... *When There Is Love* est à entendre comme un duo, comme un duo, comme une chance, entre l'une des dernières chanteuses de jazz et le pianiste le plus subtil. Hank Jones, qui sache cette musique. Compris ? — R.M.
1 CD Verve 519 687-2.

Jimmy Lyons & Sunny Murray Trio

Jump Up
En pleine guerre, cette tournée à mort, menée comme la littérature, la musique et l'esprit, ce disque d'un des artistes les plus doux de l'époque free, enregistré en 1980 à Williams avec le batteur de légende Sunny Murray, est la surprise la plus délicate que l'on n'attendait plus. La musique tient. Elle s'est allégée avec le temps. On peut commencer de l'entendre. Le village où elle s'est produite, la finesse de son maître de cérémonie (Thorpe), l'intelligence de Werner Uehlinger, méritent que l'on délaisse un instant les papiers de la consommation pour faire une incursion dans le vie. De temps en temps, ce n'est pas trop demander. — R.M.
1 CD Hat ART 6193.

Charles Mingus

Cumelia à Jazz Fusion
En 1977, Charles Mingus, à la tête d'une grande formation, revient sur ce disque qu'il a magnifié vingt ans plus tôt dans *Tijuana Moods*, dans une longue pièce baroque, moite et sensuelle. *Cumelia à Jazz Fusion*, traversé par un assemblage de percussions, conçu dans l'héritage du son *Jungle* d'Ellington, le thème dit à nouveau les fureurs et les angoisses de Mingus qui s'ajoutent à celles de *Music for Todo Modo*, l'autre composition de cette réédition. L'écriture tourne vers la musique de chambre complexe. Il se sait apte à en maîtriser les formes avant qu'il ne rejette les contraintes. On entend alors dans ses hésitations toute son humanité. — S.S.
1 CD Rhino-Atlantic 8122-7785-2. Distribué par WEA.

Compagnie Lubat de Gasconha Scat Rap Jazzcogne

Ce disque est une gaité, un trafic heureux, une chance, l'enchaînement des savoir-faire de Lubat et compagnie, mixé avec un soin de castor. Ce disque est un hymne brillant, drôle, un disque de musicien, un air que l'on écoute en fin de nuit, comme les fanfares d'Eddy Louiss et les albums de Mingus, dans le rire et l'amour des choses, pour pouvoir être sûrs de repartir, de continuer. Ce disque dit le monde avec des mots de tous les jours, des mots d'amour, des mots de la terre et des mots disparus. L'envers de ce disque, c'est le jazz que l'on entend partout, ce maniérisme fatigué pour rombières. L'envers de ce disque, c'est l'écologie travaillée. L'envers de ce disque, c'est le rap pour maison de disques et le rock pour disque à écouter à la maison.

Ce disque de la Compagnie Lubat qui n'en produit pas si souvent, est un disque à l'endroit, frais, ivre de jazz, écologique, drôle, militant, hurlant d'un bonheur emprunté à Saint-Just, un blues lui rend justice. Le chemin part de la langue de l'bas et y revient. C'est une fatrasie, une meusclagne, un pot-pourri, du rap pinier, du scat de plouc, on entend les voix de Lubat, de Minvielle et de Patrick

Bob Moses

Time Stood Still
Le batteur et compositeur Bob Moses rend à l'Afrique et à l'Orient les mystères qu'il leur doit et combine la somme de ses influences, Gil Evans, Charles Min-



Lubat et compagnie. Hank Jones et Abbey Lincoln. Charlie Mingus.

1964, Sonny Rollins passe en revue ce qu'il a appris de lui-même durant une retraite volontaire et laisse en six disques la marque de son ascendant sur le jazz à venir. Le retour par le biais des standards, la conviction renforcée avec les rythmes latins et calypso, l'attention portée aux révolutions du free, le duo respectueux respect avec Coleman Hawkins, le maître... Ce cycle consacré de chefs-d'œuvre raconte comme personne Rollins, l'unique. — S.S.
(1) 1 CD RCA-Jazz 1 7432192782. Distribué par BMG. (2) 1 CD RCA-Jazz 1 7432193112. Distribué par BMG. (3) 1 CD RCA-Jazz 1 7432192582. Distribué par BMG. (4) 1 CD RCA-Jazz 1 7432222072. Distribué par BMG. (5) 1 CD RCA-Jazz 1 7432221082. Distribué par BMG. (6) 1 CD RCA-Jazz 1 7432222082. Distribué par BMG.

Martial Solal

Improvisées pour France-Musique
De septembre 1993 à juin 1994, chaque dimanche après-midi, Martial Solal, en état de virginité, s'installe au piano pour une demi-heure d'improvisations diffusées en direct sur France-Musique. Ce disque en collationne deux heures où s'imposent cette force de Solal à se servir de l'instant lorsqu'il découvre une mélodie, l'humour de citations superposées, sa virtuosité apparemment sans limites à repenser les standards ou ses compositions. — S.S.
2 CD Disques JMS JMS871-2. Distribué par Sony Music.

Steve Swallow

Real Book
Aux jeunes gens très sûrs d'eux qui se voudraient les géants de demain, le bassiste Steve Swallow propose un quintette aérien faussement classique. En dix compositions, le bassiste réécrit les familles du jazz dans un exercice de style devenu un miracle de jeu en commun, désolée et caillasse. Les jeunes gens n'en sont pas encore là. — S.S.
1 CD XTRAWATT/7. Distribué par Polygram.

François Tusques

Octobre, un hommage à Cortez
Après tout, rien n'intéressait de commencer l'écoute d'un disque par son point de fragilité, *Round Midnight*, par exemple. Tusques le commente : « C'est l'époque où j'apprenais le piano en regardant presque tous les soirs les doigts de Bud Powell s'aligner sur le clavier du Blue Note. Nous sommes, comme droit Cortez, « dans la nuit primitive et délicate de Thelonious Monk ». Il le joue avec la touche de celui qui a beaucoup joué et sait recommencer. Cet album est un carnet de notes d'une fraîcheur inconnue. Le piano sonne bien. Les derniers instants de chaque pièce sont autant d'instants justes. On finit par un tango métaphysique que Julio edita avec — avec Isabel Juarez, Cesar Stroscio au banjo et Bernard Vitet — et par quelques mots de sa voix. Bonheur grave et surprise insensée. Cela se nomme Octobre. — R.M.
1 CD AXO 101. Distribué par Night & Day.

COFFRETS

Bud Powell

The Complete Bud Powell on Verve (1) The Complete Blue Note and Roost Recordings (2)
L'œuvre créatrice de Bud Powell. Dans ses années américaines, il joue les bases du trio avec Ray Brown, Paul Chambers ou Percy Heath (contrebasse) et Max Roach, Art Blakey ou Kenny Clarke (batterie). Un rêve. L'édition des années Verve (1949 à 1956) avec deux départs et inédits bénéficie d'une présentation luxueuse et d'un copieux livret de 150 pages. L'objet est sans rival cette année. Chez Blue Note (1947 à 1958) Bud Powell enregistre notamment *The Amazing Bud Powell* — l'étonnant. Le titre lui va, ce disque est un régal filigrané. Présentation et livret succulent. — S.S.
(1) 5 CD Verve 374-521-089-2. Distribué par Polygram.
(2) 4 CD Blue Note CDP 7243-8-30083-2-2. Distribué par EMI.

Thelonious Monk

The Complete Blue Note Recordings
Le génie lunaire du piano dans ses premières furies en leader (de 1947 à 1952). Le monde de Thelonious Monk est d'emblée intriguant. Il ne s'arrêtera pas là. S'y ajoute le concert du Five Spot avec John Coltrane (1958). Présentation à l'économie, mais livret plus complet que pour Bud Powell. — S.S.
4 CD Blue Note CDP 7243-8-30363-2-5. Distribué par EMI.

Divers

Interpretations of Monk
S'essayer à Monk, lorsqu'on est pianiste, montre le courage et l'incoscience. Michel Richard Abrams, Barry Harris, Anthony Davis et Mal Waldron s'y lancent une nuit de 1951. Idéal, avec des éblouissements (Waldron). Dans l'orchestre Don Cherry, Steve Lacy, Ed Blackwell, Charlie Rouse, le serviteur. — S.S.
4 CD Div Records R308189/90/91/92. Distribué par Harmonia Mundi.

Charlie Christian

Complete Edition, Vol. 1 & 2
Un travail de fou. Pour s'aborder dans son ensemble (1939 à 1942), le maître Charlie Christian, soliste foodateur pour tous les guitaristes électriques, Claude Carrère et Jean-Claude Alexandre traquent la moindre note, expliquent, reconstituent les zones d'ombre. Comme toujours dans cette série « Masters of Jazz », un livret exhaustif et érudit, une présentation soignée. Dans les

mêmes principes Sidney Bechet, Duke Ellington, Count Basie, Dizzy Gillespie, Billie Holiday et Lester Young s'imposent. — S.S.
Deux coffrets de 4 CD Masters of Jazz MJC 24, 25, 46, 44 et MJC 67, 68, 74 et 75. Vendus séparément. Distribué par Media 7.

Roland Kirk

Anthology: Does Your House Have Lions
Comme Billie Holiday ou Albert Ayler, Roland Kirk offre surtout ceux qui se l'écouvent pas. Avec son aménagement de trois ou quatre saxophones, la réinvention du gospel et du blues dans ses œuvres, l'emprunt de bruits passés, il crée un monde spectaculaire et poétique. Sa dernière période pour Atlantic, proche du jazz-rock (années 70), est résumée dans cette *Anthology* d'une grande élégance. — S.S.
2 CD Rhino-Atlantic R-74066. Distribué par WEA.

Ella Fitzgerald

The Concert Years
En concert, de 1958 à 1963, dans le monde entier, avec l'Orchestre d'Ellington, Jim Hall, des trios, Ella Fitzgerald là où elle se sent le mieux, dans la séduction du public, sans jamais tricher. La sélection des titres est irréfutable. — S.S.
4 CD Pablo-Fantasy 9020-4328-2. Distribué par WEA.

Joe Henderson

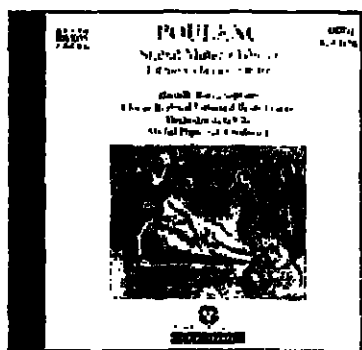
The Milestone Years
En douze albums et quelques collaborations pour Milestone (1967 à 1976) Joe Henderson se laisse pénétrer dénoter par les modes funky des années 70. Cette intégrale n'est pas toujours justifiée mais le souffle du ténor n'est tel jamais en défaut. Beau livret. — S.S.
8 CD Milestone-Fantasy 9020-4328-2. Distribué par WEA.

Tommy Dorsey/Frank Sinatra

The Song Is You
De 1941 à 1940 au 2 juillet 1942, Frank Sinatra apprend dans le big band de Tommy Dorsey à devenir plus qu'un crooner. La « Voix » s'assure, le piano se dresse, le jazz est là, la romance viendra plus tard. En prime, l'adieu radiophonique de Sinatra à l'orchestre. Remontage et transcription remarquables. — S.S.
5 CD Bluebird-RCA 07863-58353-2. Distribué par BMG.

Les disques chers deviennent abordables

Votre Noël sera très médiéval et très beau.



NAXOS PROMOTIONS
Catalogue sur simple demande
36 68 63 00

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

L'EXCLUSION SANS RÉPONSE

Cinq millions de personnes vivent en France sous le seuil de pauvreté, et toutes les enquêtes révèlent la dramatique montée de la misère. Pourtant, en ce début d'hiver, un programme global de lutte contre l'exclusion se fait toujours attendre.

L'AVENIR DES RÉGIONS

Les régions sont-elles le cadre qui convient pour initier le dialogue le plus efficace avec l'Etat, donc le gouvernement, et avec l'Europe ? Plus : une carte grand format de la France et ses régions. Les clés de l'info.

DÉCEMBRE 1994 - 12 F

سكات راب الجاز

DISQUES

CHANSONS

Si l'on s'en tient à l'emballage, l'intégrale Michel Sardou est l'événement de l'année : un beau livre, à la couverture argentée, un grand format que l'on feuillette en dégustant la vie de l'artiste, avec papa, avec maman, avec la France ; des textes de chansons - révision du bac G et vade-mecum des bals populaires. Planches anatomiques du début et de la fin du volume, des disques compacts. Quinze. Bien en rang, comme des petits soldats. Pendant ce temps, la chanson française continue sa vie.



En haut : Une rencontre au Golf Drouot en 1962. En bas : Vincent Scotto, Mano Solo.

Gérard Manset
La Vallée de la Paix
Le loup solitaire de la chanson française a repris guitare et claviers pour un album somptueusement désespéré, avec des dédicaces de son légendaire protégé, mais très distingué, bien sûr. A noter : *Deux pigeons et Paradis* : « On croit toucher du doigt le paradis, on en sort abîmé, on en sort sali ». Le faucon a beaucoup de panache. - M.B.
1 CD EMI 43063-2.

Mano Solo
La Marmaille nue
Le grand décliné. La noirceur d'un optimiste condamné, fervent défenseur de la vie. Brèves rencontres, mots liés, expressions leonardesques, sursauts livrés sur un ton d'urgence absolue. Mano Solo ne cache pas les éraillures de sa voix, les décalages de son existence vers les abîmes de la drogue et du sida qui l'ont amené à finalement aimer la vie et la morale positive. Guitare en saccadés.
1 CD Carrère Music 503 35.

Eric Lareine
L'Amplifier des dégâts
Eric Lareine a l'emphase des communistes en mal de révolution : il explose, il éclate. Noir comme Ferré, cruel comme Brel, Lareine a appris entre-temps que le blues et le rock avaient aussi changé le monde. *L'Amplifier des dégâts* a été enregistré en direct au Théâtre de la Digue, à Toulouse. Le mélange musical est époustouflant : piano, violon, caisse claire, vieille à roue (Dominique Regoff), alto, violoncelles, xylophone... Lyrique.
1 CD Turbulences TURB 004. Distribué par Scalan Disc.

Romain Didier
Mieux d'amour (1)
Allain Leprest
Allain Leprest (2)
Leprest et Didier ont travaillé ensemble. Ils se sont échangés des chansons : Leprest a écrit de beaux textes, enfilés de déclics, voyous banlieusards, poésie de l'artisan, pour Didier ; Didier a inventé des mélodies tranquilles, valse tournautes, ballades façon Trenet, pour Leprest. Cela donne un *Léon Camé* de la plus belle facture sur l'album du premier, et un *Sacré coco* (les communistes) valant sur celui du second. Leprest a le don des mots, mais la voix écorchée, la mélodie agée. Didier a le langage trop sage, mais l'instinct de la belle musique. *Mieux d'amour* est un portrait touchant d'un univers en voie de disparition. Dans les deux cas, accordéon, swing muscouche, cordes romantiques.
(1) 1 CD Flarenav 104 322.
(2) 1 CD Flarenav SHL 2 065. Distribué par Media 7.

Philippe Léotard
Philippe Léotard chante Ferré
Philippe Léotard avait décidé de chanter Ferré avant la mort du poète. Il n'y renonça pas. Il fallait du courage pour

s'attaquer au répertoire de Léo le Toscan. Léotard prit ses poings, ses yeux de visionnaire, ses allures d'adolescent têtu, appela la jeunesse et Rimbaud à la rescousse et cita *Monsieur William*. Tout était dit.
1 CD Columbia 475001-2.

Malcolm McLaren
Paris
Vision particulière d'un Anglais rivé à la naissance du mouvement punk londonien et revenu observer Paris avec un chic libertaire et littéraire. Pour lui, Paris, c'est Saint-Germain-des-Près (hommeage jazz à Gréco et Miles), Catherine Deneuve (elle est là), Françoise Hardy (elle chante *Revenge of Flowers*). Mais Paris est aussi une immense ville africaine, rythmée par une sorte de *house* afro-orientale, mené à fond de train par Aminu. McLaren, de sa voix grave, dresse un portrait envoûtant, beau, exact de la ville lumière.
1 CD Vogue 743 2119 1392.

Charlène Couture
Les Naïves
Naïves, les chansons de Couture ? Pas tant qu'elles en ont l'air. Plus français que jamais, Charlène, de retour d'Australie, a bricolé un univers écolo-critique sur des fonds musicaux d'apparence romantique, mais vite précipités vers la destruction. Critique sociale de la médecine sur fond rap (depuis ses débuts, Couture a toujours su le marmouze), invitation au voyage par collages sonores interposés.
1 CD Chrysalis 828 935-2.

Enzo Enzo
Deux
Le succès discographique le plus attirant de l'année. Kent, l'ancien Starsbottomers, a écrit *Juste quelqu'un de bien* pour Enzo, l'ancienne Lili Drop. Venu de la sphère rock, les jeunes gens assagis, mais inspirés, se livrent au plaisir de la chanson française. Jean-Claude Vanier a donné *Mon Hui Hui*, juste pour qu'Enzo ait le temps de prendre de la distance, de se mouquer légèrement du rôle de chanteuse de charme un peu jazzy qu'elle pourrait tenir, mais qu'elle a pour l'instant refusé.
1 CD BMG 7432182492

Jacques Higelin
Au héros de la volige
Houleux, décomposés et raccommodés au rock dur, les *Héros de la volige* de Jacques Higelin ont la fantaisie du voyage. Une *Grécha* orientale, des nocturnes adolescents, de la séduction insolite. La voix devant, des rythmes en tapin, toujours pétilant, mais à cran.
1 CD EMI 830 258-2.

Bernard Lavilliers
Champs du possible
Panoplie habituelle du chanteur foudroyé : le Brésil, la voyoucratie, les « tigresses d'alcôve » et les hôtels pourris. Dans les cercles concentriques qui forment « les champs magnétiques de (sa) déraison », Lavilliers a mis de la musique nord-tine, de la chanson française classique, du rock blain, du reggae et de la *house*, où le chanteur décrit le monde tel qu'il est : « entre *Mad Max* et l'abbé Pierre ».
1 CD BBC/Berlay 523 304-2.

Jean Ferrat
Ferrat chante Aragon
Discipline, sagesse, mélodie bien ordonnée : Jean Ferrat donne une suite cohérente au volume 1 de sa réécriture musicale d'Aragon. Les arrangeurs Gérard Meyers et Alain Coranguer ont dessiné un paysage à la française.
1 CD Tomy 744 54-2. Distribué par Sony Music.

Otto
Mon pied sur une chaise
Calcul mental, musique mentale, basée autant sur les synthétiseurs dépeuplés, la guitare acoustique, le minimalisme et l'incursion d'époques mélangées, toulées avec un culot peu commun. Duroc, Béranger, Dassin, Marchand, Béart, musique en boucle, mélodies claires, voix chaude, textes ironiques. Le pied sur une chaise, façon Brassens, Otto se moque des années 60 et 70, avec un appétit sélectif.
1 CD RNW1. Distribué par Produits Spéciaux.

Pascal Comelade
Dances et chants de Sylvestre (Apologie de la reprise individuelle)
Pascal Comelade introduit la pratique du piano joué dans le paysage de la musique instrumentale. Mais aussi les

guitares en plastique, les accordéons de Père Noël, les « réductions d'orchestre » (les synthétiseurs). Il invente une musique nouvelle sur des chansons déjà entrées au Panthéon des classiques : *Monkey Talk* (des Stones), les *Yeux noirs*, *Bela Ciao* ou encore *C'est un parc* de Gérard Manset.
1 CD Delabel 394 272.

RÉÉDITIONS

Les Cinglés du music-hall
Jean-Christophe Avery tient rubrique hebdomadaire sur France-Inter : les « Cinglés du music-hall » sont le résultat d'une passion tenace pour les chanteurs, orchestrateurs, auteurs ou commentateurs qui tiennent la scène et le public en haleine jusqu'à l'irruption de la modernité de l'après-guerre. Avery en a fait une collection de disques - un volume par année, couvrant au jour d'aujourd'hui la période allant de 1937 à 1943. Le talent du maître d'ouvrage consiste à savoir parfaitement doser les tubes et les raretés.
Collection vendue séparément par Frémus & Associés CMH3. Distribué par Night & Day.

Fragson
1903-1912 (1)
Mireille
1929-1935 (2)

En 1903, Fragon enregistrât une chanson opélique, *L'Amour boléro*, pour le compte de la firme Pathé : ces balancements de l'industrie discographique où l'on roule abondamment les r, et où l'on ne sait pas éviter les grattages sonores les plus sérieux, sont passionnants. Celui qui, fils de brasseur anglais, ramena les rythmes de rag-time de Londres, composa *Reviens et la Boiteuse* inaugura les temps « de l'entente cordiale » et ceux du cabaret, fut assassiné d'un coup de revolver par son père. Plongée profonde aux sources du siècle. En 1928, Mireille choisit son parolier : Jean Nohain, un avocat qui écrit des poèmes. Leurs premiers essais de collaboration, *Fouchira*, une comédie musicale, marchent moyennement. Elle part aux États-Unis. Raoul Breton la rappelle en toute hâte en 1931 : *Couchés dans la foie*, extrait de leur opérette, interprété par Pills et Talbot fait un tabac. Depuis, Mireille est toujours là.
(1) 1 CD Chansophone 142. Distribué par Mélodie.
(2) 1 CD Chansophone 144. Distribué par Mélodie.

Vincent Scotto
52 chansons

La moustache taquine, ce Marseillais né en 1876 inventait des airs rigolards sur sa mandoline. Voici donc *Elle vendait des petits gâteaux* par Mayol en 1923, *J'ai deux amours* par Jacqueline Baker, *la Java bleue* par Fréhel, *Prospère* par Chevalier, *le P'tit Boco* par Berthe Sylva ou *Tout-Tout* par Tino. Scotto avait l'art du tube...
Un coffret de 2 CD Music Memoria 396 71-2

La Bolduc
Intégrale
La Bolduc, la reine de la « turbotte », accents roulaux de la chanson traditionnelle québécoise. Impitoyable, la chanteuse écrit la chronique sociale des années 30, sur fond de gigue, accordéon, cuillères, guimbarde. De 1927 à 1941, M^{me} Edouard Bolduc enregistra quarante-trois 78 tours ici réunis. - V.M.
Un coffret de 4 CD Analekta AN 27 001-4. Distribué par Scalan Disc.

COFFRETS

Boby Lapointe
Boby Lapointe en public

En public ? Oui. Mais plutôt seul, Boby, le timide, le mal-chantant, le poète qui provoque l'éclat de rire au bout du calendrier, du double sens. Les archives proviennent de la Radio suisse romande, de l'INA et de la famille Lapointe. Ce coffret vaut aussi pour les monologues (*la Guitare somnolente*, *le Violon tzigane*), quelques inédits (*Dany*, *Dans mon pays*, *la Youpi!*, *Aller*). Boby pianote, et prouve que l'on peut séduire, en chantant de travers.
Un coffret de 2 CD PolyGram 523.360-2. Cassette vidéo : *Boby Lapointe* PolyGram Vidéo 633264-3, 45 minutes.

17 chansons, 1954-1971. Livre : *Boby Lapointe*, d'Alain Poulanges et Janine Marc-Pezat. Éditions Du May, 95 pages, 80 photos, 195 F.

Anthologie de la chanson française
La Tradition

Formidable entreprise patrimoniale, cette anthologie forte de trois cents chansons et d'un livre de huit cents pages parcourt les fondements de la chanson française, des trouvères aux grands auteurs du début de ce siècle. De Thibaut de Champagne à Gaston Conté, Marc Robine, le maître d'ouvrage, a embauché soixante-dix chanteurs (de Pierre Perret à Meline Favenec) et utilisé plus de cent cinquante instruments, actuels ou reconstruits, pour montrer la richesse de cet art populaire capable de commenter l'actualité en direct, de se moquer des drames humains et des joies politiques. Légère tendance rock.
1 coffret de 14 CD EPM 98392 et un livre, Éditions Albin Michel, 928 pages. Distribué par Adès.

Pierre Perret
Intégrale
Pierrot fait de l'humour et de la tendresse comme il respire. Il n'avait pas encore son *Intégrale* : « Ah bien, voilà, du Zézé au *Représentant en confiture*, une des six « perles oubliées », vous saurez tout sur le Perret. Classée en chapitres fondateurs « Pierrot l'humour », l'érotisme, la révolte, la langue verte, etc., cet hommage mérité est accompagné d'un livret

sans fanfreluches. On y trouvera les textes des chansons. L'essentiel.
1 coffret de 9 CD Adès 50484-93.

Marie Laforêt
Fragile de A à Z
Autre manière de classer une intégrale : par ordre alphabétique des chansons. De *A Marie haute*, à *marée basse*, à *Zou les paléontiers* (là on triche), une promenade en zigzag dans l'univers d'une chanteuse à la voix inimitable.
Un coffret de 4 CD Une Musique 19450-2. Distribué par Polygram.

La légende du Golf Drouot

Les années twist reviennent à la mode. Le Golf Drouot, dirigé par Henri Leproux, réunit dès la fin des années 50 sur la jeune production musicale. Base d'appui du jeune Johnny et rampe de lancement des Chaussettes noires, le Golf est ici raconté, dans un livret nourri de photos d'époque, par Henri Leproux en personne. *Où mon cher* (Johnny, 1961) et *Dactylo Rock* (Les Chaussettes, 1961) sont toujours inimitables. Mais l'histoire du Golf ne s'arrête pas à Frankie Jordan, ou au *Locomotion* de Sylvie Vartan (1962). En 1980, Trust y joue *Autosocial* et Marquis de Sade, *Conrad Valt*. Entre temps auront défilé : Les Charlots, Herbert Léonard, Dutronc, Antoine, Polnareff, Téléphone... On y trouve même Claude François chantant *What I Say*. Un coffret de 3 CD Une Musique 525133-2. Distribué par PolyGram.

MUSIQUES POUR ENFANTS

Zéro de conduite
Une collection résolument novatrice que les adultes peuvent écouter avec autant de plaisir que les enfants ; elle s'affirme dans la création autour du spectacle musical avec quatre titres :

Les Ours du Scorf
Gigi Bourdin et la Rouche
De Racop en Picoua, de virolanges en chansons à danser, le pays Gallo donne le ton et tient la cadence, irrésistible ! - A.B.
1 CD Unidisc-Auridis U 310 062 ou une cassette.

Jamais tranquille !
Tito Piel de Poule
Trois mères de famille, accordéon ou contrebasse au bras, font entendre cette petite polyphonie du quotidien, harmonieuse ou discordante selon l'heure... librement vocal et familial. - A.B.
1 CD Unidisc-Auridis U 310 053.

Le Chat botté (1)
Guy Villard et la Carrière

Contes pour les drôles (2)
Yannick Jaulin
Ces artistes montrent comment théâtres et conteurs se doivent aujourd'hui d'être aussi d'excellents musiciens pour le bonheur et l'étonnement du jeune auditeur-inventeur de son spectacle imaginaire. - A.B.
(1) 1 CD Unidisc-Auridis U 310 061.
(2) 1 CD Unidisc-Auridis U 310 064.

Le Chant des enfants du monde
Volume 3 : Berceuses Asie, Amérique latine, Afrique, Océanie

Les volumes 1 et 2 étaient consacrés à la Grèce et au Sénégal, et au sud de l'Inde. Tout en effectuant sa passionnante collecte du chant des six à douze ans à travers l'hémisphère Sud, Francis Corpeaux a pu, grâce à la présence de sa femme, entrer dans l'intimité des familles pour enregistrer mères, sœurs ou grands-mères en train de bercer leur bébé. Avec tendresse et émerveillement. Et la sollicitude qui apaise l'angoisse ou la douleur et promet le bonheur. C'est ce chant-là qui fonde la culture de chaque pays. - A.B.
1 CD Arion ARN 612 80.

Dis bonjour au monsieur
Chansons, comptines, berceuses et farinettes
Marc Perrone et Mireille Dupuy. Chez nous, il faut aujourd'hui répondre ou inventer la chanson pour son enfant quand rien ni personne ne l'a jamais fait pour vous... Ce disque est le très remarquable résultat d'un atelier d'écriture de jeunes mères d'une cité de banlieue parisienne ; soutenus par l'accordéon et les musiques de Marc Perrone, leurs mots prennent un juste poids.

(Association Fant Voir, 38, rue de la Tour, 92240 Malakoff). - A.B.
1 CD RBC 123.

Ça tourne toujours
Gérard Delahaye

A sept ans comme à dix, on réfléchit en chantant sans ennuï « la télé colo », on rit en imaginant qu'« il manque une puce dans l'Arche de Noé », on rame avec Gérard Daboville, on écoute *Rigoberta Menchu*, on fait les chœurs, on reprend au refrain, c'est contagieux. Ce Breton-là emmène tout droit les enfants au meilleur de la chanson française. - A.B.
1 CD Dylis DY 941. Distribué par Studio SMI et par Breizh en Bretagne.

Erato junior
Une nouvelle collection de contes musicaux : l'inévitable *Pierre et la Loup*, réécrite Sophie Marceau, qui prête sa voix aussi à la *Boîte à joujou* de Debussy pour laquelle l'écritain Yano Queffelec a écrit un texte original ; *Histoire de Babar* avec le texte, les illustrations de Jean de Brunhoff et toujours la voix de Sophie Marceau ; enfin, la formidable *Présenta-*



tion de l'Orchestre de Benjamin Britten, avec la voix de Jacques Martin pour les textes de liaison. La musique des trois premiers a été enregistrée à Lyon, sous la direction de Kent Nagano, et Britten à Strasbourg sous la baguette d'Alain Lombard. Les livrets d'accompagnement sont parfaits, les illustrations ravissantes.
4 coffrets de 1 CD Erato 450 9983 882, 450 9969 482, 450 9969 472 et 450 9981 392.

L'Univers du classique
Du grégorien à la musique d'aujourd'hui, des extraits pour la plupart bien choisis et un livret pas trop mal conçu (notices biographiques, initiations rapides aux instruments, caricatures des musiciens), une proposition de pédagogie simple pour débutants déjà intéressés par la musique mais qui veulent se fixer les idées, historiquement et chronologiquement. L'itinéraire, forcément discret sur la musique contemporaine, se termine par la *Troisième Symphonie* de Górecki. - A.Ry
Un coffret de 3 CD Naxos 8 550 841.

SPÉCIAL ÉPARGNE PLACEMENT

Le bilan complet des performances des SICAV sur l'année 1994

Les bons conseils pour les placements immobiliers, monétaires, SICAV, assurance-vie...

Spécial épargne placement - 14 pages avec le Monde du 9 décembre daté 10

DISQUES

ROCK-RAP-REGGAE

Cette année restera comme celle de la mort de Kurt Cobain et du vingt-cinquième anniversaire de Woodstock, deux manifestations de la spirale répétitive dans laquelle le rock s'est enfoncé. Le pendant de cette réédition d'un fait divers tragique dont le prototype fut la mort de Brian Jones en 1969 fut la redite de Woodstock, qui fut aussi ses vingt-cinq ans. En bref, l'année fut morose. Très normalement, ce désarroi s'est accompagné de l'arrivée de disques passionnants.



Prince, auteur de « l'Album noir ». Therapy ? et les Beatles.

Backbeat

Songs From The Original Motion Picture
La mise en abyme de l'année : une poignée de classiques du rock'n'roll, tirés du répertoire des Beatles à Hambourg interprétés par la fine fleur du rock moderne américain (Dave Grohl, de Nirvana ; Dave Piner, de Soul Asylum ; Greg Dulli, d'Alban Whigs). Un disque débordant de vie que l'on comparera avec intérêt avec le *Live at the BBC* des mêmes Beatles.
1 CD Virgin 72438 39596-2.

Beck

Mellow Gold
Beck fait sa petite popote chez lui : de la guitare acoustique, des figures rythmiques hip-hop, des textes écrits sous influence (de Bob Dylan et de toute une pharmacopée), le tout réalisé avec un je-m'en-foutisme qui nous ramène à un jeune homme très brillant, peut-être un peu trop.
1 CD Geffen-BMG 6ED 24-634.

Nick Cave

Let Love In
L'Australien sinistre montre son visage humain avec un disque étonnamment accessible. Mais que les fâchés se rassurent, au fond de lui-même, Nick Cave reste un vrai prophète de malheur, un rocker de l'Apocalypse.
1 CD Mute/Vogue 743 211 972 82.

Johnny Cash

American Recordings
Ce contemporain d'Elvis Presley a pris sa guitare et s'est installé chez un ami (le mini-magasin du disque Rick Rubin, découvreur de Public Enemy et des Black Crowes) pour enregistrer une poignée de chansons. A lui seul, Johnny Cash évoque tous les démons et tous les anges de la vieille Amérique - T. S.
1 CD 74 321 23 685-2. Distribué par RCA.

Eric Clapton

From the Cradle
Cinquante manières de ne pas écrire de chansons, chapitre quatre, par Eric Clapton : « Je reprends des classiques plus ou moins obscurs dans le répertoire du blues ». Et comme c'est parfait, délectable et passionné, on attendra, plein de bonne volonté, encore un peu les nouvelles chansons.
1 CD Warner 9362 45735-2.

Elvis Costello

Brutal Youth
Un disque de rock direct, enregistré avec tout ou partie des Attractions. Une simplicité et un mordant retrouvés même si la deuxième fois s'est jamais aussi plaisante que la première.
1 CD Warner 936 245 535-2.

Echobelly

Everyone's Got One
Cette année, en Angleterre, dans l'éternel affrontement entre pop et rock, c'est le second qui a perdu la partie. Seul rescapé du camp rock, Echobelly. Non que le groupe soit particulièrement fûté, mais la voix de Sonia Aina Makin et la qualité des compositions élèvent cette formation nettement au-dessus d'Oasis et autres Shed Seven.
1 CD Future Records/Sony 477 572-2.

Kristin Hersh

Hips and Makers
Aux Etats-Unis, la question de l'année était : « Y a-t-il une vie après le grunge ? » Kurt Cobain y a répondu à sa manière. Kristin Hersh, membre fondatrice des Throwing Muses, a préféré faire retraite à la campagne et y inventer une espèce de folk ultra-simple et souvent envoiement.
1 CD 4AD/Virgin 72438 394142-1.

Massive Attack

Protection
Ce collectif de disc-jockeys de Bristol, qui dépendent du bon vouloir de musiciens pour réaliser leurs idées, a mis du temps à enregistrer ce second album. Moins incandescent que son prédécesseur, *Protection* reste un disque remarquable par la richesse de son univers sonore (de la house au reggae) et par l'atmosphère véneuse qu'il dégage.
1 CD Wild Bunch/Delabel 7243 83963-2.

In memoriam

Il se trouve que trois des disques les plus remarquables de l'année écoulée sont des œuvres posthumes, apparues dans les bacs juste avant les fêtes, tels le fantôme des Noëls passés de Dickens. On a vu d'abord apparaître le tout jeune spectre de Kurt Cobain avec *Unplugged in New York*, témoignage de la force d'un groupe qui misait tout sur l'émotion. Ensuite est sorti « l'album noir » de Prince, ce disque légendaire (beaucoup de gens en avaient

entendu parler, bien peu l'avaient entendu) dont le chanteur avait refusé *in extremis* la sortie en 1997. Dorénavant, Prince refuse de se produire et d'enregistrer sous ce nom, et Warner, sa maison de disques, a pris la liberté de sortir « l'album noir » après avoir publié *Come*, dont la pochette s'ornait de la mention « Prince, 1958-1993 ». Enfin, on a récemment évoqué le retour surprise des Beatles avec le très réjouissant *Live at the BBC*.



tives. Ils le font avec un certain lyrisme, celle qui élève leur musique au-dessus du lot.
1 CD A&M/Polydor 540 196-2.

Richard Thompson

Mirror Blue
Le guitariste anglais fait partie de cette catégorie restreinte d'artistes dont les disques se retrouvent systématiquement dans les choix des critiques. Pour Thompson, les raisons de cette constance ne sont pas mystérieuses : écriture simple et intelligente, chant et jeu passionnés, production audacieuse.
1 CD Capitol/EMI 781 492.

The Subdudes

Annunciation
Groupe américain qui maintient la tradition du Band ou de Little Feat, celle d'un rock profondément ancré dans le patrimoine musical du pays, entre blues et gospel, avec, ici, le charme d'une instrumentation originale qui écarte la batterie au profit des percussions.
1 CD BMG/Windham Hill 72902 10323-2.

Suede

Dog Man Star
Après avoir fait l'objet de tous les hommages, Suede a été abreuvé d'injures par le petit monde des spécialistes anglais du rock anglais. *Dog Man Star* montre que le groupe est à même de résister à ces tours de montagnes russes et reste capable de séduire avec ses chansons majestueuses, qui doivent tant à David Bowie.
1 CD Nude/Sony 477 871.

Urban Species

Listen
Venu de Londres, ce groupe de rap est assez éloigné des modèles américains pour attirer immédiatement l'attention, un peu à l'image de MC Solaar que l'on retrouve d'ailleurs sur l'un des titres de cet excellent album.
1 CD Talking Loud. Distribué par Phonogram.

Warren G

Regulate
On ne peut pas dire que l'année ait été très brillante pour le rap américain. Les grands anciens - Public Enemy ou KRS 1 - n'ont pas réussi leur retour et la vague



Massive Attack

du gaucha rap s'épuise. Elle laisse derrière elle des individualités comme Warren G qui met dans sa chronique d'un ghetto de la Côte Ouest une distance que l'on ne connaît pas à Snoop Doggy Dog, par exemple.
1 CD Violette/RAL/Bardley 523 336-2.

Neil Young

Sleeps With Angels
Mélodieux et électrique, nostalgique et tourné vers le futur, Neil Young reste cette figure unique dans le monde du rock, à la fois père fondateur et enfant terrible. *Sleeps With Angels* est une synthèse assez réussie des deux faces de notre Janus préféré.
1 CD Warner Reprise 9362 45749-2.

Morceaux choisis

Le meilleur des best-of

Les compilations de grands succès permettent parfois une introduction facile à l'œuvre d'un musicien. Elles font aussi de jolis cadeaux, à condition qu'artistes et éditeurs y mettent du leur.

A la mort de Ian Curtis, leur chanteur, le groupe Joy Division, qui avait été l'incarnation la plus noire de la new-wave britannique, se transforma en New Order. Sous ce nom, le groupe inventa la boîte à rythme élégante et cultiva la dense comme signe ultime de la mélancolie. Si leur techno-pop et la voix éternellement adolescente de Bernard Sumners ont marqué le son des années 80, le quatuor fut aussi le précurseur de la génération house. Même dépourvus de leurs atours technologiques, *True Faith*, *Bizarre Love Triangle* et *Thieves Like Us* resteraient de grandes chansons. Cette compilation est agréablement de « remise 94 » parfaitement dispensable.

On espère mieux de Beautiful South qu'une suite d'albums

très inégaux. Née d'une scission des Housemartins, groupe joliment dynamique de la fin des années 80, la formation menée par Paul Heaton et Dave Hemmingsway a cherché à réunir deux obsessions communes à beaucoup de musiciens du nord de l'Angleterre : perfection pop et vocalises soul. A leur meilleur, les modulations singulièrement gracieuses des chanteurs, fans de Tania Motown aux physiques de garçons de ferme, s'emballaient sur des mélodies prime-sautières. Souvent aussi, la machine à succès s'engluait dans la mièvrerie. Cette compilation rassemble l'essentiel des bons moments, et quelques gouttes de sirup.

L'ex-bassistes de Police a toujours été soucieux des appa-

rences. Il justifie ainsi la parution de cette compilation par le respect des chiffres ronds (voilà une décennie tout juste qu'il a dessous son groupe) et par la présence de deux inédits. Disons tout de suite que ces deux chansons (*When We Dance* et *This Cowboy Song*) n'ajoutent ni à la gloire du chanteur. Quant à la compilation elle-même, elle rassemble tous les titres évidents. On serait donc content si l'emballage n'était pas si laid, si le livret n'était pas plus avare d'informations qu'un porte-parole de l'Année rouge.

**The Best of New Order*. 1 CD A&M/Polydor 540 286-2.

**Carry On Up The Charts - The Best of the Beautiful South*. 1 CD London/Bardley 523 336-2.

**Fields of Gold - The Best of Sting* 1984-1994. 1 CD Ge 1 Discs 589-2.

REM

Monster
On prend les paris : ce disque, mal accueilli à sa sortie (même s'il a bien vendu) trouvera sa place dans la discographie de REM. Sous leur écorce électrique, de nombreux titres de *Monster* n'ont rien à envier aux subtilités des chansons qui composent *Out of Time* et *Automatic for the People*.
1 CD Warner 926 3487 63-2.

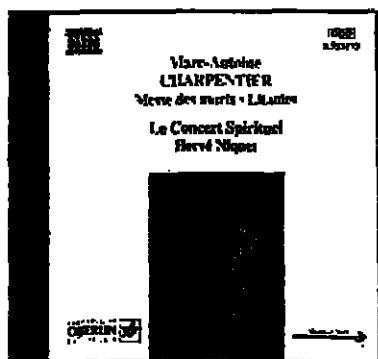
Shi-key

A Head Nodder's Journey Into Adik Skid
Venu de New-York, un certain nombre d'artistes tentent, ces derniers mois, de sortir le hip hop de son impasse. Shi-key se veut poète autant que rappeur, elle cultive une diction plutôt raffinée sur des thèmes qui sortent du répertoire habituel. Comme en plus elle a recours à des formations musicales inédites, son disque fait valoir l'espoir, redonne une envie de hip hop bien émaillée ces derniers temps.
Image/ELU 21035-2

Therapy ?

Troublegum
Venu de Grande-Bretagne, ce trio musical porte en eux une charge négative impressionnante, qu'ils libèrent à coup de décibels, de rythmes serrés et d'invec-

**Nouveau !
Les disques chers
deviennent
abordables.**



NAXOS PROMOTIONS
Commandez vos albums d'été
36 68 63 00

Le Monde
EDITIONS

Le nouveau
PLANTU
est arrivé

LE PIRE EST
DERRIÈRE NOUS !



176 pages, 98 F

En vente en librairie

JEFF BUCKLEY
EN TOURNÉE



6 février : TOULOUSE Bilibili 8 février : MONTPELLIER Salle Victoires
10 février : LYON B52 11 février : PARIS Bataspain
13 février : RENNES Ubu 14 février : STRASBOURG La Taiterie

COLUMBIA

مكتبة القرآن الكريم

DISQUES

Anthologie de la musique arabo-andalouse

Volumes 4 et 5, ensemble Essoudoussia et *Ahbab Cheikh Larbi Bensari*

Le mouvement nationaliste algérien favorisa l'essor des associations de musique arabo-andalouse dès les années 30. De création plus récente, Essoudoussia, que dirige le chef d'orchestre Smâin Henni, est l'héritière de cet passé symbolique. La nouba *Cikâ* qu'interprète l'ensemble Essoudoussia est somptueuse. Sous la direction de Fawzi Kalist, elle crée une nouba *Zidane* avec une délicatesse peu commune. A la croisée des influences persanes, espagnoles, arabes et occidentales, le répertoire algérien arabo-andalou vit une vie singulière...

Mau Mau

Brass Paradis

Les Mau Mau sont piémontais. Ils ont le propos musical étendu – rap, rythmes africains, samba reggae brésilienne, accordéon, clarinettes et guitares. Luca Moriano à la voix lancée et chaude des chanteurs de la campagne italienne. C'est une drôle de *ratatouille* (la ratatouille en dialecte piémontais, qui trace une cruelle caricature des nationalismes affirmés, mène un joyeux carnaval où la mort nucléaire est peut-être l'abaissement de toute chose. Insistances rythmiques, joie fanfaronne, énergie foudroyante d'un groupe de jeunes surdoués.

1 CD FMI 829 40 271-2

Kocani Orkestar

A Gypsy Brass Band (Macedonia)
Voici un disque de fanfare à l'énergie déployée. Les musiciens sont tziganes. Ils haudent les terrasses de café de la ville de Kocani, en République de Macédoine. Accordéon, tuba, grosse caisse, hautbois, trompette, clarinette, saxophone ou dertuka sont joués sur un

mode oriental par des Rom qui ont importé cette tradition de Turquie. Les Roms de Macédoine sont de religion musulmane, et ont conservé les traditions du *ghazal* romantique, l'usage des introductions lentes et improvisées qui finissent en éclat de cuivre. Rythmes et mélodies sont sans conteste de la plus pure tradition tzigane. Ils en ont l'énergie, la nostalgie, l'idée de la fuite et du voyage sans frontières.

1 CD Long Distance WMD 332 552 324.
Distribué par Fnac Music.

Shahmirza Moradi

The Music of Lorestan
Le Lorestan est situé au sud-ouest de l'Iran. Shahmirza Moradi est un merveilleux joueur de *sorna*, un petit hautbois des temps ancestraux de la Perse (VI-IV^e).



Reinette l'Oranaise et Danyel Waro. Marisa Monte, étoile montante au Brésil

Marie Boine

Gosselin/vieilles
Fimlindae et Layorne, Marie Boine Person a commencé sa carrière internationale chez Real World, le label de Peter Gabrie sur scène d'étonnants musiciens dont la spécialité était de détourner l'usage de leurs instruments, la guitare devenant violon ou tambour, etc. Ces créateurs de sonalités apprennent le chant libre de Marie Boine : le vent, la tonnerre, les aigles, la neige et les nuages, les vents et les nuages surgissent entre eux (ou nous entraînent Marie Boine avec le euphonium Jan Garbarek), rock et chants traditionnels. Alternance de jour et de nuit, de clarté et de confiance, *Eagle Brother* déroule ses mélodies comme un long moment de vie éternelle de limbes assaisonnées.

1 CD VPE 521388. Distribué par WEA.



survécu plus qu'il n'a fait carrière. Sous le double patronage de l'acteur Andy Garcia et du producteur Emilio Estefan (monsieur Gloria), Cachao a réuni le ban et l'arrière-ban du jazz latino pour une

de Camaron de la Isla, mort en 1992. Beni de Cadiz est de la vieille école, dans le style de Mino Caracol: il a une voix à coller des frissons. Un peu voilée, virile, massacrée par la douleur de vivre,

phique en six zones : l'Europe, l'Afrique, l'Afrique du Nord, mariée à l'Asie du l'Ouest (appellation fourre-tout, désignant l'Iran, la Syrie ou l'Azerbaïdjan), Asie du Sud-Est, Asie de l'Est, et Asie du Sud (fallait-il vraiment nommer ainsi l'Inde et le Pakistan). Le choix des morceaux est excellent. Mais où est passée l'Amérique ?

Un coffret de 8 CD Ocora C 588 881/88.

Distribué par Harmonia Mundi.

Music in the World

Of Islam
Human Voices/*flutes*
Strings, flutes & trumpets
Reeds & bagpipes
Drums & rhythms
Topic World Series, large collection
consacrée aux musiques du monde,
aujourd'hui rééditée en disques
compacts. Ici constituée dans les
années 70 par le label anglais Tangent
Records. Les trois volumes qui touchent
au monde islamique, de l'Algérie à
l'Inde, de l'Irak à Java, sont le moyen le
plus sûr d'explorer les constantes et les
points de rupture de cultures dont les
bases ne sont pas forcément arabes,
comme la pratique de l'ama'algme qui
laisse parfois entendre. Classés par
types d'instruments, chaque volume est
une succession de pièces relativement
courtes, un zapping électronique bien
fait, un jeu de saute-mouton où l'obsta-
cle du bouillonnement anarchoïque est
évitée grâce à la rigueur de l'agencement.
Soixante-quatorze titres en tout, que
l'on pourra encore décomposer selon ses
préférences pour la voix et le luth, les
percussions, les instruments à vents ou à
cordes.

3 CD Topic TSCD 901/2/3, Distribués par
Night & Day

COFFRETS

Dariush Tala'i

Haci : intégrale de la musique savante persane

Un des plus grands musiciens classiques persan, Dariussh Talai, joueur de luth (tar et setar) visite les moindre recoins d'un *radif*, le répertoire reçu par un musicien de ses maîtres, celui de Mirza Abdollah. Très intimiste, sensible, le jeu de Talai ne se laisse presser aucun détail, même infime de l'édifice sonore. Il orné l'univers du maître de sa couleur propre : secrète, profonde, animée d'un regard innocent et tout en subtilités rondes.

5 CD Au SAR ALCD 118 120 vendus séparément. Distribués par Media 7.

Anthologie musicale de la Péninsule arabe

L'ethno-musicologue, professeur de l'Université de Genève, Simon Jargy a réuni des précédents documents dans une superbe édition de 1970, à l'occasion du début des années 60 et 70 avec un magnétophone à manivelle. Une grande partie de ces chants de pêcheurs de perle, de bédouins ou aujourd'hui disparus. La tradition des villes, le *sow*, à l'époque un incroyable mélange culturel, a évolué avec la modernité. Chant choral, imprécations furieuses aux esprits de la mer, lamentations et joies féminines, ce coffret est un magnifique témoignage ethnologique et musical à travers la Syrie, Abou-Dhabi, Koweït ou Bahrein.

Un coffret de 4 CD AIMP/VDE G&M 720/81/82/83. Distribué par Media 7.

Le monde des musiques traditionnelles

La prestigieuse collection de disques de Radio France a rassemblé ses meilleurs échantillons en un coffret de six CD, correspondant à un découpage géogra-

Firin'In Fouta de Baaba Maal

La « dance » sénégalaise

DANS le triumvirat qui domine aujourd'hui la musique sénégalaise, Baaba Maal est à la fois le plus fragile et le plus acrobatique. Il vient de donner au New Morning à Paris un fabuleux concert en formation acoustique (kora, guitares, percussions) : le jeune Toucouleur est un prince de la voix, de l'émphase, du conte musical. C'est sur ce registre qu'il avait livré son plus beau disque jusqu'alors, *Baayo*, en 1991 (1 CD Mango 8483002). Deux ans plus tard, le très électrique *Lam Toro*, somme toute assez banal, avait laissé craindre que le Sénégalais ne suive les traces du Malien Salif Keita, perdu quelque part entre Afrique et Occident. Son tout nouveau disque, *Firin'In Fouta*, a été travaillé à l'extrême par le producteur Simon Emmerson, peigné dans le sens de la *dance*, mais largement abreuvé d'instruments traditionnels (tambours d'aiselle *tamas*, harpe *kora*...), de gammes africaines, de voix profondes. Pour une

fois, sonorités et concepts technologiques se sont coulés dans le moule ancien. Il en résulte de singuliers produits : *Sidiki*, dansant jusqu'à la provocation, rythmes en boucle de la *house*, broderies africaines du guitariste Assan Ndoye Cisse, breaks de piano offerts à la parole du griot ; *Sama Dunya*, exigeante, lancinante et tellement urbaine.

Plus banales, les digressions latinos (*African Woman*) ou reggae (*Mbeey*). Plus risquées les tentations de la ballade façon Sting (*Nijloul*, commentaire de l'histoire africaine et de la dévaluation du CFA : une première moitié de morceau ennuyeuse, une seconde fabuleuse, à l'exacte peinture de la voix aérienne du chanteur). *Firin'In Fouta* est une sorte de révolution musicale, où Baaba Maal renoue avec les jeux des enfants sahéliens du Fouta, leur ronde, leur espérance d'harmonie cosmique et d'urbanité rapée. — V. Mo.

1 CD Mango - CDM 1109/52402-2.

Alfredo de la Fé

Musicien classique d'origine cubaine, Alfredo de la Fé est passé à la salsa avec armes et bagages : son violon. Premier violoniste soliste d'un orchestre de salsa (Sédy Palmieri), il a joué avec toutes les grandes stars du genre. Tapis de piano et glissement fitté des doigts sur le violon. Personne n'y résiste. Romantisme d'inspiration européenne, électricité à l'Américaine, lignes de basses irrésistible.

Bola de Nieve

Les grandes canciones
du grand artiste cubain

Il émit, génial, c'est vrai, ce « negro social, intellectuel y chigüe » qui tapait sur son piano en « amassant de tons et de toutes sur les ondes de la Radio cubaine. Boule de neige émit tour noir, et tout rond. Il posait le bérêt et avait la langue bien pendue, le rythme attaché au corps. Il adorait chanter des espagnolades, des sons cubains en diable, des polkas ou des valsecs, en castillan, en anglais, version croquer, avec quelques mots de français, de-ci de-là. Ce bouquet de *Grandes canciones* est intimiste : Bola de Nieve y est seul avec son piano.

1 CD Nuevos Medios 695 38. Distribué par Media 7.

Cachao

Master Sessions
Cachao, contrebassiste, chef d'orchestre, compositeur, est une grande figure de la musique cubaine, qui - depuis son départ de l'île en 1962 - a

Mythiques

Pour la première fois, retrouvez en vidéo des archives absolument inédites et exclusives des plus grands chefs du passé : Beecham, Bernstein, Furtwängler, Karajan, Klemperer, Nikisch, Reiner, Richard Strauss, Toscanini, Walter. 2 heures prodigieuses.

Disponible à prix spécial en VHS sous-filtrée et en Laserdisc.

Un Mythe Vidéo vous propose de découvrir les archives de ces chefs d'orchestre légendaires. Une collection de 12 vidéos en VHS et Laserdisc, à découvrir absolument.

36 98 55 68

APPELEZ-LE

TELECOM

UN MYTHE VIDEO

LE MONDE
diplomatique

Décembre 1994

- **BOSNIE** : Tuzla sous pression, par Catherine Samary.
- **ALLEMAGNE** : Les déprimés de l'unification, par Brigitte Pittzold.
- **ÉTATS-UNIS** : Virage à droite, par Serge Halimi.
- **CHINE** : Sur les flots agités du développement, par Roland Lew. — La Ven-an succombe à son tour... par Catherine Humblot.
- **KIRGHIZSTAN** : A la recherche d'une voie de développement, par Nur Dolay.
- **MONDE ARABE** : La question palestinienne, par Ignacio Ramonet. — A quand l'ajustement structurel du secteur privé ? par Georges Corm.
- **OUGANDA** : Le pays vit et se bat avec le sida, par Hubert Prolongeau.
- **FRANCE** : Des idées pour changer le monde, par Maurice Bertrand.
- **ÉCOLE** : Faire de la vie une permanente éducation, par Roger Sue. — La réussite n'est pas leur ambition, par Christian de Brie.
- **COMMUNICATION** : Publicité et politique, par Emmanuel Southery et Yves Jaeguen.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Jean René
chante pour les enfants
au Casino de Paris
les 22 et 23 décembre 94
à 15 heures

*Son dernier album
"Grignoti la souris"
en CD et K7*



Il vous attend nombreux ! **Sorry Much**

هكذا من الأصل

CINÉMA

TOUS LES FILMS DE LA SEMAINE

THIRTY TWO SHORT FILMS ABOUT GLENN GOULD

de François Girard

DOUZE ans après sa mort, le 3 octobre 1982, Glenn Gould demeure un des musiciens les plus connus des mélomanes. Il doit cette notoriété autant aux émissions de télévision qui lui ont été consacrées (notamment par Bruno Monsiegeon) qu'à la qualité de ses interprétations, autant à ce que lui-même appelait ses « excentricités » qu'à son talent de pianiste. La cinéaste et vidéaste québécoise François Girard a réalisé trente-deux films courts (comme Bach varia trente-deux fois le thème des Goldberg, dont Gould avait fait son œuvre de prédilection), qui composent un portrait éclaté, mais pas forcément contradictoire. Portrait d'un musicien singulier, dont les interprétations continuent d'inspirer des opinions contrastées, portrait d'un homme qui aimait les bars, se passionnait pour la numérologie, passait beaucoup de son temps à téléphoner, bavardait avec les femmes de chambre et les serveurs, cédait volontiers aux vertiges du boursicotage et adorait la radio, pour laquelle il conçut et produisit de nombreuses émissions, dont le film donne à entendre des extraits. Aucune image d'archives ne vient troubler le savant échafaudage dressé par François Girard, qui a choisi de confier le rôle de Glenn Gould à un acteur (Colin Firth). Ce choix se situe dans la logique du projet, mais contribue à masquer ce qui fait l'intérêt majeur de la personnalité du pianiste : son rapport à la musique. Voir un comédien, aussi irrécusable soit-il, reproduire l'étrange et dérangeante gestuelle de Gould crée une distance supplémentaire, que le film ne parvient jamais à réduire. La musique s'efface bientôt derrière des images qui semblent tenir pour acquies la dimension « géniale » du personnage et deviennent vite les éléments d'un édifice voué à sa célébration hagiographique.

P. M.

LAMERICA

de Gianni Amelio

FORT du succès des Enfants volés, Amelio tente de ressusciter la veine du cinéma-pleadoyer où se distinguent le cinéma italien des années 70, en l'adaptant aux problèmes contemporains. En expédiant dans l'Albanie voisine un vuppie milanais, il réunit les thèmes de l'expansion économique sauvage défilant l'opération « mani pulite », de la cassure Nord-Sud, du problème des migrations en Europe, de la fascination pour l'Amérique, et de l'usage qui gronde dans les Balkans. Arrogant et manipulateur, puis avalé par une réalité trop complexe et violente pour que ses paquets de devises et son téléphone cellulaire puissent en venir à bout, son héros sera pris dans un tourbillon où la misère contemporaine et le passé occulté manquent le broyer. Riche et complexe, le scénario est malheureusement mis en scène d'une manière si ambiguë qu'elle désamorce dans une grande mesure l'intérêt et l'ampleur du propos. S'appuyant sur le même interprète que lors de son précédent film (Enrico Lo Verso, très pénétré de son charme latin et de son avenir de vedette), Amelio s'essaie à mêler des scènes semi-documentaires lorgnant du côté du néo-réalisme, et des passages « expressionnistes », où le stylisation se fait vite insistante, quand elle ne devient pas méprisante pour les foules misérables dont elles sont supposées dénoncer les conditions de vie.

J.-M. F.

FARINELLI

de Gérard Corbiau

POUR retracer la vie de Carle Brocchi, dit Farinelli (1705-1782), qui fut le plus grand castrat de son temps, Gérard Corbiau a choisi la voie de la reconstitution historique taillée avec soin et à grands frais : décors et costumes sont magnifiques, les couleurs chatoyantes, l'ensemble est arrangé avec un goût très sûr. Pour la musique et, surtout, les techniciens n'ont pas épargné leur peine, pour un résultat que l'on peut discuter.

Tout a donc été mis en œuvre pour créer un « produit culturel » propre à susciter des questions d'ordre historique (qui était vraiment Farinelli et quelle fut sa place dans le siècle ?), médical (qu'est-ce qu'un castrat ?), artistique (comment chantait-il ?) et technique (comment a été créée cette voix ?). Farinelli constitue ainsi un excellent prétexte à débat télévisé qui réunirait historiens, médecins, musicologues et informaticiens, mais auquel on se garderait bien d'inviter un cinéaste. Le point de vue sur le cinéma exprimé par le film est un point de vue de production (au sens de mise en œuvre de tout ce qui

rend la réalisation possible). L'argent dépensé, les efforts consentis pour trouver et aménager des décors, pour concevoir une voix « plausible », la machinerie du cinéma, aussi visible ici que les inventions scéniques de Farinelli, importent davantage que le cinéma lui-même. A force d'essayer de tout dire et de tout montrer, sans renoncer à une scène « à faire », sans se priver d'une réplique « éclairante » prononcée par un personnage emblématique, le scénario sombre dans une extrême confusion, incapable de suivre l'évolution des personnages et de leur donner une quelconque densité. De même qu'il ne sert à rien de situer dans les théâtres somptueux les prestations du chanteur si l'on n'a à l'évidence aucune idée de comment les filmer. Farinelli peut bien, tel Chanteclerc, faire se lever le soleil, l'émotion est absente de ce film victime d'un tragique manque d'humour, d'humilité et de désir de cinéma.

P. M.

MIRACLE SUR LA 34^e RUE,

de Les Mayfield

POUR John Hughes, producteur et véritable responsable de ce remake d'un film de George Seaton (1947), avec Maureen O'Hara, John Payne et Natalie Wood, la population américaine (l'humanité tout entière, donc) se partage en deux catégories : ceux qui croient au Père Noël et les autres. Les autres, c'est-à-dire des envieux, des alcooliques, des mécontents avides d'argent mal gagné, bref, des pas-grands-chose. La maman de la petite Susan non plus, ne croit pas au père Noël, mais elle a des excuses : elle a peur de ses émotions. Du coup, Susan, « haute comme trois pommes et soixante-quatre ans de maturité », doute également. Mais il lui suffit de rencontrer Kris Kringle (Richard Attenborough) pour rejoindre le camp des gentils croyants, des doux rêveurs semblables au bel avocat qu'elle voudrait pour papa (avec une belle maison et un petit frère, s'il te plaît Père Noël) et qui a offert à sa maman une belle bague achetée chez un grand joaillier (le nom est marqué sur la boîte). Pour ceux qui possèdent la foi, l'argent n'est pas un problème, puisqu'ils en ont. Le salut viendra d'ailleurs d'un billet de un dollar : y découvrant la devise « En dieu nous croyons », le juge chargé de décider du sort de Kris Kringle, injustement accusé par des jaloux, déclare probable l'existence du Père Noël. Il était difficile d'inventer plus cynique glapage, pour cette pâtisserie déguilpinante de sirup, dont la date limite de consommation est dépassée depuis longtemps.

P. M.

LE CLIENT

de Joel Schumacher

LE CLIENT démarre en trombe : amenant son petit frère dans les bois pour fumer une cigarette, un gamin de onze ans (Brad Renfro, regard de Bambi mais avisé comme un voyou) aperçoit un gros barbu qui tente de se suicider. Avocat de la Mafia, il révèle in extremis au garçon où se trouve le cadavre d'un politicien assassiné. Le gamin signale le suicide à la police, il a bientôt tout le monde sur le dos : les flics, les truands, le FBI, un procureur général (Tommy Lee Jones). Il fait appel à une avocate (Susan Sarandon), déterminée quoique inexpérimentée dans ce type d'affaires. Ils ont bien des choses en commun : le gamin vit dans une roulotte avec sa mère, longtemps battue par un père ivrogne qui s'est fait la malle. Ancienne alcoolique, l'avocate, elle, a perdu la garde de son propre enfant, elle deviendra donc la maternelle protectrice du gamin. Mettre un gamin en danger, au cinéma, ça marche toujours. Pourquoi celui-ci ne crache-t-il pas le morceau aux autorités ? Parce que les adultes l'agacent avec leurs petits jeux d'egos, et surtout parce qu'il n'y aurait pas de film. Entourant un Brad Renfro épatant (et qui le sait), on tombe sur un bataillon d'acteurs de haute volée : dans un (petit) rôle de flic, Bill Paxton joue à la plus-que-sinistre ; Tommy Lee Jones improvise quelques variantes acrobatiques autour du personnage qu'il incarnait dans le Fugitif ; comme toujours, d'un regard, d'un geste, d'un silence, Susan Sarandon apporte justesse, cran et énergie à un personnage qui sans elle resterait un cliché. Ce sont les vrais plaisirs de ce film qui, malgré une caméra prompt à mettre les pieds au plafond, demeure prévisible comme un train sur les rails.

H. B.

SIN COMPASION

de Francisco J. Lombardi

CE septième long-métrage du réalisateur péruvien Francisco J. Lombardi est une adaptation de *Crime et châtiment*. L'intrigue a été transposée de nos jours, à Lima, et un peu simplifiée pour tenir en deux heures. *Sin Compasion* n'existe que par le roman de Dostoïevski et – malgré la volonté revendiquée d'avoir réalisé une « libre adaptation » – appartient à cette catégorie de films suscités par une volonté de partage ou de pédagogie. Aussi noble que soit ce désir il finit par empêcher le film d'écarter. Toute l'énergie du scénariste Augusto Cabado et du metteur en scène est consacrée à ne pas trahir Dostoïevski, à respecter à la lettre les termes de son débat moral, à trouver des équivalences qui ne trahissent pas le propos du romancier russe. Mais une fois que l'on a déchiffré cette grille il ne reste rien. Les acteurs sont bridés par ce système qui tourne le dos au mouvement, au jeu. Diego Bardi, qui joue Ramon Romano/Raskolnikov se replie sur l'imaginaire dostoïevskien, cheveux gras et température subfébrile pendant que Adriana Davila (qui incarne un personnage synthétisant Sonia, la jeune prostituée et Dounia, la sœur de Raskolnikov) semble sortie d'un spectacle parodique. C'est à peine si l'on entrevoit par instants Lima, le Pérou d'aujourd'hui, et ces brefs appels d'air font encore plus ressortir le rythme compassé et la raideur du film.

T. S.

ATTENTION
Les appels aux numéros téléphoniques commençant par 36 sont surtaxés.
Tous les programmes des salles sont disponibles sur le serveur Minitel 36-15 LE MONDE.

NOUVEAUX FILMS

Les critiques des nouveaux films se trouvent ci-contre. Nous publions ci-dessous les salles correspondantes.

LE CLIENT. Film américain de Joel Schumacher, VO : Forum Horizon, handicapsés, dolby, 1^{er} (36-68-51-23) ; U. G. C. Canton, dolby, 8^e (36-68-34-21) ; Gaumont Martigny-Concorde, dolby, 8^e (36-68-75-55) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8^e (36-68-48-56) ; 36-68-70-81) ; La Bastille, handicapsés, dolby, 1^{er} (43-07-48-80) ; U. G. C. Gobelins, handicapsés, dolby, 13^e (36-68-22-27) ; Sept Paroissiens, dolby, 14^e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-76-73-78) ; 36-68-69-24) ; VF : Rex, dolby, 2^e (36-68-70-23) ; U. G. C. Montparnasse, dolby, 8^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, handicapsés, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; 36-68-81-09) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12^e (36-68-82-33) ; Gaumont Gobelins-Francoville, handicapsés, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; Gaumont Alsace, handicapsés, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22) ; La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-65) ; 36-68-71-44).

L'ÉTRANGE NOËL DE M. JACK. Film américain d'Henry Selick, VO : Gaumont les Halles, 1^{er} (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 8^e (43-25-59-83) ; 36-68-82-33) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8^e (43-59-04-87) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14^e (36-68-75-55), VF : Rex, dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Gaumont Gobelins-Francoville, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; Mistrail, dolby, 14^e (36-68-70-14) ; Montparnasse, 14^e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, handicapsés, dolby, 15^e (36-68-75-55).

FARINELLI. Film franco-belge-italien de Gérard Corbiau, Forum Horizon, handicapsés, THX, dolby, 1^{er} (36-68-51-23) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 8^e (43-25-59-83) ; 36-68-82-33) ; L'Arlequin, dolby, 8^e (46-44-28-80) ; U. G. C. Rotonde, dolby, 8^e (36-68-70-73) ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08) ; 36-68-75-78) ; Saint-Lazare-Paquetier, dolby, 8^e (43-57-35-43) ; 36-68-71-68) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8^e (36-68-48-56) ; 36-68-70-81) ; Max Under Panorama, THX, dolby, 9^e (43-24-59-88) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 1^{er} (43-57-40-81) ; 36-68-69-27) ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-87) ; 36-68-71-33) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-82-33) ; Ecarail, dolby, 13^e (47-07-28-04) ; Gaumont Alsace, handicapsés, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-76-73-78) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55) ; Majestic Pessy, dolby, 16^e (42-24-46-24) ; U. G. C. Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, handicapsés, dolby, 18^e (36-68-20-22).

LAMERICA. Film franco-italien de Gianni Amelio, VO : Gaumont les Halles, handicapsés, 1^{er} (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra Impérial, handicapsés, dolby, 2^e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Hauteville, dolby, 8^e (48-33-73-38) ; 36-68-68-12) ; La Pagode, dolby, 7^e (36-68-75-07) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08) ; 36-68-75-78) ; Blanche Montparnasse, dolby, 15^e (36-65-70-38).

MIRACLE SUR LA 34^e RUE. Film américain de Les Mayfield, VO : Ciné Beaubourg, handicapsés, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08) ; 36-68-75-78) ; George V, dolby, 9^e (36-68-22-27) ; Mistrail, handicapsés, dolby, 14^e (36-68-70-14) ; Montparnasse, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; U. G. C. Convention, 15^e (36-68-23-31) ; Pathé Wepler, handicapsés, dolby, 18^e (36-68-20-22).

SIN COMPASION. Film péruvien de Francisco J. Lombardi, VO : Elysées Lincoln, 9^e (43-59-36-14).

SELECTION

L'Ange noir

de Jean-Claude Brisson, avec Sylvia Vautan, Michel Piccoli, Tchouky Kary, Alexandra Winkler, Lisa Harada, Philippe Torreton.

LES ENTRÉES À PARIS

Léger mieux pour la fréquentation dans la capitale, où semaine après semaine, le retard sur l'an dernier est grignoté, sans espoir pourtant de rattraper le terrain perdu. Avec 747 304 spectateurs cette semaine dans les salles de Paris et de la proche banlieue, le bénéfice de 1 % sur la semaine correspondante de l'an dernier est dû à la présence du *Roi lion*, principal artisan de cette amélioration. Mais il ne peut que conforter l'autre tendance lourde de l'année, la baisse de part de marché du cinéma français face à son concurrent américain. Il est très possible que les entrées des films français passent en 1994, pour la première fois, en dessous de 30 %.

Ce n'est pas « le Machine », dernier prétendant français aux sommets du box-office avant le Saint-Sylvestre, qui va inverser cette tendance. Avec 47 115 spectateurs dans 28 salles, le film de Dupeyron obtient un résultat moyen et, parmi les nouveautés, se classe deuxième derrière *Timecop*, qui profite de ses 42 écrans pour mettre sous clé 87 333 entrées. Pour sa part, *Millicentaire malgré lui* ne fait pas fortune, à 26 011 dans 24 salles. Avec 17 401 amateurs devant ses 9 écrans, *Exotica* enregistre un meilleur résultat.

« L'étrange Noël de M. Jack » a tenté d'imiter le système de la pré-sortie dans une seule salle, employé avec succès par les productions Disney. Mais, privé de l'accompagnement promotionnel nécessaire, il n'obtient qu'un maigre succès, avec 3 815 entrées alors que durant sa première semaine au seul Grand Rex, le *Roi lion* s'adjugeait 70 000 sujets.

Les champions se fatiguent. Leader parmi les nouvelles sorties la semaine dernière, les *Complices* perd la moitié de son public, pour n'obtenir qu'un total de 76 340 en quinze jours. Et si *The Mask* résiste vaillamment, flirtant les 700 000 entrées en six semaines, l'Expert peine à tenir la distance, dépassant pourtant les 300 000 en quatre semaines.

J.-M. F.

* Chiffres : le Film français.

LOUVRE
Cinéma muet en concert
en association avec la SACEM

ForFaITure

Samedi 10 décembre à 20 h
et dimanche 11 décembre à 16 h.

Film de Cecil B. DeMille, 1915, États-Unis, musique composée et dirigée par Daniel Ciampolini (création).

Tel : 47 40 20 51 86
Location : 47 45 63 07 81
Tarifs : 100 F, 80 F, 65 F, 50 F

Dans le cadre de CinéMémoire

ÉCOUTEZ VOIR

Du 6 au 31 décembre 1994

La vie est courbe

— monologue français —

écrit et mis en scène par Jacques REBOTIER
avec Bernard MENEZ et Martine SCHAMBACHER

47 42 67 27

ATHÉNÉE
Théâtre Louis Jouvet

ÉCOUTEZ VOIR

Votre Table ce Soir

LE MONTAGE GUILLAUME
Cheminée, Huitres, Gibiers
Spécialité de Poissons et Bouillabaisse
Miam carte : 180 F/240 F - F.D.
Chambres confort
88, rue Toulon-Louvre, 14^e T8. 43-32-96-15

Choumieu
SPECIALITÉ DE CARBOUR
et COURT DE CUISINE
Tous les jours (sauf le dimanche)
Ouvert de 10 à 14 h, 18 h à 22 h, 22 h à 24 h
71, rue St-Denis 01 70 47 22 48 74

Butterfly
Dans un cadre de charme vénitien
Régulier de Noël : 450 - 885 F
38, rue de Belfort, 75006 Paris - 43-63-12-19

ALSACE À PARIS T.L.I.
43-26-84-36
9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS
CHOUKROUTES, GRILLADES
FLAMMEKÛCHE, POISSONS
HUITRES ET COQUILLAGES

TEP
Mise en scène
Didier Goldschmidt avec Didier Girard
avec Laurence Carrey et Jacques Albright

ADDIE / W. F.

de William Faulkner

42 43 17 17

du 15 novembre au 17 décembre 94

صحنه من الامل

LES RENDEZ-VOUS DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Auxoir de Sylvie Vartan, meurtrière et victime. Jean-Claude Brisson construit un mélodrame glacé, qui puise ses racines dans la grande époque et la société française d'aujourd'hui. Sombre et ténébreux.
Forum-Orient-Express, handicapés, 1^{re} (38-65-70-81); U. G. C. Biarritz, 2^e (38-65-70-81); Biarritz-Montparnasse, 1^{re} (38-65-70-81); Grand Paris, 1^{re} (38-65-70-81).

Aqui na Terra de José Botelho, avec Lúcia Wilgall, Cláudio, Jeanine Weiss, Pedro Martins, Rita Dias, Isabel de Castro, João Medeiros. Portugal (1 h 45). Comme deux sœurs, la cinéaste fronde deux histoires parallèles, un fait divers et un drame psychologique, et fait jaillir l'éclaircie qui éclaire ce film tendre et violent.
VO: L'Espresso, 4^e (42-78-47-88).

Les Aventures d'Ivan Tchoukine de Jiri Menzel, avec Genozov Nazerov, Zoya Buryak, Vladimir Ryl, Vasily Zolotarev. France-Grande-Bretagne-Italie-Tchécoslovaquie-Russie (1 h 45). En « Salim », c'est-à-dire en URSS, à la veille de la deuxième guerre mondiale, mais aussi partout où règne la dictature bureaucratique et le cynisme militaire, le brave Tchoukine découvre les vicissitudes rigoureuses de son incorporation à marcher au pas, et à penser de même.
VO: 14-Juillet-Hautefeuille, 1^{re} (46-33-77-38); 36-65-70-81.

Bab el-Oued City de Marzak Alouache, avec Nadia Kaci, Mohamed Oudache, Hassan Abdou, Mourad Khan, Mabrouk El Amrani. Algérie (1 h 33). Un film d'urgence et de courage, réalisé dans des conditions « impossibles », qui en ont déterminé la nature et le style. Brillant, tendu à l'extrême et d'une lucidité terrible et exigeante.
VO: Ciné-Boutique, handicapés, 2^e (38-65-70-81); Espace Saint-Michel, 1^{re} (44-07-20-40); Elysées-Lincoln, 1^{re} (43-65-36-14); 14-Juillet-Bastille, handicapés, 1^{re} (43-65-70-81); 36-65-70-81; Sept Paroisses, 1^{re} (43-65-70-81).

Délits flagrants de Raymond Depardon, France (1 h 45). En obtenant l'autorisation de filmer les entretiens entre prévenus et procureurs, Depardon donne mieux qu'un document exceptionnel sur le fonctionnement de la justice au quotidien: une passionnante comédie humaine.
Forum-Orient-Express, 2^e (38-65-70-81); Saint-André-des-Arts, 1^{re} (43-65-70-81).

Jit de Michael Ruckert, avec Dominique Makoukchama, Shongile Hane, Farai Senzoze, Wendo Mhembe, Olivier Mitaloudi, Lawrence Simbarashe. Zimbabwe-Angleterre (1 h 32). Une fable simple et colorée, souriante et musicale, dont la rusticité de réalisation cache une sincérité et une vigueur tonifiantes.
VO: Épis de Bois, 1^{re} (43-37-57-47).

Ladybird de Ken Loach, avec Crispy Rock, Vladimir Vago, Sandie Leville, Maurizio Vanegas, Ray Winstone, Clara Perkins. Royaume-Uni (1 h 42). C'est une histoire vraie: celle d'une femme à laquelle la société n'en finit pas de faire payer sa peur, sa révolte et sa colère. Ken Loach la raconte la rage au cœur, avec une bouleversante intelligence, et livre ainsi son plus beau film.
VO: Les Trois Luxembourgs, 1^{re} (46-33-77-38); 36-65-70-81.

Petits Arrangements avec les morts de Pascale Ferran, avec Didier Saad, Catherine Ferran, Alexandre Zito, Agathe de Chassy, Charles Berling. France (1 h 48). En composant son triptyque modeste et fol-

lement ambitieux sur le bord d'une plage bretonne, une jeune cinéaste dévoile une sensibilité, un humour et une intelligence du récit qui méritent d'excellente humeur.
Forum-Orient-Express, handicapés, 1^{re} (38-65-70-81); Les Trois Luxembourgs, 1^{re} (46-33-77-38); George V, 1^{re} (43-65-70-81); Sept Paroisses, 1^{re} (43-65-70-81); Grand Paris, 1^{re} (43-65-70-81).

Tiens ton foulard, Tatiana de Alki Karamizaki, avec Kati Outson, Matti Pellonpää, Kirsi Tikkinen, Milla Väänänen. Finlande, noir et blanc (1 h 05). La dérive linguistique de deux enfants finlandais, bientôt flanqués de deux oncles soviétiques, à travers le paysage désolé d'années 60 où seul le rock offre quelque relief, fait une balade hilarante et désespérée. Ne pas rater le court métrage de Jarmusch en ouverture de programme.
VO: Images d'ailleurs, 1^{re} (45-57-18-09).

Veillées d'armes de Marcel Ophüls, France (3 h 45). À partir d'une enquête sur les correspondants de guerre à Sarajevo, Ophüls construit un film-labyrinthe qui met en évidence les mécanismes de l'information spectacle, les devoirs et les dangers de la mise en scène de la réalité tels que les assume le cinéma et que les esquivent la télévision.
VO: Saint-André-des-Arts, 1^{re} (43-65-70-81).

Wonder Boy de Paul Vecchiali, avec Fabienne Babe, Sam Djo, Kader Boukhanef, Rudiger Vogler, Jonathan Kessler, Jacques Martiel. France (1 h 57). Sur une intrigue de roman noir américain ancrée en région parisienne, Paul Vecchiali réalise avec les moyens du bord et un magnifique savoir-faire un film étrange, sensuel et ironique.
Ciné-Boutique, handicapés, 2^e (38-65-70-81).

REPRISES

Beetlejuice de Tim Burton, avec Alec Baldwin, Geena Davis, Jeffrey Jones, Catherine O'Hara, Winona Ryder, Sylvie Sidney. Américain, 1988 (1 h 32). Quand deux jeunes mariés brutalement passés de vie à trépas assistent en fantômes à l'embellissement de leur maison par une famille new-yorkaise, Tim Burton se

déchaîne et, ébouriffants effets spéciaux à l'appui, livre un singulier film d'horreur burlesque.
VO: Action Écoles, 1^{re} (43-25-72-07); 36-65-70-81.

La Femme de l'année de George Stevens, avec Katharine Hepburn, Spencer Tracy, Fay Bainter, R. Ouse. Américain, 1942, noir et blanc (1 h 52). Rivalités professionnelles (ils sont journalistes) et amoureuses font s'affronter le couple Katharine Hepburn-Spencer Tracy. Producteur du film, Joseph L. Mankiewicz veille jalousement sur le scénario, mis en images sans génie par George Stevens.
VO: Action Cinéma, handicapés, 1^{re} (43-25-72-07); 36-65-70-81; Mac-Mahon, 1^{re} (43-25-72-07); 36-65-70-81.

FESTIVALS

Littérature et cinéma Le Grand Action présente quarante-deux films adaptés de chefs-d'œuvre de la littérature, qui sont autant de rencontres entre écrivains et cinéastes: Shakespeare et Kurosawa (*Macbeth*), Vladimir Nabokov et Stanley Kubrick (*Lolita*), entre autres... Jusqu'au 10 janvier, au Grand Action, 5, rue des Écoles, à Paris (1^{re}). Tél.: 43-25-44-40.

Hommage à André Delvaux La rétrospective de l'œuvre cinématographique d'André Delvaux regroupe neuf longs métrages, réalisés entre 1964 et 1988, et deux courts métrages. André Delvaux laissera lui-même le 14 décembre de son métier lors d'un entretien avec Claude Miller.
Du 7 au 20 décembre, au Centre Bruxelles-Montréal, 46, rue Quincampoix à Paris (1^{re}). Tél.: 42-71-25-31.

Mohamed Choukri à l'Institut du monde arabe L'Institut du monde arabe donne carte blanche à l'écrivain tangerin Mohamed Choukri pour six jours de cinéma. Parmi les douze films qu'il a choisis, des classiques, comme le *Dossier Juvénat* de David Lean, aussi bien que des œuvres méconnues, comme *Alyan Alyan*, d'Ahmed Mounouni. Jusqu'au 18 décembre, à l'Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, à Paris (1^{re}). Tél.: 40-39-80-81.

Tous courts à Aix-en-Provence Trente-six courts métrages seront en compétition au douzième festival Tous

courts proposé par l'association des Rencontres aixoises du cinéma, qui propose également cette année un hommage au cinéma portugais.
Du 6 au 10 décembre, au Ciné-Maximilien, à la Cité du film et à la Salle Armand-Lumière, à Aix-en-Provence (13). Tél.: 42-27-08-64.

Rencontres de Cannes Cinquante films sont inscrits au programme des Rencontres de Cannes: films inédits, primés, d'auteur, du patrimoine... Divers stages, expositions et débats consacrés à la découverte d'un cinéma de qualité complètent les projections.
Du 9 au 16 décembre, à Cannes (06). Tél.: 93-99-04-04.

Séances Spéciales Soirée de l'Aurore au Studio des Ursulines L'objectif des soirées de l'Aurore est de faire découvrir le patrimoine cinématographique mondial et de promouvoir le cinéma indépendant contemporain. La soirée du 13 décembre sera consacrée à Jean-Claude Biette, qui présentera le film de Pier Paolo Pasolini (*Edipo Roi*) et l'une de ses propres réalisations, le *Championnat des Carpathes*. Mardi 13 décembre à 19 h 30, au Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines, à Paris (1^{er}). Tél.: 42-62-76-41.

Cinéma muet en concert Dans le cadre de CinéMémoire, l'Auditorium du Louvre organise une projection de *Forlaine* (The Cheat) de Cecil B. De Mille (1915), avec Sessue Hayakawa. Ce classique des premiers temps du cinéma sera accompagné de la musique composée spécialement à son intention par Daniel Campioli.

Les samedi 10 décembre à 20 heures et dimanche 11 décembre à 16 heures, à l'Auditorium du Louvre, à Paris. Tél.: 40-20-51-85.

Chantal Akerman et Romain Goupil au Reflet République Portrait d'une jeune fille de la fin des années soixante, à Bruxelles, de Chantal Akerman, sera présenté le lundi 12 décembre au Reflet République. La projection sera suivie d'un débat avec la réalisatrice et Romain Goupil.

Le lundi 12 décembre à 20 h 30, au Reflet République, 13, rue du Faubourg-du-Temple à Paris (11^e). Tél.: 48-05-51-33.

Marie-Claire Alain. Placé sous le signe de Noël, ce récital de Marie-Claire Alain sera une occasion pour ceux qui pensent ne pas aimer l'orgue de changer d'avis. Rien ne vaut le roulement tonitruant d'un orgue dans le vaisseau d'une église.
Bach: *Prélude et fugue en ut majeur BWV 541 de Noël*; *Deux Chorales BWV 659 et 675*; *Pastorale en fa majeur*; *Prélude et fugue en la mineur BWV 543*. Daquin: *Noël n° 10* Balbastre: *Noëls en variations n° 4*; *Première suite*; *Ou s'en vont ces gais bergers*. Franck: *Pastorale*. Messiaen: *Quatre méditations pour orgue*. Alain: *Litanies*. Marie-Claire Alain, orgue de la Madeleine, église de la Madeleine, 20 h 30, le 8. Tél.: (1) 43-59-35-39. Location FNAC et Virgin, 90 F.

Amsterdam Baroque Choir & Orchestra. Le Mozart de Koopman est étonnant par sa vivacité, sa transparence et son refus du romantisme. Dans la musique religieuse il montre un sens du théâtre parfaitement en situation.
Mozart, *Vêpres d'un confesseur*: *Exultate jubilate*, Ave verum; *Messe du couronnement*. Barbara Schlick (soprano), Elisabeth von Magnus (mezzo-soprano), Paul Agnew (ténor), Matthias Messing (basse), Margaret Fudless (violin), The Amsterdam Baroque Orchestra, The Amsterdam Baroque Choir, Ton Koopman (direction). Eglise Saint-Roch, 20 h 30, le 11. Tél.: (1) 45-61-54-99. Location FNAC, Virgin, 130 F.

Orchestre des Champs-Élysées. Rencontre attendue entre une chanteuse rompu au grand style, un chef et un orchestre créé pour revisiter le répertoire classique et romantique. Un jour, peut-être Herweghe dirigera-t-il tout Tristram... Schubert: *Symphonie n° 4*. Wagner: *Siegfried-Idyll*, *Wendensiedler*. Liszt: *Margaret Price* (soprano), Orchestre des Champs-Élysées, Philippe Herreweghe (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30, le 13. Tél.: (1) 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Orchestre de Paris. Sawallisch revient en seconde semaine avec l'Orchestre de Paris pour continuer son exploration de l'intégrale des symphonies et concertos de Beethoven.
Beethoven: *Egmont, ouverture*, *Concerto pour piano, violon, violoncelle et orchestre*, *Symphonie n° 2*. Sergueï Stadler (violin), Heinrich Schiff (violin), Garhild Oppitz (piano), Orchestre de Paris, Wolfgang Sawallisch (direction). Salle Pleyel, 20 h 30, les 14 et 15; 16 h 30, le 17. Tél.: (1) 45-63-07-56. Location FNAC, Virgin, De 50 F à 320 F.

Lars Vogt et FONF. Ce jeune et inspiré pianiste allemand a publié une belle interprétation du *Concerto de Schumann* enregistré à Birmingham avec Simon Rattle. Pour la première fois, semble-t-il, sur un disque, les deux musiciens ont décidé de faire fi de la tradition qui veut que le tempo de l'orchestre soit ralenti après la phrase d'introduction jouée par le piano. L'excellent Slakin suivra-t-il Vogt sur le terrain de la fidélité?
Schumann: *Genoveva, ouverture*, *Concerto pour piano et orchestre*. Mahler: *Symphonie n° 1*. « Titan ». Lars Vogt (piano), Orchestre national de France, Leonard Slakin (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 20 heures, le 8. Tél.: (1) 49-52-50-50. De 50 F à 190 F.

Classique

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécoeur: (1) 40-65-25-99
Téléc: 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEURE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécoeur: (1) 49-60-30-10
Téléc: 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société:
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social:
620 000 F

Principaux associés de la société:
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beure-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombani, gérant.

Impression:
du « Monde »
12, r. M.-Quinquer
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications,
n° 57 437, ISSN: 0395-2037
Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM: (1) 43-37-86-71
Microfilm: (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE

Président-directeur général:
Jean-Marie Colombani
Directeur général: Claude Morax
Membres du comité de direction:
Dominique Alduy
Gilles Peyon
133, rue des Champs-Élysées
75009 PARIS CEDEX 08
Tél.: (1) 44-43-76-00
Téléc: 144-43-77-30
Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Comptes rendus: L'ESPRESSO
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-25-04-55

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beure-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél.: (1) 49-60-33-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	Voie normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 899 F	2 086 F	2 960 F

Pour les autres pays, nous consulter.
Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.
Se renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER: par voie aérienne, tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LE MONDE, code d'accès ABO

« LE MONDE » (ISSN: 0395-2037) est publié daily for 5.00 par jour by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beure-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine France. Social class postage paid at Champlain N.Y. and additional mailing offices.
POSTMASTER: Send address changes to 1405 of NY Box 1518, Champlain N.Y. 12919 - USA.
Pour les abonnements concrets sur USA:
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue, Suite 404 Virginia Beach VA 23461 - 3803 USA

Changements d'adresse: merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

401 MG 01 PR Paris 07M

Durée choisie: 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____


Code postal: _____

Localité: _____ Pays: _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

VIRGIN MEGASTORE
QUE L'ESPRIT DE NOËL
NOUS GUIDE

A partir du 1^{er} Décembre, le meilleur de l'année 94 à "Prix Tentation": Disques, Livres, Vidéos, Jeux, Electronique...



PARIS: Carrousel du Louvre - Champs-Élysées - BORDEAUX - MARSEILLE - TOULON

3 expositions au Musée d'Orsay

Oeuvres restituées par François Pompon, sculpteur allemand le retour à l'Allemagne et du lisse des lisses rendus à la France en juin 1994

Ces deux expositions sont accessibles avec le billet d'entrée du musée: 55 F / 24 F

— Ingres, Courbet, Monet, Rodin, Gauguin...
Les oubliés du Caire
Chefs-d'œuvre des musées du Caire
Accès à l'exposition: 38 F / 24 F
Accès à l'ensemble du musée y compris les expositions, billet jumelé: 55 F / 38 F

